

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

CENTRE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES,
SOCIALES ET EDUCATIVES

UNITE DE RECHERCHE ET DE
FORMATION DOCTORALE EN
SCIENCES HUMAINES ET
SOCIALES

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

RESEARCH CENTER FOR
DOCTORAL FORMATION IN
HUMAN, SOCIAL AND EDUCATIVE
SCIENCES

RESEARCH UNIT FOR DOCTORAL
FORMATION IN HUMAN AND
SOCIAL SCIENCES

DEPARTMENT OF SOCIOLOGY

**INONDATIONS DANS LA COMMUNE DE YAGOUA:
VULNÉRABILITÉS SOCIALES ET STRATÉGIES DE
RÉSILIENCE DES POPULATIONS LOCALES
(EXTRÊME-NORD CAMEROUN)**

Mémoire rédigé et présenté en vue de l'obtention du diplôme de Master en sociologie

Spécialité : **Population et développement**

Par

Benoît MADAGAL

Titulaire d'une Licence en sociologie

Membre du jury

Président du jury : DJOUDA FEUDJIO Yves (*Professeur*)

Rapporteur : LEUMAKO NONGNI Jeannette (*Maître de Conférences*)

Examineur : MBEN LISSOUCK Ferdinand (*Chargé de Cours*)

Sous la direction de

Jeannette LEUMAKO NONGNI

Maître de Conférences

Université de Yaoundé 1



MARS 2026

ATTENTION

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

Par ailleurs, le Centre de Recherche et de Formation Doctorale en Sciences Humaines, Sociales et Éducatives de l'Université de Yaoundé I n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

À

Mes parents, André WARDA et Jeannette TCHIVED

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire n'aurait pu aboutir sans de multiples appuis et contributions. Nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance à tous ceux et celles qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à la concrétisation de ce travail.

Nous adressons d'abord nos remerciements aux populations de la commune de Yagoua, dont l'accueil chaleureux, la disponibilité et la confiance lors des entretiens ont permis de recueillir des informations essentielles à notre étude et de mener à bien ce travail dans un climat de sérénité.

Nous exprimons ensuite notre gratitude à notre Directrice de mémoire, la Professeure Jeannette LEUMAKO NONGNI, pour sa disponibilité, sa rigueur, ses remarques pertinentes et ses conseils avisés tout au long de l'encadrement de ce travail.

Nous tenons à remercier le Chef du Département de sociologie, le Professeur Armand LEKA ESSOMBA, pour son implication, ainsi que l'ensemble du personnel enseignant et administratif du département, pour leur accompagnement permanent, la qualité de leur enseignement et le soutien apporté à notre formation académique. Ces contributions ont constitué le socle sur lequel s'est appuyé ce mémoire.

À nos camarades de classe, nous exprimons aussi notre reconnaissance pour la solidarité, les échanges intellectuels et l'amitié qui ont jalonné ces années d'étude. Une mention particulière à notre aîné académique Patrice NITCHEU NITCHEU pour sa disponibilité et son accompagnement à notre égard.

Merci à nos chers parents et frères, Etienne OUSMANE KALDA, Athanas NGAIBAI, Noé NGASTEBAI, Abraham NGAIBAI et Luc BAVA.

Un grand merci à tous nos amis, ceux et celles qui, d'une façon ou d'une autre, ont soutenu ce travail, notamment Théodore GONDJI, Michael MADJITOLOUM, Claris MBILLA et Nidelle LONSTI KWETIO. Nous exprimons toute notre profonde gratitude au couple M Christophe NIYIBIZI et Mme Éliane MOSABIMANA pour leur générosité et leur soutien.

Notre profonde gratitude à Rose TEBENDEM, dont la bienveillance, les encouragements et l'affection indéfectible ont constitué pour nous un soutien et une source inestimable de motivation tout au long de ce parcours.

Enfin, à toutes celles et tous ceux qui, cités ou non, ont participé à la réalisation de ce mémoire, nous exprimons notre sincère gratitude.

SOMMAIRE

DÉDICACE.....	Erreur ! Signet non défini.
REMERCIEMENTS	ii
SOMMAIRE	iii
LISTES DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	iv
LISTES DES FIGURES ET ILLUSTRATIONS.....	vi
RÉSUMÉ.....	vii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
PARTIE I : GESTION DES RISQUES ET MANIFESTATIONS DE LA VULNÉRABILITÉ DES POPULATIONS À YAGOUA.....	35
CHAPITRE I : _CADRE NATIONAL DE GESTIONS DES RISQUES AU CAMEROUN ..	37
CHAPITRE II : _INONDATIONS A YAGOUA : CAUSES, MANIFESTATIONS ET PERCEPTIONS DE LA VULNÉRABILITÉ PAR LES POPULATIONS LOCALES.....	59
PARTIE II : DE LA VULNÉRABILITÉ À LA RÉSILIENCE : ANALYSE DES STRATÉGIES D'ADAPTATION ET DES DYNAMIQUES SOCIALES INDUITES PAR LES INONDATIONS À YAGOUA	88
CHAPITRE III : _ANALYSE DES STRATÉGIES D'ADAPTATION FACE AUX INONDATIONS À YAGOUA	90
CHAPITRE IV : _DYNAMIQUES SOCIALES ET TRANSFORMATIONS LOCALES INDUITES PAR LES INONDATIONS À YAGOUA.....	114
CONCLUSION GÉNÉRALE	137
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	146
ANNEXE	155
TABLE DES MATIÈRES	170

LISTES DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

I-ABREVIATIONS

Mgr : Monseigneur

II-SIGLES

ACF : Action Contre la Faim

BAD : Banque Africaine de Développement

CCNUCC : Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

CDB : Comités de Développement de Base

CDGRC : Comité Départemental de Gestion des Risques et Catastrophes

CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées

DPC : Direction de la Protection Civil

EAH : Eau, Assainissement, Hygiène

FICR : Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

HCR : Haut-Commissariat pour les Réfugiés

INS : Institut National de la Statistique

IRGM : Institut de Recherche Géologique et Minière

MSF : Médecins Sans Frontières

ODD : Objectifs du Développement Durable

OMS : Organisation Mondiale de La Sante

ONG : Organisations Non Gouvernementales

ONR : Observatoire National des Risques

OSC : Organisation de la Société Civile

PCD : Plan Communal de Développement

PN2RC : Plate-forme Nationale pour la Réduction des Risques de Catastrophes

PNACC : Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques

PNAT : Politique Nationale d'Aménagement du Territoire

PNC : Plan National de Contingence

PNDP : Programme National de Développement Participatif

PNPGC : Programme National de Prévention et de Gestion des Catastrophes

PNUR : Programme National d'Urgence et de Relèvement

POS : Plan d'Occupation du Sol

RRC : Réduction Des Risques De Catastrophes

SNRRC : Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes

SPN2A 2035 : Stratégie et Plan National d'Adaptation de l'Agriculture Face aux Changements Climatiques

USD: United States Dollar

III-ACRONYMES

CODAS-CARITAS : Comité Diocésain de Développement des Activités Sociales et Caritas

MINADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

MINAT : Ministère de l'Administration Territoriale

MINEE : Ministère de l'Eau et de l'Énergie

MINEPAT : Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

MINEPDED : Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable

MINFI : Ministère des Finances

MINHDU : Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain

MINRESI : Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation

MINTP : Ministère des Travaux Publics

OCHA : Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

ONACC : Observatoire National sur les Changements Climatiques

ORSEC : Organisation de la Réponse de Sécurité Civile

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PGES : Plans de Gestion Environnementale et Sociale

PNIACC : Plan National d'Investissement pour l'Adaptation au Changement Climatique

PULCI : Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations

SEMRY : Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua

SNACC : Stratégie Nationale d'Adaptation au Changement Climatique

UNICEF : United Nations Children's Fund / Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

VIVA-Logone : Projet de Valorisation des Investissements de la Vallée du Logone

LISTES DES FIGURES ET ILLUSTRATIONS

A. IMAGES

Image 1: Effondrement du pont Danay	Image 2: Pont reliant Goboissou et le marché central	68
Image 3: Marché central de Yagoua inondé.....		71
Image 4: Camp d'hébergement des sinistrés à OURO DABA.....		75
Image 5: Les élèves à bord des pirogues allant à l'école à Yagoua lors des inondations		78
Image 6: Pont reliant Yagoua et Bongor		103
Image 7: Aménagement des routes avec les sacs remplis de sable		105
Image 8: Ponts construits par la mairie de Yagoua		106
Image 9: nouvelle tribune construite dans le quartier KALAK.....		134

B. TABLEAUX

Tableau 1 : répartition des personnes interrogées	24
---	----

RÉSUMÉ

Cette recherche a pour titre : « *inondations dans la commune de Yagoua : vulnérabilités sociales et stratégies de résilience des populations locales (Extrême-Nord Cameroun)* ». Elle s'inscrit dans une logique de contribution à la compréhension sociologique des catastrophes environnementales. L'observation de la récurrence des inondations dans la commune de Yagoua malgré l'existence des dispositifs institutionnels de gestion des risques au Cameroun a suscité une interrogation sur la gestion d'un tel phénomène et sur les stratégies de résiliences adoptées au niveau local.

La question principale de recherche est la suivante : comment les inondations affectent-elles les cadres et conditions de vie des populations locales de la commune de Yagoua ? L'hypothèse principale postule que les inondations persistantes à Yagoua dégradent les infrastructures, bouleversent les activités de subsistance et détériorent les conditions de vie des populations locales. L'objectif général est d'analyser les effets des inondations sur les cadres et conditions de vie des populations locales de Yagoua.

L'opérationnalisation de cette hypothèse s'est faite à travers deux théories complémentaires. La théorie de l'anti-fragilité de Nicholas NASSIM TALEB et La théorie de la modernité réflexive d'Ulrich BECK. Les données ont été obtenues avec pour outil de collecte, les entretiens semi-directifs individuels et de groupe, l'observation directe et l'enquête documentaire. L'enquête de terrain s'est déroulée entre juin et juillet 2025 auprès d'un échantillon de 43 personnes constitué par la technique de boule de neige et le choix raisonné. L'analyse de contenu thématique a été mobilisée pour traiter les données collectées.

Les résultats obtenus sont les suivants : Premièrement, malgré l'existence des dispositifs institutionnel progressivement élaboré pour la gestion des risques, la vulnérabilité des populations demeure élevée et s'aggrave. Deuxièmement les populations perçoivent leurs conditions sociales comme précaires et marquées par une vulnérabilité multidimensionnelle distribuée de manière socialement différenciée selon le genre, l'âge, l'activité professionnelle et la localisation géographique. Troisièmement, les populations développent des stratégies d'adaptation remarquables auxquelles s'ajoutent les interventions des acteurs externes mais ces stratégies restent limitées face à l'ampleur du phénomène. Enfin, les inondations induisent des dynamiques sociales profondes : éclatement familial, fragilisation des solidarités traditionnelles et émergence de nouvelles organisations collectives, mutations économiques qui creusent les inégalités, et reconfigurations territoriales.

Mots-clés : Inondations, Vulnérabilité, Stratégies d'adaptation, Résilience, transformation sociale.

ABSTRACT

This research focuses on : “*flooding in the Yagoua municipality : social vulnerabilities and adaptation strategies of local populations (Far North Cameroon).*” It falls within the scope of contributing to the sociological understanding of environmental disasters. The observation of recurrent flooding in the Yagoua municipality despite the existence of institutional risk management mechanisms in Cameroon has raised questions about the management of such phenomena and the resilience strategies adopted at the local level.

The main research question structuring this study is as follows: how do floods affect the living conditions and frameworks of local populations in the Yagoua municipality? The main hypothesis posits that persistent flooding in Yagoua degrades infrastructure, disrupts subsistence activities, and deteriorates the living conditions of local populations. The general objective is to analyse the effects of persistent flooding on the living conditions and frameworks of local populations in Yagoua.

The operationalisation of this hypothesis was carried out through two complementary theories: Nicholas Nassim Taleb’s theory of anti-fragility and Ulrich Beck’s theory of reflexive modernity. Data were obtained using semi-structured individual and group interviews, direct observation, and documentary research as collection tools. The field survey was conducted between June and July 2025 with a sample of 43 people selected through snowball sampling and purposive sampling techniques. Thematic content analysis was employed to process the collected data.

The results obtained are as follows : Firstly, despite the existence of progressively developed institutional mechanisms for risk management, the vulnerability of populations remains high and is worsening. Secondly, populations perceive their social conditions as precarious and marked by multidimensional vulnerability that is socially differentiated according to gender, age, occupation, and geographical location. Thirdly, populations develop remarkable adaptation strategies supplemented by interventions from external actors, but these strategies remain limited in the face of the scale of the phenomenon. Finally, flooding induces profound social dynamics: weakening of traditional solidarities and emergence of new collective organisations, economic transformations that deepen inequalities, and territorial reconfigurations.

Keywords: Flooding, Vulnerability, Adaptation strategies, Resilience, Social transformation.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I-CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU CHOIX DU SUJET DE RECHERCHE

Les phénomènes extrêmes liés aux conditions hydrologiques, tels que les inondations, les sécheresses ou les tempêtes, constituent aujourd'hui une menace environnementale mondiale à laquelle la plupart des pays sont confronté. Les inondations surviennent fréquemment et constituent l'un des principaux risques dans le monde causant le plus de dégâts matériels et humains de nos jours. L'Afrique est l'un des continents vulnérables à ces phénomènes et paradoxalement, contribue le moins aux émissions mondiales. Elle émet environ 3 % de gaz à effet de serre contrairement à l'Europe qui en émet environ 15 %¹.

Au plan international, l'Afrique du Nord, caractérisée par son climat aride, fait face également à des épisodes d'inondations. En septembre 2023, la Libye a fait face aux inondations dévastatrices ayant fait d'énormes ravages². Le Maroc, a lui aussi été frappé par ce phénomène en 2024, où des pluies exceptionnelles avec 170 millimètres à Tagounite ont causé le débordement des oueds, et ont transformé les cours d'eau secs en torrents dévastateurs³.

L'Afrique de l'Ouest n'est pas épargnée. Le Niger, le Nigeria, le Sénégal et bien d'autres pays font régulièrement face à ce phénomène qui touche tant les zones urbaines que rurales. Le Nigeria par exemple a connu en 2022 ses pires inondations. Elles ont affecté plus de 2 millions d'individus. Le Niger est également affecté. Au Mali, la région de Kidal a fait face à une crise sanitaire majeure due au paludisme, suite aux fortes pluies⁴.

L'Afrique centrale, marquée par un climat tropical et équatorial caractérisé par des précipitations abondantes et une forte variabilité climatique, est également vulnérable à ce phénomène. Pierre CAMBERLIN, dans son analyse de la variabilité interannuelle et intra-saisonnière des précipitations, montre que des facteurs locaux tels que le couvert forestier dense et la proximité des zones sahéliennes influencent la dynamique climatique, créant des conditions favorables aux inondations par la convection atmosphérique.⁵

Au plan national, le Cameroun, à l'image de nombreux pays africains, fait régulièrement face aux graves inondations causant des conséquences multisectorielles. Il est un pays riche en biodiversité et en ressources naturelles et présente cinq zones agro - écologiques distinctes : la

1-GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), Sixième rapport d'évaluation – Résumé à l'intention des décideurs, 2023, p. 6.

2-Perspective Monde, « Inondations dévastatrices en Libye », 10 septembre 2023, <https://perspectivemonde.com> (consulté le 20 janvier 2025).

3-Amine BOUWAFOD, « Comprendre le passé des crues catastrophiques du Maroc », Médias24, 16 septembre 2024.

4-ONU Info, « Afrique de l'ouest : des inondations déciment des vies et des terres cultivées », 17 octobre 2022.

5-Pierre CAMBERLIN, *L'Afrique Centrale dans le contexte de la variabilité climatique tropicale interannuelle et intrasaisonnière*, conférence L'Afrique Centrale, le Cameroun et les changements globaux, Yaoundé, Cameroun, juin 2007, pp 25-39.

zone soudano-sahélienne (Extrême-Nord et Nord), la zone des hautes savanes guinéennes (Adamaoua), la zone des hauts plateaux (Ouest et Nord-Ouest), la zone forestière à Pluviométrie monomodale (Littoral et Sud-Ouest) et la zone forestière bimodale (Centre, Sud et Est). Cette diversité climatique s'accompagne d'une variation des régimes pluviométriques, allant de moins de 500 millimètres par an dans l'Extrême-Nord à plus de 4000 millimètres dans le Sud-Ouest⁶. Cette variabilité expose différemment les régions aux crises hydrologiques.

Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, où se situe le département du Mayo-Danay, les travaux de TIKI mettent en évidence une interaction croissante entre facteurs naturels et anthropiques dans la genèse des inondations⁷. Appartenant au bassin du lac Tchad, cette région est structurée par les fleuves Logone et Chari, qui forment un vaste réseau hydrographique transfrontalier⁸. Cette configuration, bien que stratégique en termes de ressources en eau, accroît la vulnérabilité de la zone aux inondations, lesquelles constituent un enjeu environnemental majeur, récurrent et préoccupant dans la commune de Yagoua.

Le choix d'analyser la persistance des inondations dans la commune de Yagoua se justifie par des considérations environnementales, socioéconomiques et épistémologiques.

Sur le plan environnemental, Yagoua est soumise à un climat soudano-sahélien marqué par une courte saison pluvieuse et une longue saison sèche, avec une pluviométrie moyenne annuelle d'environ 800 mm⁹. Le relief plat, la nature argileuse et peu perméable des sols, ainsi que la proximité du fleuve Logone et du cours d'eau Danay, constituent des facteurs naturels favorisant les crises hydrologiques. Ces caractéristiques entraînent une accumulation des eaux en saison des pluies et des submersions prolongées, renforcées par une tendance à l'augmentation des précipitations extrêmes observée dans la région soudano-sahélienne du Cameroun, sur la période 1981-2019¹⁰.

Sur le plan socioéconomique, les inondations surviennent dans un contexte de forte vulnérabilité des populations locales, marqué par un taux de pauvreté élevé (74,3 %). Les submersions aggravent les fragilités existantes, freinent les dynamiques de développement local

6-MINADER (Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural), ONACC (l'Observatoire National sur les Changements Climatiques), Calendrier agricole pour la campagne 2022 pour les cinq zones agroécologiques du Cameroun, 2022.

7-Denis TIKI, Etude et cartographie des sols et des zones à risques d'inondation en zone Soudano-Sahélienne (Mayo Danay - Extrême-Nord Cameroun) : « *contribution de la Télédétection optique et radar et des Systèmes d'Informations Géographiques* », Thèse. Univ. Ngaoundéré, 2020.

8-Frédéric SAHA et al, « Risques naturels dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun et dynamique des extrêmes hydrologiques du système Chari-Logone », 2020, p69-88.

9-Plan Communal de Développement (PCD) de la Commune de Yagoua, novembre 2013, p. 16–17.

¹⁰ Derbetini A.VONDOU et al., Trends and Interannual Variability of Extreme Rainfall Indices over Cameroon, Sustainability, 13(12), 6803, 2021, <https://doi.org/10.3390/su13126803>.

et sont accentuées par l'insuffisance des informations météorologiques et hydrologiques. Cette situation souligne la nécessité de mieux comprendre l'ampleur et l'impact social de ce phénomène¹¹. Sur le plan épistémologique, cette étude s'inscrit dans une sociologie du développement et de l'environnement, entendue comme « *l'analyse sociologique des interactions entre les sociétés et leurs milieux naturels, autant dire l'étude simultanée (vice-versa) des effets de l'environnement naturel sur les sociétés (catastrophes naturelles) et ceux des sociétés sur leur environnement naturel (effet de serre, déforestation, perte de la biodiversité)* ». Elle s'intéresse moins au milieu physique en lui-même qu'aux « *manières dont les sociétés contemporaines réagissent culturellement (perceptions et valeurs), politiquement (politiques publiques) et réellement (modes de vie et développement) aux questions écologiques* ». Il s'agit ainsi de « *l'étude sociologique des rapports nature-société-nature* ».¹² Ainsi, l'étude des inondations à Yagoua offre un cadre crucial pour analyser les vulnérabilités sociales et les capacités d'adaptation des populations, tout en mettant en lumière les rapports entre nature, société et développement local.

II-LE PROBLÈME DE RECHERCHE

Les inondations constituent depuis quelques années une réalité préoccupante au Cameroun. Entre 2000 et 2023, la région de l'Extrême-Nord a enregistré une augmentation de 45 % de la fréquence des inondations.¹³

C'est ainsi qu'avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Cameroun a élaboré son premier Plan National de Contingence en 2002, révisé en 2006, donnant lieu à un exercice de simulation sur le risque d'inondation à Yabassi en 2007. Face à la recrudescence des phénomènes climatiques, notamment les inondations de 2010 et 2012, une nouvelle révision du plan a été engagée à partir de 2010 en collaboration avec le Système des Nations Unies, dans le cadre du Plan d'Assistance des Nations Unies pour le Développement (UNDAF), afin de renforcer la résilience nationale face aux catastrophes naturelles en intégrant les enjeux du changement climatique¹⁴. De plus, avec le soutien de la Banque mondiale, le Gouvernement avait mis en œuvre de 2014 à 2020 le Projet d'Urgence de Lutte contre les Inondations (PULCI). Ce projet avait pour finalité la réhabilitation de 70 km de la digue du Logone et de 27 km de l'ouvrage de Maga pour empêcher les eaux de se déverser dans les zones habitées et permettre aux populations d'être à l'abri des catastrophes. L'État a

11-Institut national de statistique. (Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 4)).

12-Samuel-Béni ELLA ELLA, *Leçons de sociologie du développement. Une expérience à partir des universités camerounaises*, Paris, l'Harmattan, 2022, p.132.

13- Lucas BOUBA 2017, *op. cit.*

14-République du Cameroun, Plan National de Contingence, 2011.

également adopté la Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (SNRRC), le Programme National de Prévention et de Gestion des Catastrophes (PNPGC), et le plan d'Organisation de la Réponse de Sécurité Civile (ORSEC) ainsi que l'élaboration de plusieurs dispositifs juridiques. Parmi eux figurent la Direction de la Protection Civile, instituée par la loi n°86/16 du 6 décembre 1986 et la loi n° 96/12 du 5 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun, l'Arrêté n° 037/PM du 09 mars 2003 portant création, organisation et fonctionnement de l'Observatoire National des Risques. D'autres mesures incluent la ratification de plusieurs conventions internationales comme la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la convention de Rio en 1992. Ces engagements s'inscrivent également dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont plusieurs sont directement interpellés : l'ODD 1 (Pas de pauvreté), en ce que les catastrophes naturelles aggravent la précarité des populations; l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), face aux risques de contamination des ressources hydriques ; l'ODD 11 (Villes et communautés durables), qui appelle à renforcer la résilience des territoires face aux catastrophes et en fin l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), qui exhorte les États à intégrer l'adaptation climatique dans leurs politiques nationales. Entre 2010 et 2015, le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED)¹⁵ avait investi dans des projets de cartographie des zones à risque dans l'Extrême-Nord dans le but d'atténuer ce phénomène. Ces mesures devaient permettre aux populations d'améliorer leurs conditions de vie et de vivre en parfaite harmonie avec l'environnement. Les risques liés aux inondations étaient ainsi au cœur de la politique gouvernementale. Toutefois, malgré ces plans de prévention et ces investissements infrastructurels, les risques liés aux inondations demeurent récurrents à Yagoua comme en témoignent les inondations survenues en septembre 2024 ayant causé d'important dégâts¹⁶. Cette situation reflète un écart entre les politiques de gestion des risques et la réalité vécue par les communautés locales.

Au regard de tous ces programmes, lois, projets et dispositifs institutionnels censés endiguer les inondations, le regard sociologique est tenté de s'interroger sur le paradoxe de la vulnérabilité persistante qui caractérise les populations locales de Yagoua face à cette situation. D'où la nécessité de mener une analyse sociologique visant à saisir les impacts, les réponses sociales et les dynamiques qui émergent de cette réalité.

15-Programme d'appui à l'adaptation aux changements climatiques,30 septembre 2021.

16-Bureau de coordination des affaires humanitaires des nations unies (OCHA) Cameroun : Extrême-Nord,rapport de situation No.34 Juillet 2023.

III-PROBLEMATIQUE

Cette recherche s'appuie sur une revue de littérature thématique portant sur les inondations et les mécanismes d'adaptation communautaire, organisée autour de trois axes : causes des catastrophes, conséquences et stratégies d'adaptation.

1-Origines des catastrophes naturelles : une analyse des causes des inondations en Afrique

Les catastrophes naturelles, notamment les inondations, sont devenues des phénomènes récurrents dans de nombreuses régions d'Afrique. Ces événements, bien que perçus comme des aléas naturels, sont parfois aggravés par des dynamiques socio-environnementales et politiques complexes. Plusieurs chercheurs africains se sont penchés sur l'origine de ces catastrophes, en soulignant l'interaction entre facteurs naturels et anthropiques.

Oumarou HAMADOU, dans ses travaux de recherche a jeté les bases de la compréhension des facteurs explicatifs des inondations. Il affirme que ces phénomènes persistants résultent d'une combinaison complexe de facteurs naturels et anthropiques. D'une part, l'humidité entraîne une intensification des précipitations pendant la saison des pluies et, d'autre part, l'action humaine à travers la déforestation massive et l'exploitation agricole des zones inondables aggrave la vulnérabilité des territoires¹⁷. HAMADOU souligne particulièrement l'importance des dynamiques fluviales, dont les crues saisonnières, amplifiées par le changement climatique, débordent dans les plaines environnantes. Toutefois, on peut lui reprocher une certaine tendance à sous-estimer les dimensions politiques et institutionnelles dans sa compréhension des catastrophes naturelles. En effet, l'auteur n'interroge pas suffisamment les responsabilités des pouvoirs publics dans la gestion préventive des risques.

Dans cette perspective, les travaux fondateurs de CUTTER et al¹⁸ ont établi un cadre multidimensionnel articulant six indicateurs clés (social, économique, communautaire, institutionnel, infrastructurel, environnemental), soulignant l'interdépendance des facteurs matériels et immatériels dans la capacité de rebond des sociétés. Cette approche systémique trouve un écho particulier dans les contextes de crises récurrentes. Harouna SAMBA quant à lui, souligne que les inondations, sont liées en grande partie à la variabilité climatique, marquée par une intensification des pluies sur de courtes périodes. Il insiste aussi sur la mauvaise

17-Oumarou HAMADOU, *Variabilité climatique et catastrophes naturelles en Afrique centrale*, Yaoundé, Éditions du Sahel, 2020.

18-CUTTER et al., *Baseline Resilience Indicators for Communities (BRIC)*, University of South Carolina, 2014.

planification urbaine qui, couplée à une absence de systèmes de drainage, exacerbe les risques, mettant ainsi en évidence une dimension structurelle dans la genèse des inondations¹⁹.

De son côté, Babacar SARR, spécialiste sénégalais en climatologie, soutient que le changement climatique entraîne une redistribution des précipitations sur le continent, augmentant la fréquence et l'intensité des événements extrêmes. Ses travaux sur le bassin du fleuve Sénégal révèlent que la montée des eaux est directement corrélée à l'évolution des températures mondiales, avec des effets différenciés selon les zones rurales ou urbaines²⁰. Aminata DIOP, dans *Gouvernance des risques et vulnérabilités environnementales au Sahel*²¹, développe une perspective plus politique des catastrophes naturelles. Pour cette chercheuse sénégalaise, les inondations ne sont pas seulement des phénomènes naturels, mais constituent des révélateurs des inégalités sociales et des dysfonctionnements dans la gouvernance territoriale. Selon elle, l'intensification de ce phénomène dans les régions s'explique par la conjonction entre dérèglements climatiques et défaillances dans l'aménagement du territoire. Elle introduit le concept de “vulnérabilité institutionnelle” pour désigner les faiblesses organisationnelles et politiques qui transforment des aléas climatiques en catastrophes humaines. Son approche présente l'intérêt de replacer la question des inondations dans un cadre d'analyse plus large intégrant les rapports de pouvoir et les dynamiques sociales. Dans la même perspective, Umar AISHA²² met en évidence une approche originale des catastrophes naturelles. Elle développe le concept de "vulnérabilité structurelle" pour expliquer comment certaines régions, deviennent particulièrement exposées aux inondations. Selon elle, cette vulnérabilité résulte de processus historiques de marginalisation économique et politique qui ont empêché le développement d'infrastructures adaptées aux risques climatiques. Elle montre comment la colonisation, puis les politiques de développement postindépendance, ont créé des conditions propices aux catastrophes en négligeant les savoirs traditionnels de gestion des espaces fluviaux. Momar COUMBA DIOP, dans la même direction soutient que les politiques néolibérales de développement, impulsées par des partenaires extérieurs, ont engendré une urbanisation anarchique dans les zones à risque. Il souligne que les projets d'infrastructure ne tiennent pas compte des réalités hydrologiques, ce qui contribue à la récurrence des

19-Harouna SAMBA, *Variabilité climatique et planification urbaine au Niger*, Thèse de doctorat, Université Abdou Moumouni, Niamey, 2017.

20-Sarr BABACAR, *Changement climatique et redistribution des précipitations dans le bassin du fleuve Sénégal*, Dakar, IFAN/UCAD, 2015.

21-Aminata DIOP, *Gouvernance des risques et vulnérabilités environnementales au Sahel*, Dakar, Presses Universitaires Africaines, 2018.

22-Umar AISHA, *Climat, sociétés et crises environnementales au Sahel*, Lagos, Nigerian University Press, 2021.

inondations²³. On peut néanmoins critiquer leurs approches pour leurs déterminismes excessif, qui tendent à présenter les populations comme des victimes passives de structures oppressives, sans reconnaître leur capacité d'agir face aux risques.

Louis NGWA dans une étude menée au Cameroun, met l'accent sur le rôle de la déforestation dans la genèse de ce phénomène. En analysant les dynamiques des écosystèmes forestiers dans le bassin du Congo, il montre que l'altération du couvert végétal entraîne une perturbation du cycle de l'eau, ce qui ainsi accentue la fréquence des inondations. Il critique également les politiques d'aménagement qui ne prennent pas suffisamment en compte les risques environnementaux²⁴. Tchindjang MBAIGANE quant à lui, propose une lecture plus géopolitique. Il souligne que la gestion centralisée et bureaucratique des territoires empêche une réponse adaptée aux réalités locales. Dans son étude sur les plaines de l'Extrême-Nord du Cameroun, il démontre que les inondations sont en partie liées à une méconnaissance des dynamiques hydrographiques par les autorités planificatrices²⁵. Cependant, on peut reprocher à leurs analyses une tendance à minimiser les comportements individuels et collectifs qui contribuent aussi à accroître les risques, comme l'occupation anarchique des zones inondables. Par ailleurs, Anani KOKOU propose une lecture géomorphologique des bassins fluviaux africains²⁶. Pour lui, les inondations s'inscrivent dans un système hydrologique complexe où la configuration des sols, le relief et les précipitations interagissent. Sa contribution majeure réside dans la démonstration de l'existence de cycles d'inondation liés aux oscillations climatiques régionales. Toutefois, sa perspective tend à isoler les phénomènes hydrologiques de leurs contextes sociaux et économiques.

Selon Moussa SALL, les catastrophes résultent de déséquilibres dans les interactions entre systèmes naturels et systèmes sociaux²⁷. Il insiste particulièrement sur les effets de seuil et les points de basculement qui transforment des phénomènes naturels cycliques en catastrophes humanitaires. Il souligne notamment comment la dégradation des écosystèmes de zones humides, qui jouaient traditionnellement un rôle de tampon lors des crues, augmente la vulnérabilité des populations riveraines. Si les causes des inondations en Afrique sont multiples

23-Momar-COUMBA DIOP, *Urbanisation côtière et inondations au Sénégal : le cas de Dakar*, Dakar, L'Harmattan-Sénégal, 2013.

24-Louis NGWA, *Impact de la déforestation sur les inondations dans le bassin du Congo*, Yaoundé, Presses Universitaires d'Afrique, 2016.

25-Tchindjang MBAIGANE, *Gestion territoriale et inondations dans les plaines de l'Extrême-Nord du Cameroun*, Mémoire de DEA en géographie, Université de Yaoundé I, 2014.

26-Anani KOKOU, *Dynamiques fluviales et risques d'inondation en Afrique de l'Ouest et du Centre*. Lomé : Éditions Scientifiques Africaines, 2019.

27-Moussa SALL, *Systèmes socio-écologiques et résilience au Sahel*, Dakar, CODESRIA, 2017.

et souvent enracinées dans les dynamiques humaines, il est tout aussi crucial de s'interroger sur les conséquences concrètes de ces phénomènes sur les populations.

2- Les conséquences des inondations

Les inondations ont des répercussions multiples, allant bien au-delà des simples pertes matérielles. En sociologie, ces événements sont perçus comme des révélateurs des inégalités sociales et de la vulnérabilité des populations face aux dynamiques environnementales. Plusieurs auteurs ont exploré ces conséquences en les situant sur plusieurs dimensions.

a-Impact socio-économique des inondations

Fatou NDAO, dans son ouvrage *Économie des catastrophes naturelles en Afrique subsaharienne*, propose une analyse détaillée des coûts directs et indirects des inondations²⁸. Selon elle, ces phénomènes entraînent une triple pénalité économique : destruction des infrastructures et des cultures, perturbation des activités économiques, et détournement des ressources du développement vers la reconstruction et l'aide d'urgence. Elle montre également que les impacts dépassent les indicateurs économiques classiques, affectant les réseaux sociaux et la confiance dans les institutions, et créant des effets en chaîne sur l'économie régionale. Dans la même perspective, Romuald ZINSOU, s'intéressant à la région de Cotonou, met en évidence non seulement des pertes agricoles, mais aussi une baisse de la productivité économique locale, contribuant à l'enracinement de la pauvreté chez les ménages ruraux et urbains²⁹. On peut toutefois leur reprocher de privilégier les impacts macroéconomiques au détriment des stratégies microéconomiques développées par les ménages.

Par ailleurs, KOFI MENSAH analyse les conséquences des inondations sur les structures sociales et les dynamiques migratoires³⁰. Il montre que ces catastrophes provoquent des déplacements qui vont au-delà de simples relocalisations temporaires, entraînant une reconfiguration des liens sociaux, des modes d'habiter et des rapports de pouvoir dans les communautés. Son approche se distingue par l'attention portée aux récits et expériences vécues, permettant de saisir la dimension subjective des catastrophes. Cependant, elle tend parfois à simplifier la complexité des réactions individuelles et collectives. Enfin, Amadou DOUMUYA, dans ses travaux sur les zones périurbaines de Conakry (Guinée), met en lumière les effets des inondations sur les conditions de logement. Il observe que les quartiers précaires, souvent situés

28-Fatou NDAO, *Économie des catastrophes naturelles en Afrique subsaharienne*, Dakar, L'Harmattan, 2019.

29-Romuald ZINSOU, *impacts économiques des inondations urbaines : étude de cas de la commune de cotonou*. Revue béninoise de développement durable, 2018, vol. 5, pp. 89–105.

30-Mensah KOFI, *mobilités forcées et reconfigurations sociales en afrique, de l'Ouest*, Accra, Ghana University Press, 2021.

en zones inondables, sont les plus touchés, ce qui accentue la marginalisation de leurs habitants et contribue à la reproduction des inégalités sociales existantes³¹.

b- Impact sanitaire

Ibrahim MAHAMAT aborde les conséquences sanitaires des inondations. Son étude, qui s'appuie sur des données épidémiologiques recueillies dans plusieurs pays du Sahel dont le Cameroun, révèle que les inondations entraînent une recrudescence des maladies hydriques comme le choléra, la dysenterie et le paludisme³². Dans l'approche similaire, Elie NGNIKAM³³, à travers ses recherches sur la ville de Douala au Cameroun, souligne l'impact sanitaire de ce phénomène. Il explore l'augmentation des cas de maladies hydriques (choléra, paludisme, diarrhées) à la suite des crues saisonnières, notamment dans les quartiers pauvres et démontre l'insuffisance des politiques de santé publique pour y faire face. Ces auteurs mettent en évidence les impacts sanitaires directs, notamment la propagation de maladies hydriques, mais leurs travaux se concentrent surtout sur les aspects biologiques et physiques, en minimisant les dimensions psychologiques de ces crises hydrologiques.

Franklin NYAMSI dans son article *Réflexions sur les inondations catastrophiques en Afrique : de l'émotion superstitieuse à la raison écologique*, examine les impacts psychologiques des inondations. Il indique que ce phénomène engendre chez les populations africaines, des traumatismes psychologiques, tels que le stress post-traumatique, l'angoisse et la détresse mentale³⁴. Une dimension semble être aussi dans son analyse, notamment l'impact de ces inondations sur les infrastructures de santé locales. En effet, cette situation endommage les centres de santé et les rend inaccessibles en période des crues, cela entrave la prestation de services médicaux et amplifie davantage les effets des maladies hydriques. Une étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) montre de ce fait, comment les inondations ont contraint à la fermeture temporaire des centres de santé à l'instar de l'hôpital de Gozator à N'Djamena, entravant l'accès aux soins pour la population locale en situation de vulnérabilité.³⁵

31-Amadou DOUMOUYA, *urbanisation anarchique et risques d'inondations à Conakry : une bombe sociale à retardement*, revue africaine de sociologie, 2016, vol, 20(1) p45-62.

32-Ibrahim MAHAMAT, *santé publique et catastrophes environnementales au sahel*, N'djamena, éditions du tchad, 2020.

33-Elie NGNIKAM, *Gestion des eaux pluviales et inondations urbaines : le cas de Douala*, Cahiers de l'IRD Cameroun, 2015, N°32, pp. 78–93.

34-Franklin NYAMSI, *Réflexions sur les inondations catastrophiques en Afrique : de l'émotion superstitieuse à la raison écologique*, Mediapart, 20 juin 2018.

35-Organisation mondiale de la santé (OMS), « *Des structures de santé impactées par le changement climatique* », 31 juillet 2023. Disponible en ligne : <https://www.afro.who.int/pt/node/18030>. [afro.who.int](https://www.afro.who.int) 29 janvier 2025.

c- Impact sur la sécurité alimentaire et l'éducation

Les inondations récurrentes affectent aussi la sécurité alimentaire et le système éducatif. Philippes MBEVO FENDOUNG dans son étude *Vulnérabilité et adaptation du territoire de Cap Cameroun aux risques naturels*³⁶ explore ses impacts sur la sécurité alimentaire dans les zones côtières du Cameroun. A cet effet, il identifie les corrélations qui existent entre inondations récurrentes et détérioration de la sécurité alimentaire dans les zones côtières. Il met en lumière que l'érosion côtière combinée aux inondations entraîne une perte substantielle de terres agricoles et s'accompagne d'une destruction des infrastructures de pêche, favorisant une réduction des ressources halieutiques disponibles. Dans le même sens, l'agronome malienne, Amina DIALLO³⁷, examine comment les inondations perturbent les systèmes de production agricole et compromettent la sécurité alimentaire. À partir d'études de cas dans plusieurs régions d'Afrique, elle met en lumière ses effets sur l'agriculture. Elles détruisent les cultures, lessivent les sols et endommagent les infrastructures agricoles, causant des pertes de production. Par ailleurs, Balthasar MBAMBA et François MWANZ dans leur étude menée au Congo, mettent en évidence ces conséquences sur l'éducation, plus particulièrement chez les adolescents. En effet, elles endommagent les infrastructures scolaires, retardent les rentrées académiques et provoquent des abandons scolaires. Selon eux, la crise environnementale compromet sérieusement les efforts du développement humain. Ils mettent aussi en évidence comment les enfants et adolescents affectés par les inondations développent des mécanismes de résilience face à ces catastrophes naturelles en mettant en lumière les facteurs qui influencent la capacité des jeunes à surmonter les traumatismes liés aux inondations³⁸.

d-Impact sur les écosystèmes et la biodiversité

Les inondations ont des impacts sur les écosystèmes et la biodiversité. Elles modifient les écosystèmes et affectent en retour les populations humaines qui dépendent des services écosystémiques (pêche, cueillette, matériaux de construction) pour leur subsistance.

De ce fait, Fanny met en lumière les multiples conséquences écologiques dudit phénomène sur les écosystèmes aquatiques, terrestres et côtiers. Sur le plan aquatique, les inondations provoquent la perte de biodiversité, la contamination chimique des eaux, la

36-Phillipe MBEVO FENDOUNG, *Vulnérabilité et adaptation du territoire de Cap Cameroun aux risques naturels. Communication présentée à la conférence "Construire la ville portuaire de demain en Afrique Atlantique"*, Kribi, Cameroun, 2017.

37-Amina DIALLO, *Changement climatique et systèmes alimentaires en Afrique sahélienne*. Bamako, Éditions Jamana, 2018.

38-Balthasar MBAMBA et François MWANZA KAKENGU, *Déterminants psychosociaux de résilience des enfants et adolescents victimes de l'inondation de 2016 dans la ville de Boma, République Démocratique du Congo*, European Journal of Social Sciences Studies, vol. 8, no 4, 2023.

destruction des habitats (rivières, mangroves, récifs coralliens), et une forte réduction de l'oxygène dissous, créant des zones mortes. Les écosystèmes terrestres, quant à eux, subissent une dégradation des sols, une perte de végétation et la déstabilisation des habitats naturels. Les zones côtières connaissent une érosion accrue, la dégradation des mangroves et des zones humides, compromettant leur rôle de filtres écologiques. Toutefois, les inondations créent parfois de nouveaux habitats temporaires, accueillant certaines espèces opportunistes.

De plus, elle souligne les conséquences sur la biodiversité en montrant qu'elles causent la perte d'espèces endémiques et rendent ces espèces incapables de s'adapter rapidement à la submersion de leur habitat. Elles favorisent également la dispersion d'espèces invasives, qui concurrencent les espèces locales et appauvrissent les écosystèmes. Ces perturbations par la suite, réduisent la diversité génétique et limitent la capacité de résilience des espèces animales et végétales face aux futurs stress environnementaux. A cet effet, Fanny conclut que les inondations, sont avant tout des phénomènes destructeurs pour les écosystèmes naturels et de la biodiversité, nécessitant des stratégies d'adaptation écologiques et humaines coordonnées. Toutefois, on peut néanmoins reprocher à Fanny qu'elle n'explore pas davantage les possibilités de restauration écologique après les catastrophes. Ces analyses précédentes mettent en évidence les conséquences multidimensionnelles des inondations. Loin d'être des événements isolés, elles augmentent les vulnérabilités préexistantes dans les sociétés africaines. Face à l'ampleur de ses conséquences, il convient d'examiner les mécanismes de réponse mis en œuvre.

3-Les mécanismes d'adaptation et les difficultés rencontrées

Malgré les multiples conséquences des inondations, les communautés vulnérables développent des stratégies pour y faire face. Ces stratégies s'articulent autour de mécanismes d'adaptation locaux et institutionnels visant à renforcer leur résilience malgré les difficultés.

a-Stratégies locales d'adaptations

Les populations affectées développent des réponses structurées à partir de leurs savoirs, ressources et dynamiques propres. MOUSSA et al., dans une étude au Sahel, démontrent que les savoirs traditionnels relatifs aux cycles hydrologiques, aux signes annonciateurs d'inondation et aux techniques de protection des habitations et des cultures constituent un capital mobilisable face aux risques d'inondation³⁹.

39-Moussa, Ibrahim BOUZOU et Boubacar YAMBA. « Savoirs locaux et gestion des écosystèmes sahéliens », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 241-242, 2008, pp. 145-162.

Mamadou DIOP⁴⁰, met en avant le potentiel des connaissances traditionnelles dans la gestion des risques d'inondation. À partir d'études ethnographiques dans plusieurs communautés riveraines, il met en lumière l'existence de systèmes complexes de savoirs relatifs aux cycles hydrologiques, aux signes précurseurs des inondations et aux techniques traditionnelles de protection des habitations et des cultures. Il démontre que ces savoirs ne sont pas figés dans le passé mais font l'objet d'actualisations constantes qui intègrent les nouvelles réalités climatiques. Dans la même logique, Moustapha met en lumière comment les populations développent depuis les années 2000 des formes d'adaptation face aux inondations récurrentes en faisant référence aux populations de la périphérie de Dakar, particulièrement celles du département de Pikin. Selon lui, les populations locales mobilisent des actions communautaires spontanées suite à l'inaction ou à l'incapacité de l'État, et mettent en place des dispositifs locaux comme le remblayage des voies, le drainage des eaux pluviales, le pompage, ou encore la désinfection des quartiers sinistrés⁴¹. Ces réponses pratiques sont ancrées dans le quotidien des populations locales et s'appuient sur la connaissance fine du territoire et traduisent un apprentissage par l'expérience. Il souligne que ces pratiques ne relèvent pas seulement de la réaction d'urgence, mais reflètent une volonté de vivre mieux dans un contexte rural ou urbain dégradé, en intégrant des logiques de développement local, telles que les activités génératrices de revenus ou le plaidoyer politique. Ces actions locales sont renforcées par des ressources sociales internes aux communautés. L'analyse de Moustapha mobilise la théorie du capital social, et insiste sur des éléments tels que le contrôle social informel, l'entraide, les dynamiques de confiance et la gouvernance participative. Il met en évidence l'existence de « stocks » de capital social intra-communautaire, qui permettent d'agir collectivement et de structurer la solidarité face à la crise. Au-delà des capacités sociales, il met en avant aussi l'importance du capital culturel et symbolique dans les dynamiques d'adaptation. Son étude montre ainsi que l'adaptation ne peut être comprise sans tenir compte des rapports sociaux, des formes de leadership, et des processus d'empowerment qui émergent localement dans un contexte de vulnérabilité structurelle⁴². A ceux-ci s'ajoute l'étude de Lionel, menée dans un arrondissement situé dans la région de l'Est Cameroun où les communautés locales développent des mécanismes d'adaptations indigènes, il affirme :

40-Mamadou DIOP, *Savoirs locaux et adaptation aux changements environnementaux en Afrique sahélienne*. Dakar, CODESRIA, 2019.

41-Moustapha SOKHNA DIOP, *Les capacités adaptatives des communautés de la périphérie de Dakar face aux inondations*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris-Saclay (COMUE), 2019, Français, NNT, 2019SACLVO 24, tel- 02415826.

42-Idem.

Les communautés locales et autochtones autour du Parc National de Boumba Bek ont développé des stratégies indigènes d'adaptation aux changements climatiques, telles que la diversification des cultures, l'utilisation de savoirs traditionnels pour la gestion des ressources naturelles, et la mise en place de pratiques agricoles résilientes⁴³.

Par ailleurs, Alexis DZOKOM et al., analysent dans leur article la capacité d'adaptation des genres, en particulier des femmes rurales, face aux changements climatiques dans le Sahel Cameroun. Ils mettent en avant la vulnérabilité genrée, révélée par la faible propriété foncière des femmes, leur faible niveau d'instruction formelle et leur forte exposition au stress thermique dans des conditions de travail pénibles. Ils mettent en lumière que malgré ces limites, les femmes manifestent une forte implication dans les activités agricoles et développent des stratégies d'adaptation individuelles et collectives, notamment à travers les organisations paysannes féminines en constituant de réseaux d'entraide, la diversification des activités économiques et agricoles, etc⁴⁴. Il en ressort que la perception aiguë qu'ont les femmes des changements climatiques (pluies tardives, sécheresses, baisses de rendement, inondations) est un levier pour repenser les politiques locales d'adaptation climatique. Cependant, l'on peut relever quelques insuffisances dans les études de ces auteurs notamment la faible attention accordée aux masculinités et à la façon dont les rôles masculins sont également reconfigurés par les catastrophes et les processus d'adaptation. En plus, les formes de capital susmentionné sont parfois limitées à l'échelle locale et se heurtent à une faible interconnexion entre les communautés, d'où l'intérêt de promouvoir l'interaction avec les pouvoirs institutionnels.

b-Stratégies institutionnelles d'adaptation

Sur la dimension institutionnelle, bon nombre d'auteurs ont exploré les mécanismes institutionnels d'adaptation au changement climatique entre autres Edwin ZACCAI chargé de cours à l'université libre de Bruxelles et docteur en science de l'environnement. Dans l'ouvrage *L'adaptation au changement climatique*, coécrit avec Valentine VAN GAMEREN et Romain WEIKMANS⁴⁵, ils analysent comment les institutions, tant publiques que privées, influencent

43-Lionel Constantin FOSSO, *Stratégies indigènes d'adaptation aux changements climatiques : cas des populations autochtones et communautés locales autour du parc national de Boumba Bek, Est Cameroun*, Mémoire de Master, Université de Dschang, Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles, 2015.

44-Alexis DZOKOM et al, « Genre, perception des changements climatiques au Sahel camerounais et impacts sur les organisations paysannes féminines ». in *Genre et développement des territoires en Afrique*, 3e acte du colloque international Géovision, Revue du Laboratoire Africain de Démographie et des Dynamiques Spatiales (LABORADDYS), Département de Géographie, - Acte de colloque-Tome2-ISSN, 2707-0395-Université Alassane Ouattara, Hors-série n°03, juin 2024, Cote d'Ivoire. pp1-32, hal-0477597.

45-Edwin ZACCAI, Valentine VAN GAMEREN et Romain WEIKMANS, *L'adaptation au changement climatique*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2014, p 123.

la capacité des sociétés à s'adapter aux effets des catastrophes. Ils mettent en lumière que l'adaptation ne se limite pas à des mesures techniques ou environnementales, mais implique également des processus sociaux, politiques et économiques. De plus, ils soulignent la nécessité de l'intégration de l'adaptation dans les politiques publiques, la coordination entre différents niveaux de gouvernance et la nécessité d'une évaluation continue des actions entreprises. En plus, Il aborde les défis liés à la mobilisation des acteurs privés et à la mise en place d'indicateurs pour mesurer l'efficacité des stratégies d'adaptation.

Alexis KANGATLAM⁴⁶ dans son article, analyse la gestion des inondations dans l'Extrême-Nord du Cameroun, en particulier face aux crues des fleuves Logone et Chari. Il évalue les stratégies actuelles (digues, alertes précoces, gestion écosystémique), identifie les limites tout en faisant de recommandations adaptées, notamment la promotion de la gouvernance décente. Il montre que malgré l'existence de dispositifs étatiques et d'intervention des acteurs, la faible coordination interinstitutionnelle, la dégradation des infrastructures et le manque de maintenance des ouvrages réduisent l'efficacité des politiques publiques. De son côté, François TCHOUAMO met en avant les défis liés à la gouvernance locale, à la mobilisation des ressources et à la participation communautaire, mais n'analyse pas suffisamment les interactions entre différents niveaux de gouvernance et leur impact sur la mise en œuvre des stratégies⁴⁷. Ces constats convergent pour montrer que l'efficacité institutionnelle dépend non seulement des capacités organisationnelles et techniques, mais aussi de l'intégration des dynamiques sociales locales. Ignoré cette logique crée une lacune : sans prise en compte des savoirs endogènes, des pratiques locales et des rapports sociaux, les dispositifs institutionnels risquent d'être déconnectés des réalités communautaires.

Ainsi, l'analyse de ces stratégies locales et institutionnelles montre une cohérence autour d'un objectif commun : réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience des populations face aux inondations. Toutefois, ces stratégies se distinguent par leurs logiques d'action. Les réponses locales, flexibles et ancrées dans les savoirs endogènes, reposent sur le capital social et la solidarité communautaire, tandis que celles institutionnelles, normées et planifiées, privilégient la gouvernance et la coordination multi-niveaux. Cela crée un décalage entre politiques publiques et pratiques locales. Selon Edwin ZACCAI et al, l'efficacité de l'adaptation dépend de la co-construction des réponses entre institutions et communautés. Seule

46-Alexis KANGATLAM « Analyse de la réponse aux inondations dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun ». *International Journal of Economics and Management Sciences*, 4(2), pp71-104, 2025.

47-François TCHOUAMO, *Gestion des risques d'inondation et gouvernance locale au Cameroun*, Éditions Universitaires Européennes, 2024.

une intégration des savoirs locaux dans les cadres institutionnels permet d'assurer la durabilité des politiques climatiques⁴⁸. Mais, il faut noter que ces auteurs ignorent certaines dimensions qui entravent l'effectivité de ces mécanismes, car malgré tous ces mécanismes locaux et institutionnels d'adaptation, les populations victimes des catastrophes naturelles se heurtent à des obstacles spécifiques auxquels elles sont confrontées dans leurs efforts d'adaptation.

c- Les difficultés/défis rencontrés dans le processus de mécanismes d'adaptation

Les défis de l'adaptation durable sont multidimensionnels. Malgré les efforts pour renforcer leur résilience, les communautés vulnérables font face à des difficultés liées aux facteurs socioculturels, économiques et institutionnels. Les travaux des auteurs montrent une divergence entre les approches centrées sur les capacités communautaires et celles soulignant les blocages institutionnels.

Dans son ouvrage, Claude Désiré NOUMBISSI met en évidence l'influence des croyances traditionnelles sur les perceptions du changement climatique dans le Nord et l'Extrême-Nord du Cameroun⁴⁹. Il montre que les représentations sociales, façonnées par des croyances, des attitudes et des stéréotypes, orientent les comportements des populations vers des pratiques comme les prières, les invocations des ancêtres et les rituels magico-religieux, au détriment de mesures d'adaptation concrètes et durables. En revanche Gilbert WHITE dans sa conceptualisation des mécanismes d'adaptation, soutient que les difficultés principales proviennent de la « myopie du risque » où les populations négligent de manière systématique la probabilité des inondations futures en se basant seulement sur leur expérience récente, ce qui conduit à des investissements insuffisants dans les mesures préventives⁵⁰.

Par ailleurs, WISNER analyse les difficultés d'adaptation dans une perspective socio-politique. Il montre que celles-ci relèvent principalement des inégalités structurelles qui limitent l'accès aux ressources et au pouvoir décisionnel, rendant certains groupes vulnérables indépendamment de leur perception du risque⁵¹. La difficulté n'est donc pas cognitive, mais liée aux rapports de force socioéconomiques qui déterminent les capacités d'adaptation. Dans le contexte sahélien camerounais, Alexis DZOKOM et al., soulignent que ces difficultés s'expliquent en grande partie par la marginalisation socioéconomique des femmes, caractérisée

48- Edwin ZACCAI et al., 2014, *op.cit.*

49-Claude Désiré NOUMBISSI, *Changement climatique : vulnérabilité, dynamisme et représentation sociale des populations des régions du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2019, p188.

50-Gilbert WHITE, *Human Adjustment to Floods: A Geographical Approach to the Flood Problem in the United States*, University of Chicago Department of Geography, Research , 1945 Paper No. 29.

<https://doi.org/10.1177/030913259501900403>.

51-WISNER et al., *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters*, (2nd ed.)2004.

par un accès limité à la propriété foncière, un taux élevé d'analphabétisme, des conditions de travail éprouvantes et une faible reconnaissance institutionnelle de leurs mécanismes d'adaptation⁵². Cette situation crée un paradoxe : bien que les femmes soient en première ligne face aux inondations, elles disposent de peu de moyens financiers et d'un appui institutionnel insuffisant pour y faire face. Prunel Hosé DIBY apporte un éclairage complémentaire à partir des zones humides de Bouaké, en Côte d'Ivoire. Il montre que, malgré une prise de conscience des risques et l'implication des femmes dans des stratégies locales, l'insuffisance des ressources financières, l'absence d'infrastructures adaptées et la précarité des logements entretiennent une vulnérabilité chronique⁵³. L'inadéquation entre dispositifs étatiques et réalités locales met en ainsi évidence une gouvernance fragmentée, plus réactive qu'anticipative.

L'analyse des travaux antérieurs ci-dessus montre que les catastrophes naturelles, en particulier les inondations, ont fait l'objet de nombreuses études en Afrique subsaharienne, région parmi les plus vulnérables aux crises hydrologiques. Ces recherches ont permis d'identifier les causes, les conséquences et certaines stratégies d'adaptation développées par les populations. Toutefois, cette analyse, quoique substantielle, présente certaines lacunes qu'il convient de prendre en compte.

D'une part, peu d'études articulent de manière cohérente les dimensions macro, liées aux politiques nationales de gestion des risques, et micro, ancrées dans les réalités locales des communautés affectées. Ce manque empêche de saisir les décalages entre la planification institutionnelle et sa mise en œuvre effective. D'autre part, les analyses sociologiques de la vulnérabilité sociale, notamment celles relatives à la pauvreté structurelle, à la précarité économique et aux rapports inégalitaires à l'environnement demeurent fragmentaires et quelquefois descriptives. Les interactions entre savoirs endogènes et connaissances techniques modernes, incontournable à la compréhension des logiques socioculturelles de l'adaptation, sont également peu explorées, en particulier dans des contextes spécifiques comme le département du Mayo-Danay, plus précisément dans la commune de Yagoua, où les inondations constituent une menace constante pour la sécurité humaine et le développement local.

Par ailleurs, la dimension temporelle de l'adaptation, incluant la durabilité des stratégies mises en œuvre et l'intégration des innovations technologiques et numériques dans les dispositifs communautaires de prévention, reste peu explorée. Face à ces limites, la présente

52- Alexis DZOKOM et al, 2024, *op. cit.* p102.

53-Prunel Hosé DIBY, « Inventaire des activités féminines et stratégies d'adaptation au changement climatique en zones humides dans le département de Bouaké », in *Genre et développement des territoires en Afrique, Revue Géovision, Hors-série n°03*, Université Alassane Ouattara, 2024.

recherche se positionne comme une contribution visant à mieux comprendre, dans une perspective sociologique, les effets des inondations sur les conditions de vie des populations de Yagoua, ainsi que les dynamiques locales de vulnérabilité et de résilience. Confrontées à de multiples difficultés liées à ce phénomène, les populations locales se trouvent souvent contraintes à se déplacer pour assurer leur survie, ce qui traduit l'ampleur de leur vulnérabilité. Elle propose ainsi un regard renouvelé sur les interactions entre environnement, société et développement durable dans un contexte sahélien fortement exposé aux aléas climatiques⁵⁴, ouvrant ainsi la voie à une problématique centrée sur les effets des inondations dans la commune de Yagoua, dont découlent les questions de recherche et les hypothèses de l'étude.

IV- LES QUESTIONS ET HYOTHESES DE RECHERCHE

Cette section insiste sur les questions (1) et les hypothèses de recherches (2)

IV-1- Les questions de recherche

Elles sont subdivisées en deux points, soit une question principale et trois questions spécifiques.

IV-1-1- Question principale

Comment les inondations affectent-elles les cadres et conditions de vie des populations locales de la commune de Yagoua ?

IV-1-2- Questions spécifiques

QS1-Comment les populations locales victimes des inondations perçoivent-elles leurs conditions sociales ?

QS2-Quelles sont les stratégies mises en œuvre par les populations et par les acteurs institutionnels pour faire face aux situations de vulnérabilité vécues ?

QS3- Quelles sont les dynamiques sociales induites par les inondations et la résilience des populations de Yagoua ?

IV-2- Les hypothèses de recherche

Nos hypothèses de recherche sont segmentées en deux catégories à savoir une hypothèse principale (1) et trois hypothèses spécifiques (2).

54-Pierre Pigeon, *Vulnérabilités et résilience : les nouveaux enjeux de la géographie des risques* (Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012), p. 45-62.

IV-2-1- Hypothèse de recherche principale

Les inondations dans la commune de Yagoua dégradent les infrastructures, bouleversent les activités de subsistance et détériorent les conditions de vie des populations locales.

IV-2-2- Hypothèses de recherche spécifiques

HS1-Les populations locales de Yagoua perçoivent leurs conditions sociales comme précaires et marquées par une vulnérabilité multidimensionnelle liée aux inondations.

HS2- Les populations de Yagoua et les acteurs institutionnels développent des stratégies d'adaptation diversifiées, allant des pratiques communautaires locales individuelles ou collectives, aux interventions étatiques et non étatiques structurées, qui leur permettent de faire face aux inondations et de renforcer leur capacité d'adaptation.

HS3- Les inondations induisent des dynamiques sociales spécifiques qui influencent les structures sociales donnant lieu à une recomposition sociale, renforcent la solidarité et stimulent la résilience collective, traduisant une forme d'anti-fragilité sociale au sein de la communauté.

V- LES OBJECTIFS DE RECHERCHE

Dans le cadre de cette recherche, la présente section porte sur les objectifs de recherche. Ils se subdivisent en deux catégories soit un objectif général et trois objectifs spécifiques :

V-1- L'objectif général

Analyser les effets des inondations persistantes sur les cadres et conditions de vie des populations locales de la commune de Yagoua.

V-2- Les objectifs spécifiques

OS1-Analyser les perceptions des populations locales de Yagoua concernant leurs conditions sociales face aux inondations persistantes.

OS2-Identifier les stratégies mises en œuvre par les populations et par les acteurs externes faire face aux situations de vulnérabilité vécues.

OS3- Mettre en lumière les dynamiques sociales induites par les inondations et les processus de résilience des populations de Yagoua.

VI- LA MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

La méthodologie constitue un pilier crucial de toute recherche scientifique, garantissant la validité et la fiabilité des résultats. Comme le rappellent Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT, « *une recherche est par définition quelque chose qui se cherche. Elle est un cheminement vers une meilleure connaissance et elle doit être acceptée comme tel avec tout*

ce que cela implique d'hésitations, d'errements et d'incertitudes »⁵⁵. Elle regroupe l'ensemble des cadres théoriques, approches, techniques et outils de collecte, ainsi que les méthodes d'analyse des données. Dans ce cadre, nous avons mobilisé deux modèles théoriques (1), trois techniques de collecte (2) et les techniques d'analyse des données recueillies (3).

VI-1-Cadre théorique

D'après le Lexique de sociologie une théorie est un « *ensemble de propositions logiquement articulées entre elles et visant à rendre compte d'une partie du réel* »⁵⁶. Elle permet de replacer l'étude dans un cadre conceptuel, de prendre du recul par rapport à l'objet analysé et d'utiliser des concepts pour comprendre les phénomènes sociaux. Dans cette recherche, deux principaux modèles théoriques sont mobilisés à savoir : la théorie de l'anti-fragilité de Nicholas TALEB (1) et la théorie de la modernité réflexive d'Ulrich BECK (2).

VI-1-1-La théorie de l'anti-fragilité de Nassim Nicholas Taleb

Cette théorie tire ses origines dans un contexte de remise en cause profonde des modèles classiques de gestion de l'incertitude avec Nicholas NASSIM TALEB comme figure de proue. Elle stipule que « *ce qui à la suite des événements fortuits (ou de certains chocs), comporte plus d'avantages que d'inconvénients est anti fragile* ». Dans son ouvrage *Anti-fragile : Things That Gain from Disorder*, il propose de repenser le rapport au risque et à l'incertitude, non plus comme des menaces à éviter, mais comme des opportunités d'apprentissage, de transformation et de renforcement. En effet, l'anti-fragilité est la propriété des systèmes qui se renforcent, qui apprennent et évoluent quand ils sont exposés à des facteurs de chocs, ou à des attaques. Il résume cette idée en ces propos : « *L'anti-fragilité va au-delà de la résilience ou de la robustesse. Le résilient résiste aux chocs et reste le même ; l'anti-fragile s'améliore* ».⁵⁷ Dans ce sens, l'anti-fragilité renvoie à la résilience, à la capacité d'un système social à absorber les perturbations, à s'adapter et à se réorganiser tout en maintenant ses fonctions, son identité et sa structure. Selon WALKER et al, la résilience ne se limite pas à la résistance aux chocs, mais inclut également la capacité de transformation et d'évolution en réponse aux changements⁵⁸.

Dans le contexte de la commune de Yagoua, la résilience se manifeste par les mécanismes par lesquels elles surmontent les défis posés par les inondations récurrentes. Il s'agit notamment de l'adaptation des pratiques agricoles, de la réorganisation sociale, et de

55-Raymond QUIVY et al, *Manuel de recherche en sciences sociales*, 4e édition, Paris, Dunod, 2011, p.272.

56-Yves ALPE et al, *Lexique de sociologie*, Paris, Dalloz, 2ème édition, 2007, p.188.

57-Nicholas NASSIM TALEB, *Antifragile: Things That Gain from Disorder*, Random House, New York, 2012.

58-WALKER et al, *Resilience, Adaptability and Transformability in Social-Ecological Systems*, Ecology and Society, 2004.

l'innovation dans les modes de gestion des ressources naturelles. La résilience communautaire est ainsi le fruit d'interactions complexes entre les savoirs traditionnels, les structures sociales et les dynamiques environnementales. Dans cette perspective, cette théorie nous a donnée l'opportunité de comprendre les effets des inondations persistantes sur les populations de Yagoua et les dynamiques de vulnérabilités y compris leurs capacités adaptatives. Elle a permis d'analyser comment les populations confrontées à des catastrophes récurrentes dépassent une vision victimaire, créent des stratégies innovantes, construisent des systèmes sociaux plus adaptatifs, des formes d'organisation sociale plus souples, apprenantes et adaptatives. En bref, elle nous a permis de mettre en lumière comment les populations adoptent des comportements anti-fragiles contre l'adversité des crises hydrologiques.

VI-1-2 – La théorie de la modernité réflexive d'Ulrich Beck

Les risques environnementaux ont suscité de nombreuses analyses sociologiques depuis 1980. Pour le sociologue allemand Ulrich BECK, ces nouveaux risques, tout à la fois, incalculables, irréversibles, planétaires, différés et surtout produits par l'homme, marquent une radicalisation de ce qu'ils appellent la société du risque. L'effet de serre, ou plus précisément le changement climatique consécutif aux activités humaines, constitue un exemple archétypique de tels risques. De ce fait, la question du risque a été, maintes fois, soulevée dans les sciences sociales, au point où David Le BRETON indique d'ailleurs que :

Les sciences sociales notamment, ont particulièrement investi aujourd'hui la question du risque: étude des conséquences des activités humaines sur l'environnement et leur choc en retour sur le lien social (pollutions, marées noires, transformation des océans en gigantesques poubelles, destruction des forêts ou des lacs par les pluies acides, épuisement des sols à cause des engrais artificiels, déchets nucléaires restant toxiques des millions d'années, etc.) ; leurs incidences climatiques et écologiques (réchauffement, raréfaction de l'eau, assèchement des zones humides, désertification, réduction de la biodiversité, déforestation, épuisement des ressources naturelles, extinction de nombreuses espèces, fonte des glaces polaires, etc.) inventaire des ruptures possibles de l'écosystème menaçant des zones d'habitation (inondations, avalanches, tremblements de terre, glissements de terrain, incendies, tempêtes⁵⁹.

Ce constat montre qu'au fil du temps, le risque s'est imposé comme une entrée pertinente pour comprendre la société contemporaine et les défis auxquels elle doit faire face, au point que le sociologue allemand Ulrich BECK annonce l'émergence d'une « société du risque »⁶⁰. Ce dernier, écrivit en 1986 un ouvrage pionnier, « *Risiko Gesellschaft* » (*La société*

59-David LE BRETON, *Sociologie du risque*, Paris, PUF (consulté en ligne 09/08/2021).

60-Ulrich BECK, *La société du risque*, Paris, Flammarion, 1ère édition, 1986.

du risque) qui, publié peu de temps après la catastrophe de Tchernobyl⁶¹, connut un grand retentissement. Beck analyse comment la modernisation des sociétés contemporaines engendre elle-même de nouveaux dangers. Il montre que les risques actuels ne proviennent pas seulement de la nature, mais résultent de plus en plus des activités humaines et des transformations sociales et technologiques qu'elles impliquent. A cet effet, Ulrich BECK souligne que :

L'entrée dans la société du risque a lieu au moment où les dangers décidés et produits par elle-même dépassent ou éliminent les systèmes de sécurité en vigueur établies par l'état de prévoyance sur la base des évaluations du risque contrairement à la situation au début de l'époque industrielle. Les dangers nucléaires, chimiques, écologiques et ceux de la technologie écologique génétique ne sont pas limitables, ni géographiquement, ni temporellement ; ne peuvent pas être imputés à quelqu'un ou quelque chose selon les règles de la causalité, de la culpabilité et de la responsabilité ; ne peuvent pas être compensés ni assurés⁶².

Ce modèle théorique nous a permis d'une part de recenser les risques auxquels sont exposées les populations de la commune de Yagoua face aux inondations. Et d'autre, elle a permis de mettre en exergue les effets des activités humaines sur la survenance des inondations et de leurs conséquences sur les cadres et conditions de vie des populations locales.

VI-2- Collecte et analyses des données

Il est question dans cette section de présenter les techniques et les outils qui ont permis de collecter les données sur le terrain.

VI-2-1-collecte des données

En recherche sociologique, la collecte des données est une étape fondamentale. Elle offre une dimension pratique et empirique et marque l'entrée du chercheur en contact avec la réalité sociale du terrain de la problématique étudiée afin de confirmer ou infirmer les hypothèses élaborées. Dans le cadre de notre recherche, la démarche mobilisée est qualitative.

Le but de la recherche qualitative est de développer des concepts qui nous aident à comprendre les phénomènes sociaux dans des contextes naturels (plutôt qu'expérimentaux), en mettant l'accent sur les significations, les expériences et les points de vue de tous les participants⁶³.

61-La catastrophe nucléaire de Tchernobyl est un accident nucléaire, qui a commencé le 26 avril 1986 dans la centrale Lénine, situé à l'époque en république socialiste soviétique. Il s'agit de la catastrophe nucléaire la plus grave du XXème siècle classé au niveau 7 le plus élevé sur l'échelle internationale des événements nucléaires.

62-Ulrich BECK, « D'une théorie critique de la société vers la théorie d'une autocritique sociale », in *Déviance et Société*, vol 18-N°3, 1994, pp.333-344.

63-Nicholas MAYES et Catherine POPE C, « Recherche qualitative : une introduction aux méthodes qualitatives dans la recherche sur la santé et les services de santé », In *Journal médical britannique*, 1995.

En se focalisant sur la dimension compréhensive, cette approche est composée d'un ensemble de méthodes qui produisent et analysent les données centrées sur les comportements et les témoignages des individus. Elle s'intéresse en quelque sorte aux sens qui se trouvent dans le discours de l'individu, dans l'expérience vécue ou le récit de vie et à l'observation d'un phénomène social. Les significations attribuées à ces derniers prennent forme à partir de leurs interactions. Le recours à cette démarche nous a permis de recueillir et d'analyser à la fois les impacts des inondations sur les cadres et conditions de vie des populations de Yagoua et les stratégies qu'elles développent pour y faire face. Dans cette perspective, l'observation directe, les guides d'entretien, la recherche documentaire et l'analyse de contenu thématique sont des outils mobilisés dans notre recherche mais avant, nous présentons la population cible et l'échantillonnage qui nous ont permis d'atteindre l'objectif de cette recherche

VI-2-1-1- Population et technique d'échantillonnage

Dans cette section, nous présentons les populations cibles de notre étude et les techniques d'échantillonnage mobilisées

a-Population cible

La population se définit comme « *la totalité des éléments ou les unités constructives de l'ensemble considéré* »⁶⁴. Notre recherche a été menée dans le département de Mayo-Danay, précisément dans l'arrondissement de Yagoua. Elle a ciblé plusieurs catégories d'acteurs, à savoir : les populations locales, les sinistrés, les autorités locales et traditionnelles, ainsi que les organisations communautaires et les acteurs des sociétés civiles tels que les organisations non gouvernementales (ONG). Ces acteurs ont été choisis parce que chacun apporte une perspective complémentaire sur le phénomène étudié. Ainsi, ils nous ont permis d'appréhender le phénomène d'inondation sous différents angles : les populations locales et sinistrés donnent une perception directe sur les effets des inondations sur leurs quotidiens ainsi que sur les stratégies d'adaptation mises en œuvre ; les autorités locales et traditionnelles ont fourni des informations sur l'organisation, les dispositifs de prévention et les mécanismes de coordination; quant aux organisations communautaires et ONG, elles ont apporté des informations sur les interventions, les projets de résilience et l'accompagnement des populations.

64-Raymond QUIVY et Luc VAN CAMPENHOUDT, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, DUNOD, 1995.

b-Technique d'échantillonnage

L'échantillonnage est une étape à laquelle l'on choisit une catégorie d'individu ou une partie de population pour avoir la population avec laquelle l'enquête sera menée. GIGLIONNE et al la définissent ainsi : « *le nombre restreint des personnes minutieusement choisies pour apporter des informations crédibles sur le sujet de l'enquête* »⁶⁵. Pour cette recherche, nous avons utilisé la technique d'échantillonnage non probabiliste par boule de neige et l'échantillonnage par choix raisonné, afin d'identifier des informateurs clés et d'élargir progressivement des profils clés en fonction de leur exposition aux inondations. L'échantillon comprend les populations locales, des sinistrés, des autorités locales (maire, sous-préfet, cadres communaux), des chefs traditionnels et religieux, ainsi que des acteurs associatifs et humanitaires. Les personnes retenues comprennent le secrétaire général de la sous-préfecture de Yagoua, le responsable chef service social et cadre des affaires des communautés à la commune, des chefs communautaires et traditionnels, des responsables religieux, des organisations associatives, ainsi que des acteurs humanitaires. À cela s'ajoute un groupe de 20 sinistrés de Ouro Daba. A cet effet, au total 43 personnes ont été mobilisées grâce à ces méthodes, réparties de la manière suivante : 11 populations locales (9 hommes et 2 femmes), 20 sinistrés (14 femmes et 6 hommes), 8 autorités locales soit 7 hommes et 1 femme (2 chefs traditionnels, 1 catéchiste, 1 cadre municipal, 1 femme et 3 autres hommes, tous membres de la sous-préfecture) et enfin 4 acteurs de la société civile (1 responsable de la croix rouge et 3 membres de l'association communautaire Sana Logone. La collecte des données s'est déroulée en un mois entre juin et juillet 2025. Le tableau récapitulatif ci-dessous illustre cette répartition :

Tableau 1 : répartition des personnes interrogées

Numéro	Qualité	Nombre	Âge	Sexe
1	Populations locales	11	18 à 58	Hommes et femmes
2	Sinistrés	20	14 à 60	Hommes et femmes
3	Autorités locales	8	35 à 45	Hommes et femmes
4	Acteurs civils	4	35 à 60	Hommes
Total		43		

Source : enquête de terrain réalisée par Benoît MADAGAL

65-Rodolphe GHIGLIONNE et Benjamin MATALON, *Les enquêtes sociologiques, théories et pratiques*, Paris Armand Colin, 2001.

VI-2-2- Techniques et outils de collecte de données

Plusieurs techniques de collecte des données sont retenues pour réaliser cette recherche. Il s'agit des entretiens semis directifs, de l'observation directe et la recherche documentaire.

VI-2-1- La revue documentaire

L'exploitation documentaire consiste à consulter les différents documents, de nature et d'origine diverses, relatifs à la thématique. Elle offre diverses sources telles que : des articles scientifiques, des rapports officiels, des revues et des ouvrages. Elle consiste à extraire des données secondaires, c'est-à-dire celles déjà produites au préalable et contenus dans les documents. En ce sens, Valentin NGA NDONGO entend par document : « *tout élément matériel ou immatériel qui a un rapport avec l'activité des hommes vivant en société et qui, de ce fait, constitue indirectement une source d'information sur les phénomènes sociaux* »⁶⁶. Cette technique est mobilisée depuis l'entame de ce travail commençant de la conquête du sujet à la constatation, jusqu'à la construction de l'objet de cette recherche.

Par ailleurs, dans le cadre de ce mémoire, diverses sources documentaires ont été mobilisées. Les ressources exploitées comprennent aussi bien des travaux académiques (mémoires, thèses), que des textes juridiques et normatifs (conventions, lois), des rapports institutionnels, des rapports d'activités, des articles scientifiques et des ouvrages de référence. L'ensemble de ces documents a permis de mieux cerner la problématique des inondations persistantes dans la commune de Yagoua, d'identifier le cadre législatif en matière de gestion des risques et de préciser les outils méthodologiques nécessaires à l'analyse des vulnérabilités et stratégies d'adaptation des populations.

VI-2-2- Les entretiens semi-directifs et l'entretien de groupe semi-directif

L'exploitation documentaire ne donne pas l'opportunité de produire les données en situation avec les différents acteurs clés ciblés par l'enquête de terrain. C'est l'une des raisons fondamentales qui justifie notre recours aux entretiens. Pour Madeleine GRAWITZ, un entretien est « *un procédé d'investigation scientifique, utilisant un processus de communication verbale pour recueillir les informations précises en relation avec les objectifs et hypothèses de la recherche* »⁶⁷. Dans le cadre de cette recherche, deux techniques d'investigation ont été mobilisées, présentées ici chacune à son tour.

66-Valentin NGA NDONGO et Emmanuel KAMDEM, (dir.), *La sociologie aujourd'hui : une perspective africaine*, Paris, L'Harmattan, 2010.

67-Madeleine GRAWITZ, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2001.

VI-2-2-1-L'entretien semi-directif

L'entretien semi-directif a été choisi pour se rapprocher des acteurs concernés par la problématique étudiée et pour orienter la conversation autour de thèmes précis définis dans un guide d'entretien, tout en laissant la possibilité aux participants de développer leurs réponses. Cette technique met en situation de dialogue le chercheur, qui pose les questions, et le participant, qui y répond librement. Elle a permis ainsi de connaître les expériences, les perceptions, les sentiments, les motivations et les actions des acteurs face au phénomène étudié. Dans cette étude, cette méthode a été utilisée auprès de 43 participants, incluant les populations locales, les sinistrés, les autorités locales, les associations locales et les organisations humanitaires. L'échantillonnage adopté a été raisonné, permettant de retenir les unités d'observation selon des critères tels que l'âge, la position sociale ou la profession, tout en assurant une représentativité des différents groupes directement affectés par les inondations. Cette technique a permis de recueillir des données diversifiées, tout en mettant en évidence les convergences et divergences de perception des facteurs aggravant la vulnérabilité.

VI-2-2-2- L'entretien de groupe semi-directif

Cette méthode consiste à réunir plusieurs participants autour d'une discussion structurée par un guide d'entretien ayant des thématiques préalablement définies. Elle a été mobilisée pour favoriser les interactions entre enquêtés. A cet effet, elle a permis d'observer les interactions entre participants, de mieux comprendre les dynamiques sociales et les perceptions partagées au sein des groupes affectés par les inondations, d'identifier les pratiques communautaires d'adaptation et de révéler les controverses locales concernant les aménagements. Dans le cadre de cette étude, deux entretiens de groupe ont été réalisés auprès des sinistrés : l'un regroupant 6 hommes et l'autre regroupant 14 femmes. Cette approche a permis de confronter les points de vue et de compléter les informations obtenues lors des entretiens individuels, en tenant compte de la diversité des expériences selon le genre et les situations vécues.

VI-2-3-L'observation directe

L'observation directe est une technique permettant de « *considérer les événements au fur et à mesure de leur déroulement dans la vie du groupe et d'analyser le comportement réel de ses membres* »⁶⁸. Elle consiste à observer attentivement et systématiquement un phénomène dans son environnement naturel, sans intervenir ni influencer l'événement observé, afin de recueillir des informations en temps réel et de saisir les réalités sociales dans leur contexte.

68-Madeleine GRAWITZ, *Lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 8e édition, 2004.

Dans le cadre de cette recherche, l'observation directe s'est déroulée entre juin et juillet 2025 dans plusieurs quartiers de Yagoua, en saison relativement sèche. Une grille d'observation a structuré le recueil de données autour de trois dimensions : l'état physique des habitations post-inondations, les infrastructures de protection existantes et les pratiques locales d'aménagement. Les observations ont révélé plusieurs éléments importants. Premièrement, de nombreuses habitations portaient encore les marques visibles des inondations passées : traces d'eau sur les murs, maisons partiellement ou complètement effondrées, ruines abandonnées et ponts détruits témoignant de l'ampleur des destructions. Ces stigmates, visibles plusieurs mois après les inondations, attestent de la récurrence du phénomène. Deuxièmement, la topographie des zones habitées confirme leur forte exposition : terrain plat et bas favorisant la stagnation, sols sableux et absence de pente naturelle pour l'écoulement. Enfin, les infrastructures révèlent des systèmes de drainage insuffisants et obstrués, des voies d'évacuation impraticables en période de pluies, des habitations en matériaux précaires, ainsi que des traces d'extraction artisanale de terre laissant des cavités favorisant l'érosion. Cette observation a permis ainsi de vérifier empiriquement les hypothèses de recherche en confirmant le lien entre pratiques d'aménagement et aggravation des risques. La persistance des dégâts et les infrastructures défailtantes illustrent l'insuffisance des mécanismes institutionnels de reconstruction et de prévention. Ces données ont ainsi complété les discours recueillis lors des entretiens.

VI-3-Technique d'analyse des données : analyse de contenu

Dans le cadre de cette recherche, les données collectées ont fait l'objet d'un traitement par analyse de contenu thématique. Elle consiste repérer, analyser et interpréter les thèmes majeurs dans un corpus de données qualitatives. Elle s'est déroulée en s'appuyant sur plusieurs étapes fondamentales

VI-3-1-La transcription

La première étape a consisté à retranscrire l'ensemble des entretiens menés. Dans la phase de notre enquête de terrain, la plupart des données a été effectuée par voie d'enregistrement, à l'aide d'un magnétophone, application incorporée dans le téléphone portable et aussi sur le support papier. Cette transcription a permis de mettre par écrit les récits, perceptions et expériences des populations locales, des sinistrés, ainsi que des différents acteurs externes impliqués y compris les dynamiques sociales induites par ce phénomène.

VI-3-2-Le classement et la catégorisation

C'est la deuxième étape de l'analyse des données qui a consisté à un regroupement et une classification des données par sous thèmes et catégorie thématique et par questions identiques formulées dans la guide d'entretien. Dans cette recherche, les items regroupés en catégories thématiques correspondent aux axes principaux de l'analyse, tels que : expérience des inondations, les facteurs, les principales vulnérabilités des populations face aux inondations persistantes, les impacts, les perceptions et les stratégies d'adaptation des populations locales et celles mises en œuvre par les acteurs externes. Les données issues de l'observation directe et celles de la revue documentaire ont ensuite été couplées à ces catégories thématiques afin d'assurer une triangulation méthodologique et de consolider l'analyse.

VI-3-2-L'analyse

La dernière étape a visé la triangulation des données collectées. Les témoignages des populations locales et des sinistrés, les propos des autorités et acteurs de la société civile, ainsi que les textes et rapports institutionnels ont été confrontés. Cette démarche a permis de dégager les effets des inondations sur les conditions de vie, les facteurs de vulnérabilité et les stratégies d'adaptation mises en œuvre dans la commune de Yagoua.

VII- CADRE CONCEPTUEL

La définition des concepts-clés permet au chercheur non seulement d'éviter toute confusion sémantique, mais aussi de se situer et de situer tout lecteur du compte-rendu de sa recherche. C'est dans cet optique que le philosophe français Gaston BACHELARD renseigne que « *la définition des concepts est une première opération qui permet d'éviter justement de tomber dans le langage courant, les imprécisions, les incertitudes et de faciliter la saisie de l'objet de recherche* »⁶⁹. C'est dans cette optique que la section s'attèle à clarifier les notions suivantes : inondations persistantes (1), vulnérabilité (2), résilience (3).

VII-1- Inondations

Les inondations sont un phénomène hydrologique caractérisé par la submersion temporaire, partielle ou totale, de terres habituellement non couvertes par l'eau, résultant généralement d'un débordement de cours d'eau, de pluies intenses et prolongées, de la remontée des nappes phréatiques ou de la rupture d'ouvrages de retenue. Elles constituent l'un des aléas naturels les plus fréquents et les plus destructeurs à l'échelle mondiale, en raison de leur capacité à perturber les activités humaines, les infrastructures et les systèmes de subsistance.

69-Gaston BACHELARD, *Le nouvel esprit scientifique*, 9ème édition, Paris, PUF, 1996.

Selon la terminologie internationale de la réduction des risques de catastrophe, une inondation correspond à « *un écoulement ou une accumulation anormale d'eau sur des terres qui sont normalement sèches* »⁷⁰. Par ailleurs, elles renvoient aussi à un aléa environnemental dont les effets sont catastrophiques en interaction avec des facteurs multiples.

Dans cette perspective, une inondation devient une catastrophe lorsque des populations exposées présentent des niveaux élevés de vulnérabilité et des faibles capacités de prévention, de réponse et de relèvement. De ce fait, l'inondation est envisagée comme un événement parfois socialement construit, dont les impacts sont beaucoup plus conditionnés par l'organisation sociale de l'espace, les modes d'occupation du sol et les politiques publiques de gestion des risques. Selon Ben WISNER et al⁷¹, les inondations mettent en lumière et aggravent les inégalités sociales préexistantes. Ils soulignent à cet effet que les aléas comme les inondations touchent différemment les groupes sociaux selon leur position géographique, économique, leur accès aux ressources, leur pouvoir politique et leur capacité à influencer les décisions d'aménagement du territoire. Les populations les plus pauvres s'installent parfois dans des zones inondables, faute d'alternatives résidentielles, ce qui transforme l'inondation en un facteur de reproduction des inégalités sociales. Dans le contexte de Yagoua, elles constituent un risque récurrent et structurel, lié aux dynamiques hydro climatiques, mais aussi aux modes d'occupation de l'espace, à la faiblesse des infrastructures de protection et aux limites des dispositifs institutionnels de gestion des risques. Elles s'inscrivent ainsi dans un cadre d'interactions entre aléa naturel, vulnérabilité sociale et capacités de résilience, faisant de ce phénomène un objet à la fois environnemental, social et politique.

VII-2-Vulnérabilité

La vulnérabilité désigne une capacité limitée à anticiper, résister et se remettre des effets d'un choc, d'un stress ou d'une crise, qu'elle soit d'origine naturelle, sociale ou économique. Elle renvoie à une situation de fragilité, caractérisée à la fois par l'exposition à un risque et par l'insuffisance des ressources nécessaires pour y faire face. Parlant de ce concept, Mark PELLING le résume en ces propos : « *La vulnérabilité est la propension d'un élément à subir des dommages lorsqu'il est exposé à une menace. Elle est fonction de l'exposition, de la*

70-UNISDR (United Nations International Strategy for Disaster Reduction), *Terminologie relative à la réduction des risques de catastrophe*, Genève, Nations Unies, 2009, p. 27. Lien :

https://www.unisdr.org/files/7817_UNISDRTerminologyFrench.pdf consulté le 01 juin 2025

71-Ben WISNER, Piers BLAICKIE, Terry CANNON & Ian DAVIS, *At Risk : Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters*, 2nd edition, London/New York, Routledge, 2004, p. 11.

sensibilité et de la capacité d'adaptation »⁷². Autrement dit, elle reflète l'articulation entre un contexte de risque et une faible capacité de réaction ou d'adaptation des individus et des groupes

Du point de vue sociologique, la vulnérabilité n'est pas un attribut intrinsèque des populations, en revanche, elle désigne l'ensemble des conditions sociales, économiques, politiques et culturelles qui rendent certaines populations incapables de faire face aux aléas et de s'en remettre. Selon Ben WISNER et al, elle renvoie aux caractéristiques d'une personne ou d'un groupe et leur situation qui influencent leur capacité à anticiper, faire face, résister et se remettre de l'impact d'un aléa naturel⁷³. Cela implique que les structures sociales (telles que les inégalités économiques, les rapports de pouvoir, l'accès inégal aux ressources et aux institutions) sont au cœur de la production sociale de la vulnérabilité. Ainsi, elle est comprise comme l'intersection de facteurs structurels qui limitent les opportunités et augmentent les risques, renforçant les trajectoires de fragilité plutôt que de résilience. Dans la même logique, Robert CHAMBERS met l'accent sur la nécessité de distinguer vulnérabilité et pauvreté. Selon lui, « *la vulnérabilité ne signifie pas pauvreté, mais désigne l'exposition au risque, aux chocs et au stress, ainsi que la difficulté à y faire face* »⁷⁴. Cette distinction est fondamentale : on peut être pauvre sans être vulnérable (si l'on dispose de réseaux de solidarité, de savoirs locaux, d'institutions de protection), et inversement, on peut être aisé mais vulnérable face à un choc soudain (si l'on manque de capacités d'adaptation ou de réseaux d'entraide). Elle se caractérise ainsi par deux dimensions complémentaires : d'une part, l'exposition aux aléas (probabilité d'être touché par un événement dangereux) ; d'autre part, la capacité de réponse et de résilience (moyens disponibles pour faire face et se relever). C'est l'articulation entre ces deux dimensions qui détermine le degré de vulnérabilité d'une population donnée.

Au-delà des définitions classiques, l'analyse du contexte de Yagoua conduit à enrichir la compréhension de la vulnérabilité à partir de trois dimensions complémentaires. D'abord, celle-ci résulte d'une assignation spatiale contrainte : les populations les plus vulnérables occupent les zones inondables non seulement par incapacité matérielle à accéder à des espaces plus sûrs, mais aussi en raison de l'attachement aux terres ancestrales, perçues comme inaliénables malgré les risques récurrents d'inondation. Ensuite, la vulnérabilité présente un caractère cumulatif et cyclique, chaque crue détruit les moyens de subsistance et affaiblit les capacités de résilience, au point de devenir une condition structurelle. Enfin, elle s'exprime par

72-Mark PELLING, *The Vulnerability of Cities: Natural Disasters and Social Resilience*, London: Earthscan, 2003.

73-Ben WISNER et al, 2004, *op. cit.* p.11.

74-Robert CHAMBERS, *Vulnerability, Coping and Policy*, IDS Bulletin, vol. 20, n°2, 1989.

une dépendance institutionnelle ambivalente, marquée par l'attente d'un soutien étatique ou humanitaire souvent insuffisant. Ainsi comprise comme un processus dynamique, socialement différencié et territorialement ancré, la vulnérabilité à Yagoua explique la persistance et la reproduction des risques malgré les stratégies d'adaptation locales et les interventions externes.

VII-3-Résilience

Le concept résilience désigne « *La capacité d'un système, une communauté ou une société exposée aux risques de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base* »⁷⁵. Elle renvoie ainsi à l'aptitude à faire face aux crises, à en limiter les effets négatifs et à reconstruire les moyens de subsistance après une perturbation. En ce sens, la résilience se comprend en étroite articulation avec la vulnérabilité, car elle traduit la manière dont les sociétés répondent aux contraintes auxquelles elles sont exposées.

Par ailleurs, la résilience ne saurait être comprise comme une qualité purement individuelle ou naturelle, mais socialement construite, car elle dépend de l'accès aux ressources, des réseaux de solidarité, des institutions de protection, des savoirs locaux et des capacités collectives d'action. Ainsi, elle apparaît comme le versant dynamique et évolutif des réponses sociales aux risques. Toutefois, elle n'est ni automatique ni universelle : elle est conditionnée par les structures sociales existantes et parfois entravée par la pauvreté, l'exclusion sociale, la faiblesse institutionnelle ou l'inégalité d'accès aux ressources.

Dans le contexte de la commune de Yagoua, la résilience des populations locales se manifeste comme un processus social différencié, qui repose sur des stratégies d'adaptation presque fragiles, développées dans un contexte de contraintes économiques et institutionnelles. Les populations font preuve de résilience à travers la mobilisation de solidarités locales, la diversification des activités de subsistance ou l'ajustement des pratiques quotidiennes. Cependant, cette résilience est précaire et s'exerce dans un environnement marqué par la répétition des chocs, l'insuffisance des soutiens institutionnels et l'épuisement progressif des ressources. Dans cette perspective, les capacités de résilience se construisent au sein de situations de vulnérabilité structurelle, sans pour autant parvenir à les dépasser totalement. Elle apparaît ainsi comme une résilience sous contrainte, qui permet la survie et l'adaptation à court terme, mais qui peine à rompre les mécanismes sociaux et économiques de reproduction de la

75-Robert CHAMBERS, 1989, *op. cit.* p27.

vulnérabilité. Ainsi, elle est à la fois une ressource sociale indispensable et un indicateur des limites structurelles des réponses locales face aux inondations persistantes.

VIII – DÉLIMITATION SPATIO-TEMPORELLE

Tout travail scientifique requiert une définition claire de son champ d'étude. Comme le souligne Marcel MAUSS, « *il faut avant tout indiquer et limiter le champ de la recherche afin de savoir de quoi on parle* »⁷⁶. La délimitation spatiale et temporelle permet de situer l'objet d'étude, de préciser le cadre d'analyse et d'éviter les généralisations hâtives. Dans cette logique, la présente recherche se concentre sur la commune de Yagoua, dans une période contemporaine marquée par la recrudescence des inondations au sein du département du Mayo-Danay.

VIII-1-Délimitation spatiale

Notre recherche s'est déroulée dans la commune de Yagoua, chef-lieu du département du Mayo-Danay, située à 211 kilomètres de Maroua, capitale régionale de l'Extrême-Nord du Cameroun. Créée par le décret n° 60/83 du 31 décembre 1960 instituant les communes de moyen exercice au Nord Cameroun, Yagoua couvre une superficie d'environ 950 km²⁷⁷. Elle compte environ 184 315 habitants⁷⁸, et est composée majoritairement de quatre groupes ethniques : les Massa, les Toupouri, les Kanuri et les Peulhs, répartis dans plusieurs villages et quartiers urbains. Sur le plan géographique, la commune de Yagoua est limitée au nord par la commune de VÉLÉ, au Sud par la Commune de WINA, au Sud-est par les Communes de GUERE et GOBO, à l'Ouest par la Commune de GUERE, à l'Est par le fleuve Logone qui fait frontière naturelle entre le Cameroun et la République du Tchad et au Nord-Ouest par la commune de KALFOUa Kalfou⁷⁹. Le relief est plat, avec une dénivellation moyenne estimée à 0,01 %. Cette configuration topographique, combinée à la présence du fleuve Logone et de nombreux mayos saisonniers, favorise l'accumulation et le débordement des eaux pendant la saison pluvieuse. Il en résulte une vulnérabilité chronique aux inondations, particulièrement dans les quartiers bas situés tels que Danayré, Gobéissou et Tikoro⁸⁰.

76-Marcel MAUSS, *Essai de sociologie*, Paris, édition de Minuit, 1969.

77-Commune de Yagoua, Plan Communal de Développement (PCD), Programme National de Développement Participatif (PNDP), novembre 2013, p. 10-12.

78-Bureau Central des Recensements et des Études de Population (BCREP), Estimation de la population du Cameroun en 2023, Yaoundé, octobre 2024.

79-PCD de Yagoua, 2013, *op. cit.* p. 10-12.

80-Baugard OVONO NOGO EDONGO et Paul Basile ELOUNDOU MESSI, « Gestion des zones inconstructibles : risques environnementaux et sanitaires dans la ville de Yagoua (Extrême-Nord Cameroun) », *Annales de l'Université de Moundou, Série A – Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines*, vol. 6, n° 2, décembre 2019, pp. 85-104.

VIII-2-Délimitation temporelle

Sur le plan temporel, cette recherche couvre la période 2024-2025. Ce choix a permis d'appréhender les dynamiques actuelles des inondations qui affectent la commune depuis des décennies, et d'analyser leurs effets concrets sur les populations ainsi que les stratégies d'adaptation et de résilience qu'elles développent face à ce phénomène récurrent.

VIII-3- Justification du choix du site d'étude

Le choix de la commune de Yagoua pour cette recherche repose sur plusieurs critères. D'abord, la vulnérabilité géomorphologique et hydrographique de la commune. Elle présente une topographie basse en plaine alluviale, des sols argileux, une platitude extrême du relief (dénivellation de 0,01%), la proximité du fleuve Logone à l'Est et la traversée du Mayo en zone urbaine. Cette configuration favorise l'accumulation, la stagnation prolongée et le débordement récurrent des eaux en saison pluvieuse, faisant de ce territoire un terrain d'observation privilégié pour comprendre les dynamiques de vulnérabilité et d'adaptation des populations⁸¹.

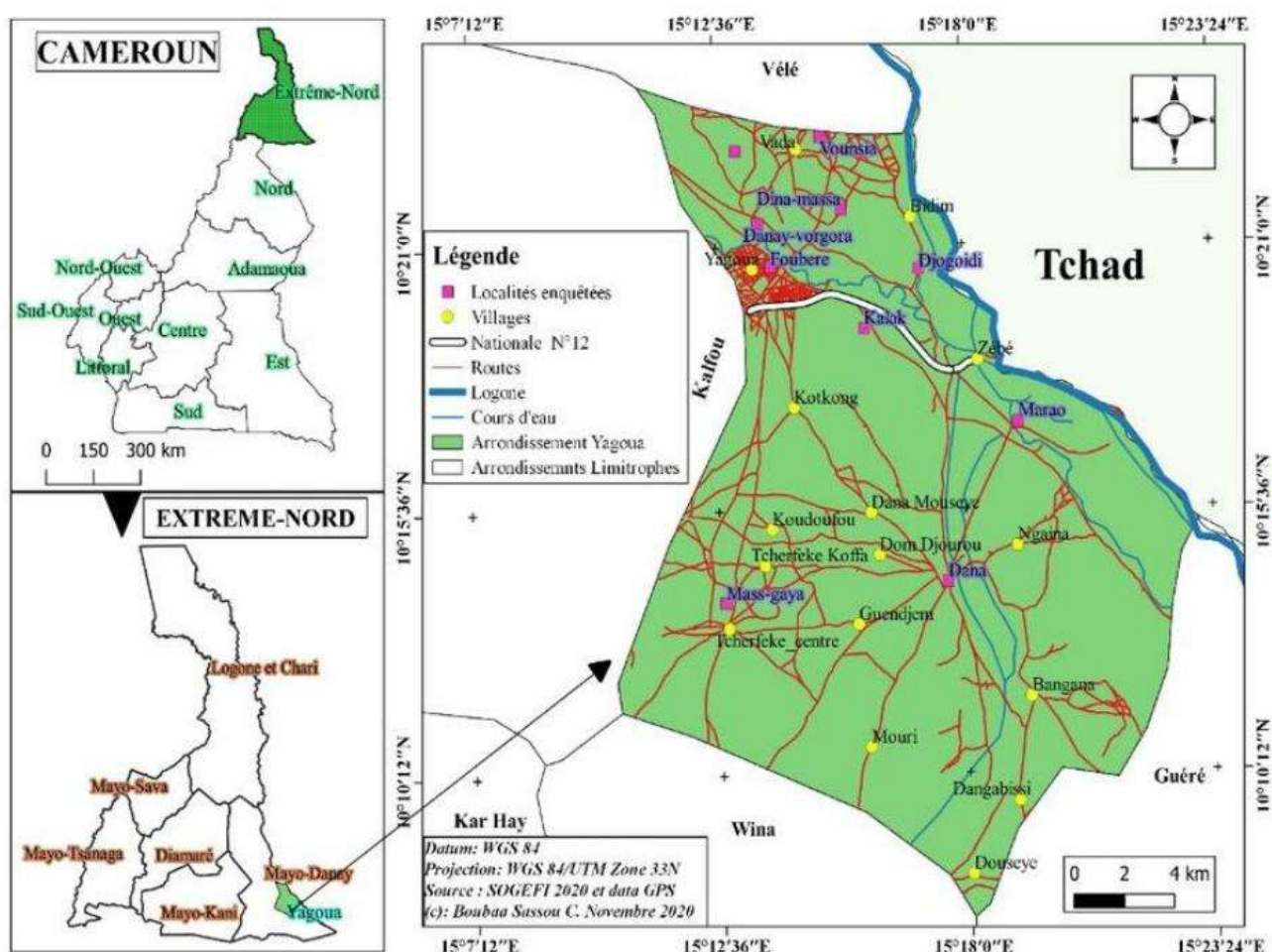
Ensuite, l'importance socio-économique de la commune renforce ce choix. Yagoua constitue un pôle agricole majeur du département du Mayo-Danay et pour le Cameroun, avec la présence de la SEMRY (Société d'Expansion et de Modernisation du Riz de Yagoua). La majorité de la population tire ses revenus des cultures de rente (riz, coton) et vivrières (maïs, sorgho, etc), activités directement dépendantes du régime hydrologique. Les inondations récurrentes causent des graves pertes économiques et compromettent la sécurité alimentaire locale et régionale, conférant ainsi à cette étude un intérêt au-delà du cadre communal.

Par ailleurs, la forte concentration démographique avec 184 315 habitants, Yagoua figure parmi les villes les plus peuplées du département. Cette densité, conjuguée à l'occupation anarchique d'espaces à risque dans les quartiers dits inconstructibles (Gobéissou, Danayré, Tikoro), accroît l'exposition des populations et justifie l'urgence d'une analyse approfondie. Enfin, la fréquence des sinistres et la diversité des acteurs engagés dans la gestion du risque font de Yagoua un terrain d'étude privilégié. L'existence du Plan Communal de Développement (PCD), appuyé par le PNDP et plaçant la réduction des inondations parmi ses priorités, offre un cadre institutionnel propice à l'analyse des stratégies locales de résilience⁸². La figure (1) suivante représente la carte de localisation de ladite commune :

81- PCD de Yagoua, 2013, *op. cit.*

82-Idem, p. 55-56.

Figure 1: Carte de la localisation de la commune de Yagoua



Source : Jeanne Flore NNANGA, Christian BOUBA SASSOU, Junior Baudoin WOUOKOUE TAFFO et FROUMSIA MOKSIA, « Caractérisation des plantes médicinales utilisées en thérapeutique dans l'arrondissement de Yagoua, Extrême-Nord Cameroun », ResearchGate, février 2023.

IX-PLAN DE RÉDACTION

Cette étude se structure en deux grandes parties, chacune subdivisée en deux chapitres. La première partie s'intitule : gestion du risque d'inondation et manifestations de la vulnérabilité des populations à Yagoua. Elle est subdivisée en deux chapitres. Le chapitre 1 traite le cadre national de gestion des risques et le chapitre 2 analyse les causes, manifestations et perceptions locales de la vulnérabilité face aux inondations. La deuxième partie c'est : de la vulnérabilité à la résilience : analyses des stratégies d'adaptation et des dynamiques sociales dans la commune de Yagoua. Le chapitre 3 présente les stratégies d'adaptation mises en œuvre, et le chapitre 4, dynamiques sociales et transformations locales induites par les inondations à Yagoua.

PARTIE I

GESTION DES RISQUES ET MANIFESTATIONS DE LA VULNÉRABILITÉ DES POPULATIONS À YAGOUA

Au Cameroun, les inondations comptent parmi les aléas les plus désastreux, affectant presque toutes les régions du territoire national. La commune de Yagoua, située dans le département du Mayo-Danay, incarne de manière particulièrement dramatique cette réalité. Depuis plusieurs décennies, elle subit des inondations récurrentes dont l'ampleur et la fréquence ne cessent de s'intensifier. Ces crises hydrologiques engendrent des dégâts catastrophiques sur les plans humain, matériel et environnemental, mettant en évidence une vulnérabilité sociale ancrée dans les structures socio-économiques et institutionnelles du pays. Comprendre sociologiquement ce phénomène exige d'articuler deux niveaux d'analyse complémentaires : d'une part, le cadre national qui structure l'action publique face aux risques ; d'autre part, les manifestations locales concrètes de ces vulnérabilités dans un contexte spécifique. Cette première partie se structure donc en deux chapitres. Le premier examine le cadre national de gestion des risques au Cameroun. Le second traite les causes, manifestations et perceptions de la vulnérabilité par les populations locales Yagoua.

CHAPITRE I :

CADRE NATIONAL DE GESTIONS DES RISQUES AU CAMEROUN

La gestion des risques des catastrophes constitue un enjeu majeur de sécurité et de développement durable au Cameroun. Face à la recrudescence des inondations, le pays a progressivement développé un cadre juridique, institutionnel et stratégique pour prévenir et gérer ces aléas. Ce chapitre analyse le cadre national de gestion des risques et met en lumière les limites opérationnelles de la mise en œuvre de ce cadre. Il est question ici de mettre en évidence l'efficacité réelle de ces dispositifs face à la persistance des inondations, notamment dans les zones les plus exposées. Nous présentons d'abord les dispositifs juridiques (cadres internationaux et législations nationales) qui encadrent la gestion des risques. Ensuite, nous analysons les dispositifs institutionnels mobilisés et le cadre stratégique à travers les politiques d'adaptation et les dispositifs opérationnels. Enfin, nous mettons en lumière les limites opérationnelles de la mise en œuvre du cadre national de gestion des risques de vulnérabilité des populations qui les fragilisent face aux inondations.

I-LES DISPOSITIFS JURIDIQUES DE LA GESTION DES RISQUES AU CAMEROUN

Le Cameroun a élaboré un cadre juridique dédié à la gestion des risques. Il s'appuie sur des engagements internationaux et des législations nationales censés renforcer les capacités de prévention, d'intervention et de résilience. Nous mettons en lumière ce cadre dans cette section

1-Les cadres internationaux

L'observation des engagements internationaux du Cameroun en matière de gestion des risques liés aux catastrophes naturelles montre une orientation progressive vers la consolidation juridique et institutionnelle de la prévention et de la résilience. En effet la recrudescence des phénomènes hydro-climatiques a conduit la communauté internationale à élaborer plusieurs instruments normatifs fixant des principes, des obligations et des mécanismes de coopération visant à encadrer la réduction des risques et des vulnérabilités territoriales. L'exigence étant portée sur la nécessité d'une bonne coordination systémique de la gestion des aléas naturels, l'ensemble des pays, particulièrement ceux exposés aux risques, a été invité à ne plus concevoir leur développement sans la prise en compte préalable des vulnérabilités territoriales et des impératifs d'adaptation. C'est dans cette dynamique que le gouvernement camerounais a ratifié

plusieurs de ces instruments juridiques internationaux dans le but d'assurer une gestion efficiente des risques de catastrophes sur son territoire. Cette intégration n'est pas symbolique : elle confère une base juridique à l'action publique en matière de prévention, de préparation et de réponse aux crises environnementales. Par ailleurs, conformément à l'article 14(2) de la loi-cadre n° 96/12 du 5 août 1996 relative à la gestion de l'environnement, « *l'administration en charge de l'environnement doit s'assurer que les engagements internationaux du Cameroun en matière environnementale sont introduits dans la législation et la politique nationale* ». Ainsi, la présente section accorde son attention aux instruments les plus indispensables, qu'ils soient des conventions, des protocoles ou des accords internationaux qui fondent et légitiment le dispositif juridique camerounais de prévention et de gestion des inondations.

1-1-Les conventions internationales

La ratification de plusieurs conventions internationales par le Cameroun traduit son intégration aux principes universels de gestion et de réduction des risques. Elles fixent les normes et orientations qui guident les politiques nationales de prévention, de préparation et d'adaptation face aux aléas. À cet effet, les conventions suivantes ont été adoptées

- La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), adoptée le 9 mai 1992 à New York et ratifiée par le Cameroun le 21 septembre 1994, impose l'intégration de mécanismes d'adaptation et la réalisation d'études d'impact écologique pour réduire les effets des événements extrêmes ;

- La Convention de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, qui guide les stratégies nationales en matière de prévention, préparation et réponse aux catastrophes ;

- La Convention de Ramsar relative aux zones humides, adoptée le 2 février 1971 à Ramsar (Iran) et ratifiée par le Cameroun le 20 juillet 2006, visant à protéger les zones humides essentielles à la régulation des crues et à la prévention des crises hydrologiques ;

Elles constituent ainsi le socle normatif sur lequel repose l'action internationale du Cameroun en matière de gestion des risques et définissent le cadre global que les accords et protocoles internationaux, analysés au point suivant, viennent préciser et opérationnaliser.

1-2-Accords et protocoles internationaux

Au-delà de ces conventions, le Cameroun a adhéré à plusieurs accords et protocoles relatifs à la gestion des risques. Ces instruments favorisent l'implication de divers acteurs dans la gestion de ce phénomène et visent à concrétiser ces engagements au niveau opérationnel, notamment en matière de coopération technique, de financement de projets structurants et de

coordination interinstitutionnelle. Ils permettent ainsi d'analyser la manière dont les engagements du Cameroun sur la scène internationale se traduisent en actions concrètes de gestion des risques. Parmi les plus significatifs, on peut citer :

- Accord avec la Banque mondiale pour le projet de lutte contre les inondations (PULCI) en 2013 ayant pour objectifs le financement pour la réhabilitation des infrastructures hydrauliques, la formation des comités locaux et le renforcement des capacités communautaires.

- Accord de Paris du 12 décembre 2015 sur les changements climatiques ;

- Accord de coopération avec la Commission du Bassin du Lac Tchad en 2012 ayant pour but l'échange de données hydrologiques, la coordination transfrontalière pour la gestion des crues et prévention des inondations.

- Le Protocole de Kyoto adopté en 1997 et ratifié par le Cameroun le 5 octobre 2002 qui contient des dispositions spécifiques sur la réduction des émissions et l'adaptation climatique, visant à freiner les effets des événements extrêmes.

- Le Protocole opérationnel MINAT-PNUD en 2014 qui établit les modalités de déclenchement rapide des secours en cas d'inondation, encadrant la coordination logistique entre acteurs publics et agences onusiennes.

- Le Protocole d'exécution du PULCI, un accord technique qui précise les responsabilités, les étapes de mise en œuvre, et les indicateurs de suivi pour le projet.

Tous ces instruments (conventions, accords et protocoles) qui structurent les engagements internationaux sont intégrés et mis en œuvre sur le plan interne au Cameroun dans les politiques nationales dans le cadre de la prévention et de gestion des catastrophes à travers les cadres juridiques et réglementaires relatives à la gestion des risques des catastrophes.

2- Cadre national : les législations juridiques et réglementaires relatives à la gestion des risques des catastrophes

Comprendre les lois et règlements encadrant la gestion des catastrophes permet de saisir la manière dont l'État camerounais structure sa réponse face aux aléas naturels. Ces textes constituent les dispositions légales qui structurent la prévention, la préparation et la riposte aux catastrophes, tout en établissant les responsabilités institutionnelles à différents niveaux.

Le Cameroun s'est doté d'un corpus juridique en matière de gestion des risques et catastrophes, composé de lois, décrets et arrêtés.

2-1-Les Lois

La loi représente un cadre réglementaire composé d'un ensemble de dispositions obligatoires, édictées par l'autorité légitime de l'État et dont le respect est garanti par la puissance publique. Elle se caractérise par son caractère général, impersonnel et contraignant, traduisant la volonté collective d'une société organisée. Au Cameroun, l'encadrement juridique de la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles repose sur un ensemble des législations. Loi n°2024/015 du 23 décembre 2024 régissant la protection civile au Cameroun

- Loi n°96/12 du 5 août 1996 portant loi-cadre sur la gestion de l'environnement
- Loi n°2003/006 du 21 avril 2003 relative à la sécurité civile
- Loi n°2011/022 du 14 décembre 2011 portant création de l'Observatoire National des Risques (ONR)

Ces lois illustrent les fondations juridiques de la gestion des risques au Cameroun. Elles constituent un cadre légal structuré, censées guider la prévention, la préparation et l'intervention en cas de catastrophes, notamment les inondations. Toutefois, comme le souligne Henry BANG, malgré l'existence de ces textes, la gouvernance des risques demeure centralisée et insuffisamment opérationnelle au niveau local⁸³. En conséquence, l'application effective de ces lois reste quelque fois limitée, ce qui contribue à la rémanence des inondations et à la vulnérabilité persistante des populations, notamment dans des communes telles que Yagoua.

2-2- Les Décrets

Un Décret est un acte réglementaire ou individuel pris par le président de la République ou le premier ministre. C'est un acte qui fait partie des pouvoirs réservés au pouvoir exécutif par la constitution. Les Décrets en lien avec la thématique de gestion des inondations représentent les instruments d'opérationnalisation des principes législatifs, en précisant les modalités concrètes de mise en œuvre des politiques publiques de prévention et de réponse aux catastrophes hydro-climatiques. Nous citons dans cette section quelques-uns, notamment les plus significatifs liés directement à notre sujet.

-Le décret n°95/232 du 06 novembre 1995 portant organisation du Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT) qui confère à cette institution la compétence exclusive de coordination de la protection civile sur l'ensemble du territoire national. Cette attribution

83-Henry BANG, « Governance of disaster risk reduction in Cameroon: The need to empower local government », *Jàmbá: Journal of Disaster Risk Studies*, vol. 5, n° 2, art. 77, 2013.

institutionnelle fait du MINAT l'autorité de tutelle en matière de gestion des urgences, responsable de la mobilisation des moyens de secours, de la coordination des interventions et de l'interface avec les collectivités territoriales décentralisées lors des crises hydrologiques.

-Le décret n°2013/274 du 12 août 2013 portant habilitation du MINEPAT à signer un accord de prêt pour le financement du projet d'intervention d'urgence contre les inondations dans la région de l'Extrême-Nord illustre la mobilisation de l'État face à l'urgence hydrologique. Ce décret prouve la reconnaissance par les autorités camerounaises de l'ampleur des défis posés par les inondations récurrentes dans cette région et de la nécessité d'une réponse infrastructurelle d'envergure dépassant les capacités budgétaires nationales immédiates.

-Le décret n°2009/410 du 10 décembre 2009 portant création, organisation et fonctionnement de l'Observatoire national sur les changements climatiques (ONACC) inscrit la gestion des inondations dans une perspective d'anticipation climatique à long terme. En institutionnalisant un dispositif permanent de veille scientifique sur les évolutions climatiques et leurs impacts hydrologiques, ce décret permet d'orienter les politiques publiques vers une adaptation proactive plutôt que vers une gestion purement réactive des crises d'inondation.

Enfin, le décret présidentiel de 2025 en cours de finalisation pour l'opérationnalisation du fonds spécial d'aide aux victimes de catastrophes (annoncé dans la loi n°2024/015) vise à concrétiser le principe de solidarité nationale envers les sinistrés.

2-2- Les Arrêtés

Un Arrêté est une décision administrative, à portée générale ou individuelle, prise par une autorité ministérielle ou toute autre autorité relevant de l'administration. Les Arrêtés relatifs à la gestion des risques sont multiples. Parmi les plus significatifs, on peut citer :

-L'Arrêté n°010/PM du 13 février 2025 portant réorganisation de l'Observatoire National des Risques qui dote le Cameroun d'une structure permanente de veille, d'analyse et d'alerte précoce, pour anticiper les crises hydrologiques et orienter les décisions publiques de prévention des inondations.

-L'Arrêté interministériel du 12 juin 2012 fixant les modalités de coordination entre les ministères en cas de catastrophe naturelle établit le cadre procédural de l'action gouvernementale d'urgence, en dépassant la logique sectorielle pour instaurer une synergie institutionnelle indispensable à l'efficacité des interventions lors des crises.

-L'Arrêté n°0001/MINATD/DPC/2010 créant la Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (PN2RC) institutionnalise un espace multi-acteurs de dialogue, de

planification et d'évaluation des politiques nationales de réduction des vulnérabilités face aux aléas hydro-climatiques.

Ce cadre juridique ouvre la voie à l'examen des dispositifs institutionnels, qui incarnent ces textes et assurent leur mise en œuvre concrète à travers les structures et acteurs chargés de la gestion des inondations.

II- LES DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS DE GESTION DES INONDATIONS AU CAMEROUN

La gestion des risques au Cameroun mobilise un large éventail d'acteurs institutionnels, organisés à différents niveaux de l'appareil étatique et non étatique, intervenant à différents niveaux de gouvernance. Les dispositifs étatiques s'articulent autour des ministères et des services déconcentrés. Les acteurs non étatiques incluant les organisations non gouvernementales, les collectivités locales et partenaires extérieurs, jouent un rôle déterminant dans la mobilisation communautaire et l'appui humanitaire. Cette section présente l'ensemble de ces structures.

1-Les institutions Étatiques

Les acteurs étatiques, c'est toute entité publique investie d'une mission de service public, dotée de prérogatives légales et agissant sous l'autorité de l'État. Dans le contexte de la gestion des risques, ces acteurs disposent de mandats spécifiques qui leur permettent d'intervenir sur différents aspects du cycle de gestion des risques : prévention, préparation, réponse d'urgence, relèvement, coordination, intervention et accompagnement des populations affectées. Cette section présente les institutions impliquées selon leur niveau d'intervention. On distingue principalement deux niveaux d'intervention, chacun joue un rôle complémentaire : les acteurs étatiques centraux (ministères) et les services territoriaux.

1-1-Les acteurs étatiques centraux : ministères et administrations centrales

L'examen de ces institutions permet de comprendre les mécanismes de gouvernance des risques hydrologiques.

-Le Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT) : pivot de la coordination opérationnelle :

Le MINAT est un acteur majeur dans le dispositif national de gestion des catastrophes, non pas en raison de compétences techniques spécifiques, mais de par sa fonction transversale de coordination territoriale. À travers la Direction de la Protection Civile (DPC), il incarne l'autorité de commandement en situation d'urgence, assurant la mobilisation rapide des moyens de secours, l'articulation entre les différents intervenants et le relais entre le niveau central et

les échelons déconcentrés⁸⁴. Cette centralité du MINAT dans la gestion des crises d'inondation s'explique par sa double légitimité : d'une part, son ancrage territorial via les préfets et sous-préfets qui constituent le premier échelon de réponse opérationnelle ; d'autre part, son mandat constitutionnel de maintien de l'ordre public et de sécurité civile, faisant de lui l'interlocuteur naturel des populations sinistrées.

-Le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED) : garant de la prévention

Si le MINAT assure la gestion réactive des crises, le MINEPDED quant à lui porte la responsabilité de prévention et structurelle de la lutte contre les inondations. Son rôle dépasse la simple préoccupation environnementale pour embrasser une vision systémique des causes profondes de la vulnérabilité hydrologique : dégradation des bassins versants, destruction des zones humides régulatrices, imperméabilisation anarchique des sols urbains. À travers les études d'impact environnemental et social (EIES) et les Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), il dispose d'un levier réglementaire pour intégrer la prévention des risques dès la conception des projets d'aménagement. L'Observatoire National sur les Changements Climatiques (ONACC), placé sous sa tutelle, constitue un instrument de veille scientifique indispensable à l'anticipation des évolutions climatiques et de leurs impacts hydrologiques⁸⁵. Cette fonction de surveillance et d'alerte précoce établit le MINEPDED comme le maillon important entre la connaissance scientifique des risques et la prise de décision politique.

-Le Ministère des Travaux Publics (MINTP) : acteur de la résilience infrastructurelle

La gestion des inondations ne peut se concevoir sans une intervention structurelle sur les infrastructures de drainage et de protection. C'est ainsi que le MINTP intervient à ce titre comme l'opérateur technique de la résilience, chargé de la construction, de l'entretien et de la réhabilitation des ouvrages hydrauliques (canaux, digues, ponts, bassins de rétention) qui conditionnent la capacité d'évacuation des eaux. Dans les zones urbaines particulièrement exposées comme Douala, Yaoundé ou Maroua, l'état du réseau de drainage constitue un déterminant majeur de la vulnérabilité aux inondations. Son rôle devient d'autant plus stratégique que la récurrence des inondations manifeste ainsi des défaillances du système de drainage, nécessitant des interventions d'urgence post-catastrophe mais également une planification à long terme des investissements hydrauliques⁸⁶.

84-Direction de la Protection Civile (MINAT), Plan de contingence national du Cameroun, 2021.

85-MINEPDED, Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe, 2018.

86-MINTP, Rapport sur l'entretien des infrastructures hydrauliques, 2020.

-Le Ministère de l'Eau et de l'Énergie (MINEE) : régulateur des ressources hydriques

La prévention des inondations relève également d'une gestion rationnelle des ressources en eau et du contrôle des flux hydriques. Le MINEE, à travers la Direction de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau, assume cette fonction de régulation hydrologique en assurant la surveillance des bassins versants, la gestion des barrages et le contrôle des débits fluviaux. Cette compétence est nécessaire dans un contexte où les inondations résultent parfois d'une conjonction de facteurs naturels et de gestion humaine⁸⁷.

-Le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU) : régulateur de l'occupation spatiale

La prolifération des inondations en milieu urbain camerounais trouve en partie son origine dans les dysfonctionnements de la planification spatiale et l'occupation anarchique des zones à risque. Le MINHDU intervient à ce titre comme l'instance de régulation de l'urbanisation, chargée d'assurer la compatibilité entre le développement urbain et les impératifs de sécurité hydrologique. À travers l'élaboration des plans directeurs d'urbanisme, des plans d'occupation des sols (POS) et la délivrance des permis de construire, ce ministère dispose des leviers réglementaires pour interdire ou encadrer strictement la construction dans les zones inondables identifiées. Cependant, l'efficacité de cette fonction régulatrice se heurte à la réalité de l'urbanisation informelle qui échappe au contrôle administratif, et à la pression démographique qui pousse les populations vulnérables à s'installer dans les bas-fonds et les zones marécageuses faute d'alternatives résidentielles accessibles⁸⁸.

-Le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) : producteur de la connaissance des risques

La gestion efficace des inondations repose fondamentalement sur une connaissance scientifique approfondie des aléas, des vulnérabilités et de leur dynamique spatiotemporelle. Le MINRESI, à travers des instituts spécialisés comme l'Institut de Recherche Géologique et Minière (IRGM), assume cette fonction de production de savoirs techniques indispensables à la décision publique. La cartographie des zones à risque, la modélisation hydrologique des bassins versants, l'analyse des tendances pluviométriques et l'évaluation de l'impact des changements d'occupation du sol constituent autant de contributions scientifiques qui alimentent les politiques de prévention et d'aménagement du territoire. Cette expertise technique est d'autant plus stratégique que les inondations au Cameroun présentent des

87-MINEE, Document de stratégie pour l'eau et l'assainissement au Cameroun, 2019.

88-MINHDU, Guide de planification urbaine et gestion des risques, 2020.

configurations spatiales hétérogènes, inondations urbaines de ruissellement, débordements fluviaux, engorgements en zones de plaine nécessitant donc des réponses différenciées fondées sur une compréhension fine des processus hydrologiques locaux⁸⁹.

-Le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) : stratégie du financement et de la planification

Au-delà des interventions sectorielles, la gestion des inondations nécessite une vision stratégique d'ensemble, une programmation pluriannuelle des investissements et une mobilisation de ressources financières énormes. Le MINEPAT assume cette fonction de planification macroéconomique et d'arbitrage budgétaire, pilotant notamment les grands projets structurants de résilience comme le Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI) dans la région de l'Extrême-Nord. Son rôle au-delà de la simple allocation de ressources, englobe la conception de stratégies territoriales intégrant la réduction des risques dans les politiques d'aménagement du territoire et de développement régional. La négociation et le suivi des financements extérieurs (Banque mondiale, bailleurs bilatéraux, coopération décentralisée) relèvent également de sa compétence, faisant de lui un acteur clé dans la mobilisation des ressources nécessaires aux investissements de prévention et de résilience⁹⁰.

L'examen des différents ministères impliqués dans la gestion des catastrophes au Cameroun met en évidence une gouvernance fondée sur une spécialisation fonctionnelle à la fois nécessaire et problématique. Chaque institution détient une part spécifique de la réponse nationale : le MINAT assure la coordination opérationnelle, le MINEPDED s'occupe de la prévention environnementale, le MINTP de la résilience infrastructurelle, le MINEE de la régulation hydrologique, le MINHDU du contrôle de l'urbanisation, le MINRESI de l'expertise scientifique et le MINEPAT de la planification stratégique. En dépit de la mobilisation de ces acteurs multiples, les inondations persistent dans des zones vulnérables comme la commune de Yagoua, ce qui suggère que cette structuration institutionnelle, bien que conçue pour couvrir différents volets, ne suffit pas à rendre l'ensemble du dispositif réellement efficace. Cet état de fait relève ainsi les limites organisationnelles et structurelles de la gouvernance des risques d'inondation. Comme le souligne Oumar CISSE, les inondations récurrentes ne résultent pas uniquement de pluies exceptionnelles, mais d'un régime d'aménagement et de gouvernance urbaine défaillant⁹¹.

89-IRGM/MINRESI, Études de vulnérabilité aux inondations dans l'Extrême-Nord, 2021.

90-Banque mondiale – Projet PULCI : <https://www.banquemondiale.org/fr/results/2020/11/10/flood-management-in-the-far-north-of-cameroon>[43dcd9a7-70db-4a1f-b0ae] consulté le 7 novembre 2025.

91-Oumar CISSE (dir.), *Les inondations à Dakar : gestion des risques et adaptations locales*, Paris-Dakar, Karthala-IAGU, 2018.

1-2-Les échelons territoriaux déconcentrés

À côté des administrations centrales, les services déconcentrés de l'État constituent les acteurs de première ligne dans la gestion opérationnelle des inondations. Les services déconcentrés agissent sous la coordination hiérarchique des gouverneurs, préfets et sous-préfets, à travers des comités départementaux ou régionaux de gestion des risques encadrés par la circulaire N°0001/CAB/PM du 10 janvier 2012⁹². Le Comité Départemental de Gestion des Risques et Catastrophes (CDGRC), présidé par le préfet, planifie les actions de prévention, active les plans d'urgence lors des inondations et organise l'aide humanitaire, tandis que le Comité d'Arrondissement, dirigé par le sous-préfet, assure l'alerte précoce et la coordination locale avec les chefs traditionnels et les services communaux. À l'échelle régionale, le gouverneur coordonne la mise en œuvre des plans régionaux et mobilise les forces de sécurité en cas d'urgence.

2-Les collectivités territoriales décentralisées

Les collectivités territoriales décentralisées sont composées principalement des communes et des conseils municipaux. Elles jouent un rôle stratégique dans la gestion des risques d'inondation au Cameroun. Dotées de compétences transférées par l'État dans le cadre de la loi de décentralisation de 2004⁹³, et renforcées par le Code général de 2019, les CDT ont reçu des compétences en matière de l'aménagement local du territoire, de la planification et de la maintenance des infrastructures hydrauliques et de drainage, ainsi que de la coordination des actions avec les populations. Elles élaborent les Plans Communaux de Développement (PCD), y intègrent la réduction des risques, construisent des digues de protection et assurent le curage des caniveaux et le relogement temporaire des sinistrés. Ces acteurs locaux sont les mieux placés pour identifier les zones exposées, organiser la prévention et faciliter l'alerte précoce auprès des habitants. Toutefois, malgré leur proximité avec les communautés, leur efficacité reste parfois limitée.

3- Les acteurs non étatiques

Au Cameroun, la gestion des inondations mobilise, au-delà de l'appareil étatique, un écosystème diversifié d'acteurs non étatiques dont l'intervention s'inscrit dans une logique de complémentarité institutionnelle avec les pouvoirs publics. Leur participation à la gestion des catastrophes s'articule autour de deux dimensions que nous abordons dans cette section : un

92-Circulaire N°0001/CAB/PM du 10 janvier 2012 sur les comités de gestion des risques.

93-Loi n°2004/017 du 22 juillet 2004 relative à la décentralisation au Cameroun, Yaoundé, Ministère de l'Administration Territoriale, 2004.

cadre juridique national qui légitime et encadre leur action, et une pluralité d'organisations opérationnelles intervenant à différentes échelles territoriales.

3-1- Cadre juridique d'implication des acteurs non étatiques

L'intervention des acteurs non étatiques dans la gestion des risques repose sur un cadre juridique qui reconnaît formellement leur légitimité d'action aux côtés des institutions publiques. **La Loi n° 96/12 du 5 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement** constitue le texte fondamental qui consacre le principe participatif : son article 9 dispose que « *la gestion de l'environnement fait appel à la participation de tous les citoyens* » tandis que l'article 72 stipule explicitement que « *l'État encourage la participation des populations, des associations, des organisations non gouvernementales et du secteur privé à la gestion de l'environnement* »⁹⁴. Cette disposition est complétée par **la Loi n° 99/014 du 22 décembre 1999** régissant les organisations non gouvernementales qui établit le cadre juridique spécifique d'intervention des ONG sur le territoire camerounais, leur reconnaissant la capacité d'intervenir dans tous les domaines d'intérêt général, y compris l'aide humanitaire d'urgence. Le Décret n° 98/031 du 9 mars 1998 portant organisation de la protection civile opérationnalise cette approche en stipulant que « *la protection civile fait appel à la contribution de tous les organismes publics et privés, nationaux et internationaux, ainsi qu'à celle de tout citoyen* », consacrant ainsi le principe de subsidiarité et de complémentarité entre l'action publique et l'intervention des acteurs privés. Enfin, le Plan National de Contingence identifie spécifiquement les rôles et responsabilités de chaque catégorie d'acteurs dans les différentes phases de la gestion des catastrophes, reconnaissant que « *les ONG nationales et internationales constituent des partenaires privilégiés dans la mise en œuvre des actions de secours et de réhabilitation* »⁹⁵. Au-delà de ce cadre qui légitime formellement leur intervention, l'effectivité de l'action des acteurs non étatiques dans la gestion des risques dépend fondamentalement de leur configuration organisationnelle, de leurs modalités concrètes d'intervention et de leur capacité d'articulation avec les dispositifs publics et les dynamiques communautaires locales.

3-2- Typologie et modalités d'intervention des acteurs non étatiques

L'écosystème des acteurs non étatiques intervenant dans la gestion des inondations au Cameroun présente une configuration à trois niveaux qui reflète une division du travail humanitaire entre acteurs internationaux, nationaux et communautaires.

94-République du Cameroun, Loi n° 96/12 du 5 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement, article 72, Journal Officiel de la République du Cameroun, 1996, p. 45.

95- Plan National de Contingence - Livre premier, Avril 2011.

Au niveau international, les organisations du système des Nations Unies occupent une position centrale : l'UNICEF pour la protection de l'enfance et l'éducation ; OCHA assure la coordination générale de la réponse humanitaire et la mobilisation des ressources financières ; le HCR gère les déplacements internes causés par les crises. Les ONG internationales telles que Médecins Sans Frontières, Oxfam International et Action Contre la Faim apportent une expertise technique spécialisée en santé d'urgence, approvisionnement en eau et sécurité alimentaire. La Fédération Internationale de la Croix-Rouge coordonne l'intervention du mouvement Croix-Rouge, déploie des équipes d'urgence et maintien des stocks de matériel humanitaire.

À l'échelle nationale et locale, la Croix-Rouge camerounaise, disposant notamment d'un comité local à Yagoua, coordonne les interventions d'urgence en collaboration avec les autorités administratives. Au niveau communautaire, les Comités de Développement de Base (CDB) représentent la forme d'organisation la plus répandue dans les quartiers de Yagoua : ils coordonnent les efforts d'entraide entre familles, organisent l'hébergement temporaire des sinistrés et constituent le premier point de contact entre les populations affectées et les organisations d'assistance extérieure. À ces structures s'ajoutent les groupements des femmes, les associations de jeunes, ainsi que les autorités traditionnelles et religieuses qui mobilisent les solidarités communautaires et facilitent l'acceptabilité sociale des interventions externes.

Toutefois, cette architecture multi-acteurs met néanmoins en évidence une tension structurelle entre la professionnalisation des interventions humanitaires portée par les organisations internationales et les dynamiques d'entraide communautaire endogènes. La persistance des vulnérabilités face aux inondations malgré la multiplication des acteurs remet en cause l'efficacité de cette gouvernance partenariale : les interventions ponctuelles, et surtout la faiblesse de l'appropriation communautaire des dispositifs externes entravent l'impact durable de ces actions. Les populations locales de Yagoua demeurent ainsi dépendantes d'une aide humanitaire conjoncturelle qui traite les symptômes immédiats des inondations sans transformer les déterminants de leur vulnérabilité.

III- CADRE STRATÉGIQUE DE GESTION DES CATASTROPHES AU CAMEROUN

Le Cameroun, confronté depuis plusieurs décennies à une diversité croissante de risques a mis en œuvre de multiples politiques stratégiques dans le souci affiché d'atténuer ces phénomènes et cherche à articuler les impératifs de développement durable avec la réduction des vulnérabilités sociales.

1-Les politiques et stratégies nationales d'adaptation et de gestion des risques

Ces politiques ont but d'anticiper et de réduire les impacts des catastrophes naturelles et climatiques, à travers des mesures d'adaptation, de résilience et de développement durable.

1-1- La Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (SNRRC)

La Plate-forme Nationale pour la Réduction des Risques de Catastrophes (PN2RC/SNRRC) a été adoptée par l'arrêté n°0000120/A : MINATD/DPC/CEP/CEA2 du 17 septembre 2003, instituant son organisation et son fonctionnement. Elle a été conçue pour répondre à la recrudescence alarmante des catastrophes naturelles et anthropiques telles que les inondations, éboulements de sol, épidémies, accidents industriels, conflits armés qui affectent de manière disproportionnée les populations. Elle découle d'un impératif national d'adapter les réponses publiques aux crises multiformes. Ses objectifs principaux énoncés comprennent: l'intégration de la réduction des risques de catastrophes (RRC) dans les politiques et programmes publics ; le renforcement de la résilience des communautés et des institutions ; l'amélioration de la coordination des interventions à travers la Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (PN-RRC) ; la collecte et la diffusion systématique des données de veille par l'Observatoire National des Risques (ONR) ; et la mise en place progressive de systèmes d'alerte numérique comme CRYISIS (Crisis Response System).

1-2- Stratégie Nationale d'Adaptation au Changement Climatique (SNACC)

La Stratégie Nationale d'Adaptation au Changement Climatique (SNACC) s'inscrit dans une volonté étatique de réponse structurée aux impacts croissants du changement climatique. Pilotée par le MINEPDED et élaborée dans le cadre du Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC) soumis à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)⁹⁶, elle vise à renforcer la résilience des écosystèmes et des communautés à travers l'identification de mesures d'adaptation ciblées, notamment en matière de gestion durable des ressources en eau et de prévention des inondations. La SNACC se distingue donc par son ambition d'intégrer les enjeux climatiques dans les politiques sectorielles nationales et par sa capacité à mobiliser des financements internationaux destinés à soutenir sa mise en œuvre opérationnelle. Néanmoins, cette stratégie nous invite à une réflexion plus loin sur les conditions concrètes de sa traduction au niveau local. L'on s'interroge sur l'effectivité de ses mécanismes de résilience promus et conçus, face à des réalités territoriales marquées par de fortes disparités sociales, économiques et informationnelles. Dans les espaces

96-Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques, MINEPDED, 2015, p. 12.

ruraux et périurbains particulièrement exposés aux aléas climatiques, l'accès aux informations climatiques, aux ressources techniques et aux dispositifs d'accompagnement reste encore un enjeu pour l'appropriation réelle des mesures d'adaptation. Cette situation interroge, en filigrane, la capacité des stratégies nationales à intégrer pleinement les logiques locales et à répondre aux besoins des groupes les plus exposés. À ce titre, les travaux de Katherine Thomas sur la vulnérabilité différenciée face au changement climatique rappellent que la capacité d'adaptation des communautés est étroitement liée aux rapports sociaux, économiques et politiques qui structurent l'accès aux ressources et à l'information, indiquant ainsi les zones de fragilité des politiques nationales qui peinent à se concrétiser au niveau local⁹⁷.

2- Politiques et dispositifs opérationnels de gestion des risques et des catastrophes

Ces dispositifs encadrent la gestion concrète des risques et catastrophes, la coordination des interventions et le financement des actions d'urgence.

2-1- Le Plan National de Contingence (PNC)

Le Plan National de Contingence (PNC) du Cameroun, élaboré en 2002 puis révisé en 2006 et 2011, constitue l'un des principaux cadres stratégiques de gestion des catastrophes à l'échelle nationale. Sa mise en place répond à la récurrence des aléas affectant les populations installées dans les zones à risque, avec pour ambition d'offrir un référentiel opérationnel commun aux acteurs nationaux et internationaux impliqués dans la réponse aux crises. Il repose sur une logique de coordination selon laquelle chaque intervenant élabore un plan sectoriel de contingence en adéquation avec son mandat, favorisant ainsi la complémentarité des actions engagées. Parmi les risques identifiés, les inondations occupent une place centrale. Classées comme risques naturels hydrologiques, elles touchent de nombreuses régions du pays et se traduisent par des pertes humaines et matérielles énormes, ainsi qu'une dégradation durable des conditions de vie des communautés affectées⁹⁸. Le PNC prévoit, à cet effet, des dispositifs d'intervention couvrant les phases antérieure, concomitante et postérieure aux catastrophes, tout en encadrant l'action des acteurs institutionnels, humanitaires et communautaires et en renforçant les capacités logistiques des équipes mobilisées.

En effet, l'examen de ce dispositif invite néanmoins à s'interroger sur les modalités concrètes de sa traduction dans les zones les plus exposées. Les temps d'intervention, tout comme les formes d'accompagnement mises en œuvre après les épisodes de crise, apparaissent

97-Katherine Thomas, « Expliquer la vulnérabilité différenciée face au changement climatique : une revue des sciences sociales », *WIREs Climate Change*, vol. 10, n° 2, 2019.

98-Plan National de Contingence, 2011 *op. cit.* p 3.

déterminantes dans la trajectoire des communautés sinistrées. Dans plusieurs contextes, les réponses apportées tendent à se concentrer sur l'urgence immédiate, tandis que la recomposition durable des moyens de subsistance reste un défi pour les populations affectées. Cette situation renvoie à des dynamiques institutionnelles et territoriales un peu complexes, au sein desquelles la prise en compte effective des besoins sociaux reste quelque fois variable. Les observations de KANGATLAM sur la gestion des inondations dans l'Extrême-Nord du Cameroun s'inscrivent dans cette perspective, en soulignant que la coordination des acteurs, l'état des infrastructures et les transformations environnementales constituent des principaux éléments de l'action publique face aux catastrophes.⁹⁹

2-2- Projet d'Urgence de Lutte contre les Inondations (PULCI)

Le PULCI, créé en 2013 par le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), constitue une réponse stratégique aux inondations catastrophiques de 2010 et 2012 dans la région de l'Extrême-Nord. Ce projet, financé par la Banque mondiale et des fonds de contrepartie du gouvernement camerounais, ciblait spécifiquement la réhabilitation des infrastructures hydrauliques dégradées, notamment la digue du fleuve Logone sur 70 km et la digue du barrage de Maga longue de 27 km¹⁰⁰. Il visait ainsi à renforcer la capacité des autorités locales, à gérer efficacement les situations d'urgence par la mise en place de systèmes d'alerte précoce et la sensibilisation des populations vulnérables directement exposées. Ses réalisations sont significatives sur le plan infrastructurel car les deux digues ont été relevées de près de 50 cm de hauteur, des équipements hydrométéorologiques ont été acquis et installés, et près de 7 500 hectares de terrains ont été aménagés au profit de la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua¹⁰¹. En principe, ces infrastructures hydrauliques devaient protéger environ 120 000 personnes contre les risques d'inondation tout en favorisant le développement de la riziculture. En effet, malgré les avancées enregistrées, on s'interroge néanmoins sur certaines dynamiques observées. La question de l'implication effective des communautés locales dans les phases de conception, de mise en œuvre et de maintenance des infrastructures reste incontournable dans l'appréciation des résultats des travaux réalisés. Les démarches entreprises en 2019 par les communautés de Djafga et de Doreissou, accompagnées par l'ONG Action pour le

99-Alexis KANGATLAM, « Analyse de la réponse aux inondations dans la région de l'Extrême-Nord au Cameroun », *International Journal of Economics and Management Sciences*, vol. 4, n°2, 2025, pp. 71-104.

100-Projet d'Urgence de Lutte contre les Inondations, MINEPAT, 2018, p. 5

101-République du Cameroun, « Étude d'impact environnemental et social (EIES) du Projet d'urgence de lutte contre les inondations (PULCI) dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun », Rapport final, Octobre 2014.

Développement Communautaire (ADC), auprès de la Banque mondiale, traduisent l'existence de décalages perçus entre les cadres normatifs des bailleurs et les expériences locales.¹⁰²

Ces situations renvoient à des configurations dans lesquelles les savoirs endogènes tendent à être relégués au second plan face à des dispositifs techniques standardisés. Comme le soulignent TAPSCOTT et THOMPSON, ce type d'écart entre les représentations institutionnelles de la participation et les attentes des communautés bénéficiaires constitue une caractéristique récurrente des projets de développement en Afrique.¹⁰³

Le processus de relogement met également en évidence les enjeux liés à l'anticipation territoriale et à l'inscription spatiale des interventions. Les modalités de compensation et d'indemnisation, de même que le choix de certains sites de recasement tels que Djafga, invitent à interroger les critères mobilisés dans l'évaluation des risques et des vulnérabilités. La relocalisation de populations vers des espaces exposés à des aléas similaires rappelle la nécessité d'une meilleure prise en compte des dynamiques hydrologiques locales et des formes de concertation adaptées avec les communautés concernées. Par ailleurs, la circulation inégale de l'information relative aux mécanismes d'indemnisation participe à façonner des rapports ambivalents entre bénéficiaires et institutions, nourrissant parfois des incompréhensions. Enfin, si la réhabilitation des infrastructures hydrauliques constitue un levier indispensable de réduction des risques, son impact à long terme apparaît étroitement lié à des actions complémentaires touchant à l'habitat, aux moyens de subsistance et au renforcement des capacités locales de résilience. Dans cette perspective, TAPSCOTT et THOMPSON rappellent que les dispositifs participatifs gagnent en efficacité lorsqu'ils intègrent le temps nécessaire à l'appropriation communautaire et tiennent compte des capacités organisationnelles locales. L'inscription territoriale du PULCI, concentrée principalement dans l'Extrême-Nord, s'inscrit ainsi dans une logique de priorisation des zones les plus sévèrement touchées, tout en laissant apparaître, à l'échelle nationale, une différenciation des trajectoires de vulnérabilité entre régions exposées aux mêmes aléas.

Le dispositif de gestion des risques repose sur un ensemble structuré de cadres juridiques, institutionnels et stratégiques qui reflète une volonté d'anticipation et de réponse aux risques. Ces instruments organisent l'action publique autour de principes de prévention, de coordination des acteurs et de gestion des situations d'urgence. Néanmoins, l'observation des

102-Réunion de concertation multi-acteurs de plaidoyer pour la prise en compte des droits des communautés affectées par le Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI) », Action For Community Development, 22 mars 2020.

103-Chris TAPSCOTT et Lisa THOMPSON, « Entre offre et demande : Les limites du développement participatif en Afrique du Sud », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, vol. 79, n° 2, 2013, p. 389.

réalités locales met en évidence une exposition persistante de certaines populations aux crises récurrentes, révélant donc des écarts entre les cadres formels et les expériences sociales vécues. Cette situation interpelle sur les mécanismes à travers lesquels l'action publique se déploie, se territorialise et produit des effets différenciés selon les contextes.

IV-LIMITE DU SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION AU CAMEROUN

L'examen du cadre national de gestion des risques au Cameroun met en lumière un paradoxe : l'existence d'un dispositif institutionnel de plus en plus élaborée coexiste avec une grande vulnérabilité des populations exposées. Le pays dispose d'un cadre juridique articulant conventions internationales et législations nationales, mobilise une multiplicité d'acteurs depuis les ministères centraux jusqu'aux collectivités territoriales et aux acteurs non étatiques, et a mis en œuvre des programmes opérationnels d'envergure. Pourtant, malgré cette accumulation de dispositifs formels, les inondations persistent avec une grande intensité causant des pertes humaines et matérielles énormes. Ce paradoxe entre volonté institutionnelle et réalité vécue par les populations, est loin d'être un simple hasard ou d'une insuffisance ponctuelle de moyens. En revanche, elle met en lumière les dysfonctionnements qui traversent l'ensemble du système de gestion des risques et montrent des logiques systémiques de reproduction de la vulnérabilité. Comprendre ce paradoxe nous exige d'outrepasser l'analyse sectorielle afin d'interroger les mécanismes qui, malgré les multiples instruments de politique publique, perpétuent l'exposition des populations aux catastrophes. Ainsi, cette section examine les dimensions permettant de saisir ces logiques.

1-Cadre institutionnel formel dense et persistance des vulnérabilités sociales

L'analyse des différentes composantes du système de gestion des risques au Cameroun met en évidence une configuration marquée par l'imbrication de plusieurs dysfonctionnements. Ceux-ci ne se manifestent pas de manière isolée, mais interagissent, se renforcent mutuellement et participent à la formation de logiques circulaires qui contribuent à la reproduction de la vulnérabilité sociale. Trois dimensions structurantes permettent d'en rendre compte.

1-1-Cadre juridique d'urbanisme et pratiques effectives d'occupation des sols

Cette dimension met en relation les prescriptions juridiques et réglementaires en matière d'urbanisme avec les pratiques concrètes d'aménagement et d'occupation des sols. Les lois d'urbanisme définissent des zones inconstructibles, les plans d'occupation des sols (POS) identifient les espaces à risque, les réglementations imposent ainsi des normes de construction. Pourtant, ces prescriptions restent presque inappliquées au regard des modes d'occupation des

sols dans certaines zones au Cameroun. On peut ainsi dire que cette situation ne résulte pas d'une méconnaissance des textes, mais d'une incapacité ou du moins d'un refus institutionnel de les faire respecter ou encore de la tolérance administrative. Le manque de sanctions effectives encourage la poursuite des violations, qui se généralisent au fur à mesure et finissent par apparaître comme normales. Cette banalisation de l'illégalité décrédibilise l'ensemble du dispositif et favorise une occupation toujours plus anarchique des zones exposées, les risques qui justifieraient précisément une application stricte des normes. Ainsi, le manque d'application effective des lois engendre des conditions de catastrophes futures qui parfois peuvent déclencher l'adoption d'autres nouvelles lois, tout aussi inappliquées et reproduisent donc à l'infini le même cycle d'ineffectivité normative. À l'instar de travaux de KANGATLAM portant sur la gestion des inondations à l'Extrême-Nord, cette analyse met en évidence le rôle des arrangements institutionnels dans la production des situations de vulnérabilité¹⁰⁴.

1-2-Déséquilibre entre prévention structurelle et gestion de l'urgence

Le second dysfonctionnement met en évidence la relation étroite entre la faiblesse des investissements préventifs et la centralité accordée à la gestion de l'urgence. En effet, l'insuffisance des budgets alloués à la prévention entrave l'entretien permanent des infrastructures de protection, la maintenance des systèmes de drainage, et la mise en œuvre de mesures de réduction des vulnérabilités. Cela augmente la probabilité de survenue des catastrophes. Lorsque celles-ci se produisent, elles mobilisent des ressources financières énormes pour les interventions d'urgence : secours aux populations, assistance humanitaire, relogement temporaire, réparations d'urgence. Ces dépenses réactives, parfois plus coûteuses que les investissements préventifs, limitent l'essentiels des budgets disponibles pour la gestion des risques. Il en résulte alors une diminution des ressources disponibles pour la prévention, ce qui renforce toujours la probabilité de nouvelles catastrophes. Comme le souligne le rapport de la Banque mondiale sur l'économie de la prévention des catastrophes, « *chaque dollar investi en prévention permet d'économiser entre quatre et sept dollars de dépenses post-catastrophe* »¹⁰⁵. Pourtant, au vu de la récurrence de ces catastrophes, on est tenté de dire que la logique budgétaire camerounaise privilégie systématiquement la réponse d'urgence.

104-Alexis KANGATLAM, 2025, *op. cit.* pp. 71-104.

105-Banque mondiale, Natural Hazards, UnNatural Disasters : The Economics of Effective Prevention, Washington DC, Banque mondiale, 2010, p. 87

1-3-Fragmentation institutionnelle

La fragmentation du système, avec une multiplicité d'acteurs intervenant selon des logiques sectorielles, produit des dysfonctionnements qui entravent l'efficacité des interventions. Les échecs répétés favorisent une perte de confiance envers les institutions. Les populations victimes de même crise pendant des décennies, perdent confiance dans la capacité collective des institutions à les protéger. Cela entrave parfois l'adhésion sociale à l'application des mesures préventives et pousse les populations à développer des stratégies individuelles d'adaptation qui, paradoxalement, aggravent souvent les risques collectifs. Ainsi, ces dimensions mettent en évidence les dysfonctionnements comme des composantes d'une logique systémique où chaque défaillance favorise des conditions de sa propre reproduction. Cette situation explique pourquoi les interventions ponctuelles, aussi bien intentionnées soient-elles, échouent à transformer durablement les conditions de la vulnérabilité des populations locales. Les travaux de KANGATLAM mettent en lumière ces aspects tels que la coordination institutionnelle, l'entretien des infrastructures et la gouvernance des réponses aux crises¹⁰⁶.

2- Les limites de la mise en œuvre des politiques de gestion des inondations

Au-delà des défaillances susmentionnées, la persistance de ce phénomène relève aussi des logiques de pouvoir, quelquefois, des intérêts institutionnels ou encore des rationalités politiques qui structurent les choix publics en matière de gestion des risques. Comprendre pourquoi rien ne change malgré la connaissance des problèmes et de leurs solutions implique d'examiner les freins politiques à toute transformation réelle.

En effet, les interventions d'urgence : distribution de vivres, construction de camps, visites officielles aux sinistrés constituent autant d'occasions de démontrer l'engagement des autorités envers les populations. Toutefois, sans énorme investissement dans la prévention, le phénomène va toujours se reproduire. A cela s'ajoute les flux financiers causés par les catastrophes. Les inondations déclenchent des financements d'urgence des bailleurs internationaux, des budgets spéciaux de l'État et la mobilisation de l'aide humanitaire. Ces ressources transitent par des circuits institutionnels, favorisent des marchés publics de reconstruction et justifient la création de structures administratives. Comme l'a souligné James FERGUSON, ces interventions fonctionnent souvent comme des « *machines antipolitiques* » : tout en prétendant résoudre des problèmes techniques, elles étendent le pouvoir bureaucratique et créent des opportunités d'accumulation pour certains acteurs. La récurrence des inondations

106-Alexis KANGATLAM, 2025, *op. cit.* pp. 71-104.

assure ainsi un flux régulier de projets et de financement, génèrent des intérêts institutionnels à la perpétuation du problème qu'ils prétendent résoudre.¹⁰⁷ De plus, un autre point crucial relève des rapports de pouvoir territoriaux. La décentralisation pas vraiment effective, maintient une concentration du pouvoir au niveau central. Cette ambiguïté préserve le contrôle central sur les ressources et les décisions. En effet, cette faible effectivité de la décentralisation au Cameroun constitue un frein non négligeable à la gestion des catastrophes au niveau des populations locales. Bien que les collectivités territoriales décentralisées soient les mieux placées pour anticiper, prévenir et répondre aux crises, leur action est entravée par de fortes contraintes budgétaires et une dépendance vis-à-vis de l'État central. A cet effet, cette insuffisance de ressources freine la mise en œuvre de politiques locales de gestion des risques, augmentant encore l'écart entre les besoins réels des populations victimes et les capacités d'intervention des autorités locales, ce qui contribue à la persistance de la vulnérabilité face aux catastrophes. Le sociologue Emmanuel LINGOK, dans son étude, met en lumière cet aspect en montrant que la décentralisation au Cameroun, au-delà d'un simple dispositif juridique et institutionnel, est un processus social et politique, marqué par des rapports de pouvoir, des logiques d'acteurs et des résistances locales. Il met en évidence l'écart qui persiste entre les ambitions affichées de la décentralisation (participation, développement local, autonomie) et sa mise en œuvre concrète, parfois freinée par la centralisation réelle de l'État et les contraintes socio-institutionnelles¹⁰⁸. Ces dimensions mettent donc en avant que la persistance du paradoxe dans la gestion des catastrophes s'inscrit dans une configuration institutionnelle qui produit des incitations contradictoires. Cela crée des avantages pour certains acteurs et des obstacles politiques élevés pour toute transformation réelle, expliquant donc pourquoi, malgré l'évidence des dysfonctionnements, la situation demeure toujours presque inchangée.

3- Gouvernance des risques et place des acteurs locaux

L'accumulation de lois, la multiplication des acteurs, la formulation de stratégies nationales et la mise en œuvre de projets d'envergure produisent une bonne image institutionnelle et de capacité étatique qui opère sur la scène internationale et nationale. Pourtant, ces cadres peinent à se traduire en protection effective des populations vulnérables. Cette dimension performative des politiques publiques, analysée par le sociologue Pierre LASCOUMES sous le concept « d'instrumentation de l'action publique », mettent en lumière

107-James FERGUSON, *The Anti-Politics Machine: "Development", Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1990.

108-Emmanuel LINGOK, *La décentralisation au Cameroun : Entre architecture institutionnelle et approche socio-anthropologique*, collection Harmattan Cameroun, Éditions L'Harmattan, Paris, 07 novembre 2024.

comment les dispositifs formels fonctionnent parfois davantage comme des symboles de gouvernance que comme des outils réels de transformation¹⁰⁹.

Au niveau international, l'existence d'un cadre institutionnel élaboré remplit plusieurs fonctions stratégiques pour l'État. Elle permet de démontrer aux partenaires techniques et financiers la capacité du pays à élaborer et mettre en œuvre des politiques conformes aux standards internationaux. La ratification des conventions globales, l'adoption de stratégies nationales alignées sur les cadres onusiens, la création d'observatoires et de plateformes multi-acteurs sont autant de points de conformité aux normes de bonne gouvernance. Cette conformité apparente favorise ainsi l'accès aux financements extérieurs, comme en témoigne l'obtention du financement de la Banque mondiale pour le PULCI. Cette logique de la vitrine institutionnelle s'inscrit dans ce que l'anthropologue du développement David MOSSE nomme « la politique du project-making » : les projets de développement fonctionnent selon des logiques de représentation qui répondent aux attentes des financeurs, et crée une réalité discursive parfois déconnectée des pratiques effectives sur le terrain¹¹⁰. Les rapports officiels, les documents de stratégie, les plans d'action présentent une vision ordonnée et rationnelle de la gestion des risques conformes aux exigences formelles, mais sans des transformations concrètes sur le terrain. Cette disjonction entre *la politique des projets* telle qu'elle s'écrit dans les documents officiels et *la politique dans les projets* telle qu'elle se déroule effectivement sur le terrain constitue une réalité camerounaise dans le cadre de gestion des risques au vu de récurrence du même phénomène pendant des décennies.

Au niveau national, le dispositif institutionnel remplit tout de même une fonction de légitimation politique. Face à la récurrence des catastrophes et aux cris des populations touchées, les autorités mettent sur pied de cadre juridique, d'institutions dédiées, de stratégies nationales et de programmes comme preuve de leur engagement à résoudre le problème. A cet effet, l'annonce de la création de nouvelles structures, le lancement de nouveaux projets constituent des réponses politiquement visibles aux crises, même si leur impact réel reste encore limité. Cela explique pourquoi chaque nouvelle catastrophe déclenche généralement l'adoption de nouveaux textes ou la création de nouvelles structures, sans changement effectif des projets déjà existants dans la vie des populations compte tenu de la persistance du phénomène. Ainsi, l'analyse de ces trois dimensions montre que la vulnérabilité des populations est loin d'être un accident du système de gestion des risques mais, l'un de ses produits structurels.

109-Pierre LASCOUMES et Patrick LE GALÈS, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, 2018.

110- David MOSSE, *Cultivating Development: An Ethnography of Aid Policy and Practice*, Londres, Pluto Press, 2005, p. 78.

Ce chapitre a mis en lumière un double mouvement paradoxal. D'un côté, l'État a progressivement construit un dispositif juridique, institutionnel et stratégique structuré pour gérer des risques de catastrophes. Ce processus témoigne d'une prise de conscience de l'enjeu que représentent les catastrophes naturelles pour le développement du pays et la sécurité de ses populations. De l'autre côté, cette accumulation institutionnelle ne s'est pas traduite par une réduction effective de la vulnérabilité des populations exposées. Les inondations persistent avec une fréquence et une intensité choquante, causant des pertes humaines et matérielles graves et maintiennent des milliers de familles dans une profonde précarité. Ce paradoxe loin d'être un simple hasard, ou encore d'une insuffisance ponctuelle de moyens reflète les logiques systémiques ancrées dans les modes de gouvernance. La vulnérabilité, dont nous avons identifié ses mécanismes de reproduction institutionnelle à l'échelle nationale, se manifeste différemment selon les contextes locaux, l'histoire des territoires et les dynamiques socio-économiques. Pour comprendre concrètement ces vulnérabilités et la manière dont elles affectent les populations, nous avons choisi le cas de la commune de Yagoua, exposée depuis plusieurs décennies à des inondations aggravées malgré les interventions publiques comme le PULCI et autres. Cette analyse nous permettra de saisir comment les facteurs locaux interagissent pour produire les catastrophes et comment les populations vivent et interprètent leur vulnérabilité.

CHAPITRE II :

INONDATIONS A YAGOUA : CAUSES, MANIFESTATIONS ET PERCEPTIONS DE LA VULNÉRABILITÉ PAR LES POPULATIONS LOCALES

Le cadre national de gestion des risques repose sur un dispositif institutionnel ambitieux, dont l'efficacité ne peut être évaluée qu'à l'échelle des réalités locales. La commune de Yagoua constitue à cet égard notre terrain d'observation privilégié de la confrontation entre ambitions institutionnelles et vulnérabilités concrètes. Depuis plusieurs décennies, cette localité est confrontée à des inondations de plus en plus intenses, malgré les interventions publiques successives. Comme le soulignent Piers BLAIKIE et al., les catastrophes naturelles montrent des vulnérabilités socialement construites à travers des choix économiques, politiques et territoriaux¹¹¹. À Yagoua, l'interaction entre facteurs naturels et anthropiques façonne un contexte d'exposition aux inondations. Ce chapitre analyse ainsi les causes, les manifestations et les perceptions de la vulnérabilité des populations locales, autour de quatre axes : les facteurs à l'origine des inondations, les formes et effets de la vulnérabilité sur les conditions de vie, les perceptions locales de cette vulnérabilité et sa distribution inégale selon les groupes sociaux.

I-LES CAUSES DES INONDATIONS À YAGOUA

Les inondations à Yagoua proviennent d'une interaction entre facteurs naturels et anthropiques. Si les premiers créent les conditions de vulnérabilité du territoire, les seconds en amplifient l'intensité et l'étendue.

1-Causes naturelles

Les causes naturelles renvoient aux facteurs environnementaux et climatiques propres au territoire de Yagoua qui favorisent l'apparition et la récurrence des inondations.

1-1-Régime pluviométrique et variabilité climatique : une intensification du phénomène

Yagoua, caractérisé par un climat soudano-sahélien, connaît des précipitations concentrées entre juin et septembre, variant de 800 à 1 000 mm par an. Cette forte concentration provoque des ruissellements rapides qui saturent les sols. Les séries pluviométriques récentes montrent une intensification des épisodes extrêmes : les années 2005, 2012 et 2019 ont enregistré plus de 120 mm par mois au pic de la saison, favorisant l'accumulation des eaux de

¹¹¹-Piers BLAIKIE et al., *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters*, Londres, Routledge, 2^e édition, 2004, p.3-5.

surface et les débordements du réseau hydrographique local¹¹². Au niveau local, cette évolution est perçue comme une rupture dans l'expérience du risque.

Un responsable d'association communautaire affirme : « *Il faut comprendre qu'il y a un changement climatique réel* »¹¹³, considérant ainsi les inondations comme des manifestations concrètes de ce bouleversement. Cette perception est partagée par les populations. Un enquêté témoigne : « *Nous ne comprenons vraiment rien de ces inondations. Avant, la pluie tombait et ne causait pas trop de dégâts, mais depuis 10 ans aujourd'hui 2012, 2022, 2024 la pluie augmente et gâte nos choses* »¹¹⁴. Ces propos mettent en avant l'idée d'une intensification inhabituelle des inondations et soulèvent une question centrale : pourquoi, depuis une décennie environ, les inondations se sont-elles intensifiées au point de devenir catastrophiques ? Les populations constatent elles-mêmes cette aggravation. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène : des pluies plus concentrées dépassant les capacités des sols et des infrastructures, une urbanisation rapide qui réduit les zones naturelles d'infiltration, et la dégradation des réseaux de drainage qui affaiblit la résilience du territoire.

Le secrétaire de la Sous-préfecture témoigne : « *Je ne peux pas examiner l'évolution des phénomènes d'inondations, c'est le changement climatique qui a bouleversé la situation. Avant, il n'y avait pas des inondations abondantes comme ça* ». Il ajoute : « *Les inondations dépendent soit des pluies, soit de la montée des eaux en période de crues ; l'eau part créer des inondations dans les villages* »¹¹⁵. Ces témoignages reflètent une conscience locale d'une rupture climatique : le régime pluviométrique est passé d'un état certes contraignant mais gérable à des épisodes soudains et intenses. La forte concentration des pluies et l'intensification des événements extrêmes constituent ainsi un facteur naturel majeur des inondations à Yagoua.

1-2- Caractéristiques géographiques et environnementales : topographie et hydrographie

La configuration topographique et hydrographique de Yagoua constitue aussi un facteur majeur d'exposition. Situé dans la plaine alluviale du Logone, Yagoua se caractérise par un relief plat, avec une altitude moyenne d'environ 290 mètres, ce qui limite le drainage naturel des eaux et favorise leur accumulation dans les zones basses et les dépressions naturelles.¹¹⁶

112-Direction de la Météorologie Nationale du Cameroun, Rapport climatique annuel 2023, Yaoundé, 2023, p. 14.

113-Entretien avec Robert DJAFSIA, Coordonnateur de l'association communautaire SANA LOGONE, Yagoua, le 07.07.2025.

114-Entretien avec un habitant, quartier Danayré, le 26.06.2025.

115-Entretien avec Samuel DJAKNA, le secrétaire du Sous-Préfet de Yagoua, à la sous-préfecture, le 26.06.2025.

116-Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Hydrologie et risques d'inondation au Cameroun, Paris, 2019, p. 48.

Le réseau hydrographique est dominé par le fleuve Logone et ses mayos saisonniers (Danay). Alimenté en amont par le système Logone–Chari, le fleuve déborde de son lit lors des fortes pluies, affectant les zones riveraines où se concentrent habitations et infrastructures.

Le chef de service social et culturel de la commune de Yagoua, LAWA Abel, témoigne :

La majorité des villages de Yagoua sont tous sur le long du Logone et quand l'eau dépasse déjà les petites digues que nous avons faites, ça envahit déjà les villages et le centre urbain. Nous pouvons dire qu'il y a dégradation de la digue-là qui peut accentuer ce phénomène de l'inondation. Nous voyons également, au fil du temps, la profondeur du Logone est déjà envahie par le sable. À chaque fois qu'il y a les pluies, nous avons l'érosion qui amène les sables et tous les débris dans le Logone qui est déjà bouché. Et quand l'eau vient donc, ça cherche seulement de l'espace pour aller envahir les champs, les maisons des autres qui sont à côté.¹¹⁷

Ce témoignage met en évidence un processus cumulatif de vulnérabilité : réduction de la capacité d'évacuation du fleuve par l'ensablement, affaiblissement des digues et insuffisance des canaux de drainage. Dans ces conditions, le Logone et les mayos, initialement des axes naturels de drainage, deviennent des bras de crue submergeant aussi bien les quartiers urbains que les villages. LAWA DOMO poursuit en disant :

Les inondations nous menacent chaque année, même s'il pleut abondamment ou pas, il y a des secteurs qui sont inondés. (...) Au centre urbain, nous avons les quartiers : GOISSOU, DANAYRÉ, DJEBESSOU, KASKAO, etc. Pour les villages, nous avons beaucoup de villages qui sont touchés : ZEBE1, ZEBE2, YIRDEN, VONNALOUM, ZEBE MARAO, TOUKO, etc.

Cette énumération témoigne une vulnérabilité diffuse, touchant aussi bien les quartiers urbains que les villages ruraux, renforcée dans les zones de confluence, notamment Logone–Chari. Ainsi, la combinaison d'une topographie plate, de faibles pentes et d'un réseau hydrographique sensible aux crues constitue un socle naturel de la vulnérabilité de Yagoua face aux inondations, en interaction avec la saturation des sols.

1-3- Saturation des sols : un facteur d'amplification hydrologique

La saturation des sols est aussi l'un des facteurs des inondations à Yagoua. Les sols sont dominés par l'argile et la latérite et présentent une faible capacité d'infiltration. L'argile gonfle en période pluvieuse, tandis que la latérite saturée se fissure et perd sa cohésion. Cette contrainte pédologique favorise la stagnation des eaux, y compris lors de pluies modérées, et leur concentration dans les zones basses et marécageuses où elles forment des nappes durables. Le relief quasi plat de la commune accentue cette situation et limite l'écoulement naturel vers les

¹¹⁷-Entretien avec Abel LAWA DOMO, Chef service social et culturel/cadre chargé des affaires des communautés, mairie de Yagoua, le 26.06.2025.

exutoires¹¹⁸. La dynamique saisonnière renforce ce phénomène. Après une longue saison sèche, les sols durcis deviennent peu perméables ; les pluies intenses génèrent alors un ruissellement important que l'évapotranspiration ne parvient pas à compenser lors des pluies diluviennes. Ce cycle d'imperméabilisation prépare ainsi le terrain aux inondations, transformant terres agricoles et quartiers habités en espaces inondés. Les populations locales témoignent d'une connaissance de ce mécanisme. Un agriculteur du quartier GOBOISSOU explique : *Cette faille est un phénomène naturel. Notre terre est constituée d'argile et de latérite, il y a les failles parce que la terre se lâche quand il pleut. Pendant la saison pluvieuse, quand il pleut, la terre se fend, c'est là où il y a problème. On attend l'inondation partout.*¹¹⁹

De même, Saidou SOUKEY, chef de quartier Danayré, souligne :

*Ici à Yagoua, dès que la saison de pluie commence, on sait déjà que la terre ne retient rien et on s'attend aux inondations. L'eau dure sur place, s'accumule dans les failles et finit par entrer dans nos maisons. Même quand la pluie s'arrête, le sol reste gorgé d'eau et on vit dans l'humidité permanente, toi-même tu vois.*¹²⁰

Ces témoignages montrent que la composition des sols constitue une contrainte. L'imperméabilité rapide des terrains favorise l'accumulation des eaux en surface et l'extension progressive des inondations vers les zones habitées. Toutefois, si les facteurs pédologiques créent un contexte de vulnérabilité, ils n'expliquent pas à eux seuls l'aggravation du phénomène. Celle-ci résulte de leur interaction avec les dynamiques anthropiques.

2- Causes anthropiques : la production sociale du risque

Les inondations à Yagoua ne relèvent pas uniquement de facteurs naturels : elles résultent aussi de dynamiques anthropiques qui transforment une vulnérabilité latente en catastrophe récurrente. Comme l'explique Ulrich BECK à travers la théorie de la modernité réflexive¹²¹, les sociétés produisent leurs propres risques. Cette logique se manifeste à Yagoua par l'urbanisation non planifiée, la mauvaise gestion des infrastructures hydrauliques, les dysfonctionnements institutionnels et les pratiques d'exploitation des ressources naturelles.

2-1- Urbanisation rapide non planifiée : l'occupation des zones à risque

L'urbanisation de Yagoua a entraîné l'occupation anarchique de zones fortement inondables, pourtant classées comme inconstructibles. Les quartiers périphériques se sont développés sans planification, notamment dans les bas-fonds et à proximité des mayos. Ce qui

118-Plan Communal de Développement (PCD) de Yagoua, novembre 2013, p.15.

119-Entretien avec Alain, agriculteur, résidant du quartier GOBOISSOU, le 29.06.2025.

120-Entretien avec Saidou SOUKEY chef de quartier Danayré, marché central de Yagoua, le 29.06.2025.

121 Ulrich BECK, *La société du risque*, Paris, Flammarion, 1ère édition, 1986

expose les populations aux débordements et à la stagnation des eaux. Sont particulièrement concernés les secteurs de Sirataré et Hléké-Trois-Poteaux (inondations par stagnation), ainsi que Gobéissou, Danayré, Kalfouré, Tikoro I et Kaskao (débordements des cours d'eau). Malgré l'interdiction formelle de construire dans ces espaces, leur occupation persiste. Comme le soulignent OVONO et ELOUNDOU, « *les populations au revenu financier faible [...] se jettent coûte que coûte à l'assaut d'une place en ville [...], se concentrent dans les zones inondables faute d'alternative viable* »¹²². Ainsi, cette occupation perdure sous l'effet de la pression foncière, de la précarité économique et de l'ancrage historique des familles, qui légitime la présence dans ces espaces malgré les risques. Le chef de quartier Danayré, SAIDOU Soukey, rappelle cette dynamique d'occupation et de croissance démographique non accompagnée d'une politique d'aménagement qui renforce leur vulnérabilité. Il témoigne :

*Danayré, le quartier que je dirige, je dirige parce que la succession se fait de génération en génération depuis est le secteur le plus touché par les inondations. Nous sommes ici parce que c'est là que vivaient nos anciens grands-parents, mais à mesure que la population augmente, ni l'État ni la commune ne prennent les mesures pour limiter ce phénomène. Je fais pourtant de mon mieux pour sensibiliser les habitants, mais nous manquons de moyens et de terrain, et l'État ne vient qu'avec des promesses, pendant que la population continue de souffrir.*¹²³

BOUBA, chef de la structure Croix-Rouge, met en évidence un autre mécanisme majeur :

*Bon, vous savez que le Mayo Danay est une zone constituée de beaucoup d'eaux quand il pleut abondamment. Ici, les pluies commencent avec des retards et après ça s'accumule. Présentement, vous voyez ces 4 à 5 derniers jours, il pleut tout le temps. Après, vous savez que l'eau reconnaît toujours sa route ? Les nids d'eau ont été recouverts seulement par les habitants. Les gars remblaient au fur et à mesure et après ils ont construit leur habitat. Maintenant quand l'eau vient, l'eau ne trouve pas son issue d'avant, ce qui fait que l'eau s'étend dans les sous-quartiers. Voici l'origine de l'inondation.*¹²⁴

Ces témoignages montrent comment des pratiques résidentielles rationnelles, mais non régulées, contribuent à la production du risque. En remblayant les « *nids d'eau* » (exutoires naturels des crues) pour y construire, les populations obstruent involontairement les voies de drainage naturel. L'eau, « *qui reconnaît toujours sa route* », se trouve contrainte de chercher de nouvelles routes, inondant ainsi les zones auparavant épargnées. Ce processus montre comment des choix résidentiels rationnels face à la rareté foncière, combinés à l'absence de

122-Baugard OVONO NOGO EDONGO et Paul Basile ELOUNDOU MESSI, « Gestion des zones inconstructibles : risques environnementaux et sanitaires dans la ville de Yagoua (Extrême-Nord Cameroun) », *Annales de l'Université de Moundou, Série A – Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines*, vol. 6, n° 2, décembre 2019, pp. 85-104

123-Entretien avec Saidou SOUKEY chef de quartier Danayré, marché central de Yagoua, le 29.06.2025.

124-Entretien téléphonique avec le responsable de la croix rouge de Yagoua, le 16/07/2025

planification et de régulation, produisent collectivement des vulnérabilités accrues et renforcent la fragilité du territoire face aux inondations.

2-2- Défaillances infrastructurelles et inertie institutionnelle : le paradoxe des digues

La vulnérabilité de Yagoua s'explique également par des défaillances infrastructurelles et inertie institutionnelle persistante. Les canaux de drainage et les digues existants apparaissent insuffisants, mal entretenus et incapables d'évacuer efficacement les eaux pluviales lors des épisodes de fortes précipitations. L'agent municipal Abel LAWAW DOMO souligne cette impuissance locale : « *Les canaux sont souvent détruits et nous n'avons pas les moyens pour limiter vraiment cette situation, malgré nos petits efforts que nous faisons à notre niveau à la commune* »¹²⁵. Cette situation est confirmée par les rapports du Ministère de l'Eau et de l'Énergie, qui relèvent une maintenance insuffisante des infrastructures hydrauliques, notamment dans les communes riveraines du Logone, face à l'intensification des pluies.¹²⁶

La question des digues illustre particulièrement cette inertie, que l'on peut analyser, dans la perspective d'Ulrich BECK, comme une incapacité à agir face à un risque pourtant identifié. Une sinistrée résume ce paradoxe : « *Nous ne savons pas comment réagir quand l'eau vient. La digue qu'on avait construite, ça a trop duré, ça s'est rompue. Et quand la pluie arrive, la digue ne peut contenir toutes les eaux, c'est comme ça que les inondations surviennent* ». Ce témoignage met en évidence une réalité majeure : la rupture des digues est une cause connue et récurrente des inondations, sans pour autant susciter de réponses durables.

Pourtant, des initiatives telles que le Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI), lancé en 2012, ont permis la réhabilitation de 70 km de digues sur le fleuve Logone et de 27 km sur la digue du barrage de Maga, ainsi que la remise en état de certaines infrastructures d'irrigation¹²⁷. Toutefois, ces ouvrages restent fragiles face aux submersions extrêmes et surtout dépourvus de mécanismes de maintenance régulière. Les populations dénoncent un abandon progressif des infrastructures après leur construction, laissées à l'épreuve du temps et des intempéries sans suivi ni réparation.

Cette logique met en lumière une gestion beaucoup plus réactive des inondations. Quand une digue se rompt, on observe un manque de volonté de reconstruction immédiate. Les interventions d'urgence succèdent aux interventions d'urgence, sans qu'une logique de

125-Entretien avec Abel LAWAW DOMO, Chef service social et culturel/cadre chargé des affaires des communautés, mairie de Yagoua, le 26.06.2025.

126-Ministère de l'Eau et de l'Énergie, Rapport sur la gestion des infrastructures hydrauliques au Cameroun, Yaoundé, 2022, p. 78.

127-République du Cameroun, Projet d'Urgence de Lutte contre les Inondations (PULCI) – Aide-mémoire de la mission d'appui à la mise en œuvre, 16 au 26 janvier 2017, Banque Mondiale, YAOUNDE, 2017, p. 10.

prévention structurelle ne s'impose. Le PULCI lui-même, malgré son titre prometteur de « projet d'urgence », illustre cette logique. On intervient après la catastrophe, on construit quelques ouvrages, puis on attend la prochaine crise pour réagir à nouveau. À cela s'ajoute un déficit marqué de sensibilisation et d'éducation au risque. Comme l'exprime la sinistrée : « *Nous ne savons pas comment réagir quand l'eau vient* », révélant ainsi un manque d'information sur les comportements à adopter face aux inondations.

Au-delà des aspects techniques, cette inertie renvoie à une véritable économie politique de l'inaction. Les investissements dans la prévention, sont moins visibles que les interventions d'urgence spectaculaires lors des crises. Réparer une digue avant qu'elle ne cède ne produit aucune reconnaissance politique ; intervenir avec des secours massifs après la catastrophe favorise en revanche une visibilité médiatique. Cette logique encourage la gestion réactive plutôt que préventive. Par ailleurs, les ressources financières allouées à la gestion locale des risques sont très limitées. Comme le souligne Abel LAWA, la commune « *n'a pas les moyens* » d'assurer une maintenance adéquate. Il ajoute en disant : « *honnêtement, nous ne savons point s'il s'agit du manque de volonté de la part de gouvernement ou autre raison, bref nous faisons ce qu'on peut à notre niveau, les populations se sentent abandonnées* », alimentant donc un sentiment d'abandon chez les populations. Ainsi, à Yagoua, les institutions censées protéger les habitants contribuent, par leur inertie, à l'augmentation de la vulnérabilité. L'absence de traduction concrète de la connaissance du risque en actions préventives durables, combinée à l'urbanisation anarchique analysée précédemment, structure les conditions des catastrophes.

2-3- Pratiques locales d'exploitation des ressources

Au-delà de l'urbanisation anarchique et des défaillances institutionnelles, certaines pratiques locales, s'accumulent et perturbent l'environnement, aggravant les vulnérabilités.

2-3-1-L'extraction artisanale de terre : des cuvettes devenues pièges hydrauliques

Une pratique observée à Yagoua concerne l'extraction artisanale de terre pour la fabrication de briques, à des fins domestiques ou économiques. Cette activité laisse des fosses non remblayées qui forment des cuvettes artificielles dans l'espace urbain et périurbain. Durant la saison sèche, ces fosses restent invisibles ou servent de dépotoirs informels. Mais dès l'arrivée des pluies, l'eau s'y accumule, crée des mares stagnantes qui, lors de précipitations intenses, débordent et susceptibles d'inonder les secteurs environnants. Ces pratiques sont particulièrement courantes dans les quartiers périphériques comme TIKORO, ZEBE 1, ZEBE 2 etc. À Yagoua, où la pente est très faible, chaque cuvette créée constitue un point

d'accumulation supplémentaire qui ralentit et dévie les flux d'eau. En cas des pluies abondantes, ces multiples points saturent et provoquent des débordements en chaîne.

2-3-2-La déforestation comme réduction du couvert végétal

Il y a aussi une déforestation progressive liée à l'extension des terres agricoles, au prélèvement de bois et à la construction. Nos observations de terrain mettent en lumière cette situation où il en ressort une réduction du couvert végétal, surtout en zones périurbaines. Cela supprime les régulations naturelles : les racines ne structurent plus les sols, la canopée n'intercepte plus les pluies et la litière absorbante disparaît. Les pluies tombent alors directement sur des sols nus et provoquent un ruissellement rapide vers les zones basses et les habitations. Comme le souligne Jean-Claude OLIVRY, « *toute modification anthropique de la microtopographie dans les zones de plaine à faible pente peut avoir des conséquences disproportionnées sur les dynamiques d'écoulement* »¹²⁸. Cette dynamique s'inscrit dans une logique où chaque acteur l'agriculteur défrichant sa parcelle, la famille coupant du bois, le constructeur prélevant des arbres agit rationnellement selon ses besoins immédiats. Aucun n'a individuellement l'intention de créer des conditions favorables aux inondations. Pourtant, ces pratiques produisent collectivement une transformation environnementale qui accroît le risque hydrologique. La rationalité individuelle engendre ainsi une irrationalité collective.

2-3-3-Le creusage anarchique de rigoles d'irrigation dans les champs agricoles

Les canaux artisanaux, réalisés sans étude préalable ni planification hydraulique constituent également une pratique courante. Ils visent principalement à faciliter l'écoulement des eaux vers les parcelles, mais finissent à long terme par créer des voies d'eau incontrôlées qui érodent les sols et détruisent les champs qu'ils étaient censés protéger. Lors des fortes pluies, ces rigoles concentrent le ruissellement et accélèrent l'érosion, transformant de simples sillons en ravines qui fragmentent l'espace agricole. Les agriculteurs, en cherchant à optimiser leurs conditions de production, participent involontairement à la dégradation de leur propre outil de travail. De ce fait, la déforestation, l'extraction artisanale et le creusage de rigole sans planification technique de terre constituent des processus silencieux de production du risque. Ils échappent parfois à la régulation publique. Par ailleurs, ces pratiques sont économiquement et socialement encadrées : la déforestation répond aux besoins énergétiques et agricoles ; l'extraction de terre assure une activité économique et fournit les matériaux nécessaires à l'habitat. Les interdire sans proposer d'alternatives viables reviendrait à nier les besoins

128-Jean-Claude OLIVRY, *Fleuves et rivières du Cameroun*, Paris, ORSTOM, Collection Monographies Hydrologiques n°9, 1986, p. 245.

fondamentaux des populations. C'est précisément le dilemme de la modernité réflexive selon BECK : les sociétés sont prises dans une contradiction entre la nécessité de se développer et l'impératif de se protéger des risques que ce développement engendre. Ainsi, bien qu'apparemment mineures, ces pratiques révèlent comment les activités quotidiennes, rationnelles de point de vue individuel, répondant à des besoins légitimes, contribuent collectivement à façonner un territoire de plus en plus vulnérable. Ainsi, L'analyse des causes des inondations à Yagoua met en évidence un processus complexe de production sociale du risque. Cependant, connaître ces facteurs ne suffit pas à rendre compte de l'expérience vécue par les populations. Comme le soulignent Robert D'ERCOLE et al., « *le risque n'existe véritablement que lorsqu'il se matérialise en vulnérabilité concrète, c'est-à-dire lorsqu'il affecte les conditions d'existence des populations* »¹²⁹. Ainsi, les inondations, loin d'être un phénomène hydrologique sont une épreuve sociale aux effets multiples, différenciés selon les ressources et la résilience des groupes. Il convient donc d'en analyser ces manifestations.

II- MANIFESTATIONS DE LA VULNÉRABILITÉ DES POPULATIONS LOCALES

La récurrence des crises hydrologiques à Yagoua accentue la vulnérabilité des populations. Cette section examine ses manifestations concrètes : impacts physiques et spatiaux, perturbations économiques, défaillances institutionnelles et effets sociaux et humain

1-Les formes de vulnérabilité observées

Cette sous-section examine les différentes formes de vulnérabilité à Yagoua, en les classant selon trois dimensions : physique et spatiale, économique, institutionnelle.

1-1-Vulnérabilité physique et dégradation du bâti

La vulnérabilité physique et spatiale à Yagoua se manifeste par des atteintes au cadre bâti et aux réseaux de circulation.

1-1-1-Dégradation des habitations

À Yagoua, la vulnérabilité des maisons se manifeste par l'érosion des parements et des fondations. Les infiltrations provoquent fissures et, parfois, effondrements partiels. Ces dégâts sont cumulatifs : la succession des inondations fragilise les structures. Certaines zones présentent de nombreuses maisons détruites, des parcelles abandonnées ou occupées de manière précaire. La morphologie et la compacité des parcelles favorisent également la submersion

129-Robert D'ERCOLE, Jean-Claude THOURET, Olivier DOLLFUS et Jean-Pierre ASTE, « Les vulnérabilités des sociétés et des espaces urbanisés : concepts, typologie, modes d'analyse », *Revue de géographie alpine*, tome 82, n° 4, 1994, p. 87-96, DOI : 10.3406/rga.1994.3776 consulté le 9 novembre 2025.

intra-habitat : dans les cours basses par rapport aux axes environnants, l'eau pénètre directement, affectant murs, planchers et installations.

Un habitant de Danayré témoigne cette situation :

Quand l'eau vient, ça entre dans la maison, nos murs se fissurent, les planchers se soulèvent. On n'a plus de pièces habitables tant que l'eau ne descend pas totalement et c'est comme ça que nos maisons sont détruites. Si tu venais pendant l'événement passé là, quand il y avait inondation, tu devrais confirmer toi-même de tes propres yeux¹³⁰.

Mettant ainsi en lumière la destruction de l'habitat, la dégradation des structures des maisons et l'inoccupation temporaire des logements par les inondations.

1-1-2- Ruptures des routes et isolements des zones

Les voies de circulation et les ouvrages de franchissement illustrent également la vulnérabilité à Yagoua. La rupture et l'inaccessibilité de ponts, routes et diguettes reconfigurent la mobilité : certaines zones deviennent enclavées, d'autres dépendent d'itinéraires détournés. Cette fragmentation se manifeste par des ponts rompus, des tronçons impraticables et des voiries transformées en nappes stagnantes, perturbant la distribution des flux dans la commune. Un moto-taximan témoigne : « Toutes les routes étaient complètement barrées, il n'y avait pas où passé, surtout pour aller au marché, c'était vraiment impossible à cause des inondations qui ont détruit le pont »¹³¹. Les images ci-après montrent l'effondrement des ponts et la rupture des liaisons de circulation.

Image 1: Effondrement de pont Danay



Image 2: Pont reliant Goboissou et le marché central



Source : Actu Cameroun
29/06/2025 à Yagoua

Source : Enquête de terrain par Benoit MADAGAL le

130-Entretien avec un habitant de Yagoua, résidant du quartier Danayré, le 27.06.2025.

131-Entretien avec un habitant de Yagoua, moto taxi-man, quartier Danayré, le 27.06.2025.

Ces ponts détruits montrent concrètement l'impact des inondations sur les infrastructures locales qui provoque la coupure des axes de circulation et l'isolement de certains quartiers.

1-1-3-Blocage du drainage et poches d'eau durables

Au niveau des réseaux d'assainissement, la vulnérabilité se matérialise par la perte et la paralysie des fonctions d'écoulement et d'évacuation des eaux au sein de l'espace bâti : exutoires bouchés, fossés colmatés, dispositifs de drainage locaux saturés. Cela se manifestent dans des secteurs inondés où on observe de poches d'eau qui demeurent plusieurs jours ou semaines et qui créent des zones à durée d'inondation longue au sein de la trame urbaine. Ces espaces deviennent temporairement inaccessibles et perturbent les usages quotidiens du territoire. Ainsi, les dommages aux habitations, aux infrastructures et aux espaces publics à Yagoua mettent en lumière une vulnérabilité physique et spatiale qui perturbe le fonctionnement urbain et les conditions de vie. Cette dégradation fragilise aussi la capacité économique des ménages.

1-2- Vulnérabilité économique : pertes et fragilisation des revenus

La vulnérabilité des populations locales à Yagoua se manifeste également par des perturbations énormes des activités économiques et des pertes de revenus substantielles. L'économie locale repose sur l'agriculture, l'élevage et le commerce de proximité, trois secteurs sensibles aux aléas hydrologiques.

1-2-1- Destruction des cultures et insécurité alimentaire

L'agriculture constitue la principale source de subsistance des ménages à Yagoua. Les inondations provoquent des pertes énormes de productions agricoles et fragilisent les revenus. Les cultures vivrières (maïs, sorgho, riz, mil, niébé) ainsi que certaines cultures de rente, notamment le coton, sont affectées par la submersion des champs. L'excès d'eau cause la destruction des récoltes, la pourriture des récoltes et la dégradation des sols. La configuration physique des terres agricoles basses, planes et peu drainée limite le rétablissement efficace des activités après les submersions. Cette situation entrave la capacité des agriculteurs à protéger leur production, à pratiquer la rotation culturale et à investir dans des intrants améliorés¹³². Elle engendre une vulnérabilité économique persistante et favorise l'insécurité alimentaire. Un agriculteur, habitant au camp des sinistrés OURO DABA, témoigne cette situation :

Chaque saison des pluies, nos champs sont inondés, on perd parfois toutes nos cultures. Comme par exemple l'inondation de 2024 là, nous avons totalement perdu nos cultures, parce qu'elles ont été détruites. C'est cela qui nous met dans

132-Henry BANG et al. "Evaluating local vulnerability and organisational resilience to frequent flooding in Africa: the case of Northern Cameroon." Foresight, 2019, 21(4), pp455–472.

*l'incapacité de nourrir notre famille, c'est Dieu seul qui nous protège contre la famine comme le gouvernement nous a abandonné à notre sort.*¹³³

1-2-2-Pertes de bétail

L'élevage constitue aussi un complément majeur de l'économie des ménages à Yagoua. Pratiqué de manière extensive (bovins, ovins, caprins), il est étroitement lié aux activités agricoles. Les inondations affectent cette activité par la submersion des pâturages, l'inondation des enclos, la dispersion ou la noyade des animaux. Les éleveurs subissent ainsi une double perte : disparition du cheptel et baisse de la productivité. Selon un rapport de l'UNICEF, plus de 5 278 têtes de bétail ont été perdues lors des épisodes de submersion à Yagoua¹³⁴. Un autre sinistré du camp de OURO DABA, par ailleurs agriculteur et éleveur, témoigne : « *Lors des inondations de 2024, j'ai perdu toutes mes chèvres et je n'avais nulle part où déplacer mon bétail, surtout on était occupé à se sauver nous-même d'abord. D'autres ont perdu les bœufs, moutons, chèvre et tout.* »¹³⁵

Une autre maman témoigne : « *Chaque année, les inondations envahissent nos pâturages et nous perdons notre bétail. En plus de ce que l'eau a emporté, beaucoup d'animaux qui restent meurent* ». ¹³⁶ Ces pertes réduisent le pouvoir d'achat des ménages et augmentent la pauvreté. Elles contribuent également à la hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés locaux, aggravant la précarité économique des populations déjà vulnérables, comme le souligne le rapport de l'OCHA sur l'Extrême-Nord.¹³⁷

1-2-3- Perturbation du commerce local

Le commerce local constitue un pilier majeur de l'économie urbaine et semi-urbaine de Yagoua. Il regroupe les marchés de quartier, la vente ambulante et les services de proximité. Les inondations perturbent ces activités par l'inondation des marchés, la dégradation des infrastructures commerciales et la submersion des voies d'accès. L'inondation du marché central et des axes de circulation entraîne une interruption des échanges, des pertes de marchandises, une raréfaction et augmentation des prix des produits de première nécessité pour les ménages. Le chef traditionnel de quartier Danayré, Saidou SOUKEY, par ailleurs commerçant, témoigne cette situation :

Moi, je suis le chef de quartier Danayré. Les petites marchandises que nous vendons ici au marché, c'est ce qui nous permet de subvenir aux besoins de nos familles et d'assurer notre survie. Tu es venu alors que les inondations étaient déjà terminées ;

133-Entretien avec un sinistré, OUROU DABA, le 26.06.2025.

134-UNICEF, Cameroon – Humanitarian Flash Update No. 3: Floods – Far North, 25 Septembre 2024, p. 1–2.

135-Entretien avec un sinistré, OUROU DABA, le 26.06.2025.

136-Entretien avec une habitante, GOBOISSOU, le 07.07.2025.

137-<https://www.actioncontrelafaim.org/en/headline/flooding-in-cameroon-the-far-north-is-drowning/>

si tu étais venu pendant les inondations, tu aurais vu : tout le marché était impraticable, on ne pouvait pas y accéder. Tout le monde luttait, je ne sais par quel miracle, pour survivre. Ici, beaucoup ont tout perdu, et rien que dans mon secteur, il y avait déjà des milliers de sinistrés. Toutes nos affaires ont été détruites. Je ne sais même pas comment t'expliquer l'ampleur du phénomène... Les commerçants ont pleuré. Et nous n'avions pas d'autre choix¹³⁸.

Au-delà des pertes matérielles, les commerçants supportent des coûts supplémentaires liés à la reconstruction ou à la relocalisation de leurs espaces de vente. Les espaces publics servant au commerce informel sont devenus inaccessibles, tandis que les routes et ponts endommagés entravent l'accès des fournisseurs et des clients. Ces perturbations réduisent la stabilité des revenus, entraînent une hausse des prix et affectent le pouvoir d'achat des ménages. Les familles ne disposant pas assez de revenu doivent donc consacrer une part plus importante de leur budget à l'achat de nourriture et de biens de première nécessité, ce qui compromet leur capacité à investir dans d'autres activités économiques ou dans l'éducation des enfants.

Image 3: Marché central de Yagoua inondé



Source : Enquête de terrain de MADAGAL BENOIT recueillie auprès d'un enquêté le 29/06/2025.

Cette image illustre un marché submergé par les eaux, perturbant les activités économiques des populations locales. Elle met en évidence la vulnérabilité du commerce local face aux inondations, marquée par des pertes de marchandises, des interruptions d'échanges et une fragilisation des moyens de subsistance des acteurs économiques.

Ainsi les vulnérabilités économiques à Yagoua s'inscrivent dans une dynamique cumulative : les pertes agricoles et pastorales réduisent l'offre sur les marchés, accentuent la hausse des prix et fragilisent l'ensemble du système économique local. Cette situation maintient les populations dans une précarité durable. Toutefois, ces vulnérabilités ne sont pas uniquement

138-Entretien avec Saidou SOUKEY chef de quartier Danayré, marché central de Yagoua, le 29.06.2025.

économiques ; elles s'accompagnent également de défaillances institutionnelles, analysées dans la section suivante.

1-3- Vulnérabilité institutionnelle

À Yagoua, la vulnérabilité institutionnelle se manifeste par une gestion insuffisante des inondations, du déficit d'information et d'accompagnement des populations. Cette faiblesse limite la capacité des habitants à anticiper, gérer la crise et se relever après les crues. Contrairement aux facteurs institutionnels analysés précédemment qui expliquaient les causes des inondations, il s'agit ici d'examiner comment cette faiblesse institutionnelle se traduit concrètement dans l'expérience des populations affectées.

1-3-1- Défaillance de l'action institutionnelle face aux inondations

La vulnérabilité institutionnelle à Yagoua se manifeste par un décalage marqué entre les cadres formels de gestion des risques et leur application effective. Bien que les inondations soient reconnues dans plusieurs documents officiels (PCD de Yagoua, Plan national de contingence), leur mise en œuvre sur le terrain reste défailante. Comme le souligne LAWA Abel, les mesures annoncées tardent à produire concrètement :

*Moi-même, je ne comprends pas si c'est la faiblesse de l'État ou c'est quoi. Ça fait depuis qu'on parle des mesures, mais la situation ne fait qu'augmenter et les populations deviennent de plus en plus vulnérables, comme les ponts qui se sont détruits. C'est la mairie qui essaie de faire de son mieux, mais à notre niveau local il n'y a pas le moyen.*¹³⁹

Ce constat est partagé par des acteurs associatifs, notamment le coordinateur de Sana Logone, qui observe une aggravation continue du phénomène malgré son intégration dans les dispositifs nationaux depuis plus d'une décennie. Il témoigne : « Depuis 2010 que l'État a intégré ce problème dans le plan de contingence, le phénomène ne fait que s'empirer. Selon mes observations, il ne fait qu'augmenter au cours du cycle de 10 ans que nous venons de traverser »¹⁴⁰. Ces témoignages révèlent l'écart persistant entre discours institutionnels et actions effectives. À l'instar de Henry BANG et al., la gouvernance de la réduction des risques au Cameroun reste insuffisante, contraignant le potentiel d'action des collectivités locales, pourtant en première ligne pour prévenir et gérer les crises¹⁴¹. Concrètement, les infrastructures de protection se dégradent sans entretien ni renforcement : digues vieillissantes, absence de

139-Entretien avec Abel LAWA DOMO, Chef service social et culturel/cadre chargé des affaires des communauté, mairie de Yagoua, le 26.06.2025.

140-Entretien avec Robert DJAFSIA, Coordonnateur de l'association communautaire SANA LOGONE, Yagoua, le 07.07.2025.

141- Henry BANG et al., 2019, *op. cit.*

canaux de drainage, ponts endommagés non réhabilités. Dans des quartiers comme Kalfouré, Zaba ou Danayré, les populations, conscientes de l'imminence du danger à chaque saison des pluies, se retrouvent abandonnées à leur sort, sans capacité technique ni financière pour assurer elles-mêmes leur protection. Cela engendre un sentiment d'impuissance et d'abandon qui fragilise la confiance des habitants envers les institutions publiques.

1-3-2- Déficit d'information et manque des dispositifs d'alerte

La vulnérabilité institutionnelle à Yagoua se manifeste également par l'insuffisance de l'information et de la sensibilisation des populations exposées aux inondations. Les populations sont rarement averties à l'avance de l'arrivée des crues. Comme l'exprime une habitante : « *Les gens de la météo ne sont jamais là. On ne reçoit aucune information ; la pluie nous surprend seulement* ». ¹⁴² Cela prive les populations de toute capacité d'anticipation, qu'il s'agisse de protéger les biens, d'évacuer ou de sécuriser les habitations.

Selon l'UNICEF, moins de 35 % des ménages vivant en zone à risque reçoivent des informations fiables sur les inondations et les mesures préventives à adopter ¹⁴³. Nos enquêtes de terrain confirment l'inexistence d'un système d'alerte précoce fonctionnel à l'échelle locale comme en témoigne cet enquêté « *Au niveau des populations locales, il n'y a pas un système d'alerte précoce* ». ¹⁴⁴ Or, comme l'a montré NGONDJEB, l'absence de circulation régulière de l'information constitue un frein à l'adaptation communautaire, au même titre que le manque de ressources matérielles ¹⁴⁵. À cela s'ajoutent de fortes inégalités spatiales dans l'accès à l'information. Certains quartiers bénéficient ponctuellement de campagnes de sensibilisation, tandis que d'autres, souvent enclavés et plus vulnérables, en sont totalement exclus en raison des difficultés d'accès. Cette disparité produit une vulnérabilité différenciée : les populations informées peuvent adopter des stratégies minimales de protection, tandis que les autres subissent les inondations sans préparation. Le responsable de la Croix-Rouge explique : « *L'accès dans certaines zones est souvent difficile vu que la terre de notre localité est constituée d'argile, c'est vraiment difficile à pratiquer avec les motos pour arriver dans les sites en période des inondations* » ¹⁴⁶. Ainsi, le manque d'information et d'alerte laisse les habitants dans une exposition permanente au risque et prépare le terrain aux impacts sociaux et humains.

142-Entretien avec une habitante, Yagoua, le 07.07.2025.

143-UNICEF. Flash Update sur les inondations au Cameroun, Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, 2024. p5.

144-Entretien avec DJAFSIA ROBERT, Coordonnateur de l'association communautaire SANA LOGONE, Yagoua, le 07.07.2025.

145-NGONDJEB "What determines farmers' adaptation to climate change? Empirical evidence from the arid region of Cameroon". *Journal of African Studies and Development*, 2013, 5(9), pp218-226.

146-Entretien téléphonique avec le responsable de la croix rouge de Yagoua, le 16/07/2025

2- Effets sociaux et humains des inondations sur les populations

Les inondations produisent des effets sociaux et humains qui affectent les conditions d'existence des populations. Elles dégradent le cadre de vie, fragilisent la santé, perturbent la scolarité, et les relations sociales. Ces effets traduisent concrètement les vulnérabilités physiques, économiques et institutionnelles mises en évidence précédemment, en les inscrivant dans l'expérience quotidienne des habitants.

2-1- Dégradation des conditions de vie et conséquences sanitaires

La dégradation des conditions de vie constitue l'une des premières manifestations visibles de ces impacts sociaux.

2-1- 1-Déplacements forcés et précarité des abris

Les inondations perturbent le quotidien des populations et provoquent des déplacements temporaires, voire durables. Dans les quartiers les plus exposés comme Gobéissou, Danayré et Djebeitsou, de nombreuses familles sont contraintes d'abandonner leurs habitations pour se réfugier chez des proches, dans des chefferies ou dans des sites d'hébergement improvisés. Un habitant de Goboissou témoigne : « *Nous avons dû quitter notre maison pendant plus de deux mois pour aller se réfugier parce qu'ici c'était rempli avec l'eau. D'autres sont partis au camp des sinistrés que le gouvernement a créé, moi je suis parti à la chefferie.* »¹⁴⁷

Les abris temporaires, constitués de tentes et de bâches, offrent une protection ponctuelle et se dégradent rapidement sous l'effet des intempéries et du soleil, exposant les sinistrés à l'insécurité et à des conditions de vie précaires. Lors d'un entretien de groupe avec les sinistrés de OURO DABA, il apparaît que malgré cette situation, beaucoup refuse de retourner dans leurs maisons initiales, situées dans des zones inondables. Comme l'expliquent les sinistrés : « *Chaque année, nous subissons la même catastrophe et le gouvernement nous abandonne. Cette année, on a décidé de ne plus rentrer* »¹⁴⁸. Face à la répétition des catastrophes et au sentiment d'abandon par le gouvernement, certaines familles refusent désormais de retourner dans leurs zones d'origine, jugées trop risquées. Ces déplacements ont entraîné un surpeuplement des abris. Certains sinistrés, disposant de moyens financiers, ont choisi de construire ailleurs, laissant les plus vulnérables entassés dans des espaces où jusqu'à 15 personnes partagent une seule case. L'accès aux installations sanitaires est quasi inexistant, avec une seule latrine pour l'ensemble des familles et un manque quasi total d'eau potable.

147-Entretien avec habitant, GOBOISSOU le 07/07/2025

148-Entretien de groupe avec les sinistrés, OURO DABA le 26/06/2025.

2-1-2-Impacts sanitaires et humains

Les conditions de vie précaires des populations ont des conséquences sanitaires grave. La promiscuité et l'absence d'hygiène favorisent la propagation de maladies telles que le paludisme, le choléra et la fièvre typhoïde. Les enfants et les personnes âgées sont les plus touchés, tandis que la malnutrition et les maladies liées à l'insalubrité accentuent la précarité sanitaire. Parallèlement, les effets psychologiques sont majeurs. Les sinistrés rapportent un stress constant, une anxiété liée aux pertes matérielles et humaines, et un traumatisme psychologique associé à la répétition annuelle des catastrophes. Le sentiment d'abandon par le gouvernement et le manque de solutions durables amplifient leur détresse mentale et renforcent le sentiment d'impuissance face à un cycle qui semble sans fin, surtout à l'approche de la nouvelle saison pluvieuse. Une maman affirme avec désespoir : « *On va seulement rester ici. Si l'État veut, il nous montre un terrain où on pourra construire ; sinon, pas de retour, car nous sommes fatigués du même événement chaque année.* »¹⁴⁹

Les sinistrés rapportent également des pertes humaines : « *Nous avons perdu déjà quatre personnes dans ce camp seulement, sans compter certains qui sont décédés ailleurs* » déplorant ainsi la perte de leurs proches.¹⁵⁰

Image 4: Camp d'hébergement des sinistrés à OURO DABA



Source : Enquête de terrain par MADAGAL BENOIT au camp des sinistrés à Ouro Daba le 26 juin 2025.

Les images ci-dessus laissent imaginer les conditions auxquelles sont confrontés les sinistrés. Elles illustrent avec force la précarité extrême dans laquelle vivent les populations sinistrées de Yagoua, exposées sans infrastructures fiables et sans soutien durable. Ce quotidien marqué par l'incertitude, la peur et l'abandon engendre un stress psychologique profond, où survivre devient une lutte permanente contre l'imprévisible.

¹⁴⁹-Entretien de groupe avec les sinistrés, OURO DABA le 26/06/2025.

¹⁵⁰-Idem

2-2- Fragilisation de la cohésion sociale : entre solidarité et tensions

Les inondations influencent également les relations sociales et la solidarité au sein des communautés. Si la solidarité est mise en avant par certains « *Nous partageons ce que nous avons avec nos voisins. Quand l'eau vient, nous nous soutenons* »¹⁵¹, précise un enquêté, elle reste toutefois limitée par les ressources disponibles. Un autre enquêté témoigne : « *Cela affecte tout le monde. Si nous tous, on avait des moyens, on allait s'associer et collecter pour s'entraider. Mais malheureusement, d'autres ayant beaucoup de familles et ne disposant pas de moyens, c'est chacun pour soi, Dieu pour tous* ».¹⁵²

Lors des entretiens de groupe menés avec les sinistrés, il a été rapporté que les personnes déplacées, originaires de différents quartiers, se retrouvent mélangées dans les sites d'hébergement. Malgré les différences d'origine, les habitants tentent de surmonter ces divisions sociales. Un participant a exprimé : « *Nous venons de différents quartiers, mais ici, nous devons vivre ensemble. Nous n'avons pas le choix* »¹⁵³. Cette solidarité forcée témoigne d'une résilience communautaire malgré les conditions difficiles.

Cependant, cette cohabitation n'est pas sans tensions. Des conflits mineurs surgissent parfois, liés à des habitudes de vie différentes ou à des rivalités antérieures. Un autre sinistré a mentionné : « *Parfois, il y a des petites tensions, mais on essaie de les gérer ensemble.* » Ces tensions, bien que présentes, sont généralement atténuées par le besoin commun de survie et de soutien mutuel et s'intensifient lors des distributions d'aide, lorsque les secours sont insuffisants ou mal distribués. Le secrétaire de la sous-préfecture témoigne :

*Mais il y a des tensions sociales ! Comment il n'y a pas de tensions ? Le vol, les personnes étant indisposées. Entre temps, les douches, les robinets sont insuffisants. La lumière, c'était des plaques solaires et ce n'était pas suffisant. Il y a attroupement tout sexe, des hommes, plus des enfants, des maladies hydriques, des personnes qui ont perdu leurs vies. L'habitation même, il y avait le vent qui emportait les tentes au fur et à mesure que les pluies fortes abattaient sur les tentes. Tout ça crée des tensions.*¹⁵⁴

De même, le coordinateur de l'association communautaire Sana Logone indique : « *La tension sociale ne peut pas manquer.* »¹⁵⁵ Ainsi, les tensions sociales et les défis liés à la

151-Entretien avec MBESSO, Moto-taximan, résidant au quartier Djiebeistou, le 07/07/2025.

152-Entretien avec ALAIN, agriculteur quartier GOBOISSOU, le 29.06.2025.

153-Entretien de groupe avec les sinistrés, OURO DABA le 26/06/2025.

154-Entretien avec Samuel DJAKNA, le secrétaire du Sous-Préfet de Yagoua, à la sous-préfecture, le 26.06.2025.

155-Entretien avec Robert DJAFSIA, Coordonnateur de l'association communautaire SANA LOGONE, Yagoua, le 07.07.2025.

cohabitation dans des conditions difficiles et inappropriées entravent leur cohésion et mettent en avant les limites de la résilience communautaire sans soutien extérieur adéquat.

2-3- Impact sur la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance

Ces crises ont aussi un impact sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Elles détruisent des cultures vivrières et de rente, mil, sorgho, riz, coton, maïs et causent une baisse des rendements agricoles. Les champs inondés deviennent impraticables et les semis sont perdus, ce qui réduit la disponibilité alimentaire locale. La perte des récoltes et du bétail prive donc les familles de leurs principales sources de revenus et de subsistance. Les activités connexes : pêche, petit commerce subissent également des perturbations à cause de la dégradation des infrastructures. Selon les sinistrés, les ressources agricoles, les petites exploitations et les biens destinés à la survie sont détruits par les eaux : « *Nous n'avons plus de moyens pour subvenir à nos besoins, tout a été emporté par l'eau, mais nous supportons comme ça car on n'a pas le choix* »¹⁵⁶, rapporte l'un des participants. Cette destruction des cultures, des outils et des stocks alimentaires prive les familles de toute autonomie. Une sinistrée ajoute : « *Mon fils, comme tu nous vois entassés ici là, nous n'avons rien, mais nous faisons ce que nous pouvons pour manger chaque jour* »¹⁵⁷, illustrant ainsi la précarité face à l'insuffisance des interventions gouvernementales et la dépendance à l'aide humanitaire.

2-4- Perturbations du système éducatif

Ce phénomène perturbe aussi le secteur éducatif. De nombreuses écoles ont été inondées, interrompant les cours pendant de longs moments. Les routes et ponts détruits rendent difficile l'accès des élèves et enseignants aux établissements scolaires entraînant une baisse du taux de fréquentation et un risque d'abandon scolaire, surtout chez les enfants issus des familles les plus touchées. Une mère de famille explique : *Mes enfants traversent chaque jour avec la pirogue pour aller à l'école et je dois leur donner 1 000 FCFA chacun. Malgré ça je suis satisfaite car ils ont tous été promus dans la classe supérieure. Je compte sur eux, peut-être un jour ils vont nous sortir de cette situation.*¹⁵⁸ Cette expérience montre à la fois les obstacles à l'éducation et la motivation des parents à maintenir la scolarisation malgré des conditions défavorables. Un autre témoignage renforce cette réalité : « *L'école est loin depuis que nous sommes ici au camp. Nous étions en ville et c'était proche, mais ils continuent à y aller, ils ne peuvent abandonner* »¹⁵⁹, démontrant le courage et la persévérance des familles.

156-Entretien de groupe avec les sinistrés, OURO DABA le 26/06/2025.

157-Idem.

158-Ibid.

159-Ibidem.

Cependant, si certains parents se réjouissent des performances scolaires de leurs enfants malgré les contraintes, de nombreux ménages déplorent un décrochage scolaire massif, résultat des perturbations causées par ce phénomène, de l'isolement des habitations et de la perte des moyens financiers. Un père de famille confie : « *J'ai dépensé beaucoup pour que mes enfants étudient, mais ils ont fini par abandonner parce que je n'ai pas de moyen pour payer leur transport chaque jour* »¹⁶⁰. Ces situations prouvent que les crises renforcent les inégalités d'accès à l'éducation et met en péril le développement du capital humain.

Image 5: Les élèves à bord des pirogues allant à l'école à Yagoua lors des inondations



Source : Journal Du Cameroun

Les images ci-dessus illustrent la réalité des élèves de Yagoua à chaque épisode d'inondations, contraints d'affronter les eaux pour accéder à l'école.

Au-delà de ces manifestations de la vulnérabilité, il convient d'analyser la manière dont les populations elles-mêmes perçoivent, interprètent et vivent ces risques au quotidien

III- PERCEPTIONS LOCALES DE LA VULNÉRABILITÉ : EXPÉRIENCES VÉCUES ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES

Comprendre la vulnérabilité ne se limite pas à identifier ses causes objectives et ses manifestations matérielles. Il convient aussi de saisir comment les populations elles-mêmes perçoivent, interprètent et donnent sens à leur situation. Comme le souligne le géographe Yvette VEYRET, « *le risque n'existe socialement que s'il est perçu : sa réalité est autant construite par les représentations collectives que par les dangers objectifs* »¹⁶¹. À Yagoua, ces perceptions, façonnées par l'expérience répétée des inondations et les rapports aux institutions, orientent les comportements et les stratégies d'adaptation. Cette section analyse donc les représentations que les populations de Yagoua construisent de leur vulnérabilité, en examinant

¹⁶⁰-Entretien de groupe avec les sinistrés, OURO DABA le 26/06/2025.

¹⁶¹-Yvette VEYRET (dir.), *Les risques*, Paris, Éditions Sedes, 2003.

leurs explications des causes du phénomène, leur vécu quotidien de la catastrophe récurrente, et leurs perceptions de la responsabilité institutionnelle.

1- Perceptions des causes : entre fatalité climatique et responsabilité humaine

Lors de nos différents entretiens, les populations de Yagoua donnent des explications plurielles de l'intensification récente des inondations. En général, deux registres interprétatifs dominant les discours recueillis : la référence au changement climatique d'une part, et la dénonciation des défaillances institutionnelles d'autre part. Ces deux éléments, loin de s'exclure mutuellement, coexistent dans les récits des populations, révélant une conscience aiguë de la multi causalité du phénomène.

1-1-Le changement climatique : explication dominante et rupture perçue

Le changement climatique constitue l'un des facteurs, récurrents dans les discours pour expliquer l'intensification des inondations. Le responsable d'association SANA LOGONE l'exprime : « *Il faut comprendre qu'il y a un changement climatique réel* »¹⁶². Cette référence au dérèglement climatique global apparaît de manière récurrente dans les témoignages. Les populations observent concrètement des transformations dans les patterns pluviométriques : des pluies plus violentes, plus concentrées dans le temps, et surtout plus imprévisibles. Lorsqu'un enquêté témoigne : « *Nous ne comprenons vraiment rien de ces inondations. Avant, la pluie tombait et ne causait pas trop de dégâts, mais depuis 10 ans aujourd'hui 2012, 2022, 2024 la pluie augmente et gâte nos choses* »¹⁶³.

Ce témoignage soulève plusieurs dimensions de la perception locale : une rupture temporelle clairement identifiée (« *depuis 10 ans* »), une incompréhension face à un phénomène et la perception d'une intensification quantitative (« *la pluie augmente* »), observation qui rejoint les constats scientifiques sur l'augmentation des événements pluviométriques extrêmes. Le secrétaire de la Sous-préfecture confirme lui aussi cette situation : « *Je ne peux pas examiner l'évolution des phénomènes d'inondations, c'est le changement climatique qui a bouleversé la situation. Avant, il n'y avait pas des inondations abondantes comme ça* »¹⁶⁴. L'utilisation du terme « *bouleversé* » montre une transformation, un basculement dans un régime hydrologique nouveau et menaçant. Cette perception d'une rupture historique structure profondément le

162-Entretien avec Robert DJAFSIA, Coordonnateur de l'association communautaire SANA LOGONE, Yagoua, le 07.07.2025.

163-Entretien avec un habitant, quartier Danayré, le 26.06.2025.

164-Entretien avec Samuel DJAKNA, le secrétaire du sous-préfet de Yagoua, à la sous-préfecture, le 26.06.2025.

rapport des populations au risque : elles ne font plus face à un aléa connu et gérable selon les savoirs traditionnels, mais à un phénomène nouveau qui exige des réponses durables.

1-2- Conscience des responsabilités humaines et institutionnelles

Cette explication climatique ne fonctionne toutefois pas comme une simple fatalité naturelle excluant les responsabilités des acteurs humains. Au contraire, les populations témoignent cet aspect avec une critique des défaillances institutionnelles et des pratiques anthropiques locales. Ce témoignage de BOUBA, ressort des mécanismes locaux d'aggravation de ce phénomène : « *Les nids d'eau ont été recouverts seulement par les habitants. Les gars remblaient au fur et à mesure et après ils ont construit leur habitat. Maintenant quand l'eau vient, l'eau ne trouve pas son issue d'avant, ce qui fait que l'eau s'étend dans les sous-quartiers. Voici l'origine de l'inondation* »¹⁶⁵. Mettant ainsi en cause des pratiques d'occupation de l'espace : les populations remblaient et construisent par nécessité, faute d'alternatives résidentielles. L'expression « *Les gars remblaient* » traduit une action collective et progressive, non un acte délibérément irresponsable. L'agent municipal LAWA évoque quant à lui la dégradation des infrastructures de protection : « *La majorité des villages de Yagoua sont tous sur le long du Logone et quand l'eau dépasse déjà les petites digues que nous avons faites, ça envahit déjà les villages* »¹⁶⁶. Les « *petites digues* » reflètent à la fois la modestie des moyens déployés et leur insuffisance face à l'ampleur du risque.

Ces perceptions mettent en lumière une conscience locale de ce que les géographes nomment la « *production sociale du risque* »¹⁶⁷. Ainsi, les populations ne se vivent pas comme de simples victimes passives de forces naturelles, mais identifient clairement les dimensions humaines et institutionnelles de leur vulnérabilité. Cette lucidité n'empêche cependant pas un certain fatalisme, qui intervient dans les discours sur la nature du sol comme en témoigne un agriculteur en ces propos : « *Cette faille est un phénomène naturel. Notre terre est constituée d'argile et de latérite, il y a les failles parce que la terre se lâche quand il pleut* »¹⁶⁸. Cette mention des propriétés pédologiques montre une forme de déterminisme géographique tempéré : la nature du sol crée certes des contraintes, mais en partie ce sont les choix d'occupation et d'aménagement qui transforment ces contraintes en catastrophes.

165-Entretien téléphonique avec le responsable de la croix rouge de Yagoua BOUBA, le 16/07/2025.

166-Idem.

167- Robert D'ERCOLE et Pascale METZGER, « La vulnérabilité territoriale : une nouvelle approche des risques en milieu urbain », *Cybergeog : European Journal of Geography*, n° 447, 2009, p. 12.

168-Entretien avec ALAIN, agriculteur, résidant du quartier GOBOISSOU, le 29.06.2025.

2- Vécu quotidien de la vulnérabilité : entre résignation et sentiment d'abandon

Au-delà des explications causales, les témoignages révèlent l'expérience concrète de la vulnérabilité vécue comme une épreuve quotidienne qui dépasse le moment ponctuel de crues.

2-1- L'inondation comme menace permanente du quotidien

Le chef Saidou SOUKEY, témoigne cette réalité :

Ici à Yagoua, dès que la saison de pluie commence, on sait déjà que la terre ne retient rien et on s'attend aux inondations. L'eau dure sur place, s'accumule dans les failles et finit par entrer dans nos maisons. Même quand la pluie s'arrête, le sol reste gorgé d'eau et on vit dans l'humidité permanente ¹⁶⁹

Ainsi, il met en lumière les dimensions du vécu de la vulnérabilité. D'abord, l'anticipation anxieuse : « *dès que la saison commence, on sait déjà* ». L'inondation n'est pas un accident imprévisible mais une certitude qui pèse sur le quotidien des habitants avant sa survenue. Cette prévisibilité du malheur engendre l'angoisse de l'attente impuissante. Ensuite, la durée de l'exposition : « *l'eau dure sur place* », « *l'humidité permanente* ». La catastrophe s'étend sur des semaines voire des mois de conditions de vie dégradées. Enfin, l'invasion de l'espace dans les maisons « *fini par entrer dans nos maisons* ». L'eau pénètre les maisons, transforme le foyer, normalement espace de protection et de refuge, en lieu d'inconfort et de danger.

2-2- Le sentiment d'abandon institutionnel et l'impuissance collective

Cette expérience de la vulnérabilité se double d'un sentiment d'abandon institutionnel. Le chef Saidou SOUKEY poursuit avec amertume en disant :

Nous sommes ici parce que c'est là que vivaient nos anciens grands-parents, mais à mesure que la population augmente, ni l'État ni la commune ne prennent les mesures pour limiter ce phénomène. Je fais pourtant de mon mieux pour sensibiliser les habitants, mais nous manquons de moyens et de terrain, et l'État ne vient qu'avec des promesses, pendant que la population continue de souffrir. ¹⁷⁰

Ce témoignage résume plusieurs frustrations : la légitimité historique de l'occupation (« *nos anciens grands-parents* »), le manquement institutionnel (« *ni l'État ni la commune ne prennent les mesures* »), et le décalage entre promesses et réalité. Cette critique des « *promesses* » non tenues montre une expérience répétée de déceptions où les annonces officielles peinent à se traduire en actions durables. Par ailleurs, l'agent municipal LAWA confirme ce sentiment

¹⁶⁹-Entretien avec SAIDOU Soukey chef de quartier Danayré, marché central de Yagoua, le 29.06.2025

¹⁷⁰-Idem.

d'impuissance : « *Honnêtement, nous ne savons point s'il s'agit du manque de volonté de la part de gouvernement ou autre raison, bref nous faisons ce qu'on peut à notre niveau, les populations se sentent abandonnées* »¹⁷¹ reconnaissant ainsi l'incapacité institutionnelle et valide le sentiment d'abandon exprimé par les populations. L'une des sinistrés exprime quant à elle le désarroi face à l'impossibilité de se protéger : « *Nous ne savons pas comment réagir quand l'eau vient. La digue qu'on avait construite, ça a trop duré, ça s'est rompue* ». Ces propos ainsi mettent en lumière une triple vulnérabilité : cognitive (« *nous ne savons pas comment réagir* »), matérielle (infrastructures défaillantes), et temporelle (la durée).

3- La responsabilité : entre critique institutionnelle et autocritique

La question de la responsabilité traverse l'ensemble des témoignages recueillis, montrant des perceptions nuancées. Les populations de Yagoua ne se voient ni comme de pures victimes innocentes ni comme les seules responsables de leur situation, mais distribuent les responsabilités selon des logiques multiples.

3-1- Déception et frustration face aux institutions publiques

Les plaintes concernant l'insuffisance des interventions institutionnelles dominent dans les discours. Le responsable de la Croix-Rouge témoigne ainsi : « *Présentement, vous voyez ces 4 à 5 derniers jours, il pleut tout le temps. Après, vous savez que l'eau reconnaît toujours sa route ? (...) Maintenant quand l'eau vient, l'eau ne trouve pas son issue d'avant* »¹⁷². Cette métaphore de « *l'eau qui reconnaît sa route* » met en évidence une perturbation des équilibres naturels par les aménagements humains, mais aussi l'absence de planification institutionnelle capable d'anticiper ces perturbations.

Par ailleurs, SAIDOU Soukey rapporte : « *L'État ne vient qu'avec des promesses, pendant que la population continue de souffrir* ». Ces propos dénoncent un décalage que les populations interprètent non comme une simple incapacité technique mais comme un manque de volonté politique. Dans tous les discours recueillis, les populations expriment leur frustration face à l'intervention ponctuelle et insuffisante de l'État lors des inondations. Selon elles, l'aide ne vient qu'au moment de la crise, sous forme de promesses ou d'actions limitées, sans solution durable ni suivi. Les infrastructures existantes sont défaillantes ou mal entretenues. Cela génère en elles un sentiment d'abandon, renforçant l'idée que l'État n'assume pas pleinement sa responsabilité. Les habitants se retrouvent alors contraints de déployer eux-mêmes des solutions

171-Entretien avec Abel LAWA DOMO, Chef service social et culturel/cadre chargé des affaires des communauté, mairie de Yagoua, le 26.06.2025.

172-Entretien téléphonique avec le responsable de la croix rouge de Yagoua BOUBA, le 16/07/2025.

temporaires, faute de soutien institutionnel. Comme l'analyse le sociologue Didier FASSIN dans son travail sur les inégalités face aux catastrophes, le sentiment d'abandon ne résulte pas tant de l'absence objective d'aide que de l'écart perçu entre ce que les populations estiment légitime d'attendre des pouvoirs publics et ce qu'elles reçoivent effectivement¹⁷³.

3-2- Responsabilités partagées et pratiques locales

Les pratiques quotidiennes, comme le remblayage des nids d'eau ou l'occupation de zones inondables, le creusage des rigoles sans planification technique et l'extraction des terres contribuent à créer ou maintenir des conditions vulnérables. Ces pratiques, bien que résultantes parfois de contraintes matérielles et d'un manque d'alternatives résidentielles viables aggravent leurs conditions de vie. Ainsi, la responsabilité se partage entre institutions et populations. BOUBA reconnaît la responsabilité collective dans l'occupation anarchique : « *Les nids d'eau ont été recouverts seulement par les habitants. Les gars remblaient au fur et à mesure* »¹⁷⁴. Ces propos mettent en évidence comment les pratiques individuelles contribuent à l'aggravation collective du risque. Néanmoins, il faut reconnaître que les populations le font par contraintes structurelles : elles remblaient par nécessité, faute d'alternatives résidentielles viables.

L'analyse des perceptions locales de la vulnérabilité à Yagoua démontre une conscience des multiples facteurs qui produisent leur vulnérabilité, entre aléas climatiques, dynamiques anthropiques locales et insuffisances institutionnelles. Leur expérience, marquée par l'anticipation anxieuse et le sentiment d'abandon, ne se limite pas à un vécu individuel : elle reflète également des rapports sociaux différenciés face au risque. Ainsi, comprendre ces perceptions et expériences ouvre la voie à l'analyse des inégalités de vulnérabilité, qui ne touchent pas tous les habitants de la même manière, objet de la section suivante.

IV- DISTRIBUTION INÉGALE DE LA VULNÉRABILITÉ SELON LES GROUPES SOCIAUX

La vulnérabilité aux inondations à Yagoua varie selon les caractéristiques démographiques, économiques et spatiales, favorisant une hiérarchie de l'exposition au risque. Si tous subissent les inondations, leur intensité et leurs conséquences diffèrent selon le genre, l'âge, l'activité professionnelle et la localisation, renforçant les inégalités sociales préexistantes.

1- Vulnérabilités différenciées selon les caractéristiques démographiques

173- Didier FASSIN, *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Paris, Gallimard/Seuil, 2010, p. 267.

174-Entretien téléphonique avec le responsable de la croix rouge de Yagoua BOUBA, le 16/07/2025.

Les caractéristiques démographiques : genre et âge influencent la capacité d'adaptation et la sévérité des impacts subis par les populations locales face aux inondations.

1-1- Vulnérabilité selon le genre : surcharge des femmes et amplification des inégalités

Les femmes sont les plus vulnérables aux inondations à Yagoua. Sur le terrain, lors des entretiens, les autorités locales, les acteurs de la société civile et les parents convergent : « *Ce sont surtout les femmes et les enfants qui souffrent* ». Cette affirmation se vérifie dans les sites d'hébergement et les quartiers inondés où les femmes portent une double charge : perte des moyens de subsistance (petit commerce, transformation alimentaire, maraîchage) et gestion du foyer dans des conditions de précarité (eau, hygiène, soins aux enfants et aux aînés).

Le cadre municipal LAWA DOMO rapporte :

Dans cette situation, sans vous mentir, les femmes souffrent plus que nous les hommes, parce que nous les hommes, nous ne faisons pas certaines tâches. Les femmes, elles tiennent les familles à travers beaucoup de ces choses : prendre soin des enfants, puiser l'eau, chercher le bois, préparer. Tout ça là, nous les hommes on ne peut pas faire¹⁷⁵.

Cette réalité locale prouve que les désastres augmentent les inégalités de genre et exposent les femmes à des nombreux risques. À Yagoua, l'effort matériel quotidien tels que files d'attente pour l'eau, corvées, travaux domestiques, soins des enfants, s'accompagne d'un stress psychologique chronique. Le « travail invisible » des femmes augmente encore quand l'école ou les services ferment ; elles absorbent alors les fonctions de garde et d'éducation. L'une des mamans sinistrées nous confie : « *Nous parcourons des distances pour puiser l'eau, nous cherchons de quoi cuisiner, on part chercher les bois. Tout le reste attend* », faisant ainsi allusion aux hommes et enfants qui attendent la nourriture sur place.

1-2-Âge : enfants et personnes âgées face à des vulnérabilités spécifiques

Les enfants et les personnes âgées concentrent une partie des risques. Concernant les enfants, ils s'observent les ruptures scolaires, exposition aux maladies hydriques et vectorielles, dénutrition saisonnière quand les réserves et cultures sont détruites. Nos entretiens l'ont montré : « *Nous avons dépensé pour la scolarité, mais certains ont fini par échouer à cause de cette situation* », rapporte un parent sinistré. À l'inverse, d'autres familles soulignent des trajectoires résilientes : « *Malgré les difficultés, mes enfants ont eu la moyenne, c'est la grâce de Dieu. Sinon avec toutes ces situations, j'avais perdu espoir* », témoigne une autre maman sinistrée.

¹⁷⁵-Entretien avec Abel LAWA DOMO, Chef service social et culturel/cadre chargé des affaires des communauté, mairie de Yagoua, le 26.06.2025.

Dans le contexte actuel au Cameroun, l'UNICEF signale, pour l'Extrême-Nord, des dizaines de milliers d'enfants affectés lors des inondations de 2024, ce qui fragilise leur scolarisation¹⁷⁶. L'expérience scolaire dans les zones inondées devient ainsi irrégulière et risquée. Les trajets par eau et les fermetures ponctuelles d'établissements augmentent la probabilité de décrochage et d'inégalités d'apprentissage. Ces chocs mettent en péril le capital humain des enfants par des absences et des retards scolaires, avec des effets durables sur leurs trajectoires futures.

Par ailleurs, les personnes âgées et celles vivant avec un handicap se trouvent aussi parmi les plus vulnérables. Leur mobilité réduite, combinée à un accès limité aux ressources économiques, les expose davantage. Lors des entretiens, plusieurs enquêtés ont affirmé que ces groupes sont souvent les derniers à être évacués et les premiers à subir les privations prolongées. Le chef de Goboissou affirme : « *Pendant les inondations, les enfants et les personnes âgées ne peuvent facilement surmonter cette situation comme les autres. Surtout, c'est les femmes qui souffrent le plus avec eux, il faut les porter sur le dos et aller chercher une pirogue pour les évacuer* ». ¹⁷⁷ De plus, les contraintes physiques freinent leur capacité à participer aux activités génératrices de revenus ou aux travaux agricoles, les rendant dépendantes vis-à-vis des autres. Une jeune fille raconte : « *Mon père est vieux. Quand l'eau est venue, il fallait évacuer nos choses en même temps l'évacuer également. Après, il ne pouvait pas revenir au champ, et depuis, nous vivons grâce à l'aide des ONG et ce qu'on nous donne un peu* ». ¹⁷⁸ Ainsi, ces situations de dépendance renforcent leur vulnérabilité économique et sociale.

2- Vulnérabilités liées aux statuts socio-économiques et à la localisation spatiale

Au-delà des caractéristiques démographiques, les vulnérabilités des populations de Yagoua sont aussi liées à leur statut socio-économique et leur localisation géographique : deux facteurs qui déterminent à la fois leur exposition aux inondations et leur capacité à y faire face.

2-1- Activité professionnelle et niveau de revenu : une exposition économique différenciée

Les professions exercées déterminent le degré de vulnérabilité face aux inondations. Les agriculteurs et pêcheurs sont directement affectés par la destruction des cultures, du bétail et des installations de pêche, entraînant une perte immédiate de revenus et de sécurité alimentaire. Un agriculteur témoigne : « *Toute ma récolte a été emportée par l'eau, je n'ai plus rien pour*

176-UNICEF. Flash Update sur les inondations au Cameroun, Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, 2024. p5.

177-Entretien avec chef de quartier, goboissou le 07/07/2025

178-Entretien avec une habitante, Yagoua le 07/07/2025

nourrir ma famille et payer l'école de mes enfants ». ¹⁷⁹ Les commerçants et ceux du secteur informel, subissent aussi une forte vulnérabilité économique. Leurs points de vente et stocks inondés interrompent leurs activités génératrices. Saidou SOUKEY témoigne : « *Toutes les choses étaient inondées, je manque de mots pour t'expliquer* », reflétant le degré de pertes subies

Toutefois, certaines professions sont moins directement affectées. Un habitant de Goboissou, chauffeur de ben, affirme : « *Moi je n'ai eu de soucis qu'au niveau des routes qui étaient devenues impraticables. Sinon, en termes de perte, comme je suis chauffeur, je n'ai rien perdu* ». ¹⁸⁰ Ce témoignage met en lumière une différenciation professionnelle de la vulnérabilité : si les activités liées à la terre et au commerce de biens matériels sont détruites, d'autres activités de service connaissent juste des perturbations temporaires. Cette situation se double d'une stratification par niveau de revenu. Les familles pauvres ne disposant pas de ressources suffisantes pour se reconstruire, acquérir des biens nécessaires, accéder à des services après la catastrophe se retrouvent dans un cycle de vulnérabilité où chaque inondation aggrave leur précarité. Par contre, les familles aisées disposant d'une marge de manœuvre : épargne, accès au crédit, possibilité de relocalisation temporaire qui, bien qu'elles restent affectées par la perte de leurs biens, leur permet une récupération rapide et une résilience accrue.

2-2- Localisation géographique : une géographie sociale de l'exposition

La vulnérabilité varie aussi selon la situation spatiale. Les quartiers bas et zones inondables tels que Danayré, Goboissou, Djebeitsou sont les plus exposés, subissant chaque année les mêmes dommages. Les habitants sont contraints de rester dans des abris précaires ou d'être entassés dans des cases avec plusieurs familles. À l'inverse, les zones légèrement surélevées subissent moins, mais sont néanmoins affectées par les ruptures d'accès aux marchés, écoles et services de santé. La vulnérabilité s'y manifeste non par la submersion directe, mais par l'isolement et la désorganisation des services urbains. Cette différenciation spatiale crée une hiérarchie territoriale de la vulnérabilité, où certains quartiers cumulent exposition physique et précarité économique, tandis que d'autres bénéficient d'une protection relative liée à leur topographie. La localisation physique constitue ainsi un facteur majeur dans la vulnérabilité aux catastrophes en interaction avec les ressources et les réseaux sociaux disponibles.

Ce chapitre a mis en évidence les causes, manifestations, perceptions de la vulnérabilité des populations de Yagoua face aux inondations. Les facteurs naturels et anthropiques interagissent pour créer des conditions favorables aux inondations, qui se traduisent par la

179-Entretien avec un agriculteur, résidant au quartier Goboissou à Yagoua le 07/07/2025.

180-Entretien avec Domossiyou, résidant du quartier goboissou à Yagoua, le 07/07/2025.

destruction des maisons, la perte de biens matériels, la perturbation des activités économiques, ainsi que par des tensions sociales. Les perceptions locales révèlent une conscience aiguë de la multi-causalité du phénomène : les populations associent intensification des pluies et défaillances institutionnelles à leur exposition au risque. Les impacts sur les conditions de vie, sanitaires, alimentaires et éducatives montrent la gravité et la multi dimensionnalité des effets du phénomène. Cette vulnérabilité n'affecte pas toutes les populations de la même manière : elle se différencie selon le genre, l'âge, l'activité professionnelle et la localisation géographique. Le vécu quotidien et les perceptions de la vulnérabilité, entre anxiété et sentiment d'abandon institutionnel, soulignent que les risques ne sont pas seulement objectifs, mais construits socialement à travers l'expérience et les représentations des populations.

Cette première partie a établi le cadre d'analyse du phénomène en articulant l'échelle nationale et l'échelle locale. Le premier chapitre a mis en avant un paradoxe : malgré un cadre juridique et institutionnel élaboré au Cameroun, la vulnérabilité des populations exposées demeure élevée. Le second chapitre, a démontré que les inondations résultent d'une interaction entre facteurs naturels et anthropiques. Les manifestations sont multidimensionnelles : destruction du bâti, perturbations économiques, dégradation sanitaire, ruptures scolaires, tensions sociales. Nous avons mis aussi en lumière les perceptions qu'ont les populations de leur vulnérabilité et surtout, cette vulnérabilité se distribue de manière socialement différenciée : femmes, enfants, personnes âgées, agriculteurs, commerçants informels et habitants des quartiers bas cumulent exposition et faible résilience. Toutefois, face à ces crises récurrentes, les populations ne demeurent pas passives. Elles développent des stratégies d'adaptation, mobilisent des ressources locales et tissent des solidarités. Comprendre comment les acteurs locaux, ménages, associations, autorités communautaires et administratives passent de la vulnérabilité subie à la résilience construite constitue l'objet de la deuxième partie. Il s'agit d'analyser les capacités d'adaptation et d'interroger les dynamiques sociales à l'œuvre dans la gestion quotidienne du risque face à un phénomène qui s'inscrit dans le paysage social et territorial de Yagoua.

PARTIE II

DE LA VULNÉRABILITÉ À LA RÉSILIENCE : ANALYSE DES STRATÉGIES D'ADAPTATION ET DES DYNAMIQUES SOCIALES INDUITES PAR LES INONDATIONS À YAGOUA

Les inondations se succèdent au fil des années dans la commune de Yagoua et laissent les populations dans la vulnérabilité. Face à ces crises répétées, les populations ne demeurent pas passives : elles développent des stratégies d'adaptation, mobilisent des ressources locales et réorganisent leurs pratiques quotidiennes. Parallèlement, divers acteurs externes (État, ONG, associations) interviennent également. Cette deuxième partie analyse ces dynamiques d'adaptation et les dynamiques induites par ces inondations sur le tissu social local. Ainsi, le premier chapitre examine les stratégies d'adaptation déployées par les populations locales et les acteurs externes. Le second chapitre analyse les dynamiques sociales induites par les inondations et par ces réponses adaptatives : reconfigurations des rapports sociaux, transformations territoriales, émergence de nouvelles solidarités et évolutions des modes de subsistance. Il s'agit ainsi de comprendre non seulement comment on s'adapte aux inondations à Yagoua, mais aussi ce que ces adaptations font à la société locale. Autrement dit ce que ces actions produisent socialement en termes de résilience, d'inégalités et de recomposition du tissu communautaire.

CHAPITRE III :

ANALYSE DES STRATÉGIES D'ADAPTATION FACE AUX INONDATIONS À YAGOUA

Les populations locales bien qu'exposées à de multiples vulnérabilités, développent des pratiques et savoir-faire visant à réduire les effets des inondations sur leurs conditions de vie. Ces stratégies incluent adaptations individuelles, mécanismes collectifs et mobilisation de savoirs traditionnels, reflétant une capacité de résilience ancrée dans le vécu quotidien. Parallèlement, divers acteurs externes interviennent avec leurs moyens d'action, cherchant à renforcer les capacités locales ou à pallier les défaillances institutionnelles. Ce chapitre analyse ces deux dynamiques d'adaptation en deux temps : les stratégies développées par les populations et ensuite les interventions des acteurs externes.

I-LES STRATÉGIES D'ADAPTATION DES POPULATIONS LOCALES

Les stratégies développées par les populations de Yagoua sont diverses. Elles renvoient à l'ensemble des actions que chaque individu, chaque ménage, chaque communauté met en place pour faire face aux inondations. Dans cette section, nous les mettons en lumière sur trois dimensions : individuelle, collective et traditionnelle. Cette analyse permettra de comprendre comment les populations, malgré leur vulnérabilité, développent des formes de résilience.

1- Les stratégies individuelles

Les habitants de Yagoua développent diverses initiatives personnelles pour surmonter cette épreuve. Ces stratégies mettent en avant une capacité d'adaptation née de l'expérience et de la nécessité de survie.

1-1-Le désir de départ comme adaptation subie face au risque

Les ménages à chaque épisode d'inondations développent de mécanisme de résilience qui parfois ne sont pas durables et d'autres envisagent partir s'il y avait moyen de quitter la zone à risque mais sont contraint de vivre avec ce phénomène. Dans les quartiers les plus exposés comme Danayré, Djebeitsou, Goboissou, la majorité des ménages rencontrés lors de nos enquêtes ont exprimé leur volonté de quitter définitivement la zone. Ce désir de départ, récurrent dans les discours, ne relève pas d'un choix stratégique mais d'une aspiration contrariée par des contraintes économiques. Comme l'a confié un habitant de Goboissou : « *Si j'avais les*

moyens, je serais parti depuis longtemps. Mais on reste ici parce qu'on n'a pas le choix. »¹⁸¹ Cette déclaration, reprise sous diverses formes par plusieurs enquêtés, illustre une stratégie d'adaptation paradoxale : l'intention de fuir le risque est présente, mais l'impossibilité matérielle de la mettre en œuvre transforme cette stratégie en une forme de résignation. Ce phénomène est bien souligné dans les contextes de vulnérabilité urbaine en Afrique subsaharienne, où les populations exposées aux aléas naturels développent des stratégies dites « négatives » ou « contraintes », faute de ressources pour adopter des mesures plus efficaces ou durables. Le maintien dans des zones à risque, malgré la conscience du danger, devient ainsi une forme d'adaptation subie, révélatrice de la précarité des ménages.

Nos enquêtes montrent que cette résignation s'accompagne parfois d'un sentiment d'abandon par les autorités locales, accusées de ne pas proposer de solutions de relocalisation ou d'aménagement. Un chef de famille, sinistré du camp OURO DABA du quartier Danayré, a déclaré lors d'un entretien de groupe : *« On nous dit de partir, mais partir où ? Personne ne nous aide. Alors on reste et on prie que l'eau ne vienne pas trop fort. Même là où nous sommes actuellement, on n'est pas à l'abri. »* Ce type de témoignage, qui était récurrent lors de nos différents entretiens, met en lumière l'absence de dispositifs d'accompagnement, renforçant la perception d'une adaptation solitaire et désespérée. Dans ce contexte, le départ envisagé devient une stratégie latente, suspendue à une hypothétique amélioration des conditions économiques. Il ne s'agit donc pas d'un choix libre, mais d'un indicateur de la vulnérabilité sociale, où l'adaptation se traduit par un immobilisme forcé. À Yagoua, l'impossibilité de partir prouve donc comment la pauvreté enferme certaines populations dans l'exposition au risque.

1-2- Bricolages résidentiels : entre inventivité et précarité

Face à l'impossibilité de quitter les zones à risques et parfois, en raison de l'attachement aux terrains ancestraux, comme le soulignent certains enquêtés, certains développent des formes d'adaptation matérielle fondées sur le bricolage et l'usage de ressources locales. Ces pratiques, bien que rudimentaires, prouvent une inventivité contrainte destinée à limiter les dégâts causés par les inondations.

1-2-1- Fabrication artisanale de briques de terre cuites

La fabrication artisanale de briques de terre cuites constitue une réponse récurrente. Cette stratégie utilisée par certaines familles dans la commune de Yagoua s'inscrit d'abord dans une logique d'adaptation : face à un sol argileux et latéritique, aux manques de ressources

181-Entretien avec un habitant de Goboissou au nom de Domoissou le 07/07/2025.

financières et à l'impossibilité d'accéder à des matériaux de construction plus onéreux, certains exploitent ces matériaux pour leurs habitations. Cette forme d'auto-prise en charge met en lumière une résilience matérielle qui mobilise les savoirs locaux et les ressources disponibles.

Toutefois, il convient de souligner que d'une part, bien qu'elle constitue une réponse pragmatique aux aléas pour certains habitants, cette pratique d'autre part qui consiste à creuser des fosses ou des trous de production de briques, dans un environnement caractérisé par un relief essentiellement plat et un climat de fortes précipitations, peut contribuer indirectement à augmenter la vulnérabilité locale aux inondations. En effet, ces excavations lorsqu'elles ne sont pas comblées avant la saison des pluies, elles créent des dépressions temporaires ou des zones de faible perméabilité, altérant l'écoulement des eaux de surface. Elles augmentent ainsi la stagnation et provoquent des concentrations d'eau qui, en contexte de fortes pluies, aggravent le ruissellement dans les habitations proches. En fait, nous soulignons cet aspect, pas pour poser que les populations sont responsables des inondations, mais de mettre en lumière qu'une stratégie d'adaptation précisément parce qu'elle s'inscrit dans un cadre de moyens réduits et sans accompagnement technique ou institutionnel ou du moins sans sensibilisation peut comporter un effet pervers non anticipé dans le système global de gestion des eaux. Autrement dit, l'acte de production de briques est simultanément un acte d'adaptation et une source de fragilité supplémentaire, du fait d'insuffisance de cadre de régulation. A cet effet, la fabrication artisanale de briques de terre cuites reflète l'ingéniosité locale face aux contraintes.

1-2-2- Utilisation de sacs de sable comme barrières

Une autre stratégie courante consiste à remplir des sacs vides de sable pour créer des barrières devant les habitations ou sur les routes. Ces sacs, parfois récupérés sur les marchés ou auprès de commerçants, sont empilés à l'entrée des maisons pour tenter de dévier ou ralentir l'eau. Comme l'a confié un jeune homme du quartier Danayré : « *On met les sacs de sable, ça empêche un peu l'eau d'entrer. Mais quand la pluie est forte, ça ne sert plus à rien* ». ¹⁸²Ce témoignage met en évidence à la fois l'ingéniosité des habitants et les limites de ces dispositifs face à des inondations de grande ampleur. Elles mettent en avant aussi une forme de résilience silencieuse, où les habitants mobilisent leur savoir-faire et leurs réseaux locaux pour survivre dans un environnement hostile. Ces mécanismes sont le reflet d'une adaptation en contexte de précarité, où l'absence de moyens transforme la résilience en bricolage, et où l'ingéniosité locale ne suffit pas à compenser les défaillances structurelles.

¹⁸²-Entretien avec un habitant le 26/06/2025.

1-3- Pratiques de survie et dispositifs d'autoprotection : résilience quotidienne et gestion domestique du risque

Dans les quartiers constamment confrontés aux inondations les pratiques de survie et d'autoprotection constituent une réponse immédiate et pragmatique. Cela reflète une résilience fondée sur l'expérience, la mémoire du risque et l'ingéniosité locale. Elles ne relèvent pas d'un plan concerté, mais d'une série d'actions fragmentées, adaptatives et souvent improvisées, visant à préserver l'intégrité physique des habitants et de leurs biens.

1-3-1- Mise en hauteur des objets domestiques et évacuation de l'eau

Parmi les pratiques les plus répandues figure la mise en hauteur des objets domestiques dès les premières pluies. Les familles surélèvent les lits, les ustensiles de cuisine, les documents essentiels et les denrées alimentaires à l'aide de briques, de pierres ou de meubles empilés. Une maman sinistrée, habitante du camp OURO DABA témoigne : « *Dès que la saison pluvieuse commence, surtout vers le mois d'août à septembre, on commence à tout monter. On sait que l'eau peut arriver vite et à tout moment, alors on ne dort plus tranquille pendant la saison pluvieuse.* »¹⁸³ Cette vigilance constante, qui perturbe les rythmes de vie et le sommeil en période des fortes précipitations, témoigne d'une forme d'adaptation anticipative fondée sur la mémoire des épisodes précédents.

Par ailleurs, d'autres ménages creusent des petites rigoles autour de leurs maisons pour tenter de canaliser l'eau et l'évacuer. Ces rigoles, peu profondes et instables, sont entretenues manuellement et modifiées selon les besoins. Un jeune homme explique : « *On creuse une petite rigole comme voie d'évacuation avec la houe, on essaie de faire partir l'eau vers la route. Mais parfois, ça revient quand la pluie est trop forte.* »¹⁸⁴ Cela témoigne d'une tentative de maîtrise du flux hydrique à l'échelle domestique, dans un contexte d'absence totale d'aménagements urbains. Ces pratiques de survie loin d'être des simples réponses techniques sont des expressions d'une culture du risque profondément ancrée. Elles reflètent une bonne connaissance du territoire, une capacité à anticiper les signes avant-coureurs, et une adaptation constante aux évolutions du climat. Toutefois, elles restent limitées par l'absence de moyens, la fatigue physique et le stress psychologique qu'elles génèrent. Comme le souligne Samuel RUFAT, la résilience ne doit pas être confondue avec la capacité à supporter l'inacceptable¹⁸⁵.

183-Entretien de groupe, camp sinistré ouro daba, le 26/06/2025.

184-Entretien avec ALAIN, quartier GOBOISSOU, le 29.06.2025.

185-Samuel RUFAT, « Towards a Social and Spatial Risk Perception Framework », *Cybergeo: European Journal of Geography*, document 725, 2015.

1-3-2- Réorganisation de l'espace domestique

La réorganisation de l'espace domestique constitue aussi une autre forme stratégie d'adaptation pour certains ménages. Face à la récurrence des inondations, certains habitants ne se contentent pas de protéger ponctuellement leurs biens : ils réaménagent leur environnement immédiat, modifient la configuration de leurs habitations et réinventent les usages de l'espace pour mieux faire face aux aléas. Certains ménages vont plus loin en modifiant la structure même de leur habitat. Des murs sont déplacés, des ouvertures sont bouchées ou créées, et des plateformes en terre battue sont construites à l'intérieur des maisons pour surélever les zones sensibles. Ces micro-aménagements, réalisés sans soutien technique, témoignent d'une ingénierie populaire. Comme le souligne un enquêté : « *Tu vois comment j'ai reconstruit ma maison ici, les inondations passées ont détruit. J'ai changé de position parce que l'entrée était de l'autre côté [pointant le doigt vers l'endroit]. Dès que la pluie vient, ça entre automatiquement. Maintenant j'ai réaménagé pour voir.* »¹⁸⁶ Ces dispositifs d'autoprotection mettent en lumière une tension entre autonomie et abandon : les habitants développent des stratégies à leur échelle, mais leur exposition persistante au risque renforce leur vulnérabilité. Leur résilience devient ainsi une lutte quotidienne, où la survie dépend de la capacité à improviser, à s'entraider et à résister.

1-4- Adaptations liées aux cultures et autres activités économiques

Les inondations ne perturbent pas uniquement l'habitat et la vie domestique : elles impactent les moyens de subsistance des ménages, contraignant les populations à réorganiser leurs activités économiques pour survivre. Dans les zones agricoles périurbaines, les producteurs développent des stratégies de contournement face à la submersion des champs. Certains adoptent des cultures à cycle court ou résistantes à l'humidité, comme le riz ou le sorgho, pour limiter les pertes en cas de crue.

Dans les quartiers urbains, les petits commerçants réorganisent leurs activités en fonction des saisons. Cela constitue une forme d'adaptation économique. La diversification des revenus est également une stratégie clé. Face à l'incertitude liée aux inondations, d'autres ménages combinent plusieurs activités : agriculture, petit commerce, transport informel, travaux journaliers. Cette pluriactivité permet de compenser les pertes dans un secteur par des gains dans un autre. Comme le souligne un jeune moto-taximan : « *Quand la pluie est venue, ça a détruit toutes nos cultures. Je fais comme ça la moto. Ça m'aide à tenir avec ma famille.*

¹⁸⁶-Entretien avec DOMOISSOU au quartier de Gobéissou le 07/07/2025.

»¹⁸⁷ Par ailleurs, certaines familles développent des formes d'épargne ou de stockage préventif. Des vivres sont conservés dans des sacs étanches ou dans des magasins pouvant résister aux inondations. Ces pratiques montrent ainsi une capacité à planifier dans l'incertitude, et à mobiliser les ressources disponibles pour limiter les impacts économiques des crues. Néanmoins, il est crucial de préciser que ces adaptations demeurent limitées par la précarité des ménages, l'absence de soutien institutionnel et la saturation des réseaux informels. Elles reflètent une résilience économique fondée sur la débrouillardise dans l'optique de survivre.

2- Stratégies collectives et communautaires : solidarités et organisation locale

Cette crise n'a pas uniquement suscité des réponses individuelles ; elles ont mobilisé des dynamiques collectives qui mettent en lumière la force du lien social et culturel au sein des communautés locales de Yagoua. Elles se déclinent à travers deux dimensions majeures : d'une part, les actions de solidarité et d'entraide, qui révèlent la capacité des populations à se soutenir mutuellement en période de crise ; et d'autre part, l'organisation coutumière et religieuse, qui structure la cohésion et renforce la résilience morale et spirituelle des sinistrés.

2-1- Actions de solidarité et d'entraide : entre soutien mutuel et contraintes matérielles

Les crues à Yagoua ont révélé des dynamiques sociales où la solidarité, bien qu'entravée par la précarité, demeure un levier d'adaptation. Cette solidarité ne se manifeste pas de manière uniforme : elle oscille entre entraide spontanée, soutien religieux et résignation individuelle.

2-1-1- Entraide matérielle et solidarité de proximité

Dans les témoignages de nos enquêtes de terrain, il est constaté que dans les quartiers les plus touchés, des formes d'entraide informelle émergent dès les premières heures des inondations. Les populations se mobilisent spontanément pour prêter assistance aux plus touchés. Des familles éloignées ou du moins non touchées par le phénomène hébergent temporairement des proches ou des voisins sinistrés, partageant vivres, abris et vêtements. Ces gestes, bien que modestes, reflètent une résilience sociale fondée sur la proximité. Cette dynamique de solidarité familiale et de voisinage rejoint les constats de la Croix-Rouge camerounaise, qui souligne que « *les communautés locales constituent la première ligne de réponse humanitaire* »¹⁸⁸. Le cadre de la mairie de Yagoua, LAW DOMO, rapporte : « *Les villageois, il faut noter que malgré leur condition et extrême pauvreté, certains font preuve d'une solidarité à ne pas négliger.* »¹⁸⁹

187-Entretien avec un habitant de Yagoua, moto taxi-man, le 26/06/2026.

188-Croix-Rouge Camerounaise. Rapport annuel d'activités humanitaires au Cameroun. Yaoundé : CRC. 2021.

189-Entretien avec Abel LAW DOMO, Chef service social et culturel/cadre chargé des affaires des communauté, mairie de Yagoua, le 26.06.2025.

2-1-2- Soutien mutuel dans l'évacuation

Au-delà du partage de ressources, l'entraide se manifeste aussi dans des actions pratiques : aide à l'évacuation des biens, mise à disposition de pirogues pour franchir les zones inondées, coups de main dans différentes activités liées au phénomène. Les villageois s'organisent pour porter les affaires et évacuer les enfants, ou encore construire des diguettes artisanales avec des sacs de sable. Comme l'ont confirmé certaines autorités et acteurs de la société civile rencontrés sur le terrain : « *Malgré leurs moyens limités, les villageois trouvent toujours une façon de s'entraider* »¹⁹⁰. De ce fait, ces pratiques s'inscrivent dans une logique de survie collective où chaque geste contribue au maintien de la cohésion sociale. Cependant, nos différents entretiens mettent en avant une pluralité de discours. Plusieurs habitants affirment que la solidarité existe, mais qu'elle reste conditionnée par les capacités matérielles de chacun. D'autres insistent sur le fait que « *chacun se bat comme il peut* », mettant en avant la formule « *chacun pour soi, Dieu pour tous* »¹⁹¹ comme reflet de la réalité quotidienne.

Par ailleurs, le secrétaire de la sous-préfecture confirme cette dualité : « *Le niveau économique très limité des villageois ne leur permet pas toujours de se soutenir suffisamment, mais dans la mesure du possible, certains le font et d'autres continuent de se battre.* »¹⁹² de ce fait, la solidarité est vécue à la fois comme une obligation sociale et comme une ressource collective indispensable, même dans un contexte de pauvreté presque généralisée.

2-2- Organisation coutumière et religieuse : encadrement local et réconfort spirituel

Au-delà de l'entraide matérielle, les populations de Yagoua s'appuient sur leurs structures coutumières et religieuses pour renforcer leur cohésion et traverser les épreuves. Ces institutions locales jouent un rôle de médiation, de mobilisation et de réconfort.

2-2-1- Encadrement coutumier et initiatives des chefs de quartier

Les chefs de quartier apparaissent comme des figures de référence dans la gestion des inondations. Certains, comme les chefs de quartier de Danayré et de Goboissou, affirment avoir sensibilisé leurs populations aux risques liés aux crues, notamment sur les comportements à adopter. Ils organisent des réunions communautaires et encouragent la mise en place de dispositifs simples comme des sacs remplis de sable pour contenir l'eau aux abords des quartiers. Le chef traditionnel de DANAYRÉ, Saidou SOUKEY témoigne :

Nous, en tant que chef, même quand on ne nous paye pas, on se sent obligés parfois d'accompagner nos populations sinistrées en les sensibilisant, moi je suis musulman,

190-Entretien avec Abel LAWA DOMO, Yagoua le 26/06/2025.

191-Entretien avec Alain, quartier Goboissou, le 29/06/2025.

192-Entretien avec le secrétaire de la sous-préfecture, Yagoua le 26/06/2025.

on organise chaque fois des prières en faveur de nos frères afin qu'Allah les réconforte, c'est tout ce que nous pouvons faire seulement à notre niveau. tu sais, chez nous les musulmans, ont dit toujours que tout ce qu'Allah fait est bon mon fils. Malgré tout, ça il faut vraiment que l'Etat nous regarde, comme par exemple, on entend seulement que le Ngomna a envoyé les dons, on ne sait même pas comment ça se passe, les gens qui viennent faire le recensement sont loin de connaître nos réalités, c'est des gens qui ne sont même pas du quartier, on nous ignore, nous qui sommes proches de nos populations et les populations nous accusent parfois de détournement comme si c'est nous qui gérons ça. En tout cas, tu sais mon fils, on se débrouille à notre niveau, comme tu me vois comme ça au marché ici en train de faire ce petit commerce en tant que chef du quartier, c'est pour subvenir aux besoins de ma famille et moi je ne peux soutenir mes populations qu'avec les prières¹⁹³.

Ce témoignage du chef, investis d'une légitimité coutumière et religieuse, organisent des prières collectives à la mosquée pour implorer Allah face aux inondations afin de remonter le moral de leurs populations malgré leur condition de ressources modestes. Cela renforce la cohésion et permet aux fidèles de trouver consolation dans une perspective spirituelle. De ce fait, la prière, au-delà de son aspect religieux, devient ainsi un espace de solidarité symbolique et morale, où les victimes se sentent soutenues par leur communauté.

2-2-2- Soutien religieux et communautaire

Les groupes religieux ont joué un rôle crucial dans le soutien moral et matériel aux sinistrés. De ce fait, la religion est vue comme pilier de résilience psychologique. Dans certains quartiers, des imams musulmans ont organisé des prières à la mosquée, invoquant la protection divine pour les habitants, comme témoigne ci-haut le chef de quartier Danayré. Cela participe à la construction d'un sens collectif face à l'épreuve et renforcent les liens entre les membres de la communauté. Par ailleurs, les Églises chrétiennes de Yagoua, et particulièrement l'Église catholique, ont également apporté un appui moral et spirituel aux sinistrés. Des victimes interrogées affirment avoir reçu pendant plus de cinq mois le soutien des fidèles, qui chaque dimanche organisait des séances de prière à leur intention. Un catéchiste de la paroisse Saint Paul de Yagoua, lors de notre entretien, a mis en avant le rôle de la communauté chrétienne dans le réconfort et l'espérance des familles affectées en disant : « *La prière était un moment de réconfort, où les victimes pouvaient exprimer leur douleur et retrouver un peu d'espoir.* »¹⁹⁴

De ce fait, ces pratiques spirituelles, loin d'être anecdotiques, contribuent à restaurer l'espoir et à maintenir une cohésion dans les moments de détresse. Ces initiatives sont soutenues par des appels à la solidarité lancés par des figures religieuses nationales, à l'instar de

193-Entretien avec Saidou SOUKEY, Chef du quartier Danayré, marché central de Yagoua, le 07/07/2025.

194-Entretien avec un catéchiste, Yagoua le 27/06/2025.

Monseigneur Samuel KLEDA, archevêque de Douala, qui a mobilisé les fidèles pour venir en aide aux sinistrés de Yagoua¹⁹⁵. A cet effet, l'organisation coutumière et religieuse ne se limite pas à la sphère spirituelle et matérielle : elle structure des pratiques sociales, fédère les populations et entretient un sentiment d'unité indispensable en période de catastrophe. Ces dimensions symboliques sont incontournables pour comprendre les logiques d'adaptation. Comme le souligne Olivier NYSENS, « *la gestion du risque ne peut être dissociée des croyances locales, qui orientent les pratiques et les perceptions du danger* »¹⁹⁶. Au-delà des dynamiques collectives, certaines réponses s'enracinent dans des pratiques ancestrales.

3- Stratégies traditionnelles et savoirs endogènes : transmission culturelle et adaptation environnementale

En réponse à ces catastrophes, certaines populations locales développent des savoirs et des pratiques endogènes incontournables qui permettent d'adapter leur environnement, de sécuriser leurs habitations et de préserver leurs activités économiques.

3-1- Savoirs agricoles adaptés : sélection variétale et polyculture

Les agriculteurs, continuellement confrontés à la perte de leurs cultures, développent progressivement des techniques traditionnelles pour limiter les pertes et sécuriser les récoltes. A cet égard, ils privilégient des variétés de mil, riz, maïs, sorgho et niébé adaptées aux sols hydromorphes et aux périodes d'inondation. Selon les enquêtés, certaines variétés de mil sont semées plus tard dans la saison afin d'éviter les inondations précoces¹⁹⁷. Ce savoir local sur le calendrier agricole montre une bonne connaissance du rythme des pluies, transmise de génération en génération. De plus, ils font recours à des techniques de drainage traditionnel, consistant à creuser de petits canaux pour évacuer l'eau des parcelles. Ces pratiques sont observables dans presque tous les champs à Yagoua. Elles révèlent ainsi une capacité d'adaptation locale remarquable aux aléas climatiques.

Par ailleurs, la polyculture quant à elle consiste à associer plusieurs cultures dans un même champ ou sur des parcelles différentes afin de réduire les risques liés aux aléas climatiques. Elle est l'une des principales stratégies d'adaptation mises en avant par les populations rurales de Yagoua. Lors d'un entretien collectif au camp de sinistrés, plusieurs participants ont témoigné que pour éviter la perte totale des récoltes, ils diversifient leurs

195-Mgr Samuel KLEDA, « Appel à la solidarité pour les victimes des inondations à Yagoua », Actu Cameroun, 25 septembre 2024. <https://actucameroun.com/2024/09/25/mgr-samuel-kleda-lance-un-appel-a-la-solidarite-pour-les-victimes-des-inondations-a-yagoua>, consulté le 25/08/2025.

196-Olivier NYSENS, *Risques et croyances en Afrique : entre fatalisme et résilience*, Paris, Karthala, 2019. p. 87.

197-Entretien de groupe avec les sinistrés, Ouro Daba, Yagoua le 26/06/2025.

productions. Concrètement, certains cultivateurs intègrent le niébé ou le soja à l'intérieur d'un champ de maïs, tandis que d'autres associent l'arachide et le niébé en alternance. D'autres encore complètent leurs parcelles avec du riz, une culture relativement résistante aux excès d'eau, afin d'assurer un minimum de récolte en cas de sinistre. Cette stratégie s'inscrit dans une tradition agricole africaine où la polyculture a été considérée comme un moyen de réduire les risques liés aux incertitudes climatiques. Cependant, nos données issues des entretiens relèvent néanmoins quelques inégalités dans la mise en œuvre de cette pratique. Certains paysans ne disposent pas de suffisamment de terres ou de moyens financiers pour diversifier leurs cultures. Comme l'a exprimé un participant : « *Nous n'avons pas assez de champs pour faire plusieurs cultures, donc nous mettons ce que nous avons, et après, tout dépend de Dieu.* »¹⁹⁸ Ce témoignage montre que la capacité à innover ou à diversifier dépend des ressources disponibles. Bien que cette technique apparaisse pour certains agriculteurs comme une stratégie de réduction de vulnérabilité, toutefois, elle ne supprime pas le risque d'inondation, mais contribue à réduire l'ampleur des pertes et à maintenir un minimum de sécurité alimentaire.

3-2- Savoirs architecturaux et aménagement de l'espace

Les populations locales adaptent également leur habitat et l'organisation de leur espace pour réduire les impacts des inondations.

À Yagoua, ceux ne disposant pas d'assez de moyens pour construire leurs habitations avec une fondation solide, font usage des techniques traditionnelles, généralement sur des plateformes légèrement surélevées, en utilisant la terre battue (communément appelée potopoto) et des matériaux locaux adaptés à la saison des pluies. Bien que peu résistantes, cela permet de minimiser l'impact du phénomène et limite l'infiltration des eaux dans les habitations. Au niveau des quartiers les plus exposés, les populations organisent l'espace en fonction de leurs moyens de manière à canaliser les eaux. Certains lieux favorables aux crues et les espaces communautaires sont aménagés ; parfois, des rigoles sont creusées pour permettre l'écoulement des eaux, et les habitations sont disposées à limiter les dégâts en cas de débordement.

¹⁹⁸-Entretien de groupe avec les sinistrés, OURO DABA, Yagoua le 26/06/2025.

II- LES STRATÉGIES DES ACTEURS EXTERNES : ÉTAT, ONG ET ASSOCIATIONS COMMUNAUTAIRES

L'ampleur et la persistance des inondations dans la commune de Yagoua sont au-dessus de la capacité d'action individuelle des ménages et des communautés. Face à cette réalité, divers acteurs externes interviennent dans la gestion et dans la mise en œuvre des stratégies d'adaptation. Ce sont, l'État à travers ses institutions stratégiques, les organisations non gouvernementales (ONG), les associations communautaires, y compris des institutions internationales. Ces acteurs se déploient dans l'optique d'accompagner les populations locales et renforcer la résilience du territoire dans son ensemble. Ainsi, cette partie analyse les stratégies mises en œuvre par ces différents acteurs à Yagoua. Il est question de mettre en lumière la place des acteurs extérieurs dans le processus de résilience collective.

1- Les stratégies des acteurs étatiques : entre volonté institutionnelle et défaillances opérationnelles

Les crises hydrologiques rappellent la responsabilité première de l'État dans la protection des populations et la gestion des catastrophes. Garant de la sécurité collective, il intervient à travers des politiques nationales, la mobilisation des services déconcentrés et l'appui aux collectivités locales. La gestion des risques d'inondation apparaît dès lors comme un espace d'articulation entre normes institutionnelles et dynamiques communautaires.

1-1-Interventions des administrations centrales et déconcentrées : décalage entre intentions et réalité

Le cadre institutionnel camerounais prévoit la mise en œuvre de plans de gestion des catastrophes, la construction d'infrastructures de protection (digues, canaux de drainage) et la sensibilisation des populations à travers les services météorologiques et les délégations régionales de la protection civile. La Stratégie Nationale de Gestion des Risques de Catastrophes prévoit que l'État, à travers ses administrations centrales et déconcentrées, a pour mission de développer des outils d'alerte précoce, de renforcer les digues de protection et de sensibiliser les populations sur les comportements à adopter en cas de catastrophe¹⁹⁹. Dans cette logique, de nombreuses initiatives ont été mises en place au niveau national et régional. Le MINAT coordonne, via ses services déconcentrés, des plans départementaux de prévention et de gestion des risques à travers la direction de la protection civile. Par ailleurs, un bureau de

199-République du Cameroun, Stratégie nationale de gestion des risques de catastrophes au Cameroun, Yaoundé, MINATD, 2012, p. 14.

prévision météorologique existe à Yagoua, censé fournir des informations régulières sur les prévisions climatiques et alerter les communautés locales.

Cependant, les entretiens et observations de terrain mettent en lumière un décalage profond entre les intentions affichées et la réalité vécue par les populations. Les digues existantes, comme celle du Logone, sont jugées insuffisantes pour contenir les crues. Un habitant de Goboissou rapporte : « *Le problème ici, il n'y a pas les digues ; s'il y en avait, nous ne devrions pas souffrir. Si l'État pouvait construire les digues seulement ici. Chaque saison des pluies, nous vivons dans la peur que l'eau emporte nos maisons.* »²⁰⁰ Le bureau de prévision météorologique, qui devrait jouer un rôle central dans l'alerte précoce, reste largement inopérant. Une habitante, après s'être rendue à plusieurs reprises dans leur bureau sans suite, confie : « *Leur bureau est toujours fermé. Sincèrement nous, on n'a jamais été informés de quoi que ce soit* ». Ce témoignage reflète une insuffisance des dispositifs institutionnels prévus et leur efficacité réelle sur le terrain²⁰¹. Cette défaillance est également reconnue par certains acteurs administratifs. Le secrétaire du sous-préfet de Yagoua admet les attentes fortes des populations, mais invite celles-ci à la patience : « *Le gouvernement fait son travail. Les populations doivent rester patientes car déjà un espace leur a été attribué pour les sinistrés, et des dons de première nécessité leur ont été remis par l'État et le couple présidentiel.* »²⁰² Ce discours illustre le décalage entre les mesures prévues par l'État et celles exécutées sur le terrain.

1-1-1-Interventions d'urgence et assistance aux sinistrés par l'Etat : une aide ponctuelle

Les interventions d'urgence constituent l'une des réponses les plus visibles de l'État face aux inondations. Il s'agit principalement de la mise à disposition de sites d'accueil temporaires, la distribution de vivres et de produits de première nécessité, ainsi que la mobilisation des services de sécurité et de santé. Le MINAT, en collaboration avec le Programme National d'Urgence et de Relèvement (PNUR) et la Direction de la Protection Civile, a procédé à l'évacuation, la distribution de vivres et le suivi médical des sinistrés. En septembre 2024, les populations de Yagoua ont bénéficié d'un appui humanitaire du couple présidentiel, constitué de dons en vivres, couvertures et matériel de couchage²⁰³. Cette aide a été saluée par les bénéficiaires : « *Nous remercions le couple présidentiel qui avait pensé à nous pendant le*

200-Entretien avec DOMOISSOU, goboissou, le 07/07/2025.

201-Entretien avec une habitante, Yagoua le 07/07/2025.

202-Entretien à la sous-préfecture avec DJAKNA Samuel, Yagoua le 26/06/2025.

203-Cameroon Tribune, « Inondations à Yagoua : le couple présidentiel vole au secours des sinistrés », édition du 14 octobre 2024, consulté sur www.cameroon-tribune.cm. Le 26/08/2025.

moment-là. Grâce à ces dons, nous avons pu surmonter cette épreuve, mais comme c'était le don de première nécessité, c'est déjà fini et nous ne savons pas quoi faire »²⁰⁴.

Cependant, au-delà de ces gestes ponctuels, de nombreux sinistrés expriment un sentiment d'abandon à leur sort, soulignant le caractère temporaire et insuffisant de ces interventions. Un sinistré exprime : *Les dons sont venus, oui, mais après ? Nous vivons toujours dans des mauvaises conditions et on est désespéré. L'État doit nous aider à reconstruire, pas seulement nous donner du riz et des couvertures. Toi-même regarde notre situation, tu vois dans quelle condition on est abandonné ?*

Nos observations de terrain confirment ces propos : abris construits en bâches, manque d'accès à l'eau potable, promiscuité favorisant les maladies hydriques. Ce qui témoigne d'une insuffisance significative des interventions d'urgence qui, bien que nécessaires, ne permettent pas de rétablir durablement les moyens d'existence des victimes. A cet effet, cette divergence de perceptions entre les autorités locales qui rappellent aux sinistrés de supporter malgré leurs conditions précaires et le sentiment d'abandon exprimé par les victimes met en évidence un paradoxe : si l'État déploie des interventions d'urgence, celles-ci apparaissent insuffisantes face à l'ampleur des besoins. Les victimes, reconnaissantes mais critiques, appellent à des solutions qui dépassent l'assistance ponctuelle. Autrement dit, les actions ponctuelles de l'État sont perçues comme symboliques, tandis que les populations continuent d'implorer une intervention plus concrète.

1-1-2-Programmes de relèvement et de reconstruction : des projets structurants mais lents

Plusieurs initiatives ont été mises en œuvre par l'État et ses partenaires pour assurer le relèvement post-inondations. Le Projet d'Urgence de Lutte contre les Inondations (PULCI), mis en œuvre en 2013, financé par la Banque mondiale et coordonné par le MINEPAT en est la preuve. Il a permis la réhabilitation d'environ 70 km de digues sur le Logone (Yagoua-Pouss). Il a permis aussi la réparation de 27 km de barrage à Maga et la remise en état de près de 7 500 hectares de périmètres irrigués de la SEMRY, contribuant à relancer la riziculture et à sécuriser les moyens de subsistance des ménages ruraux²⁰⁵. Dans la continuité, le programme VIVA-LOGONE, lancé en 2021 en remplacement de PULCI, a prévu un Plan d'Action de Réinstallation pour les populations de Yagoua, destiné à protéger durablement les zones habitées contre les crues et à réhabiliter les infrastructures hydrauliques²⁰⁶. Par ailleurs, le Ministère des Travaux Publics (MINTP) a entrepris des chantiers stratégiques pour restaurer la

204-Entretien de groupe avec les sinistrés, OURO DABA, le 26/06/2025.

205-Banque mondiale, Flood Emergency Project Cameroon, 2020, pp. i-ii, 8-10.

206-MINEPAT, Plan d'Action de Réinstallation VIVA-LOGONE, 2021, p. 42.

connectivité, notamment la construction d'un ouvrage provisoire sur la rivière Danay après l'effondrement du pont reliant Yagoua à Kalfou²⁰⁷. Le projet du pont transfrontalier Yagoua-Bongor, déjà réhabilité, illustre également la volonté de renforcer la résilience économique par une meilleure ouverture sur le Tchad.

Image 6: Pont reliant Yagoua et Bongor



Source : Enquête de terrain Benoit MADAGAL le 07/07/2025

Cette image est la preuve effective du pont transfrontalier entre Yagoua et Bongor, symbole d'une adaptation structurelle face aux contraintes environnementales. Autrefois, les échanges transfrontaliers se faisaient sur cet axe en pirogues. Ceux-ci étaient souvent perturbés par les débordements des eaux et les inondations pendant les saisons pluvieuses. Ce nouvel ouvrage facilite désormais la mobilité et les échanges commerciaux, ce qui contribue à la réduction de la vulnérabilité socio-économique liée aux inondations. Malgré ces efforts, les habitants estiment toujours que « *ces travaux tardent à changer concrètement leur quotidien* », et qu'ils continuent de vivre dans des conditions précaires après chaque inondation.

1-2- Interventions des collectivités territoriales décentralisées : proximité et contrainte budgétaire

Les collectivités territoriales décentralisées, de par leur proximité avec les populations locales, sont des acteurs incontournables dans la gestion des risques. Elles mènent principalement leurs actions à travers la planification communale, la mobilisation de ressources locales et l'appui direct aux sinistrés.

207-Invest-Time, « Sotcocog sur le pont Danay à Yagoua », 14 septembre 2024.

1-2-1-Mairie et populations locales : synergie d'intervention

Le Plan Communal de Développement (PCD) de Yagoua, élaboré en 2013 dans le cadre du Programme National de Développement Participatif (PNDP), constitue le principal document stratégique de la commune en matière de gestion des risques. Ce plan identifie la situation géographique de la commune, située sur la plaine du Logone, comme un facteur majeur de vulnérabilité face aux inondations et propose plusieurs axes d'action :

- La délimitation dans le Plan d'Occupation du Sol (POS) des zones à risque ;
- La restauration des sols dégradés ;
- L'utilisation rationnelle de l'espace communal ;
- La mise en œuvre d'un système de gestion intégré de l'espace agro-sylvo-pastoral ;
- La protection des écosystèmes fragiles ;²⁰⁸

Sur le terrain, lors de nos enquêtes, le cadre chargé de communautés nous rapporte que la mise en œuvre de ces mesures mobilise la mairie en coordination avec les chefs traditionnels et les conseillers municipaux, qui relaient l'information auprès des populations locales. Le chef de Goboissou témoigne cette synergie : « *Nous informons les habitants sur les zones à risque et les invitons à participer aux activités à chaque fois qu'on nous dit qu'il y a un projet* ». ²⁰⁹

Par ailleurs, la mairie a également mis en place une initiative consistant à fournir aux populations des sacs vides afin qu'elles les remplissent de sable et les placent au niveau des points d'infiltration, créant ainsi des digues temporaires. Le cadre chargé des affaires des communautés, LAWA DOMO, rapporte :

La commune, malgré ses faibles moyens, a intégré la gestion de risque des inondations. Nous achetons les sacs vides, les populations remplissent les zones favorables aux inondations. D'ailleurs, un budget colossal pour l'entretien de certaines routes détruites a été voté cette année.

208-Plan Communal de Développement de Yagoua, 2013.

209-Entretien avec le chef de quartier de goboissou, Yagoua le 07/07/2025.

L'image ci-après illustre cette action communautaire :

Image 7: Aménagement des routes avec les sacs remplis de sable



Source : Enquête de terrain de Benoit MADAGAL recueillie grâce à un enquêté 07/07/2025.

L'image ci-haut illustre une dynamique de résilience communautaire, où les populations locales, en coopération avec la mairie, mobilisent leurs propres ressources pour ériger une barrière de protection contre les inondations. Au-delà du geste technique, le remplissage des sacs de sable traduit une forme d'action collective solidaire, révélant ainsi la capacité d'auto-organisation face à la vulnérabilité. Ce dispositif matérialise donc une appropriation sociale de la gestion du risque, inscrite dans la continuité des savoirs et pratiques locales.

En plus de ces actions, la commune a entrepris la reconstruction de routes et de ponts détruits. Monsieur Abel LAWA DOMO précise : « *en dehors de ça, nous avons entrepris la reconstruction des routes et des ponts qui sont détruits* »²¹⁰, effectivement, les images ci-dessous illustrent ces propos des actions concrètes de la commune :

²¹⁰-Entretien avec LAWA DOMO Abel, chef service social et culturel/cadre chargé des communautés, le 26/06/2025.

Image 8: Ponts construits par la mairie de Yagoua



Source : Enquête de terrain de Benoît MADAGAL le 29/06/2025

Ces images reflètent les interventions portées par la mairie. Ces ponts visent à renforcer la résilience territoriale face aux inondations. Ils traduisent une fois de plus la volonté des autorités locales de réduire la fragmentation spatiale et de garantir la continuité des échanges économiques et sociaux, symbole d'une gouvernance locale proactive, où l'action s'articule à la fois autour de la prévention des risques et du développement durable des infrastructures. Ils témoignent de l'engagement local qui s'efforce d'agir au plus près des populations, bien que limité par les moyens disponibles et la pauvreté des populations. Toutefois, l'ensemble de ces dispositifs reste partiellement insuffisant face à l'ampleur des vulnérabilités sociales observées. Dans ce contexte, les acteurs de la société civile et les ONG apparaissent comme des relais indispensables. Leurs actions renforcent et compensent les autres faiblesses.

2- Les stratégies des organisations de la société civile (OSC) : appui humanitaire et renforcement des capacités

Les organisations non gouvernementales et les structures communautaires ont joué un rôle significatif dans la résilience des populations de Yagoua. Leur action se décline en trois dimensions principales : l'assistance humanitaire d'urgence, les programmes de relèvement communautaire et le renforcement des capacités locales.

2-1- ONG internationales et nationales : une réponse humanitaire massive

Ces organisations sont intervenues avec des programmes visant à soutenir les victimes

2-1-1-Programmes humanitaires et d'assistance alimentaire

Au lendemain de chaque épisode d'inondation, plusieurs ONG internationales et agences humanitaires ont joué un rôle indispensable dans la survie des populations sinistrées. Les entretiens menés sur le terrain montrent que l'UNICEF, le Programme Alimentaire Mondial (PAM/WFP), Action contre la Faim, Intersos, la Croix-Rouge camerounaise, et bien d'autres

ont été régulièrement cités par les sinistrés et les autorités locales comme des acteurs incontournables de l'urgence humanitaire. Ces organisations se sont mobilisées via un mécanisme d'urgence multisectoriel, déployant des cliniques mobiles, fournissant eau, assainissement, hygiène (EAH) et santé. Action contre la Faim (ACF) à Yagoua a distribué 455 kits EAH et a permis la prise en charge de 380 personnes vulnérables (dont 249 enfants de moins de 5 ans) en octobre 2024²¹¹. L'UNICEF a fourni près de 500 kits EAH, plus de 19 tentes servant d'espaces d'apprentissage temporaires et apporté un appui majeur aux enfants affectés : nutrition, eau potable, assainissement, soutien psychosocial²¹².

Sur le plan alimentaire, le PAM, en réponse aux inondations de 2024, a lancé un programme d'aide alimentaire d'envergure pour 200 000 personnes, incluant distributions de vivres (céréales, huile, sel), compléments nutritionnels et assistance en argent. Un financement de 1 million USD de la Banque Africaine de Développement (BAD) a été mobilisé pour renforcer la logistique du PAM et toucher 42 000 personnes supplémentaires dans la région²¹³. Les populations ont manifesté leur gratitude profonde à l'endroit de ces organisations. Une maman sinistrée témoigne :

*Grâce à PAM, nous avons pu tenir jusqu'à ce niveau : il nous a distribué, chaque famille a reçu plus de 3 sacs de riz de 50 kg, l'huile, les savons, je ne peux pas tout citer. Ce n'est même pas seulement à nous qui sommes touchés qu'il a distribué, c'est à toutes les populations de Yagoua. On manque de mots pour remercier cette femme de PAM, nous prions que Dieu lui donne longue vie.*²¹⁴

Ces propos témoignent ainsi les actions considérables du PAM à l'endroit des populations. D'autres enquêtées ont exprimé leur gratitude avec des mots forts : « *Grâce à l'UNICEF, ACF, nos enfants ont pu continuer l'école* », ou encore « *Sans les vivres du PAM, nous ne tiendrions pas* ». Le secrétaire de la sous-préfecture a également confirmé ce rôle vital des ONG : « *Il y a les ONG, il y a la Croix-Rouge, qui œuvrent pour les inondations : PAM, UNICEF, PUBLIC CONCERN, INTERSOS, ASGARA, CODAS-CARITAS, ont beaucoup soutenu* ».²¹⁵ De ce fait, ces interventions ont permis la continuité de la survie des sinistrés, malgré la temporisation et l'intermittence de leurs actions. Elles soulignent l'importance des réseaux de solidarité étendus, au-delà de l'État, pour créer une résilience sociale viable.

211-Action contre la Faim. Inondations au Cameroun, l'Extrême-Nord se noie (Rapport OCHA)2024.

212-UNICEF.Emergencies Cameroon. Réponse aux inondations.2024. Consulté sur : unicef.org/cameroon/emergencies, consulté le 28/08/2025.

213-World Food Programme. WFP responds to severe flooding in Cameroon that affects over 400,000 people.2024.

214-Entretien avec les sinistrés de OURO Daba, le 26/06/2025.

215-Entretien avec le secrétaire du sous-préfets Samuel DJAFSIA, le 26/06/2025.

2-1-2-Actions de reconstruction et de relèvement communautaire

Au-delà de l'urgence, les ONG ont mis en œuvre des programmes de relèvement communautaire visant à restaurer les infrastructures et à soutenir la résilience des populations. Ces interventions se concentrent sur la reconstruction durable, le relogement et la reprise des activités économiques. Certaines ONG ont mené un ensemble d'opérations visant à réhabiliter les habitations et infrastructures collectives, distribuant également une assistance financière directe aux ménages les plus vulnérables. Un enquêté affirme : « *La Croix-Rouge nous a beaucoup aidé, d'autres sont venus nous donner de l'argent. Avec cet argent, bien que ce n'est pas suffisant pour tous nos besoins, cela nous a permis de relancer certaines activités. Moi par exemple, c'est avec ça que j'ai reconstruit mes cases ici.* »²¹⁶

Par ailleurs, Action contre la Faim (ACF), en partenariat avec la BAD, a focalisé ses actions sur la relance agricole et la sécurité alimentaire post-crise. Elle a fourni des semences de cultures vivrières adaptées aux conditions locales (niébé, sésame, maïs) et a formé les populations à des techniques agricoles résilientes. Ces programmes agricoles sont complétés par la réhabilitation de points d'eau et forages communautaires, garantissant l'accès à l'eau potable.²¹⁷ En parallèle, l'UNICEF et le PAM ont soutenu le relèvement éducatif et nutritionnel, en particulier pour les enfants déplacés ou affectés par les inondations. Des programmes de soutien scolaire ont été mis en place pour maintenir la scolarité. Ces actions ont participé à la restauration du tissu social et renforcé la résilience psychosociale des familles touchées²¹⁸. La coordination entre les ONG et les autorités locales a été déterminante pour la mise en œuvre de ces projets. Selon le secrétaire de sous-préfecture : « *Toutes ces ONG qui arrivent ici passent par l'administration et c'est l'administration qui donne son accord ou souvent sont accompagnés d'un de nos éléments, puisque c'est le sous-préfet qui coordonne les activités liées à ce point.* »²¹⁹ Il ressort de ce constat que les ONG apportent un soutien visible et structuré que l'État ne peut toujours fournir seul mais reste en coordination pour assurer la survie et le relèvement des populations touchées.

216-Entretien avec DOMOISSOU, habitant du quartier Goboissou chauffeur, le 07/07/2025.

217-Action contre la Faim, Inondations au Cameroun : relèvement et reconstruction dans l'Extrême-Nord, 2024.

218-UNICEF, Rapport d'urgence et relèvement éducatif post-crues à Yagoua, 2024. Disponible en ligne : <https://www.unicef.org/cameroon/reports/cameroon-floods-flash-update> consulté le 28/08/2025.

219-Entretien avec le secrétaire de la sous-préfecture Samuel DJAFSIA, le 26/06/2025.

2-2- La Croix-Rouge : alerte, secours et renforcement des capacités

Elle a été un acteur incontournable dans la gestion des inondations à Yagoua en déployant des mécanismes de secours et de renforcement des capacités locales.

2-2- 1-Mécanismes d'alerte, de secours et d'assistance

Selon le responsable local rencontré lors de nos enquêtes : « *Notre mission, on intervient en apportant nos expertises, en les aidant à déménager et à leur faire des tentes pour trouver l'abri. Tout ça grâce à PAM et Croix-Rouge. Il y a des volontaires aussi au quartier qui viennent nous aider* »²²⁰. En effet, toutes les personnes interrogées ont unanimement cité la Croix-Rouge comme acteur majeur de l'aide humanitaire. Elle a organisé campagnes de sensibilisation intensives visant à informer les habitants sur les risques, notamment sur les maladies hydriques et les stratégies d'auto- protection. Ces campagnes étaient complétées par des formations aux premiers secours. Le responsable confirme : « *Nous avons formé des jeunes volontaires et des chefs de quartiers afin qu'ils puissent faire des interventions d'urgence et être capables de secourir les populations en cas de prochain risque.* »²²¹ De plus, selon toujours ce dernier, les actions menées incluent la distribution de tentes et d'abris temporaires en coordination avec l'Etat, ce qui a ainsi offert un refuge aux familles dont les maisons ont été détruites ou envahies par les inondations. Ainsi, de tentes et abris temporaires, des kits de première nécessité, et l'installation de points de collecte pour l'eau potable et l'hygiène ont été offerts.²²² Les équipes locales ont également formé des volontaires communautaires aux premiers secours, leur permettant d'intervenir immédiatement avant l'arrivée des secours officiels

2-2-2-Actions de renforcement des capacités locales

En plus d'assistance directe, la Croix-Rouge a initié des programmes de renforcement des capacités locales : programmes psychosociaux pour accompagner les victimes dans la gestion du traumatisme, formations des chefs de quartiers et des jeunes volontaires à la gestion des situations d'urgence. Le responsable exprime : « *Notre objectif est que les populations ne dépendent pas uniquement de l'aide extérieure, mais qu'elles soient capables de réagir efficacement lorsque les inondations surviennent.* »²²³ Les volontaires ayant participé ont confirmé ces formations qui ont amélioré la réactivité des communautés et renforcé leur capacité de gestion de cette situation. En fin, le responsable a souligné les défis auxquels ils

220-Entretien avec le responsable de la croix rouge locale de Yagoua, le 16/07/2025.

221-Idem.

222-Croix-Rouge Camerounaise, Activités de sensibilisation et de formation aux premiers secours à Yagoua, rapport d'activités, 2024.

223-Entretien avec le responsable de la croix rouge locale de Yagoua, le 16/07/2025.

font face, notamment l'accès limité à certaines zones isolées à cause de routes impraticables : « certaines localités restent très difficiles d'accès » dit-il. Malgré ces contraintes, elle a été un acteur pivot dans la mobilisation des ressources humanitaires et dans la relance des activités.

2-3- Associations communautaires et initiatives locales

De nombreuses associations communautaires ont apporté leur soutien aux victimes des inondations à Yagoua.

2-3-1-Sana Logone

L'association Sana Logone, est une association de développement communautaire à Yagoua. Cette association, bien que modeste dans ses moyens, a apporté une contribution à la réponse humanitaire face aux inondations. Lors de nos entretiens avec les responsables, ont exprimé leur engagement envers les populations sinistrées. Ils témoignent :

*La structure qu'on a créée n'intervient pas directement dans le cadre des inondations, mais nous menons des actions humanitaires face à l'inondation. Les populations démunies, nous les aidons à travers des partenaires à trouver des semences adaptatives. Au niveau de l'État, Sana Logone est une association locale, on a formé la population à des interventions rapides, nous essayons aussi de les sensibiliser.*²²⁴

Cette déclaration montre la réalité de nombreuses organisations locales qui, malgré des ressources limitées et leurs objectifs primordiaux, s'efforcent de répondre aux besoins urgents de leurs communautés. Sana Logone a ainsi fournis des efforts sur des actions de sensibilisation et le soutien aux personnes vulnérables bien qu'ayant des objectifs de développement n'intégrant pas la gestion des inondations.

2-3-2-Autres associations

En plus de Sana Logone, plusieurs autres associations et organisations ont activement participé à l'effort humanitaire à Yagoua. Le CODAS-CARITAS Yagoua qui a d'ailleurs été cité par les autorités locales et les populations locales, est une branche caritative du diocèse local de Yagoua. Il a mené des actions de distribution de vivres, de soins médicaux et de soutien psychosocial. Selon leur rapport, leur mission est de « soulager les populations des souffrances et de la misère, d'améliorer et mettre en valeur la justice sociale dans les communautés où s'installe le développement »²²⁵ De plus, l'organisation CARE Cameroun a également été active, se concentrant sur l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Leur

224-Entretien de groupe au bureau de l'association sana logone le 07/07/2025.

225-CODAS CARITAS Yagoua, Présentation de l'organisation, disponible sur : <https://www.codascaritasyagoua.org/le-codas-caritas-yagoua> consulté le 28/08/2025.

projet WALINDE a visé à renforcer les infrastructures hydrauliques et à promouvoir des pratiques d'hygiène pour prévenir les maladies liées à l'eau²²⁶.

Par ailleurs, des initiatives locales telles que FIDIDA, une association fondée en 2009 par des acteurs locaux, ont œuvré pour la conservation de la biodiversité et le développement durable des communautés riveraines de la Vallée du Logone. FIDIDA a intégré des actions de sensibilisation environnementale pour réduire l'impact des inondations sur les zones vulnérables. Bien que leur domaine d'intervention soit principalement environnemental, leur engagement envers le bien-être des populations locales les a amenés aussi à participer à des actions de soutien en période de crise²²⁷. Toutes ces organisations, qu'elles soient locales ou internationales, ont joué un rôle complémentaire dans la réponse humanitaire à Yagoua. Leurs actions ont permis de couvrir une gamme étendue de besoins, allant de l'assistance alimentaire et médicale à la sensibilisation et à la protection de l'environnement. Cependant, malgré leurs efforts, les défis demeurent nombreux, notamment en ce qui concerne la logistique, l'accès aux zones isolées et la durabilité des interventions.

3- Complémentarité et contraintes des stratégies externes

Les interventions des acteurs externes à Yagoua démontrent une dynamique de complémentarité et de contraintes.

3-1- Complémentarité et synergie entre acteurs

Les actions des différentes parties prenantes se renforcent mutuellement. L'État offre des mesures de prévention, des programmes d'urgence et des initiatives de relèvement. Les ONG internationales et nationales apportent une assistance alimentaire, sanitaire et matérielle immédiate, ainsi que des programmes de sensibilisation. La Croix-Rouge joue un rôle central dans la coordination, la formation aux premiers secours et la mise en place de systèmes d'alerte. Les associations locales mobilisent les jeunes, les femmes et les groupements locaux pour la sensibilisation et la mise en œuvre de micro-projets de résilience. Cette synergie entre acteurs externes et acteurs locaux renforce la résilience et permet une couverture plus large des besoins.

226-CARE Cameroun, Projet WALINDE, disponible sur : <https://www.carefrance.org/projets/cameroun-soutien-a-lacces-a-leau-et-a-lassainissement-walinde> consulté le 28/08/2025.

227-<https://fidida-cameroun.wixsite.com/fidida-website/association> consulté le 28/08/2025.

3-2- Contraintes et limites de l'action externe

Cependant, ces efforts sont soumis à des limites significatives. La lenteur administrative de l'État limite l'ampleur des interventions. Le secrétaire de la sous-préfecture le reconnaît : « *Le gouvernement fait son travail, mais les populations doivent faire preuve de patience.* » Ces propos traduisent une vision où l'État demeure perçu comme le principal détenteur du pouvoir d'agir, reléguant les populations au rôle de bénéficiaires passifs. Une posture, qui freine la co-construction des réponses locales. En appelant à la patience, ce discours tend d'une manière ou d'une autre à légitimer les lenteurs structurelles tout en déplaçant la responsabilité sur les populations vulnérables qui expriment continuellement leur ras-le-bol face aux inondations répétées et à l'inaction administrative. Par ailleurs, les ONG, malgré leur expertise et leurs ressources, sont confrontées à des difficultés d'accès à certaines zones isolées. Les associations locales agissent avec des moyens modestes et se limitent le plus à des interventions ponctuelles. Sur le plan social, certaines actions de prévention et de reconstruction sont loin de répondre aux attentes des populations qui aspirent à gérer efficacement et limiter la survenance de ce phénomène. Cela renforce une forme de dépendance vis-à-vis des acteurs externes, tout en générant des frustrations face à la lenteur et à l'insuffisance perçues des interventions. Enfin, l'absence de suivi régulier et d'évaluation systématique des programmes empêche une mesure précise de leur impact réel sur la réduction de la vulnérabilité des communautés. Cette lacune institutionnelle compromet la durabilité des interventions et limite l'apprentissage organisationnel nécessaire à l'amélioration des stratégies futures.

L'analyse des stratégies d'adaptation face aux inondations à Yagoua met en lumière une dynamique articulant initiatives locales et interventions externes. Les populations, bien qu'exposées à de multiples vulnérabilités, développent des pratiques individuelles, des mécanismes collectifs et mobilisent des savoirs endogènes. Cependant, ces capacités d'adaptation locales restent limitées face à l'ampleur du phénomène. Les acteurs externes tels que l'État, ONG et associations communautaires interviennent avec des ressources que les populations ne peuvent mobiliser seules. L'État déploie des dispositifs de prévention et de reconstruction, bien qu'entravés par des contraintes budgétaires et une lenteur administrative. Les collectivités territoriales tentent de pallier ces défaillances par des initiatives pragmatiques malgré leurs moyens limités. Les ONG internationales et nationales assurent l'assistance humanitaire d'urgence et le relèvement communautaire, tandis que la Croix-Rouge se distingue par son rôle de coordination et de renforcement des capacités locales. Néanmoins, cette analyse

met en lumière les limites de ces stratégies. Les interventions restent ponctuelles. Les populations reconnaissent les aides reçues mais dénoncent leur caractère temporaire et insuffisant, aspirant à des solutions durables. Ainsi, ces stratégies révèlent une résilience en tension : entre inventivité locale et précarité structurelle, entre interventions externes massives et frustrations persistantes, entre volonté institutionnelle et défaillances opérationnelles. Cette situation invite à dépasser l'analyse des stratégies pour examiner leurs effets : quelles transformations sociales, économiques et territoriales ces crises récurrentes induisent-elles ? Le chapitre suivant analysera les dynamiques sociales induites par les inondations.

CHAPITRE IV :

DYNAMIQUES SOCIALES ET TRANSFORMATIONS LOCALES INDUITES PAR LES INONDATIONS À YAGOUA

Les inondations à Yagoua ne se réduisent pas à des événements ponctuels appelant des réponses techniques ou humanitaires. Elles constituent, par leur récurrence et leur ampleur, de véritables faits sociaux totaux qui travaillent en profondeur le corps social, reconfigurent les rapports entre individus et groupes, et redessinent les contours matériels et symboliques du territoire. Si les chapitres précédents ont mis en lumière les vulnérabilités, les capacités d'adaptation et les interventions multiples face aux crises, une question demeure : que font ces inondations répétées et les réponses qu'elles suscitent à la société locale elle-même ? Ce chapitre propose donc d'analyser les dynamiques sociales et les transformations locales induites par les inondations à Yagoua. Il est question de saisir comment la catastrophe, loin d'être un moment exceptionnel, s'inscrit dans l'ordinaire et produit des recompositions sociales, économiques et territoriales dont les effets dépassent le temps de la crise elle-même. L'analyse s'articulera autour de trois axes complémentaires : d'abord, les recompositions des solidarités et des relations sociales, marquées par la fragilisation des mécanismes traditionnels d'entraide et l'émergence de nouvelles formes d'organisation collective ; ensuite, les mutations économiques qui, sous la contrainte, redéfinissent les moyens d'existence et creusent les inégalités ; enfin, les reconfigurations territoriales qui transforment l'espace urbain et périurbain tout en posant la question de la gouvernance locale du risque. À travers ces trois dimensions, ce chapitre interroge la manière dont les inondations participent à la fabrique d'une société locale en transformation.

I-RECOMPOSITION DES SOLIDARITÉS ET TRANSFORMATIONS DES RELATIONS SOCIALES

Les inondations persistantes à Yagoua ne se contentent pas de bouleverser les infrastructures matérielles et les conditions économiques d'existence. Elles atteignent, plus profondément encore, le tissu social lui-même, ce réseau dense et complexe de relations, d'obligations et de solidarités qui structure la vie collective. Comme l'a démontré Marcel MAUSS dans son Essai sur le don²²⁸, les sociétés humaines se constituent et se reproduisent à

228-Marcel MAUSS, « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », *L'Année Sociologique*, 2^e série, tome 1 (1923-1924) : pp. 30-186.

travers des systèmes d'échange et de réciprocité qui dépassent la simple logique utilitariste. À Yagoua, les inondations mettent à l'épreuve ces mécanismes traditionnels de solidarité, les fragilisent, mais suscitent également l'émergence de nouvelles formes d'organisation collective et de nouveaux rapports de pouvoir. Cette première partie analyse donc les mutations du lien social induites par les crises récurrentes, en interrogeant à la fois les processus de délitement des solidarités traditionnelles et les dynamiques de recomposition qui leur succèdent.

1-Fragilisation des solidarités traditionnelles et émergence de nouvelles attentes sociales

Face aux inondations persistantes, les solidarités traditionnelles à Yagoua se trouvent entrain de connaître quelques transformations, laissant place à des recompositions sociales et à l'émergence de nouvelles formes d'entraide et leurs exigences collectives.

1-1- L'affaiblissement de la solidarité familiale et le renforcement des liens de voisinage

Dans les sociétés sahéliennes en générales, la famille élargie constitue historiquement le principal filet de sécurité face aux aléas de l'existence. Ce système, fondé sur des obligations réciproques entre membres d'un même lignage, assure une redistribution des ressources et une protection collective face aux crises²²⁹. À Yagoua, cette logique de solidarité lignagère demeure présente dans les discours des populations locales. Pourtant, l'observation des pratiques concrètes révèle une transformation profonde de ces mécanismes. Une maman, sinistrée du camp OUROU DABA témoigne :

Avant, il n'y avait pas autant d'inondations, et même quand il y en avait, cela ne causait pas autant de dégâts qu'aujourd'hui. Avant, si on avait quelqu'un au village, ou peut-être une personne que l'on connaissait et qui n'avait pas connu ce genre de problème, on pouvait aller chez eux : ils nous donnaient un peu de mil. Mais maintenant, surtout cette année, tout le Mayo-Danay est touché. Tu vas aller chez qui ? Et même si j'y vais, qui pourra encore donner beaucoup de nourriture pour toute ma famille ? Cette personne-là n'a pas aussi sa propre famille à nourrir ? Il y en a quand même d'autres qui donnent un peu, mais moi, par exemple, j'ai sept enfants, et les inondations ont tout détruit. Est-ce que je vais passer mon temps à demander à mes proches ? J'ai même honte de demander encore. On reste comme ça, on supporte seulement, comme tu nous vois là entre nous au quartier, on supplie seulement l'Etat de penser à nous. Il y a quand-même des gens qui viennent parfois avec un peu des choses, ceux qui ont pitié de notre situation nous aident quelque fois et aussi les ONG²³⁰.

229-Georges BALANDIER. *Sens et puissance : Les dynamiques sociales*, Paris, Presses universitaires de France, 1971.

230-Entretien de groupe au camp de sinistrés, OUROU DABA, le 26/06/2015.

Ce témoignage met en lumière ce que Didier FASSIN nomme la « *fatigue compassionnelle* »²³¹, c'est-à-dire l'épuisement des capacités d'entraide face à la répétition des sollicitations. La récurrence des inondations, combinée à l'appauvrissement généralisé, rend intenable le système traditionnel de solidarité familiale élargie. Les obligations lignagères, jadis fonctionnelles dans un contexte d'aléas ponctuels, deviennent insoutenables lorsque la crise devient chronique. Cette situation entraîne un affaiblissement des mécanismes de proximité immédiate. Les voisins de quartier du camp ou des inconnus de bonne foi, deviennent donc des acteurs de l'entraide quotidienne. Henri MENDRAS dans ses travaux sur les communautés rurales²³², a mis en lumière cette situation où la proximité spatiale, lorsqu'elle se double d'une proximité sociale et affective, peut générer des formes de solidarité aussi puissantes, voire plus efficaces, que les liens familiaux distants. Ainsi, les réseaux de quartier, fondés sur l'expérience commune de la vulnérabilité et la capacité à se mobiliser rapidement, deviennent les nouveaux espaces de la solidarité effective. Toutefois, il convient de souligner que cette reconfiguration des solidarités ne signifie pas leur renforcement mécanique. Au contraire, l'appauvrissement généralisé des populations sinistrées limite les capacités d'entraide. À Yagoua, la répétition des inondations a progressivement érodé les ressources collectives, ce qui a rendu l'entraide traditionnelle de plus en plus symbolique et de moins en moins matériellement efficace.

1-2- Mutation des représentations de la solidarité et nouvelles attentes vis-à-vis du collectif

Cette fragilisation des solidarités traditionnelles s'accompagne d'une transformation profonde des représentations sociales de l'entraide et des attentes vis-à-vis du collectif. Les populations, confrontées aux limites de la solidarité familiale et communautaire, développent une nouvelle conception de la responsabilité collective et de la justice sociale.

Historiquement, dans les sociétés sahéniennes, les catastrophes étaient perçues à travers le prisme de la fatalité et de l'explication magico-religieuse. Les aléas naturels s'inscrivaient dans un ordre cosmique où la volonté divine, le mauvais sort ou la malchance constituaient les principaux cadres interprétatifs à travers lesquels les événements étaient compris, expliqués et socialement acceptés. Comme le montre Jean-Marc ÉLA²³³, ces sociétés ne considéraient pas les catastrophes comme de simples phénomènes physiques : elles s'inscrivaient dans une rationalité culturelle et morale, où le surnaturel, la volonté divine et les normes sociales

231-Didier FASSIN, *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*. Paris, Gallimard / Seuil, collection « Hautes Études », 2010, p. 14.

232-Henri MENDRAS, *Sociétés paysannes : éléments pour une théorie de la paysannerie*. Paris, Armand Colin, 1976.

233-Jean-Marc ÉLA, *Les cultures africaines dans le champ de la rationalité scientifique*, Livre II, Paris, L'Harmattan, 2007.

structuraient à la fois l'interprétation des événements et les réponses des communautés. De son côté, Sandrine REVET dans la même perspective montre que ces événements sont socialement construits, interprétés à travers les cadres culturels et symboliques propres aux sociétés données. Les populations affectées intériorisaient leur situation comme le produit d'un ordre naturel ou divin qu'il fallait accepter avec résignation²³⁴. Ainsi, la vulnérabilité loin d'être seulement matérielle, relevait d'un registre moral et cosmique. La responsabilité de la protection incombait principalement à la famille élargie et à la communauté, à travers les mécanismes traditionnels de solidarité et d'entraide. L'État, lorsqu'il intervenait, était perçu comme un bienfaiteur dont l'aide constituait une grâce plutôt qu'un droit.

Toutefois, cette perception a évolué au fil du temps sous l'effet de plusieurs facteurs. D'abord, la récurrence et l'intensification des inondations ont de plus en plus érodé les explications fatalistes : comment continuer à invoquer la malchance ou le mauvais sort lorsque des quartiers entiers, voire la ville tout entière, sont touchés année après année ? Ensuite, la vulgarisation des informations scientifiques et médiatiques sur le changement climatique, relayée par les chaînes de télévision, les radios locales, les journaux, les articles scientifiques, les ouvrages, les plateformes numériques et les agents humanitaires, a progressivement conduit à un changement de perceptions et de mentalité chez les populations. Enfin, les multiples interventions humanitaires et des messages des ONG sur les droits des populations vulnérables a favorisé une prise de conscience politique de la question des catastrophes.

Ainsi, les populations de Yagoua expriment désormais de plus en plus ouvertement une attente de solidarité au-delà du cercle familial et communautaire pour s'adresser à l'État et aux acteurs institutionnels. Un papa, sinistré affirme : « *On ne peut pas toujours compter sur la famille, sur l'aide et nous on reste dans ces conditions-là. L'État doit faire son travail. Les ONG viennent nous aider, mais ils repartent. L'État, lui, il est où ? Il doit construire des digues, donner des maisons aux sinistrés* ». Une autre participante renchérit avec frustration en disant :

*En tout cas, nous, on est fatigué de la même situation chaque temps, regarde toi-même où on nous demande de rester, l'Etat ne nous gère même pas, tant qu'il ne nous montre pas un terrain où on doit aller construire et vivre paisiblement, on va rester dans ces tentes, même si on meurt, on sait que c'est l'Etat qui nous abandonné.*²³⁵

Ces témoignages montrent une transformation radicale des principes de justification et des attentes légitimes. La solidarité n'est plus seulement pensée comme une obligation morale

234-Sandrine REVET, *Les coulisses du monde des catastrophes « naturelles »*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2018.

235-Entretien de groupe au camp de sinistrés, OUROU DABA, le 26/06/2015.

entre membres d'une communauté, mais comme un droit exigible auprès des institutions publiques. L'usage des expressions comme : « l'État doit », « il doit construire », « donner des maisons » témoignent d'une posture de revendication plutôt que de supplication. De ce fait, les populations ne demandent plus la charité, elles exigent la justice. Elles ne se positionnent plus comme des victimes résignées attendant passivement l'aide divine ou la bonté des autorités, mais comme des citoyens détenteurs de droits face à un État dont elles estiment qu'il ne remplit pas ses obligations.

Cette mutation des représentations rejoint ce que le sociologue Didier FASSIN nomme la « *politique de la vie* » : un processus par lequel les populations vulnérables cessent de percevoir leur situation comme le produit de la fatalité ou de la malchance pour la constituer en problème public appelant une réponse institutionnelle. Il le souligne : « *les catastrophes contemporaines produisent de nouvelles formes de subjectivité politique où les victimes se constituent en acteurs revendicatifs plutôt qu'en bénéficiaires passifs de la compassion* »²³⁶. À Yagoua, cette évolution se manifeste concrètement par l'émergence d'un discours critique récurrent vis-à-vis de l'action publique, où les populations identifient les responsabilités institutionnelles et formulent de demandes précises (construction de digues, attribution de terrains, relogement durable) plutôt que d'attentes vagues d'assistance.

Cependant, cette transformation des représentations reste inachevée et ambivalente. Si les populations identifient la responsabilité de l'État et formulent des revendications, elles ne disposent pas toujours des moyens pour faire entendre effectivement ces revendications et contraindre les autorités à y répondre. De plus, l'écart persistant entre les attentes formulées et les réponses institutionnelles effectivement apportées nourrit un sentiment profond d'injustice et d'abandon qui peut devenir un terreau potentiel de tensions sociales et politiques. Comme le note Didier FASSIN, l'économie morale des sociétés contemporaines repose sur la promesse implicite que les vies vulnérables méritent protection ; lorsque cette promesse est systématiquement trahie, c'est la légitimité même du contrat social qui se trouve remise en cause²³⁷. Cette crise de légitimité institutionnelle se manifeste À Yagoua, par la déception récurrente exprimée par les populations à travers de phrases telles que « *L'État ne vient qu'avec des promesses* », « *on nous a abandonnés* » ou « *ils ne pensent pas à nous* » témoignant d'une perte de confiance dans les institutions à protéger les citoyens vulnérables. Cette évolution des attentes sociales, passant de la résignation fataliste à la revendication politique, constitue ainsi l'une des transformations sociales majeures

236-Didier FASSIN, 2010, *op. cit.* p. 14.

237-Idem.

induites par les catastrophes récurrentes, avec des implications qui vont au-delà de la question des inondations pour toucher aux fondements mêmes du rapport entre l'État et les citoyens.

2- Nouvelles formes d'organisation : réseaux d'entraide et mutualisation des ressources locales

Les crises ont suscité également l'émergence ou du moins le renforcement de réseaux informels d'entraide fondés sur la réciprocité immédiate et la mutualisation des ressources disponibles. Ces réseaux, parfois invisibles, constituent la trame discrète mais indispensable de la survie quotidienne. Ces réseaux se structurent autour de différents principes. Certains sont fondés sur la proximité résidentielle : les habitants d'une même rue ou d'une même cour organisent spontanément des systèmes de partage de nourriture, de prêt d'équipements (pompes, bâches, etc) et de garde collective des enfants. Ce qui est le cas au camp OUROU DABA où les sinistrés se soutiennent mutuellement. Pendant qu'une maman est partie au champ à la recherche de bois ou encore au marigot puiser l'eau, la voisine disponible à la maison assure la garde des enfants et c'est presque pareil dans toutes leurs tâches quotidiennes.

D'autres reposent sur l'appartenance professionnelle : les commerçantes du marché, les moto-taximen et les pêcheurs développent des formes de solidarité corporative qui permettent la reconstitution des moyens de travail après les inondations. Le jeune moto-taximan confie :

*Tu vois non bandiko, tu ne peux pas imaginer ce que les inondations là nous ont fait hein, comme je fais la moto comme ça c'est pour subvenir aux besoins de la famille. Tu ne travailles pas tu n'as rien. Nous les moto-taximen, on organise parfois de tontines pour se soutenir genre même si aujourd'hui, je n'ai rien, je peux supplier un collègue de m'aider, lui aussi demain, quand il sera coincé, je lui viens en aide également. Voilà comment ça se passe à Yagoua*²³⁸

Ces propos illustrent en quelque sorte ce que Marcel MAUSS identifiait comme le système du « don/contre-don »²³⁹, un mécanisme de réciprocité différée qui crée des obligations mutuelles et tisse des liens de dépendance positive entre les membres d'un groupe. Cependant, comme l'a souligné Pierre BOURDIEU, ces échanges ne sont jamais totalement désintéressés et s'inscrivent dans des rapports de pouvoir²⁴⁰. À Yagoua, les réseaux d'entraide s'inscrivent dans un intérêt commun : Un habitant témoigne :

Cela affecte tout le monde. Si nous tous, on avait des moyens, on allait s'associer et collecter pour s'entraider. Mais malheureusement, d'autres ayant beaucoup de familles et ne disposant pas de moyens, c'est chacun pour soi, Dieu pour tous. Mon

238-Entretien avec MBESSO, Moto-taximan, résidant au quartier DJIEBEISTOU, le 07/07/2025.

239- Marcel MAUSS, tome 1 (1923-1924), op. cit. pp. 30-186.

240-Pierre BOURDIEU, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 31, n° 1, 1980, p. 2-3.

*frère, supposons je n'ai pas les moyens, tous les jours je viens te demander de l'aide, moi je vais te donner en retour, c'est comme ça qu'on vit ici, on regarde d'abord si toi-même tu peux donner quelque chose en retour*²⁴¹

Par ailleurs, une autre caractéristique à ne pas ignorer de ces nouvelles formes d'organisation collective réside dans le rôle incontournable que jouent les femmes et les jeunes. Les femmes sont particulièrement actives dans l'entraide quotidienne et la gestion des ressources collectives. Leur position sociale spécifique, actrices centrales de la reproduction domestique les rend particulièrement sensibles aux enjeux concrets de la survie quotidienne et les incite à développer des formes d'organisation pragmatiques et efficaces²⁴². Un papa, sinistré relève avec force ce rôle incontournable que jouent les femmes en ces termes

*Tout le monde souffre sans distinction, mais surtout les femmes, elles souffrent tellement ; elles partent chercher le bois en brousse pour pouvoir préparer et nous nourrir, les enfants encore, n'en parlons pas. Quand l'inondation vient, ce sont eux qui évacuent les petits enfants, qui cherchent la nourriture*²⁴³

Les jeunes, quant à eux, jouent un rôle crucial dans les tâches physiquement exigeantes (transport des biens, construction de digues artisanales) et dans l'innovation organisationnelle. À Yagoua, les jeunes se mobilisent activement lors des crues pour protéger leurs quartiers. Ils participent à la reconstruction, à des petites barrières à l'aide de sacs de sable. Leur dynamisme favorise également l'organisation spontanée de groupes d'entraide, souvent coordonnés via les réseaux sociaux ou les associations de jeunes.

3- Éclatement familial et reconfigurations des structures domestiques

Les inondations récurrentes à Yagoua induisent des bouleversements des structures familiales et des modes de vie domestiques. Ces transformations touchent aux fondements mêmes de l'organisation sociale : la composition des ménages, la répartition des rôles genrés, les relations intergénérationnelles et les pratiques matrimoniales. Selon Talcott PARSONS, la famille constitue une institution sociale fondamentale chargée de la socialisation primaire et de la transmission des normes et des valeurs qui assurent la reproduction de la société et la cohésion sociale.²⁴⁴

241-Entretien avec ALAIN, agriculteur quartier GOBOISSOU, le 29.06.2025.

242-Paola TABET, *La construction sociale de l'inégalité des sexes : Des outils et des corps*, Paris, L'Harmattan, collection « Bibliothèque du féminisme », 1998.

243-Entretien de groupe au camp de sinistrés, OUROU DABA à Yagoua le 26/06/2025.

244-Talcott PARSONS, "The Social Structure of the Family", dans Anshen R. N. (éd.), *The Family : Its Functions and Destiny*, New York, Harper & Row, 1959, pp. 43-67.

3-1- Migrations masculines et contrainte de la gestion domestique

Face à l'impossibilité de maintenir des activités économiques viables localement, de nombreux hommes mariés, particulièrement les jeunes en âge, se trouvent contraints de quitter temporairement leurs familles à Yagoua pour chercher des opportunités économiques ailleurs. Ces mobilités ont des conséquences sur la structure et le fonctionnement des familles. Le jeune migrant Alain par ailleurs agriculteur témoigne :

*Je suis comme ça à Yaoundé depuis quelques mois mon frère, je t'assure ce n'est pas facile pour moi. Je suis l'ainé et je suis marié. Ma femme et mes trois enfants sont à Yagoua avec mes parents. Je leur envoie de l'argent quand je peux, mais ce n'est pas facile le temps-ci. Comme on travaille dans les champs ici en cette période il n'y a pas de job comme pendant la période de saison pluvieuse. Parfois je passe un mois ou deux mois sans pouvoir rien envoyer. Ils se débrouillent avec le peu que j'envoie, là-bas au village. Ma femme se débrouille de son côté en vendant parfois les beignets le jours du marché pour gérer certaines choses.*²⁴⁵

Ce témoignage renvoie aux analyses développées par les sociologues sénégalais Abdou Salam FALL et Omar sur les économies domestiques en Afrique de l'Ouest, où les situations de crise et de précarité engendrent une redistribution asymétrique des charges au sein des ménages. Les migrations masculines, parfois contraintes, déplacent vers les femmes l'essentiel des responsabilités liées à la survie quotidienne de la famille. Celles-ci deviennent ainsi les principales gestionnaires des ressources, tout en assurant les fonctions domestiques et éducatives.²⁴⁶ Cette place centrale des femmes dans la gestion quotidienne montre que les rôles entre hommes et femmes changent : elles deviennent plus vulnérables, mais développent aussi de nouvelles façons de s'adapter aux crises.

Une maman, sinistrée au camp OURO DABA dont le mari est en déplacement depuis trois mois témoigne :

Le moment que tu es venu ici au camp faire l'enquête, mon mari n'était pas là, il avait déjà fait six mois à Yaoundé. Il était revenu au village cultiver avec nous en fin du mois de juin, parce que c'était déjà la saison pluvieuse et que la vie au camp était trop difficile, toi-même tu avais vu dans quelles conditions on était. Il avait peur du pire et il a fallu qu'il soit là. Cette année, grâce à Dieu, il n'y a pas eu de grandes inondations comme l'année passée, même s'il y en a eu un peu de ruissellement dans certains secteurs. Il a donc passé toute la saison des pluies avec nous au village à cultiver. En octobre passé, il est reparti à Yaoundé où il fait de petits travaux pour envoyer de l'argent à la maison, surtout, il fallait déjà payer l'école des enfants. Ici, il n'y a presque rien à faire pour gagner quelque chose toi-même tu connais. Il m'envoie de l'argent quand il peut de temps en temps et je comprends aussi que parfois là-bas c'est difficile et de mon côté, je gère avec la

245-Entretien téléphonique avec Alain, le 20 janvier 2026

246- Abdou Salam FALL et Omar SAIP SY, *Household Economies in West Africa*, Dakar, CODESRIA Books, 2004.

vente de bois et de petites cultures que nous avons faites lorsqu'il me dit que c'est dure pour gérer certains besoins. Nous avons cinq enfants, l'aîné est déjà en classe de première. On supporte seulement comme ça, mon fils. [...] Concernant la vie de couple (rire et hésitation), ce n'est pas facile mon fils, mais je supporte seulement. Même s'il reste longtemps dehors, je m'en fiche un peu s'il fait autre chose là-bas ou pas. Ce qui compte pour moi, c'est qu'il pense à ses enfants et qu'il nous soutienne. Tant qu'il envoie de quoi manger et payer l'école, ça va. Parfois, il peut faire presque un an sans rentrer. Moi, je reste ici avec les enfants, je gère la maison et je n'ai pas de problème particulier. J'attends seulement mon mari. La situation est difficile, mais on est habitué, on fait avec²⁴⁷.

Ce témoignage met ainsi en lumière comment les inondations et la précarité qui en découlent transforment les rôles familiaux. La migration masculine place les femmes au centre de la gestion quotidienne, cumulant responsabilités économiques, éducatives et domestiques. Leur tolérance face à l'absence du conjoint montre un compromis pragmatique pour assurer la survie familiale. Cela illustre la redéfinition des rôles genrés et la capacité d'adaptation des ménages sous contrainte, mettant en évidence la vulnérabilité et la pression sur les structures domestiques. Par ailleurs, ces migrations masculines, lorsqu'elles durent peuvent fragiliser les liens conjugaux. Car la distance, la durée de séparation et les pressions économiques sont susceptibles d'engendrer des tensions au sein des couples, voire des ruptures.

3-2- Réorganisation familiale et trajectoires des jeunes

Au-delà des migrations masculines, cette crise provoque des transformations dans les structures familiales et les modes de vie domestiques, touchant à la fois la répartition des rôles, les relations intergénérationnelles, la reproduction sociale et des responsabilités quotidiennes. Cette situation tend à relativiser le rôle traditionnel des hommes comme uniques décideurs dans la famille : les femmes assument davantage de décisions pratiques quotidiennes parce qu'elles sont sur place, tandis que les jeunes migrants influencent par leurs choix économiques et leurs transferts financiers.²⁴⁸

De plus, dans le camp des sinistrés, les familles se regroupent sous une seule tente, alors qu'auparavant le fils marié par exemple, vivait dans sa propre maison ou dans une partie séparée de la concession familiale avec sa femme. Cette concentration sous un même toit crée une certaine promiscuité, bouleverse les rapports d'autorité et influence également les trajectoires éducatives des jeunes adolescents se trouvant au sein de la famille. Certaines jeunes filles abandonnent l'école et se marient tôt, tandis que certains garçons arrêtent vite leurs études pour

247-Entretien téléphonique avec maman Delphine, sinistrée au camp OURO DABA à Yagoua, le 20 janvier 2026.

248-Gustave GAYE, Carola TIZE et Lidewyde BERCKMOES, « Multifaceted Crises and Family Disintegration in the Far North of Cameroon », *Genealogy*, vol. 9, n° 2, 2025, p. 56.

soutenir la famille. Les analyses de Thérèse LOCOH et ses collaborateurs sur les mutations familiales en Afrique subsaharienne mettent en lumière ces transformations, qui engendrent une réorganisation des structures familiales et une recomposition des relations intergénérationnelles. La redistribution des responsabilités, l'adaptation des femmes aux contraintes locales, et l'influence indirecte des jeunes participent à une mutation des relations familiales qui peut à la fois renforcer la résilience de certains ménages et accroître la vulnérabilité d'autres.²⁴⁹ Cette dynamique est renforcée par les mariages précoces et la déscolarisation, que les enquêtes menées par l'Institut Supérieur du Sahel et l'Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes Extrême-Nord montrent comme un phénomène structurant au Cameroun septentrional, où les unions précoces des filles entraînent souvent l'abandon scolaire et compromettent les trajectoires éducatives et sociales des jeunes générations²⁵⁰. Ainsi, les recompositions familiales et les trajectoires juvéniles fragilisées mises en évidence ci-dessus ne s'arrêtent pas à l'espace domestique : elles se prolongent dans une reconfiguration des rapports de pouvoir et des légitimités au niveau local.

4- Reconfigurations des rapports de pouvoir et des légitimités locales

Les inondations récurrentes à Yagoua redéfinissent également les rapports de pouvoir et les formes de légitimité locale. Les autorités traditionnelles, en particulier les chefs de quartier, se retrouvent prises entre les attentes de leurs populations et la faiblesse de leurs marges d'action, dans un contexte marqué par la centralisation des décisions et l'intervention d'acteurs extérieurs. Le chef de quartier de Danayré, Soukey SAÏDOU, exprime cette situation de tension et de délégitimation :

*Les gens disent au quartier que nous chef on refuse de plaider en faveur de nos populations. Moi aussi, ma famille est vide, je suis aussi touché. Ce que je fais, comme je suis le chef, maintenant je ne peux que leur parler, les consoler. Si non j'entends seulement comme rumeur au quartier qu'on distribue l'argent aux victimes, mais nous qui sommes chef, qui connaissons nos populations, ceux qui souffrent vraiment de cette situation, on n'est pas au courant, et c'est des gens qui ne sont même pas touché ici en ville qui perçoivent le plus cet argent. Les gens nous accusent mais je ne peux rien, seul Dieu est le juge.*²⁵¹

249-Thérèse LOCOH (dir.), *Genre et sociétés en Afrique*, Cahiers INED n° 160, Institut national d'études démographiques (INED), Paris, 2007.

250-Institut Supérieur du Sahel & Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes, Extrême-Nord, Mariages précoces et forcés au Cameroun : résultats des recherches, 1er novembre 2015, enquête menée par l'Institut Supérieur du Sahel à l'Université de Maroua en partenariat avec l'ALVF-EN, rapport analysant les causes et conséquences des mariages précoces et forcés dans le pays, particulièrement dans les régions septentrionales. Disponible via le : <https://www.girlsnotbrides.org/documents/410/ALVF-Cameroun-Synth%C3%A8se-IWHC-%C3%A9tude-de-r%C3%A9f%C3%A9rence-sur-les-MPF.pdf> consulté le 20 janvier 2026.

251Entretien avec Saidou SOUKEY, Chef du quartier Danayré, marché central de Yagoua, le 07/07/2025.

Ce témoignage traduit une perte de légitimité et de moyens d'action des autorités traditionnelles, prises entre les attentes de leurs populations et leur propre précarité. Les individus se retrouvent ainsi confrontés à une double vulnérabilité : matérielle, d'une part, par la perte de leurs biens et moyens d'existence ; sociale, d'autre part, par l'affaiblissement des systèmes de protection collective qui les reliaient au groupe. Historiquement détenteurs du monopole de la représentation locale et de l'organisation de la vie collective, les chefs de quartier se retrouvent aujourd'hui partiellement marginalisés dans les dispositifs de gestion de crise. Soukey SAÏDOU revient avec insistance sur cette mise à l'écart :

[.....] il faut vraiment que l'Etat nous regarde, comme par exemple, on entend seulement que le Ngomna a envoyé les dons, on ne sait même pas comment ça se passe, les gens qui viennent faire le recensement sont loin de connaître nos réalités, c'est des gens qui ne sont même pas du quartier, on nous ignore, nous qui sommes proches de nos populations et les populations nous accusent parfois de détournement comme si c'est nous qui gérons ça. En tout cas, tu sais mon fils, on se débrouille à notre niveau, comme tu me vois comme ça au marché ici en train de faire ce petit commerce en tant que chef du quartier, c'est pour subvenir aux besoins de ma famille et moi je ne peux soutenir mes populations qu'avec les prières. Ce sont des gens qui ne connaissent rien à la réalité d'ici qui viennent faire les recensements. Ailleurs, on reconnaît les chefs traditionnels, on les respecte. Mais ici à Yagoua, non. Les gens veulent tout politiser, alors que c'est un problème sérieux qui touche notre ville depuis des années²⁵²

Ce discours met en évidence le décalage entre la proximité sociale des chefs traditionnels et leur exclusion des circuits de décision et de distribution de l'aide. Cette situation nourrit à la fois leur fragilisation économique personnelle et leur délégitimation symbolique auprès des populations qu'ils représentent.

Le chef de quartier de Goboissou quant à lui affirme : « *Quand il y a un projet qui vient, mon rôle c'est seulement d'informer les populations. C'est tout* ». ²⁵³.

Ces témoignages mettent en lumière ce que Max WEBER identifiait comme une crise de la « *domination traditionnelle* » ²⁵⁴, dans laquelle l'autorité fondée sur la croyance en la légitimité des traditions ne suffit plus à garantir l'exercice effectif du pouvoir. Dans le contexte des crises récurrentes, l'invocation de la tradition devient inopérante face à l'efficacité pragmatique des nouveaux acteurs et aux critères de légitimité imposés par les acteurs externes (compétences techniques, capacité de mobilisation, maîtrise des codes bureaucratiques).

252-Entretien avec Saidou SOUKEY, Chef du quartier Danayré, marché central de Yagoua, le 07/07/2025.

253-Entretien avec le chef du quartier Goboissou, le 07/07/2025.

254-Weber MAX, *Économie et société*, Trad. J. Freund, Paris, Plon, tome 1, 1971.

Par ailleurs, les reconfigurations des rapports de pouvoir locaux s'inscrivent dans un contexte large de relations entre les acteurs locaux (qu'ils soient traditionnels ou émergents) et les acteurs externes, notamment les représentants de l'État et les ONG. Ces relations oscillent entre collaboration pragmatique, instrumentalisation réciproque et tensions ouvertes. Si les représentants de l'État et les ONG sont perçus comme des sources indispensables de ressources matérielles, financières et techniques, ils apparaissent également comme des acteurs extérieurs imposant leurs logiques propres et méconnaissant les réalités locales. Les propos de Saïdou sur les « *gens qui ne connaissent rien à la réalité d'ici* » traduisent ce sentiment d'exclusion et d'incompréhension des besoins locaux réels.

Ainsi, la recomposition des solidarités et des relations sociales à Yagoua illustre un processus de transformation sociale où coexistent fragilisation des mécanismes traditionnels, émergence de nouvelles formes d'organisation et reconfigurations des rapports de pouvoir. Ces dynamiques sociales ne sont pas le simple produit des inondations elles-mêmes, mais résultent de l'articulation entre les contraintes matérielles imposées par les crises récurrentes, les stratégies d'adaptation des acteurs et les transformations structurelles de la société locale. Toutefois, ces recompositions sociales ne peuvent être pleinement comprises sans prendre en compte leur dimension économique. Les solidarités, les organisations collectives et les rapports de pouvoir s'inscrivent dans des conditions matérielles d'existence qui déterminent les capacités effectives d'action des acteurs. C'est pourquoi il convient maintenant d'examiner comment les inondations transforment les pratiques économiques, les moyens d'existence et les structures d'inégalité, à travers l'analyse des mutations économiques induites par les crises récurrentes.

II-MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET NOUVELLES FORMES DE VULNÉRABILITÉ

Les transformations des relations sociales analysées précédemment ne peuvent être dissociées des mutations économiques qui les accompagnent et les structurent. Si les solidarités se recomposent, c'est en partie parce que les conditions matérielles d'existence se transforment radicalement sous l'effet des inondations récurrentes. À Yagoua, ces crises répétées ne se contentent pas de détruire ponctuellement les biens et les infrastructures : elles induisent des transformations profondes et durables des pratiques économiques, des moyens d'existence et des structures d'inégalité. Cette situation met en lumière les analyses de Karl POLANYI dans sa Grande transformation²⁵⁵ où il montre que les catastrophes naturelles et les crises économiques ne sont jamais de simples accidents exogènes, mais constituent des moments

255-Karl POLANYI, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, trad. fr. C. Malamoud et M. Angeno, Paris, Gallimard, 1983, p. 25-58.

révélateurs et accélérateurs de processus de transformation sociale de longue durée. Les inondations à Yagoua fonctionnent ainsi comme un analyseur des mutations économiques, en même temps qu'elles les précipitent et les radicalisent. Ainsi, cette partie examine trois dimensions complémentaires de ces mutations économiques : d'abord, les stratégies de diversification contrainte et de pluriactivité qui transforment les modes de production et de reproduction économiques ; ensuite, l'émergence d'une économie de la catastrophe qui génère de nouvelles ressources mais aussi de nouvelles dépendances ; enfin, le creusement des inégalités socio-économiques qui redéfinit la stratification sociale locale.

1-Diversification contrainte et pluriactivité de survie

L'économie de Yagoua dans l'ensemble repose principalement sur l'agriculture de décrue et la pêche, activités étroitement liées au cycle hydrologique du bassin du Logone. Les inondations saisonnières, lorsqu'elles demeuraient prévisibles et maîtrisables, constituaient même historiquement un atout pour ces activités en fertilisant les sols et en renouvelant les stocks halieutiques²⁵⁶. Toutefois, l'intensification et l'imprévisibilité des inondations au cours des deux dernières décennies favorisent progressivement la déstabilisation de ce modèle économique traditionnel.

1-1-La diversification économique

La destruction répétée des cultures, l'impossibilité de prévoir les périodes de semis et de récolte, et l'inondation prolongée des terres agricoles ont contraint les ménages à diversifier leurs sources de revenus. Cette diversification ne relève pas d'une stratégie d'accumulation ou d'enrichissement, mais d'une logique de survie face à l'incertitude croissante. Il s'agit pour ces populations vulnérables de répartir les risques et assurer un revenu minimal même lorsqu'une activité particulière échoue.

Le jeune agriculteur Alain témoigne cette situation :

Tu comprends non [.....], mon père est cultivateur, mon grand-père aussi. Nous sommes une famille de cultivateur ; Moi, je suis cultivateur, mais maintenant les inondations ont tout emporté et a détruit le mil, le sorgho, le maïs, tout. Vu cette situation, je me suis dit : je ne peux plus compter seulement sur les champs. Maintenant, je fais un peu de culture quand c'est possible, mais entre temps, je fais du petit job au quartier, tout ce que je trouve je fais, on ne se sait jamais parce que les inondations là nous ont plongé dans la famine. Pendant la saison sèche je vais travailler comme manœuvre sur les chantiers. Je suis obligé de faire ainsi pour que la famille s'en sorte. Comme tu vois même ici, il y pas a du travail, certains frères

256-Christian SEIGNOBOS et Olivier IYEBI-MANDJEK (dir.), *Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun*. Paris, IRD Éditions / MINREST / INC, 2000, p. 89-112.

*partent à Yaoundé, Douala faire des petits jobs et ensuite ils envoient à la famille. C'est comme ça qu'on fait mon frère*²⁵⁷.

Ce témoignage souligne la déstructuration des économies domestiques où l'unité de production familiales, jadis organisées autour d'une activité principale cohérente, se fragmentent en une multiplicité d'activités hétérogènes et précaires. L'agriculture, qui structurait autrefois l'ensemble du calendrier social (période de travail, de repos, de célébrations), devient une activité parmi d'autres. Le travail journalier non qualifié constitue donc une composante essentielle de l'économie de survie. Les hommes, en particulier certains jeunes, se positionnent donc comme manœuvres sur les chantiers de construction, porteurs au marché, ou ouvriers agricoles occasionnels chez les rares exploitants encore capables de maintenir une production. Ces activités, sont caractérisées par leur extrême précarité (rémunération quotidienne, absence de protection sociale, insécurité de l'emploi).

Cette destruction économique se traduit concrètement par une intensification des activités du secteur informel urbain de Yagoua : petit commerce de rue, travail journalier non qualifié, transport. Ces activités, traditionnellement secondaires et complémentaires de l'agriculture, deviennent progressivement les principales sources de revenus pour une partie croissante de la population. Le petit commerce, en particulier, connaît une expansion considérable. Les femmes, dont les activités agricoles se trouvent perturbées par les inondations font dans le commerce de produits alimentaires de base : condiments, légumes, poisson, huile de palme, fruits. Certaines éloignée un peu de la ville font dans la vente du bois etc. Cette activité présente l'avantage d'une certaine flexibilité et d'une faible intensité capitaliste : avec quelques milliers de francs CFA, il est possible de répondre à certains besoins.

Une maman sinistrée témoigne :

*Avant, en dehors du champ, on faisait du petit commerce quand on était chez nous en ville. Mais depuis que l'eau vient chaque année et ça tout détruit l'année passée, on nous amené dans ce camp. Là où nous sommes, nous sommes loin de la ville. Nous n'avons aucune activité et chacun se débrouille de lui-même. Avant quand on était en ville, on peut préparer ou vendre quelque chose et ça passe mais ici, rien que la moto pour aller c'est 500f, soit 1000F aller et retour, où est ce qu'on va trouver cet argent ? ce que nous faisons, c'est seulement attacher le bois et aller avec à pied en ville, c'est juste ça pour aller vendre afin de subvenir aux besoins des enfants. Comme c'est loin on fait comme ça. Mais nous connaissons des gens qui sont là-bas en ville ou même proche qui vendent par exemple les beignets, la nourriture, les fruits, les légumes et beaucoup même.*²⁵⁸

257-Entretien avec Alain, quartier Goboissou, le 29/06/2025.

258-Entretien de groupe avec les sinistrés, camp OURO DABA 26/06/2025.

Ce témoignage montre la désarticulation économique provoquée par la relocalisation post-inondation, qui a rompu les liens entre espace résidentiel et opportunités économiques. Il met en évidence une marginalisation spatiale entraînant une précarisation accrue et une dépendance à des activités de survie informelles.

1-2-Exode rurale et mobilités économiques forcées

La crise du modèle économique agricole et la saturation des activités informelles locales génèrent également une intensification des mobilités économiques. Ces mobilités prennent plusieurs formes : migrations saisonnières vers les centres urbains régionaux (Maroua, Garoua, Yaoundé, etc), migrations pendulaires quotidiennes ou hebdomadaires vers les zones rurales environnantes où persistent des opportunités de travail agricole occasionnel. Comme le disait précédemment le jeune agriculteur Alain : «comme tu vois même ici, il y pas a du travail, certains frères partent à Yaoundé, Douala faire des petits jobs et ensuite ils envoient à la famille.²⁵⁹ Ce témoignage révèle ainsi une logique de survie fondée sur la circulation des ressources au sein des familles éclatées, où la migration devient une stratégie collective d'adaptation face à la raréfaction des opportunités locales et à la désagrégation du tissu économique de proximité. Néanmoins, il convient de souligner que ces mobilités ne sont pas sans conséquences sociales. Elles fragilisent les structures familiales, en particulier lorsque ce sont les hommes qui migrent pendant de longues périodes, laissant les femmes assumer seules la gestion domestique et l'éducation des enfants. Elles génèrent également de nouveaux coûts (transport, logement temporaire, double résidence) qui grèvent les budgets familiaux déjà fragiles. Enfin, elles exposent les migrants à de nouvelles vulnérabilités : accidents de trajet, exploitation par les employeurs dans les lieux de destination, absence de protection sociale. Ces mobilités s'inscrivent dans des logiques globales de précarisation du travail où les populations les plus vulnérables doivent constamment se déplacer pour trouver des opportunités économiques de plus en plus fragmentées et précaires. Les inondations à Yagoua, loin d'être un phénomène local isolé, s'inscrivent dans ces dynamiques globales de transformation du capitalisme contemporain.

2-économie de survie face aux catastrophes et dépendances nouvelles

Ce phénomène, en dehors des pertes qu'il engendre transforme les modes de vie et les activités économiques des populations de Yagoua, générant de nouvelles formes de dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure et des mécanismes de survie non traditionnels.

²⁵⁹-Entretien avec Alain, quartier Goboissou, le 29/06/2025.

2-1-L'aide humanitaire comme ressource économique temporaire et dépendances

Les inondations récurrentes, en attirant l'attention des acteurs humanitaires internationaux et nationaux, ont paradoxalement créé une nouvelle forme de ressource économique : l'aide d'urgence et les programmes de relèvement. Cette aide, bien qu'elle vise officiellement à restaurer les capacités des populations sinistrées, fonctionne en pratique comme un substitut temporaire aux revenus perdus et s'intègre dans les stratégies économiques des ménages. Les distributions des produits alimentaires de première nécessité, les kits de relèvement agricole, la distribution monétaire aux victimes, etc. constituent désormais des ressources attendues et intégrées dans les calculs économiques familiaux. De ce fait, l'aide loin, d'être neutre, crée des dépendances, modifie les comportements économiques et génère des effets non intentionnels qui peuvent parfois contredire ses objectifs officiels.

Comme le témoignent les sinistrés

Le don de couple présidentiel, nous a beaucoup aidé au début, on croyait que ça devait continuer ainsi vu l'ampleur de notre situation, mais on est abandonné à nous-même. Ici, nous sommes nombreux, il y a les familles de 8,10, à 13 personnes. Ils nous avaient distribué les couvertures, les matelas, l'huile, les sacs de riz de 25kg et d'autres petites choses. Ça fait déjà plus de 6 mois aujourd'hui, on n'a rien, on mange quoi. Il y a seulement les ONG qui nous ont beaucoup soutenu, surtout PAM, vraiment que Dieu bénisse cette femme de PAM, elle est venue elle-même en personne plusieurs fois nous rendre visite, c'est une femme très gentille. C'est le blanc qui nous aide même plus que notre gouvernement. Cette femme premièrement elle nous a donné chaque famille 2 sacs de 50 kg de riz, de l'huile, du savon. Après elle est encore revenue nous donné plus que ça, chaque famille a reçu 3 Sacs de 50 kg du riz, elle a distribué même beaucoup d'autres choses, c'est même tout Yagoua qui a reçu hein, pas nous seulement les sinistrés, même ceux que les inondations n'ont pas touché ont bénéficié l'aide de cette femme. Si elle entend nos cris, nous lui souhaitons longue vie, car on ne sait pas comment remercier cette femme ; que Dieu bénisse cette femme pour son geste vraiment, une blanche qui vient s'asseoir avec nous, déplore notre situation et nous aide plus que ceux qui sont autour de nous ; vraiment on ne sait quoi lui dire. En plus de PAM il y aussi la croix rouge, action contre la faim, et beaucoup d'autres ONG qu'on a ne connaît même pas leurs noms. Tu vois, si on a tenu dans ces conditions, c'est grâce à ces ONG, mais maintenant comme ça a duré, les choses sont finies, ça fait combien de mois aujourd'hui ? et l'Etat ne pense même pas à nous. On n'a rien, on souffre toujours. Il faut vraiment que l'Etat nous vient en aide.²⁶⁰

Ce témoignage met ainsi en lumière une dépendance à l'aide humanitaire. Mais en réalité, cette dépendance soulève une préoccupation, la question n'est pas tant celle de la dépendance à l'aide mais celle de l'absence d'alternatives économiques viables. Cette aide parfois génère également

260-Entretien de groupe avec les sinistrés, camp OURO DABA 26/06/2025.

une économie secondaire autour de sa distribution : transport des vivres, stockage, gardiennage, interprétariat, sensibilisation communautaire. Ces activités temporaires, rémunérées par les organisations humanitaires, constituent des opportunités économiques pour les populations. Certains individus se spécialisent dans ces fonctions et développent une expertise qui leur permet de se positionner comme indispensables dans chaque nouvelle intervention.

2-2-Marchés de la reconstruction et opportunités.

Au-delà de l'aide humanitaire, les inondations entraînent également une demande de services de reconstruction : réparation ou reconstruction d'habitations, rehaussement de fondations, installation de systèmes de drainage artisanaux, transport de matériaux de construction. Cette demande crée donc des opportunités économiques pour certains acteurs disposant des compétences et des ressources nécessaires pour y répondre. Les maçons, charpentiers, chauffeurs etc. connaissent ainsi une forte demande après chaque épisode d'inondation majeure. Les prix de leurs services augmentent parfois pendant ces périodes, ce qui crée des opportunités d'accumulation pour certains de ces acteurs capables de mobiliser rapidement des ressources et des compétences.

3-Creusement des inégalités et vulnérabilités différenciées

Les mutations économiques induites par les inondations n'affectent pas de manière univoque l'ensemble de la population de Yagoua. Cette situation renforce les structures d'inégalité préexistantes, créant des impacts différenciés selon le genre, l'âge, le statut socio-économique et l'appartenance ethnique ou religieuse. Comme nous l'avons analysé dans le chapitre précédent, les femmes sont particulièrement vulnérables aux conséquences économiques des inondations. D'abord, parce que leurs activités économiques principales petit commerce alimentaire, produits agricoles etc. sont souvent les plus directement affectées par les inondations contrairement aux hommes qui peuvent plus facilement se reconvertir dans le travail journalier de force, les femmes disposent de moins d'options de diversification économique. Ensuite, les femmes supportent le plus une charge de travail domestique : protection des enfants, gestion des pénuries alimentaires, soins aux malades, maintien d'une certaine normalité domestique dans des conditions difficiles. Cette surcharge de travail reproductif limite leur capacité à s'engager dans des activités économiques rémunératrices. Un papa sinistré mentionne cette situation en disant : *« honnêtement ce sont les femmes qui souffrent le plus, toi-même tu sais comment nous sommes nous les hommes »*²⁶¹

261-Entretien de groupe avec les sinistrés, camp OURO DABA 26/06/2025.

Bien plus, les personnes âgées constituent une autre catégorie aussi vulnérable. Souvent moins mobiles physiquement, elles ont du mal à évacuer rapidement lors des inondations et dépendent de l'aide familiale ou communautaire. Sur le plan économique, elles, qui vivaient des solidarités familiales et du respect lié à leur statut se retrouvent fragilisées lorsque ces solidarités s'effritent sous l'effet de l'appauvrissement généralisé, comme analysé précédemment. Par ailleurs, les jeunes connaissent une situation ambivalente. D'un côté, leur force physique et leur mobilité leur permettent de saisir certaines opportunités économiques (travail journalier, migrations temporaires, activités dans l'économie humanitaire). D'un autre côté, les inondations récurrentes entravent leurs perspectives d'établissement économique stable : impossibilité d'hériter d'une exploitation agricole viable, difficulté à accumuler le capital nécessaire pour lancer une activité commerciale pérenne, report indéfini des leurs projets importants faute de ressources suffisantes.

Au-delà de ces impacts différenciés selon les catégories sociales, ce phénomène engendre un processus d'appauvrissement structurel qui affecte le plus les ménages déjà pauvres avant les crises. Les ménages les plus pauvres : chaque inondation détruit une partie de leurs maigres actifs (bétail, stocks alimentaires, outils de production), qu'ils n'ont pas les moyens de reconstituer avant l'inondation suivante, cela les enfonce dans un appauvrissement dont il devient de plus en plus difficile de sortir. Le processus s'auto-renforce d'une manière ou d'une autre à travers plusieurs mécanismes. D'abord, la perte d'actifs productifs (animaux d'élevage, cultures, stocks de semences) réduit la capacité de production future et donc les revenus potentiels. Ensuite, pour survivre après une inondation, ils sont contraints de vendre à bas prix leurs actifs restants ou de contracter des dettes, ces dettes, qui seront d'ailleurs difficiles à rembourser, entament durablement les revenus futurs.

L'appauvrissement se manifeste également à travers une dégradation des conditions de vie quotidiennes : réduction de la diversité et de la qualité de l'alimentation, déscolarisation des enfants pour économiser les frais scolaires, renoncement aux soins de santé faute de moyens, détérioration du logement. Ces privations, au-delà de leur dimension matérielle immédiate, ont des conséquences à long terme sur le capital humain (santé, éducation) et donc sur les perspectives économiques futures. Comme l'a souligné Martha NUSSBAUM dans son approche par les « capacités »²⁶². La pauvreté ne se mesure pas seulement en termes de revenus monétaires, mais en termes de capacités à fonctionner et à mener une vie digne. L'appauvrissement induit par les inondations à Yagoua est donc multidimensionnel : il affecte

262-Martha NUSSBAUM, *Women and Human Development: The Capabilities Approach*. Cambridge (UK) / New York, Cambridge University Press, 2000.

simultanément les ressources matérielles, le capital social, la santé physique et mentale, et les perspectives d'avenir. Toutefois, il est important de souligner que si ce phénomène appauvrit davantage les familles les plus fragiles, il crée certainement une opportunité d'accumulation pour certains acteurs stratégiquement positionnés. Cette différenciation transforme donc la structure sociale locale et génère de nouvelles tensions. Par exemple, il arrive de fois que les commerçants disposant de capital, capables de stocker des marchandises (alimentaires ou matériaux de construction) en prévision des inondations, profitent de la hausse des prix post-catastrophe pour réaliser des marges bénéficiaires substantielles. Certains pratiquent également le crédit informel à des taux élevés, prêtant aux sinistrés en situation de détresse et se remboursant en nature ou par appropriation d'actifs (terres, bétail) en cas de non-paiement. En fin, nous pouvons dire qu'à Yagoua, les inondations entraînent une transformation du système économique local, marquée par la diversification contrainte des moyens d'existence, la dépendance accrue à l'aide externe et l'aggravation des inégalités. Ce processus dépasse la simple adaptation à une crise ponctuelle : il souligne une restructuration des activités et des rapports sociaux. Par ailleurs, ces mutations parfois s'accompagnent d'une reconfiguration spatiale, redessinant la répartition des populations

III-RECONFIGURATIONS TERRITORIALES

Les inondations engendrent aussi des mouvements de population. Les stratégies résidentielles se différencient selon les ressources : d'autres investissent dans le rehaussement de leurs habitations ; les ménages disposant de capital se relocalisent volontairement ; les plus pauvres restent résignés dans les zones inondables ou dans les camps de sinistrés faute d'alternatives.

1-Réorganisation de l'espace habité

Face au même phénomène devenu désormais récurrent, les populations locales développent des stratégies résidentielles selon leurs ressources économiques, leurs réseaux sociaux et leurs aspirations. Ces stratégies comprennent : le rehaussement sur place, la relocalisation vers des zones moins exposées, et la résignation contrainte.

Le rehaussement sur place consiste à surélever progressivement les habitations par ajout de remblais sous les fondations ou installation de planchers surélevés. La relocalisation volontaire vers des zones moins exposées constitue une autre stratégie, adoptée principalement par les ménages disposant de ressources suffisantes pour acquérir ou louer un terrain ailleurs. Elle implique un éloignement pour une meilleure sécurité face aux inondations. Par contre, la résignation contrainte caractérise la situation des ménages les plus pauvres qui, ne disposant ni

des ressources pour surélever leur habitation ni de la capacité à se relocaliser (absence de capital pour acquérir un terrain ailleurs, absence de réseaux sociaux dans d'autres quartiers, dépendance à une activité économique localisée), restent dans les zones inondables et subissent passivement les crises récurrentes, c'est le cas de la majorité de sinistrés de Yagoua. Un papa témoigne :

*C'est déjà la troisième fois que nous changeons de résidence. Avant, après les inondations, on rentrait souvent, mais pour cette année-là, on ne peut plus car déjà grave, c'est très difficile. Si on avait des moyens comme certains qui sont partis ailleurs, on devrait acheter le terrain et construire et abandonner totalement la zone, mais c'est vraiment difficile pour nous.*²⁶³

Une autre participante ajoute : « toi-même regarde où on vit, qui, qui est cette personne qui a le moyen peut accepter venir vivre dans ce camp ? regarde toi-même »²⁶⁴

De ces témoignages, il est clair que la résignation n'est pas une acceptation sereine du risque, mais une absence d'alternative réaliste. Dans leurs nouvelles zones d'installation, le paysage se caractérise par une extension anarchique : tentes dispersée, absence de trame viaire structurante, installations précaires et temporaires.

2- Recomposition fonctionnelle de l'espace public : adaptation spatiale

Face à la récurrence des inondations, l'espace urbain de Yagoua connaît des recompositions fonctionnelles. Certains espaces publics ou équipements collectifs ont perdu leur vocation initiale : aires de jeu, places de marché ou petits équipements communautaires sont devenus des zones de stockage d'eau ou ont été simplement abandonnés, témoignant d'une adaptation forcée à la nouvelle réalité hydrologique.

Le déplacement de la tribune municipale, initialement située au quartier Goboissou (infrastructure publique avec gradins destinée à accueillir les spectateurs lors d'événements officiels et communautaires), vers le quartier Kalak illustre parfaitement cette recomposition spatiale. Face à l'inondabilité récurrente de certaines zones, les autorités ont été contraintes de relocaliser cet équipement structurant, modifiant ainsi la fonction et l'organisation de l'espace urbain. Cette décision, bien que pragmatique, révèle une forme d'adaptation institutionnelle au risque : plutôt que de protéger les zones vulnérables, on déplace les infrastructures vers des espaces moins exposés. L'image ci-dessous est l'illustration parfaite de cette recomposition de l'espace public :

263-Entretien de groupe avec les sinistrés, camp OURO DABA 26/06/2025.

264-Idem

Image 9: nouvelle tribune construite dans le quartier KALAK



Source : Enquête de terrain par Benoit MADAGAL le 29/06/2025 à Yagoua

Cette logique de déplacement met en évidence une reconnaissance de l'impossibilité de contrôler durablement les inondations dans certaines zones. Elle témoigne également d'une hiérarchisation spatiale où certains quartiers sont progressivement abandonnés au profit d'autres jugés plus sûrs, contribuant ainsi à une fragmentation socio-spatiale de la commune.

3-Gouvernance territoriale du risque et planification locale

Les populations développent des pratiques spontanées d'aménagement et d'auto-organisation spatiale visant à réduire leur exposition au risque d'inondation. Ce qui témoigne d'une capacité d'agir spatial même en l'absence de ressources formelles. Au niveau individuel et familial, ces pratiques incluent le rehaussement artisanal des habitations, le creusement de fossés de drainage autour des concessions, la construction de petites digues en sacs de sable, l'organisation interne de l'habitat pour minimiser les dégâts (surélévation des lits, installation d'étagères hautes pour les biens précieux). Au niveau collectif, les habitants de certains quartiers s'organisent pour réaliser des travaux d'aménagement commun mais restent limitées par plusieurs contraintes. D'abord, ils sont nécessairement localisés et fragmentés, ils manquent d'expertise technique : les aménagements réalisés sont souvent inefficaces ou contre-productifs faute de connaissances en hydrologie, topographie.

Les inondations à Yagoua apparaissent ainsi bien plus que comme des aléas environnementaux ponctuels : elles constituent de véritables facteurs structurants de transformation sociale, économique et territoriale. L'analyse développée dans ce chapitre montre que ces crises récurrentes fragilisent les mécanismes traditionnels de solidarité, provoquent l'éclatement des structures familiales, favorisent l'émergence de nouvelles formes d'organisation collective et redéfinissent les rapports de pouvoir et de légitimité au niveau local. Ces transformations sociales s'inscrivent dans un contexte marqué par un appauvrissement

généralisé, une diversification contrainte des activités économiques et une dépendance accrue à l'aide humanitaire, mettant en évidence une recomposition profonde des moyens d'existence. Dans cette perspective, les dynamiques observées à Yagoua rejoignent les analyses développées par Martine GUIBERT et Yves Jean, selon lesquelles les espaces ruraux contemporains ne peuvent plus être appréhendés comme des entités stables ou figées, mais comme des territoires en mutation permanente, traversés par des mobilités, des recompositions sociales et des reconfigurations spatiales sous l'effet de contraintes économiques et environnementales croissantes²⁶⁵. À Yagoua, les inondations fonctionnent comme un révélateur et un accélérateur de ces dynamiques : elles redessinent les pratiques économiques, modifient les structures familiales, transforment les solidarités et reconfigurent l'espace habité selon les ressources et les capacités d'adaptation des ménages. Toutefois, cette transformation ne se traduit pas par une résilience homogène. Si certains acteurs parviennent à capter des opportunités liées à l'économie de la catastrophe, la majorité des populations s'enfonce dans des trajectoires de vulnérabilité durable, marquées par la précarisation des conditions de vie, la déscolarisation, la fragilisation du capital social et l'aggravation des inégalités. Ainsi, à l'instar de nombreuses campagnes analysées dans les travaux de GUIBERT et Yves JEAN, Yagoua illustre une recomposition sociale et territoriale sous contrainte, où l'adaptation reste largement informelle, inégalitaire et insuffisamment soutenue par des politiques publiques structurelles. Cette situation pose, en définitive, la question centrale de la gouvernance du risque et du rôle de l'État dans l'accompagnement durable des transformations induites par les crises environnementales.

265-Martine GUIBERT et Yves JEAN (dir.), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Paris, Armand Colin, 2011.

L'analyse effectuée dans cette seconde partie met en lumière une situation complexe. Les inondations persistantes à Yagoua se révèlent une situation complexe et alarmante. Face à la catastrophe, les populations déploient des capacités d'adaptation remarquables. Les stratégies d'adaptation, qu'elles soient endogènes ou soutenues par des acteurs externes, ne se contentent pas de répondre aux crises : elles les transforment en vecteurs de recomposition sociale. Elles reconfigurent les relations sociales tout en suscitant de nouvelles formes d'organisation collective ; elles transforment les structures économiques en substituant à l'agriculture une pluriactivité de survie génératrice d'inégalités accrues et redéfinissent l'espace d'habitation. Cette dialectique entre adaptation et transformation, entre résilience et vulnérabilité, montre que les catastrophes ne sont jamais de simples accidents naturels appelant des réponses techniques, mais constituent de véritables « *faits sociaux totaux* » au sens MAUSSIEN, travaillant en profondeur le corps social.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La présente recherche portant sur le sujet intitulé « *inondations dans la commune de Yagoua : vulnérabilités sociales et stratégies de résilience des populations locales (Extrême-Nord Cameroun)* » est partie de l'observation d'un paradoxe troublant : malgré l'existence d'un cadre juridique, institutionnel et stratégique élaboré pour la gestion des risques au Cameroun, la vulnérabilité des populations de Yagoua face aux inondations demeure élevée et tend même à s'aggraver. Ce phénomène a des multiples impacts multidimensionnels sur les cadres et conditions de vie des populations. Si le cadre institutionnel camerounais dispose d'un ensemble de dispositifs censés prévenir et gérer les catastrophes naturelles : Plan National de Contingence, Projet d'Urgence de Lutte contre les Inondations, Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes, direction de la protection civile et multiples textes juridiques, la présente recherche s'interroge sur le pourquoi de cette récurrence des inondations, le pourquoi de cette vulnérabilité persistante malgré ces efforts institutionnels. Cette question a abouti à la formulation d'une problématique de recherche, orientée vers une analyse thématique des différents travaux des prédécesseurs sur les catastrophes environnementales, notamment les causes des catastrophes naturelles, leurs conséquences, ainsi que les stratégies et défis liés à l'adaptation des populations.

Une question de recherche principale et trois questions spécifiques ont été donc identifiées.

La question principale a été formulée ainsi que suit : Comment les inondations affectent-elles les cadres et conditions de vie des populations locales de la commune de Yagoua ?

Les questions spécifiques quant à elles étaient les suivantes :

QS1-Comment les populations locales victimes des inondations perçoivent-elles leurs conditions sociales ?

QS2-Quelles sont les stratégies mises en œuvre par les populations et par les acteurs institutionnels pour faire face aux situations de vulnérabilité vécues ?

QS3- Quelles sont les dynamiques sociales induites par les inondations et la résilience des populations de Yagoua ?

Dans un souci de respect des exigences méthodologiques, des réponses provisoires à ces questions de recherche ont été formulées ainsi que suit :

Hypothèse de recherche principale : Les inondations dans la commune de Yagoua dégradent les infrastructures, bouleversent les activités de subsistance et détériorent les conditions de vie des populations locales.

Hypothèses de recherche spécifiques sont les suivantes :

HS1- Les populations locales de Yagoua perçoivent leurs conditions sociales comme précaires et marquées par une vulnérabilité multidimensionnelle liée aux inondations récurrentes.

HS2- Les populations de Yagoua et les acteurs institutionnels développent des stratégies d'adaptation diversifiées, allant des pratiques communautaires locales individuelles ou collectives, aux interventions étatiques et non étatiques structurées, qui leur permettent de faire face aux inondations et de renforcer leur capacité d'adaptation.

HS3- Les inondations persistantes induisent des dynamiques sociales spécifiques qui influencent les structures sociales donnant lieu à une recomposition sociale, renforcent la solidarité et stimulent la résilience collective, traduisant une forme d'anti-fragilité sociale au sein de la communauté.

L'objectif général est d'analyser les effets des inondations persistantes sur les cadres et conditions de vie des populations locales de la commune de Yagoua.

Sur le plan théorique, cette recherche a mobilisé deux modèles théoriques à savoir : la théorie de l'anti-fragilité de Nicholas NASSIM TALEB et la théorie de la modernité réflexive d'Ulrich BECK. La théorie de l'anti-fragilité a permis d'analyser comment les populations confrontées à des catastrophes récurrentes dépassent une vision victimaire pour créer des stratégies innovantes et construire des systèmes sociaux plus adaptatifs. Elle a permis de comprendre comment les populations adoptent des comportements anti-fragiles face à l'adversité des crises hydrologiques, se renforçant à travers les chocs plutôt que d'être simplement résistantes. La théorie de la modernité réflexive de BECK a quant à elle permis d'analyser comment les inondations à Yagoua résultent également des activités humaines. Les pratiques d'aménagement, les ruptures des digues par manque d'entretien, creusement de rigoles non conformes, extraction de terre créant des cavités favorisant l'érosion, occupation de zones inondables inconstructibles illustrent la manière dont les sociétés produisent elles-mêmes leurs propres risques. Cette théorie a permis de comprendre que les catastrophes ne sont pas de simples accidents naturels mais résultent de choix sociaux, économiques et politiques.

En ce qui concerne l'approche méthodologique mobilisée, elle a été qualitative. Le recours à cette démarche a permis de recueillir et d'analyser à la fois les impacts des inondations sur les cadres et conditions de vie des populations de Yagoua et les stratégies qu'elles développent pour y faire face, y compris les dynamiques sociales qu'elles induisent. La collecte des données primaires a été rendue possible grâce à l'enquête documentaire, l'observation directe, aux entretiens semi-directifs individuels et aux entretiens de groupe semi-directifs. L'observation directe s'est déroulée entre juin et juillet 2025 dans plusieurs quartiers de Yagoua,

permettant d'observer l'état physique des habitations post-inondations, les infrastructures de protection existantes et les pratiques locales d'aménagement. Les entretiens ont été menés auprès de populations locales, de sinistrés, d'autorités locales (maire, sous-préfet, cadres communaux, chefs traditionnels et religieux) ainsi que d'acteurs de la société civile (ONG, associations communautaires). L'enquête documentaire a quant à elle permis de collecter les données secondaires à partir des travaux académiques, des ouvrages, de rapports d'études, de textes juridiques et d'articles scientifiques.

La collecte des données primaires s'est soumise au choix d'un échantillonnage non probabiliste, avec un choix porté sur la méthode par boule de neige à choix raisonné. Cette technique a permis d'identifier progressivement des profils clés en fonction de leur exposition aux inondations. Quarante-trois (43) entretiens ont ainsi été menés pendant la collecte des données avec les cibles mentionnées ci-haut : 11 populations locales (9 hommes et 2 femmes), 20 sinistrés (14 femmes et 6 hommes), 8 autorités locales (7 hommes et 1 femme, incluant 2 chefs traditionnels, 1 catéchiste, 1 cadre municipal et 4 membres de la sous-préfecture) et 4 acteurs de la société civile (1 responsable de la Croix-Rouge et 3 membres de l'association communautaire Sana Logone).

L'analyse des données a été effectuée par analyse de contenu thématique, suivant trois étapes fondamentales : la transcription de l'ensemble des entretiens enregistrés, le classement et la catégorisation des données par sous-thèmes correspondant aux axes principaux de l'analyse (expérience des inondations, facteurs, vulnérabilités, impacts, perceptions, stratégies d'adaptation et dynamique sociales), et enfin l'analyse proprement dite par triangulation des témoignages des populations, des propos des autorités, des acteurs de la société civile et des textes institutionnels. Cette démarche a permis de dégager les effets des inondations sur les conditions de vie, les facteurs de vulnérabilité et les stratégies d'adaptation mises en œuvre dans la commune de Yagoua.

L'analyse des données a permis de structurer ce travail de recherche en deux parties distinctes mais dépendantes. Chaque partie est composée de deux chapitres. La première partie a consisté à analyser le cadre national de gestion des risques et la vulnérabilité des populations face aux inondations à Yagoua. Le chapitre premier a permis de mettre en évidence l'arsenal juridique et institutionnel camerounais de gestion des risques et ses limites opérationnelles. Le deuxième chapitre quant à lui a examiné les causes, manifestations et perceptions de la vulnérabilité par populations locales à Yagoua, démontrant l'interaction entre facteurs naturels et anthropiques, les perceptions, les impacts multidimensionnels sur les conditions de vie et la distribution socialement différenciée de cette vulnérabilité. La seconde partie du travail a

abordé les réponses face aux inondations et les transformations sociales induites. Son premier chapitre s'est intéressé aux stratégies d'adaptation développées par les populations locales et aux interventions des acteurs externes, mettant en évidence à la fois les capacités remarquables d'adaptation et leurs limites structurelles. Son deuxième chapitre a davantage insisté sur les dynamiques sociales et transformations locales induites par les inondations, analysant les recompositions des solidarités, les mutations économiques et les reconfigurations territoriales.

Au terme de ce travail de recherche, les différents résultats de l'analyse des données par hypothèse sont les suivants :

Pour l'hypothèse principale, l'analyse a démontré que les inondations persistantes à Yagoua affectent gravement les cadres et conditions de vie des populations locales. Malgré l'existence d'un cadre juridique progressivement élaboré, incluant conventions internationales ratifiées, lois-cadres environnementales, structures institutionnelles dédiées et programmes d'intervention, la confrontation de ces dispositifs aux réalités locales démontre un décalage profond entre volonté institutionnelle affichée et efficacité opérationnelle. Les défaillances structurelles identifiées, insuffisance des moyens techniques et financiers, lenteur administrative, défaillance de la planification urbaine, occupation anarchique des zones inondables montrent que les réponses techniques ou juridiques demeurent insuffisantes sans transformation profonde des modes de gouvernance. La vulnérabilité s'avère ainsi une construction sociale qui reproduit les inégalités, contraignant les catégories sociales défavorisées à occuper les espaces les plus dangereux.

En ce qui concerne l'hypothèse secondaire 1, les populations locales de Yagoua perçoivent effectivement leurs conditions sociales précaires et marquées par une vulnérabilité multidimensionnelle. L'analyse des données collectées précise que les facteurs naturels (topographie plane, débordements du Logone, précipitations accrues) interagissent avec des dynamiques anthropiques (extraction de terre, occupation de zones inondables, pratiques d'aménagement inadaptées, rupture des digues) pour créer des conditions propices aux inondations récurrentes. Les conséquences se manifestent par la destruction massive des habitations, la perte de biens matériels, la perturbation des activités économiques et des services essentiels, ainsi que par des impacts sanitaires, alimentaires et éducatifs graves. Les populations expriment un sentiment de précarité généralisée, d'impuissance face à la récurrence du phénomène et d'abandon par les institutions publiques. Surtout, l'analyse montre que cette vulnérabilité ne frappe pas uniformément : elle se distribue de manière socialement différenciée selon le genre, l'âge, l'activité professionnelle et la localisation géographique. Les femmes, supportant la charge du travail domestique et des soins aux enfants tout en perdant leurs

activités génératrices de revenus, cumulent les facteurs d'exposition. Les enfants voient leurs parcours éducatifs perturbés, leur santé fragilisée et leur développement compromis. Les personnes âgées, moins mobiles et dépendantes, subissent une marginalisation. Les agriculteurs et commerçants informels perdent simultanément leurs moyens de production et leurs sources de revenus. Les habitants des quartiers bas, situés dans des zones exposées et dépourvues d'infrastructures de protection, concentrent l'ensemble de ces vulnérabilités.

L'hypothèse secondaire 2 stipulait que les populations de Yagoua et les acteurs institutionnels développent des stratégies d'adaptation diversifiées permettant de faire face aux perturbations et de renforcer leurs capacités d'adaptation. Les données de terrain démontrent que les populations locales, loin de demeurer passives, développent effectivement des pratiques individuelles remarquables : rehaussement artisanal des habitations, stockage anticipatif des vivres, diversification des cultures, évacuation préventive des biens. Elles mobilisent également des mécanismes collectifs de solidarité, activant les réseaux familiaux et communautaires pour l'hébergement temporaire, l'entraide matérielle et le partage des ressources. Les savoirs endogènes agricoles et architecturaux, transmis de génération en génération, témoignent d'une mémoire collective du risque et d'une résilience pragmatique. Parallèlement, les acteurs externes interviennent avec des ressources et expertises que les populations ne peuvent mobiliser seules. L'État, à travers ses administrations centrales et déconcentrées, déploie des dispositifs de prévention, d'urgence et de reconstruction, même si leur efficacité reste entravée par des contraintes budgétaires et une lenteur administrative. Les collectivités territoriales décentralisées tentent de pallier ces défaillances par des initiatives pragmatiques, mais se heurtent également à des moyens limités. Les ONG internationales et nationales jouent un rôle crucial dans l'assistance humanitaire d'urgence et les programmes de relèvement communautaire, avec la Croix-Rouge se distinguant par son rôle de coordination et de renforcement des capacités locales.

Cependant, l'analyse profonde de ces données relève que ces stratégies d'adaptation, bien que remarquables, restent limitées face à l'ampleur et à la récurrence du phénomène. La complémentarité entre acteurs reste fragile et marquée par des logiques d'intervention ponctuelle, parfois déconnectées des attentes locales. Les populations expriment une reconnaissance pour les aides reçues, mais dénoncent leur caractère temporaire et insuffisant, aspirant à des solutions structurelles et durables dépassant l'assistance ponctuelle. Les stratégies d'adaptation mettent ainsi en lumière une résilience en tension : entre inventivité locale et précarité structurelle, entre interventions externes massives et frustrations persistantes, entre volonté institutionnelle affichée et défaillances opérationnelles concrètes. Si certaines

populations développent des formes d'anti-fragilité, cette capacité reste socialement sélective, bénéficiant principalement aux acteurs disposant déjà de ressources leur permettant de saisir les opportunités créées par la catastrophe, tandis que les plus vulnérables s'enfoncent dans des trappes de pauvreté.

Pour l'hypothèse secondaire 3, l'analyse démontre que les inondations persistantes induisent effectivement des dynamiques sociales spécifiques qui influencent les structures sociales locales. Nos données collectées montrent trois dimensions principales de transformation : recompositions des solidarités et des relations sociales, mutations économiques créant de nouvelles formes de vulnérabilité, et reconfigurations territoriales.

Ainsi, sur le plan des relations sociales, les inondations fragilisent les mécanismes traditionnels de solidarité. La récurrence des crises et la pauvreté rendent intenables les obligations lignagères jadis fonctionnelles, entraînant parfois des recours aux liens de proximité immédiate. Ces recompositions sociales s'accompagnent d'un éclatement progressif des structures familiales, marqué par la dispersion spatiale des ménages, la redéfinition des rôles au sein de la famille et l'affaiblissement des mécanismes traditionnels de prise en charge. Parallèlement émergent de nouvelles formes d'organisation collective : comités de quartiers, réseaux informels de mutualisation des ressources. Les femmes et les jeunes jouent un rôle central dans ces nouvelles configurations.

Sur le plan économique, les mutations induites mettent en lumière plusieurs processus. L'agriculture, pilier traditionnel de l'économie locale, cède progressivement la place à une pluriactivité de survie caractérisée par le petit commerce informel, le travail journalier précaire et les migrations. L'aide humanitaire devient une ressource économique attendue, créant des dépendances problématiques. Ces mutations creusent les inégalités, générant des tensions morales en période de détresse collective. Enfin, sur le plan territorial, les stratégies résidentielles se différencient selon les ressources : rehaussement pour certains, relocalisation volontaire pour ceux qui en ont les moyens, résignation contrainte pour les plus pauvres.

Cependant, contrairement à ce que postulait initialement l'hypothèse, cette recomposition sociale ne se traduit pas systématiquement par un renforcement linéaire de la solidarité et une résilience collective harmonieuse. Les nouvelles solidarités émergentes restent fragiles, limitées par la pauvreté généralisée. La résilience observée est profondément ambivalente : elle permet la survie immédiate mais souvent au prix d'une précarisation durable et d'une acceptation résignée de conditions de vie dégradées. L'anti-fragilité sociale, lorsqu'elle existe, reste socialement sélective et renforce parfois les inégalités plutôt qu'elle ne les atténue.

De ce qui précède, il convient de souligner que cette recherche apporte plusieurs contributions indispensables à l'avancement des connaissances sur les inondations, la vulnérabilité et la résilience des populations face aux risques et surtout dans le champ de la sociologie de la population et du développement. En articulant simultanément trois dimensions : l'analyse des mécanismes de production sociale différenciée de la vulnérabilité, l'examen des processus de recomposition des structures sociales sous l'effet des catastrophes récurrentes et la mise en évidence du rôle des inondations dans les inégalités structurelles qui traversent les sociétés en développement, elle met en lumière comment les catastrophes environnementales ne détruisent pas uniformément mais redistribuent sélectivement les ressources, les opportunités et les vulnérabilités selon les positions sociales préexistantes. Ce qui ainsi contribue à repolitiser la question du développement local en montrant que la résilience ne saurait être réduite à une capacité technique d'adaptation, mais constitue un enjeu de justice sociale et de transformation des rapports de pouvoir. De plus, cette recherche montre que les inondations ne se réduisent pas à des événements exogènes subis passivement, mais constituent des moments indicateurs et accélérateurs de processus sociaux de long terme. Ensuite, elle enrichit la connaissance des dynamiques locales face aux inondations dans le contexte sahélien camerounais, exploitant finement les mécanismes de production sociale de la vulnérabilité, les stratégies d'adaptation développées et les transformations sociales induites. Elle met aussi en lumière les limites des institutions de la gestion des risques, démontrant que l'existence d'un énorme cadre juridique et institutionnel ne garantit nullement l'efficacité des politiques. Enfin, cette recherche contribue à affiner la notion de résilience en montrant son caractère ambivalent, invitant à distinguer une résilience-adaptation qui maintient les systèmes sociaux dans leur configuration vulnérable, d'une résilience-transformation qui s'attaquerait aux causes structurelles de la vulnérabilité.

Prenant appui sur les résultats de cette recherche, plusieurs perspectives peuvent être exploiter pour améliorer non seulement la gestion des inondations à Yagoua, mais aussi pour une meilleure compréhension sociologique des catastrophes environnementales. Ces perspectives sont notamment : le renforcement effectif des capacités institutionnelles locales en termes de proximité, de réactivité et de légitimité auprès des populations ; le dépassement des interventions ponctuelles et sectorielles pour adopter des approches durables incluant prévention, aménagement du territoire, développement économique et protection sociale ; la participation effective des populations aux décisions qui les concernent, au-delà des dispositifs participatifs souvent formels.

De ce fait, d'autres aspects intéressants sont multiples et pourraient constituer un autre objet d'étude pour une recherche future. Ainsi, l'on pourrait par exemple s'intéresser de manière plus approfondie à l'analyse des trajectoires des ménages sinistrés pour mieux comprendre les processus de sortie ou d'enfoncement dans la vulnérabilité sur le long terme. L'on peut explorer aussi les dimensions psychosociales et émotionnelles de l'expérience répétée des inondations, aspects peu abordés dans la présente recherche mais qui éclaireraient les effets moins visibles de ces crises sur la santé mentale, les projets de vie et les représentations de l'avenir.

Au terme de cette recherche, il apparaît clairement que les inondations à Yagoua constituent un facteur puissant des fragilités et contradictions. Entre dispositifs institutionnels formels et vulnérabilités concrètes persistantes, entre capacités adaptatives remarquables des populations et précarisation structurelle croissante, entre solidarités traditionnelles fragilisées et nouvelles formes d'organisation émergentes, se dessinent les contours d'une société en tension, traversée par des dynamiques de transformation dont l'issue demeure incertaine. Comprendre ces dynamiques, ces tensions et interroger ces contradictions constitue une première étape indispensable. Mais la véritable question, au-delà de la connaissance sociologique, demeure politique : quelle société voulons-nous construire face aux défis environnementaux croissants ? Une société qui reproduit et aggrave les inégalités d'exposition aux risques, ou une société capable de garantir à tous ses membres une protection effective face aux aléas et une vie digne malgré l'incertitude ? C'est à cette question fondamentale que devront répondre, collectivement, les populations, les autorités, les organisations de la société civile et les chercheurs dans les années à venir.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I-OUVRAGES GENERAUX

- BACHELARD Gaston, *Le nouvel esprit scientifique*, 9ème édition, Paris, PUF, 1996.
- BALANDIER Georges, *Sens et puissance : Les dynamiques sociales*, Paris, Presses universitaires de France, 1971.
- ÉLA Jean-Marc, *Les cultures africaines dans le champ de la rationalité scientifique*, Livre II, Paris, L'Harmattan, 2007.
- ELLA ELLA Samuel-Béni, *Leçons de sociologie du développement. Une expérience à partir des universités camerounaises*, Paris, L'Harmattan, 2022, p.132.
- GRAWITZ Madeleine, *Lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 8e édition, 2004.
- GRAWITZ Madeleine, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2001.
- LE BRETON David, *Sociologie du risque*, Paris, PUF, 1995.
- LESCOUMES Pierre et LE GALÈS Patrick, *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, 2018.
- MAUSS Marcel, *Essai de sociologie*, Paris, Édition de Minuit, 1969.
- MENDRAS Henri, *Sociétés paysannes : éléments pour une théorie de la paysannerie*, Paris, Armand Colin, 1976.
- MOSSE David, *Cultivating Development: An Ethnography of Aid Policy and Practice*, Londres, Pluto Press, 2005.
- NUSSBAUM Martha, *Women and Human Development: The Capabilities Approach*, Cambridge (UK) / New York, Cambridge University Press, 2000.
- POLANYI Karl, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, trad. fr. C. Malamoud et M. Angeno, Paris, Gallimard, 1983.
- QUIVY, Raymond et VAN CAMPENHOUDT, Luc, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, DUNOD, 1995.
- TABET Paola, *La construction sociale de l'inégalité des sexes : Des outils et des corps*, Paris, L'Harmattan, collection « Bibliothèque du féminisme », 1998.
- TALEB NASSIM, Nicholas, *Antifragile: Things That Gain from Disorder*, Random House, New York, 2012.
- VEYRET Yvette (dir.), *Les risques*, Paris, Éditions Sedes, 2003.
- WEBER Max, *Économie et société*, trad. J. Freund, Paris, Plon, tome 1, 1971.

II-OUVRAGES SPECIFIQUES

- AISHA Umar, *Climat, sociétés et crises environnementales au Sahel*, Lagos, Nigerian University Press, 2021.
- BECK Ulrich, *La société du risque*, Paris, Flammarion, 1ère édition, 1986.
- CISSE Oumar (dir.), *Les inondations à Dakar : gestion des risques et adaptations locales*, Paris-Dakar, Karthala-IAGU, 2018.
- DIALLO Amina, *Changement climatique et systèmes alimentaires en Afrique sahélienne*, Bamako, Éditions Jamana, 2018.
- DIOP Aminata, *Gouvernance des risques et vulnérabilités environnementales au Sahel*, Dakar, Presses Universitaires Africaines, 2018.
- DIOP Mamadou, *Savoirs locaux et adaptation aux changements environnementaux en Afrique sahélienne*, Dakar, CODESRIA, 2019.
- DIOP Momar-Coumba, *Urbanisation côtière et inondations au Sénégal : le cas de Dakar*, Dakar, L'Harmattan-Sénégal, 2013.
- FASSIN Didier, *La raison humanitaire. Une histoire morale du temps présent*, Paris, Gallimard/Seuil, collection « Hautes Études », 2010.
- FERGUSON James, *The Anti-Politics Machine: "Development", Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1990.
- GUIBERT Martine et JEAN Yves (dir.), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Paris, Armand Colin, 2011.
- HAMADOU Oumarou, *Variabilité climatique et catastrophes naturelles en Afrique centrale*, Yaoundé, Éditions du Sahel, 2020.
- KOKOU Anani, *Dynamiques fluviales et risques d'inondation en Afrique de l'Ouest et du Centre*, Lomé, Éditions Scientifiques Africaines, 2019.
- MAHAMAT Ibrahim, *Santé publique et catastrophes environnementales au Sahel*, N'djamena, éditions du Tchad, 2020.
- NDAO Fatou, *Économie des catastrophes naturelles en Afrique subsaharienne*, Dakar, L'Harmattan, 2019.
- NGWA Louis, *Impact de la déforestation sur les inondations dans le bassin du Congo*, Yaoundé, Presses Universitaires d'Afrique, 2016.
- NOUMBISSIÉ Claude Désiré, *Changement climatique : vulnérabilité, dynamisme et représentation sociale des populations des régions du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2019.

- NYSENS Olivier, *Risques et croyances en Afrique : entre fatalisme et résilience*, Paris, Karthala, 2019.
- OLIVRY Jean-Claude, *Fleuves et rivières du Cameroun*, Paris, ORSTOM, Collection Monographies Hydrologiques n°9, 1986.
- PELLING Mark, *The Vulnerability of Cities: Natural Disasters and Social Resilience*, London: Earthscan, 2003.
- PIGEON Pierre, *Vulnérabilités et résilience : les nouveaux enjeux de la géographie des risques*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2012.
- REUVET Sandrine, *Les coulisses du monde des catastrophes « naturelles »*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2018.
- SALL Moussa, *Systèmes socio-écologiques et résilience au Sahel*, Dakar, CODESRIA, 2017.
- TCHOUAMO François, *Gestion des risques d'inondation et gouvernance locale au Cameroun*, Éditions Universitaires Européennes, 2024.
- WHITE Gilbert, *Human Adjustment to Floods: A Geographical Approach to the Flood Problem in the United States*, University of Chicago Department of Geography, Research, 1945.
- WISNER Ben et al., *At Risk: Natural Hazards, People's Vulnerability and Disasters*, 2nd edition, London/New York, Routledge, 2004.
- ZACCAI Edwin et al., *L'adaptation au changement climatique*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2014.

III-ARTICLES SCIENTIFIQUES

- BANG Henry et al., « Evaluating local vulnerability and organisational resilience to frequent flooding in Africa: the case of Northern Cameroon », *Foresight*, 2019, 21(4), pp.455–472.
- BANG Henry et al., « Governance of disaster risk reduction in Cameroon: The need to empower local government », *Jàmbá: Journal of Disaster Risk Studies*, vol.5, n°2, art.77, 2013.
- BOUBA Lucas et al., « Tendances pluviométriques et aléa inondation à l'Extrême-Nord Cameroun », *Geo-Eco-Trop*, 2017, vol.41, no 3, pp.339-358.
- BOURDIEU Pierre, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.31, n°1, 1980, pp.2-3.

- BOUZOU Ibrahim & YAMBA Boubacar, « Savoirs locaux et gestion des écosystèmes sahéliens », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 241-242, 2008, pp.145-162.
- CAMBERLIN Pierre, « L'Afrique Centrale dans le contexte de la variabilité climatique tropicale interannuelle et intrasaisonnière », *conférence L'Afrique Centrale, le Cameroun et les changements globaux*, Yaoundé, Cameroun, juin 2007, pp 25-39.
- D'ERCOLE Robert et METZGER Pascale, « La vulnérabilité territoriale : une nouvelle approche des risques en milieu urbain », *Cybergeo, European Journal of Geography*, n°447, 2009, p.12.
- D'ERCOLE Robert, THOURET Jean-Claude, DOLLFUS Olivier et ASTE Jean-Pierre, « Les vulnérabilités des sociétés et des espaces urbanisés : concepts, typologie, modes d'analyse », *Revue de géographie alpine*, tome 82, n°4, 1994, pp.87-96.
- Derbetini A.VONDOU et al., Trends and Interannual Variability of Extreme Rainfall Indices over Cameroon, *Sustainability*, 13(12), 6803, 2021, <https://doi.org/10.3390/su13126803>.
- DIBY Prunel Hosé, « Inventaire des activités féminines et stratégies d'adaptation au changement climatique en zones humides dans le département de Bouaké », in *Genre et développement des territoires en Afrique, Revue Géovision*, Hors-série n°03, Université Alassane Ouattara, 2024.
- DOUMOUYA Amadou, « Urbanisation anarchique et risques d'inondations à Conakry : une bombe sociale à retardement », *Revue africaine de sociologie*, vol.20(1),2016, pp.45-62.
- DZOKOM Alexis et al., « Genre, perception des changements climatiques au Sahel camerounais et impacts sur les organisations paysannes féminines », in *Genre et développement des territoires en Afrique, 3e acte du colloque international Géovision, Revue du Laboratoire Africain de Démographie et des Dynamiques Spatiales (LABORADDYS)*, Dépt. de Géographie, Hors-série n°03, juin 2024, pp.1-32, hal-0477597.
- KANGATLAM Alexis, « Analyse de la réponse aux inondations dans la région de l'Extrême-Nord au Cameroun », *International Journal of Economics and Management Sciences*, vol.4, n°2, 2025, pp.71-104.
- MAUSS Marcel, Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques, *L'Année Sociologique*, 2^e série, tome 1 (1923-1924), pp.30-186.
- MBAMBA Balthasar & MWANZA KAKENGU François, « Déterminants psychosociaux de résilience des enfants et adolescents victimes de l'inondation de 2016 dans la ville de

Boma, République Démocratique du Congo », *European Journal of Social Sciences Studies*, vol.8, no.4, 2023.

- NGNIKAM Elie « Gestion des eaux pluviales et inondations urbaines : le cas de Douala », *Cahiers de l'IRD Cameroun*, 2015, N°32, pp.78–93.
- NGONDJEB, « What determines farmers' adaptation to climate change? Empirical evidence from the arid region of Cameroon », *Journal of African Studies and Development*, 5(9), 2013, pp.218-226.
- OLIVRY Jean-Claude et al., « Les vulnérabilités des sociétés et des espaces urbanisés : concepts, typologie, modes d'analyse », *Revue de géographie alpine*, tome 82, n°4, 1994, pp.87-96.
- PARSONS Talcott, « The Social Structure of the Family », dans ANSHEN, R. N. (éd.), *The Family : Its Functions and Destiny*, New York, Harper & Row, 1959, pp.43-67
- RUFAT Samuel, « La résilience urbaine : une notion polysémique à l'épreuve des faits », *Cybergeog*, *European Journal of Geography*, 2015.
- SAHA Frédéric et al, « Risques naturels dans la région de l'Extrême-Nor du Cameroun et dynamique des extrêmes hydrologiques du système Chari-Logone », 2020, pp.69-88.
- SEIGNOBOS Christian et IYEBI-MANDJEK Olivier (dir.), « Atlas de la province Extrême-Nord Cameroun », Paris, IRD Éditions / MINREST / INC, 2000, p.89-112.
- ZINSOU Romuald, « Impacts économiques des inondations urbaines : étude de cas de la commune de Cotonou », *Revue béninoise de développement durable*, vol.5, 2018, pp.89–105.

IV– MÉMOIRES

- FOSSO Lionel Constantin, *Stratégies indigènes d'adaptation aux changements climatiques : cas des populations autochtones autour du parc de Boumba Bek*, Mémoire de Master en Sociologie, Université de Dschang, 2015.
- KENLACK TIOTSOP Gildas, *Occupation des bas-fonds et risques d'inondation dans l'arrondissement de Yaoundé VI (Cameroun)*, Mémoire de Master en Géographie, Université de Yaoundé I, 2022.
- MBAIGANE TCHINDJANG, *Gestion territoriale et inondations dans les plaines de l'Extrême-Nord du Cameroun*, Mémoire de DEA en géographie, Université de Yaoundé I, 2014.

V-THÈSES

- SAMBA Harouna, *Variabilité climatique et planification urbaine au Niger*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Abdou Moumouni, Niamey, 2017.
- SIGHOMNOU Daniel, *Analyse et redéfinition des régimes climatiques et hydrologiques du Cameroun : perspectives d'évolution des ressources en eau*, Thèse de Doctorat d'État en Géographie, Université de Yaoundé I, 2004.
- SOKHNA DIOP Moustapha, *Les capacités adaptatives des communautés de la périphérie de Dakar face aux inondations*, Thèse de doctorat en géographie, Université Paris-Saclay (COMUE), 2019, NNT : 2019SACLV024, tel-02415826.
- TIKI Denis, *Étude et cartographie des sols et des zones à risques d'inondation en zone Soudano-Sahélienne (Mayo Danay – Extrême-Nord Cameroun) : contribution de la Télédétection optique et radar et des Systèmes d'Informations Géographiques*, Thèse de doctorat en Géographie, Université de Ngaoundéré, 2020.

VI – RAPPORTS D'ÉTUDES

- Action contre la Faim, Inondations au Cameroun : relèvement et reconstruction dans l'Extrême Nord, 2024.
- Banque mondiale, Gestion des inondations dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun : les riverains n'ont plus peur des pluies diluviennes depuis que la digue du Logone et le barrage de Maga ont été réhabilités, 10 novembre 2020.
- Bureau Central des Recensements et des Études de Population (BCREP), Estimation de la population du Cameroun en 2023, Yaoundé, octobre 2024.
- Bureau de coordination des affaires humanitaires des nations unies (OCHA) Cameroun : Extrême-Nord, rapport de situation No.34 Juillet 2023.
- Croix-Rouge Camerounaise, Activités de sensibilisation et de formation aux premiers secours à Yagoua, rapport d'activités, 2024.
- Direction de la Météorologie Nationale du Cameroun, Rapport climatique annuel 2023, Yaoundé, 2023.
- FENDOUNG, Phillipe MBEVO, « Vulnérabilité et adaptation du territoire de Cap Cameroun aux risques naturels », Communication présentée à la conférence “Construire la ville portuaire de demain en Afrique Atlantique”, Kribi, Cameroun, 2017.
- GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), Sixième rapport d'évaluation – Résumé à l'intention des décideurs, 2023.

- GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), Sixième rapport d'évaluation – Résumé à l'intention des décideurs, 2023, p. 6.
- Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Hydrologie et risques d'inondation au Cameroun, Paris, 2019, p. 48.
- Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Hydrologie et risques d'inondation au Cameroun, Paris, 2019, p. 48.
- Institut National de la Statistique (INS), Enquête Camerounaise auprès des Ménages – ECAM4.
- IRGM/MINRESI, Études de vulnérabilité aux inondations dans l'Extrême-Nord, 2021.
- MINADER (Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural), ONACC (l'Observatoire National sur les Changements Climatiques), Calendrier Agricole pour la campagne 2022 pour les cinq zones Agro-Ecologiques du Cameroun, 2022.
- MINEE, Document de stratégie pour l'eau et l'assainissement au Cameroun, 2019.
- MINEPAT, Plan d'Action de Réinstallation – VIVA-LOGONE, 2021, p. 42.
- MINEPDED, Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe, 2018.
- MINH DU, Guide de planification urbaine et gestion des risques, 2020.
- Ministère de l'Eau et de l'Énergie, Rapport sur la gestion des infrastructures hydrauliques au Cameroun, Yaoundé, 2022.
- MINTP, Rapport sur l'entretien des infrastructures hydrauliques, 2020.
- OCHA, Cameroun : Extrême-Nord – Rapport de situation No. 34, juillet 2023.
- Organisation mondiale de la Santé (OMS-Cameroun), Rapport biennal 2022-2023, Yaoundé, OMS Bureau pays Cameroun, 2023.
- Plan Communal de Développement de Yagoua, 2013.
- Plan National de Contingence – Livre premier, Avril 2011.
- Programme d'appui à l'adaptation aux changements climatiques, 30 septembre 2021.
- Projet VIVA-Logone, Aménagement et valorisation des investissements dans la Vallée du Logone : Plan d'action de réinstallation, Yaoundé : MINEPAT, 2022.
- République du Cameroun, « Étude d'impact environnemental et social (EIES) du Projet d'urgence de lutte contre les inondations (PULCI) dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun », Rapport final, Octobre 2014.

- Réunion de concertation multi-acteurs de plaidoyer pour la prise en compte des droits des communautés affectées par le Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI) », Action For Community Development, 22 mars 2020.
- UNICEF, Emergencies Cameroon. Réponse aux inondations, 2024, consulté sur : [unicef.org/cameroon/emergencies](https://www.unicef.org/cameroon/emergencies), le 28/08/2025.
- UNICEF, Flash Update sur les inondations au Cameroun, Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, 2024.
- UNICEF, Rapport d'urgence et relèvement éducatif post-crues à Yagoua, 2024, disponible en ligne : <https://www.unicef.org/cameroon/reports/cameroon-floods-flash-update>, consulté le 28/08/2025.
- UNISDR (United Nations International Strategy for Disaster Reduction), Terminologie relative à la réduction des risques de catastrophe, Genève, Nations Unies, 2009, p. 27, https://www.unisdr.org/files/7817_UNISDRTerminologyFrench.pdf, consulté le 01 juin 2025.
- World Food Programme, WFP responds to severe flooding in Cameroon that affects over 400,000 people, 2024.

VII – DOCUMENTS DE PRESSE

- Amine BOUWAF0UD, « Comprendre le passé des crues catastrophiques du Maroc », Médias24, 16 sept. 2024, <https://www.medias24.com>. Consulté le 20 janv. 2025.
- Cameroon Tribune, « Inondations à Yagoua : le couple présidentiel vole au secours des sinistrés », édition du 14 octobre 2024, consulté sur www.cameroon-tribune.cm, le 26/08/2025.
- Invest-Time, « Sotcocog sur le pont Danay à Yagoua », consulté le 14 septembre 2024.
- Mgr Samuel Kleda, « Appel à la solidarité pour les victimes des inondations à Yagoua », Actu Cameroun, 25 septembre 2024, <https://actucameroun.com/2024/09/25/mgr-samuel-kleda-lance-un-appel-a-la-solidarite-pour-les-victimes-des-inondations-a-yagoua>, consulté le 25/08/2025.
- NYAMSI Franklin, « Réflexions sur les inondations catastrophiques en Afrique : de l'émotion superstitieuse à la raison écologique », Mediapart, 20 juin 2018.
- ONU Info, « Afrique de l'ouest : des inondations déciment des vies et des terres cultivées », 17 octobre 2022.

- Perspective Monde, « Inondations dévastatrices en Libye », <https://perspectivemonde.com> consulté le 20 janv. 2025.

VIII– WEBOGRAPHIE

- Action Contre la Faim, « Flooding in Cameroon – The Far North is drowning », <https://www.actioncontrelafaim.org/en/headline/flooding-in-cameroon-the-far-north-is-drowning/>, consulté le 15 novembre 2025.
- CARE Cameroun, Projet WALINDE, disponible sur : <https://www.carefrance.org/projets/cameroun-soutien-a-lacces-a-leau-et-a-lassainissement-walinde>, consulté le 28/08/2025.
- CODAS CARITAS Yagoua, Présentation de l'organisation, disponible sur : <https://www.codascaritasyagoua.org/le-codas-caritas-yagoua>, consulté le 28/08/2025.
- Des structures de santé impactées par le changement climatique, Organisation mondiale de la santé (OMS), <https://www.afro.who.int/pt/node/18030.afro.who.int>, consulté le 29 janvier 2025.
- FANNY, « L’impact des inondations sur les écosystèmes », 27 oct. 2024, <https://expertinondations.fr/impact-inondations-ecosystemes> (consulté le 2 mai 2025).
- Fidida Cameroun, Association, <https://fidida-cameroun.wixsite.com/fidida-website/association>, consulté le 28/08/2025.
- L'impact des inondations sur les écosystèmes, FANNY, <https://expertinondations.fr/impact-inondations-ecosystemes/?citationMarker=43dcd9a7-70db-4a1f-b0ae-981daa162054>, consulté le 02 mai 2025.
- OMS, « Des structures de santé impactées par le changement climatique », 31 juillet 2023, <https://www.afro.who.int>, consulté le 29 janv. 2025.

IX – TEXTES JURIDIQUES

- Loi n° 86/016 du 6 décembre 1986 portant réorganisation générale de la protection civile au Cameroun.
- Loi n° 96/12 du 5 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l’environnement au Cameroun.
- Loi n° 99/014 du 22 décembre 1999 régissant les organisations non gouvernementales.
- Décret n° 96/054 du 12 mars 1996 fixant la composition et les attributions du Conseil National de Protection Civile.

ANNEXE

Annexe1 ATTESTATIONS DE RECHERCHE

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix - Travail - Patrie ***** UNIVERSITÉ DE YAOUNDE I ***** FACULTÉ DES ARTS, LETTRES ET SCIENCES HUMAINES ***** DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE ***** BP : 755 Yaoundé Siège : Bâtiment Annexe FALSI-UYI, à côté AUIF Email : departement.sociologie@univ.yaounde1.cm « Une sociologie ancrée dans son terroir et ouverte au monde »		REPUBLIC OF CAMEROON Peace - Work - Fatherland ***** THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I ***** FACULTY OF ARTS, LETTERS AND SOCIAL SCIENCES ***** DEPARTMENT OF SOCIOLOGY *****
---	---	---

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Professeur **LEKA ESSOMBA Armand**, Chef de Département de Sociologie de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiant **MADAGAL Benoit**, Matricule **20H243**, est inscrit en **Master 2**, option population et développement. Il effectue, sous la direction de **LEUMAKO Épse NONGNI Jeannette (Maitre de Conférences)**, un travail de recherche sur le thème : « **Inondations persistantes, vulnérabilités et résilience dans la Commune de Yagoua** ».

Je vous serais reconnaissant de lui fournir toute information non confidentielle, susceptible de l'aider dans cette recherche.

En foi de quoi, la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé, le 04 JUN 2025

Le Chef de Département



Armand LEKA ESSOMBA
Professeur

Annexe 2 : GUIDES D'ENTRETIEN

GUIDE D'ENTRETIEN N°1 : POPULATIONS LOCALES DE YAGOUA

(Sinistrés, victimes, agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, etc.)

INFORMATIONS SUR L'ENTRETIEN

- Date de l'entretien : __/__/__
- Lieu de l'entretien : _____
- Heure de début : _____ Heure de fin : _____ Durée totale : _____

PROFIL DE L'ENQUÊTE

- Nom de l'enquêteur : _____
- Code du participant : _____
- Âge : _____ Sexe : ☐ Homme ☐ Femme
- Profession/Activité principale : _____
- Quartier/Village de résidence : _____
- Ancienneté dans la zone : _____
- Situation familiale : _____
- Nombre de personnes dans le foyer : _____

OBSERVATIONS DE L'ENQUÊTEUR

Conditions de l'entretien : _____

Remarques particulières : _____

THÉMATIQUE 1 : EXPÉRIENCE DES INONDATIONS

1. Depuis quand vivez-vous dans cette zone et avez-vous déjà vécu des inondations ? Si oui à quelle fréquence ?
2. Quels sont les mois de l'année où les inondations sont les plus fréquentes ?
3. Comment votre famille se prépare-t-elle avant la saison des pluies ?
4. Selon vous, qu'est-ce qui explique ou ce qui cause les inondations ici ?

THÉMATIQUE 2 : VULNÉRABILITÉS ET IMPACTS

1. Quels sont les principaux dégâts causés par les inondations dans votre foyer ?
2. Comment les inondations affectent-elles vos activités économiques (agriculture, commerce, etc.) ?
3. Avez-vous rencontré les problèmes de santé pendant et après les inondations ? Si oui, il s'agit de quoi ?

4. Combien de temps faut-il généralement pour que votre vie redevienne normale après une inondation ?
5. Quelles sont vos principales difficultés ou contraintes pour reconstruire après les dégâts ?
6. Les inondations ont-elles déjà forcé votre famille à déménager temporairement ou définitivement ? Si oui pour vous installer où ?
7. Les inégalités sociales au sein de votre communauté affectent-elles votre vulnérabilité ? si oui, de quelle manière ?

THÉMATIQUE 3 : STRATÉGIES D'ADAPTATION LOCALES

1. Quelles mesures avez-vous mises en place pour faire face aux inondations ?
2. Quelles techniques traditionnelles utilisez-vous pour prévenir ou réduire les dégâts ?
3. Comment adaptez-vous vos activités agricoles face aux risques d'inondation ?
4. Avez-vous déjà changé de lieu de résidence à cause de ce phénomène ? Si oui, où réfugiez-vous avec votre famille ?
5. Comment conservez-vous vos biens et votre nourriture pendant ces périodes ?
6. Y a-t-il des initiatives locales (solidarité, entraide) entre voisins ou membres de la communauté pour faire face à ce phénomène ? Si oui, quelles sont ces initiatives et comment organisez-vous ?
7. Pensez-vous que ces solutions sont efficaces ?
8. Avez-vous accès aux informations sur la pluviométrie ou précisément sur les risques des inondations ? comment partagez-vous ces informations au sein de votre communauté ?
9. Que souhaiteriez-vous mettre en place pour arrêter définitivement cette situation si vous aviez plus de moyens ?

THÉMATIQUE 4 : SOUTIEN EXTERNE ET BESOINS

1. Recevez-vous de l'aide de la part des autorités ou d'organisations ou associations pendant les inondations ?
2. Quelles formes d'aide avez-vous déjà reçues ? (vivres, médicaments, abris, sensibilisation etc.) Et de qui (État, ONG, associations etc) ?
3. Ces aides sont-elles suffisantes et répondent-elles rapidement à vos besoins réels ?
4. Y a-t-il des projets en cours de réalisation ou déjà réalisés dans l'optique de limiter la récurrence de ce phénomène ? Quels sont ces projets ?

5. Quelles sont vos attentes vis-à-vis des autorités ou des ONG pour mieux vous protéger ?
6. Selon vous, quelles solutions durables pourraient réduire l'impact des inondations ?
7. Avez-vous été consulté dans les décisions prises pour vous aider ?
8. Que pensez-vous de l'implication de l'État ou des autorités ?

CONCLUSION

1. Avez-vous d'autres préoccupations ou commentaires concernant les inondations que nous n'avons pas abordés ?
2. Quelles recommandations feriez-vous pour améliorer la gestion des inondations dans votre localité ?

Merci beaucoup pour votre participation à cet entretien.

GUIDE D'ENTRETIEN N°2 : AUTORITÉS LOCALES ET ADMINISTRATIVES

(Chefs traditionnels et religieux, autorités administratives, conseillers municipaux et maire)

INFORMATIONS SUR L'ENTRETIEN

-Date de l'entretien : ____//____

-Lieu de l'entretien : _____

-Heure de début : _____ Heure de fin : _____ Durée totale : _____

PROFIL DE L'ENQUÊTÉ

-Nom et prénom : _____

- Code du participant : _____

-Âge : _____ Sexe : ☐ Masculin ☐ Féminin

-Fonction/Poste occupé : _____

-Institution/Structure : _____

-Zone de compétence/intervention : _____

-Type d'autorité : ☐ Administrative ☐ Traditionnelle ☐ Religieuse ☐ Autre : _____

OBSERVATIONS DE L'ENQUÊTEUR

-Conditions de l'entretien : _____

-Remarques particulières : _____

THÉMATIQUE 1 : PERCEPTION ET CONNAISSANCE DU PHÉNOMÈNE

1. Depuis quand les inondations sont devenues un phénomène récurrent dans votre ressort territorial ?
2. Quelles sont les quartiers ou zones les plus vulnérables ? et pourquoi ces zones sont-elles vulnérables à ce phénomène selon vous ?
3. Comment évaluez-vous l'évolution du phénomène ces dernières années ?
4. Selon vous, quelles sont les principales causes de cette situation dans votre localité ?

THÉMATIQUE 2 : VULNÉRABILITÉS ET EFFETS DES INONDATIONS

1. Quelles sont, selon vous, les principales vulnérabilités des populations ?
2. Y a-t-il des groupes ou populations particuliers les plus touchés ou vulnérables (femmes, enfants, personnes âgées) dans votre localité ? pourquoi ?
3. Quelles conséquences observez-vous sur les populations locales ? (socio-économiques, sanitaires etc) Affectent-elles les infrastructures publiques (écoles, centres de santé) et aussi la structure dont vous avez la charge ? Comment ?

4. Disposez-vous de données ou statistiques sur les dégâts causés ?
5. Le manque d'infrastructures (drainage, barrages), les conditions de logement, la pauvreté influencent-ils ces vulnérabilités ? Comment ?
6. Avez-vous constaté des tensions sociales accrues suite aux déplacements causés par les inondations ? Lesquelles ?
7. Quels sont les principaux défis que rencontrent les populations après une inondation ?

THÉMATIQUE III : ACTIONS /STRATEGIES INSTITUTIONNELLES D'ADAPTATION ET PRATIQUES LOCALES

1. Existent-ils des cadres institutionnels ou juridique qui régissent la gestion des risques d'inondations dans votre localité ? quels sont ces cadres ?
2. Disposez-vous d'un plan local de gestion des risques d'inondation ? si oui, quels projets ou programmes sont prévus pour réduire cette situation ?
3. Quelles actions ou principales mesures avez-vous prises pour anticiper ou limiter le risque de ce phénomène et renforcer la résilience des populations locales ?
4. Quelles innovations techniques ou pratiques avez-vous introduites ?
5. Quel rôle jouent les autorités centrales (l'Etat) dans la gestion de ce phénomène ?
6. Quels sont les mécanismes d'aide d'urgence que vous mobilisez et comment votre institution intervient-elle ou s'organise-t-elle pour l'évacuation et la mise à l'abri des populations sinistrées lors des inondations ?
7. Avez-vous mis en place des campagnes de formations ou de sensibilisation pour renforcer les capacités des populations à faire face à cette situation ? si oui, lesquelles ?
8. Avez-vous établi des partenariats avec des institutions de recherche ou des universités pour mieux comprendre et gérer les inondations ? Pouvons-nous en prendre connaissance de ces institutions ?
9. Est-ce que les autorités traditionnelles (chefs, notables) et religieuses participent-elles à la gestion de ce phénomène ? Comment ?
10. Travaillez-vous avec eux dans ce cadre ? Si oui, ont-ils des pratiques traditionnelles ou religieuses pour prédire ou gérer cette situation ?
11. Quels sont ces savoirs traditionnels ou rituels et cérémonies qui sont pratiqués ? Comment les intégrez-vous dans vos stratégies d'adaptation des inondations ?
12. Les populations locales sont-elles impliquées dans les processus de décision concernant la gestion des inondations ? si oui, comment ?

13. Avez-vous mis en place un système d'alerte précoce sur les prévisions météorologiques pour prévenir les populations des risques d'inondation ? Comment et par quel moyen ces informations sont-elles diffusées aux populations ?
14. Comment évaluez-vous l'efficacité des mesures de gestion des inondations mises en œuvre jusqu'à présent ?

CHEFS TRADITIONNELS ET RELIGIEUX

1. Est-ce que les lieux de culte ou les pratiques religieuses sont-ils affectés par ce phénomène ? comment ?
2. Comment les structures traditionnelles d'entraide (familles, clans) réagissent-elles en période de crise ?
3. Comment la solidarité religieuse ou intercommunautaire se manifeste-t-elle ?
4. Les rites traditionnels ou prières spécifiques sont-ils organisés lors des grandes crues ?
5. Quel rôle spécifique jouez-vous en tant qu'autorité traditionnelle/religieuse lors des inondations dans votre communauté ?
6. Comment participez-vous à la mobilisation communautaire avant, pendant et après les inondations ?
7. Quelles formes de soutien spirituel ou moral apportez-vous aux populations affectées par les inondations ?
8. Comment intervenez-vous dans la résolution des conflits qui peuvent survenir pendant les périodes d'inondation ?
9. Quelles initiatives avez-vous prises pour organiser la solidarité communautaire face aux conséquences de cette situation ?
10. Comment votre position d'autorité traditionnelle/religieuse/locale vous permet-elle de faciliter la communication entre la population et les autres acteurs ?
11. Existe-t-il des systèmes traditionnels de gestion des terres ou des eaux qui favorisent l'adaptation ? Lesquels ?
12. Quelles techniques ancestrales de construction ou d'habitat permettent de mieux résister aux inondations ?
13. Comment les générations actuelles perçoivent-elles les savoirs ancestraux sur les inondations ?

THÉMATIQUE 4 : CONTRAINTES ET COOPERATION AVEC D'AUTRES ACTEURS

1. Quelles sont les principales contraintes budgétaires qui limitent votre capacité à gérer efficacement les inondations ?
2. Comment l'accès à l'information scientifique et technique influence-t-il votre prise de décision concernant les inondations ?
3. Quels facteurs culturels ou sociaux facilitent ou entravent la mise en œuvre des mesures d'adaptation aux inondations ?
4. Quels sont les partenaires extérieurs avec lesquels vous travaillez ? (ONG, État, bailleurs, Comment les responsabilités en matière de gestion des inondations sont-elles réparties entre les différents acteurs (État, commune, chefferies traditionnelles) ?
5. Comment se fait la coordination entre vous et ces acteurs ?
6. Avez-vous des retours de la population sur l'efficacité de cette collaboration

CONCLUSION

1. Quelles sont vos principales préoccupations concernant les inondations futures dans votre localité ?
2. Quelles recommandations feriez-vous pour améliorer la gestion des inondations à l'échelle locale, régionale et nationale ?
3. Y a-t-il d'autres aspects de la gestion des inondations que vous souhaiteriez aborder

Merci beaucoup pour votre participation à cet entretien.

GUIDE D'ENTRETIEN N°3 : ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

(ONG, associations communautaires, structures en charge de la protection environnementale)

INFORMATIONS SUR L'ENTRETIEN

-Date de l'entretien : _____

-Lieu de l'entretien : _____

-Heure de début : _____ Heure de fin : _____ Durée totale : _____

PROFIL DE L'ENQUÊTÉ

-Nom et prénom : _____

-Âge : _____ Sexe : ☐ Masculin ☐ Féminin

-Fonction/Poste occupé : _____

-Organisation/Structure : _____

-Type d'organisation : ☐ ONG ☐ Association ☐ Protection civile ☐ Autre : _____

- Domaine d'intervention : _____ Zone d'intervention : _____

OBSERVATIONS DE L'ENQUÊTEUR

Conditions de l'entretien : _____

Remarques particulières : _____

THÉMATIQUE 1 : MISSION ET INTERVENTION

1. Quelle est la mission de votre organisation à Yagoua ?
2. Quelle est votre zone d'intervention à Yagoua ?
3. Depuis combien de temps travaillez-vous dans le domaine de la gestion des risques ? et quelles sont vos principales activités liées à la gestion des risques d'inondation ?
4. Quelles sont les conséquences des inondations que vous avez observées sur les populations ?
5. Disposez-vous de rapports, enquêtes ou données sur ces effets ?
6. Quels sont les changements notables sur les moyens de subsistance des habitants ?
7. Comment identifiez-vous les besoins des populations face aux inondations ?
8. Travaillez-vous en partenariat avec d'autres organisations sur cette question ?

THÉMATIQUE 2 : ANALYSE DES VULNÉRABILITÉS

1. Les populations expriment-elles un sentiment de plus grande vulnérabilité ?
2. Selon votre expérience, quelles sont les principales vulnérabilités des populations de Yagoua ?

3. Quels groupes de population sont les plus à risque face aux inondations ?
4. Comment évaluez-vous son impact sur le développement local ?
5. Quels obstacles empêchent les populations de mieux se protéger ?
6. Comment les inondations affectent-elles l'accès aux services de base ?
7. Observez-vous une évolution des vulnérabilités au fil des années ?
8. Selon vous, quelles sont les principales causes de vulnérabilité ici ?
9. Les infrastructures locales sont-elles adaptées à la gestion des inondations ?
10. Avez-vous observé des différences de vulnérabilité entre quartiers, ou groupes sociaux ?
11. Quels sont les principaux freins à la réduction de ces vulnérabilités ?

THÉMATIQUE 3 : STRATÉGIES ET PROGRAMMES

1. Quelles sont les principales actions que vous avez entreprises dans cette zone ?
2. Est-ce que vos interventions s'appuient sur les connaissances locales ?
3. Comment évaluez-vous l'efficacité des stratégies d'adaptation communautaire ?
4. Travaillez-vous en partenariat avec les populations dans l'élaboration des actions ?
5. Quelles activités de renforcement des capacités menez-vous ?
6. Avez-vous mis en place un suivi ou une évaluation de l'impact de vos interventions ?
7. Quels programmes avez-vous mis en place pour renforcer la résilience des populations ?
8. Comment sensibilisez-vous les populations sur les risques d'inondation ?
9. Quelles formations ou capacités développez-vous auprès des communautés ?
10. Comment soutenez-vous les stratégies d'adaptation locales existantes ?
11. Recommandez-vous des interventions structurelles ou comportementales ?
12. Quels équipements ou infrastructures avez-vous contribué à mettre en place ?

THÉMATIQUE 4 : COORDINATION ET PERSPECTIVES

1. 1. Collaborez-vous avec les autorités locales et les chefs traditionnels ? Comment coordonnez-vous vos ?
2. Quelles difficultés rencontrez-vous dans vos interventions ?
3. Comment mesurez-vous l'efficacité de vos actions sur le terrain ?
4. Quels sont vos projets futurs pour renforcer la résilience des populations ?
5. Comment voyez-vous l'évolution de la situation des inondations à Yagoua dans les années à venir ?
6. Y a-t-il des plateformes de coordination entre ONG, État et associations ?
7. Quels sont les défis de cette coordination ?

8. Comment se passe le partage d'information entre partenaires ?
9. Selon vous, que manque-t-il pour rendre les interventions plus efficaces ?

CONCLUSION

1. Quels sont les principaux défis auxquels votre organisation fait face dans ses interventions liées aux inondations ?
2. Quelles leçons avez-vous tirées de vos interventions passées face aux inondations ?
3. Quelles recommandations feriez-vous pour améliorer la gestion des inondations à Yagoua ?
4. Y a-t-il d'autres aspects relatifs aux inondations que vous souhaiteriez aborder ?

Merci beaucoup pour votre participation à cet entretien.

Annexe 3 : LISTE DES PERSONNES ENQUÊTÉES

I-POPULATIONS LOCALES (sinistrés)

Noms et Prénoms	Sexe	Age	Quartier Initial	Date De L'entretien	Occupation
DELPHINE	F	41 ans	DANAYRE	24.06.2025	Cultivatrice
HAMIDOU	M	30 ans	DANAYRE	24.06.2025	Motoximan
ANONYME	M	57 ans	DANAYRE	24.06.2025	Agriculteur Et Éleveur
PAPA	M	65 ans	DANAYRE	24.06.2025	Gardien Camp des Sinistrés
LIDAM	M	45 ans	GOBOISSOU	25.06.2025	Surveillant général
SOUMAI FRANÇOIS	M	40 ans	GOBOISSOU	26.06.2025	Convoyeur camion
HAMADOU	M	34 ans	GBECHE	26.06.2025	Motoman
OUMOUL	F	20 ans	GBECHE	26.06.2025	Elève
DOMOSSIOU	M	49 ans	GOBOISSOU	07/07/2025	Maçon- Charpentier
ALAIN	M	29 ans	GOBOISSOU	07/07/2025	Cultivateur
MBESSO	M	29 ans	GOBOISSOU	07/07/2025	

LES ENTRETIENS DE GROUPES AVEC LES SINISTRÉS

Lieu d'entretien	Date	Nombre des participants	Qualité des membres
Camp des sinistrés (péage)	25.06.2025	08 hommes	Sinistrés
Camp des sinistrés (péage)	25.06.2025	12 femmes	Sinistrées

II-AUTORITES LOCALES ET ADMINISTRATIVES

Noms et prénoms	Ages	Sexe	Date de l'entretien	Structure	Poste
ABEL	34 ans	M	26.06.2025	COMMUNE	Chef de service social/cadre charge des affaires culturelles des communautés
SAIDOU SOUKEY	40 ans	M	26.06.2025	CHEFFERIE	Chef du quartier Danayré
DOMOSSIOU	47 ans	M	26.06.2025	CHEFFERIE	Chef du quartier GOBOISSOU

JEAN PAUL D	54 ans	M	07/07/2025	Paroisse saint Michel Yagoua	Catéchiste
-------------	--------	---	------------	---------------------------------	------------

ENTRETIEN DE GROUPE

Lieu d'entretien	Date	Nombre des participants	Qualité des membres
Sous-préfecture Yagoua	26.06.2025	1 Femme et 3 hommes	Secrétaire particulier du sous-préfet au nom de DJAKNA SAMUEL et les autres collaborateurs

III-ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE/ ASSOCIATION ET ONG

Noms et prénoms	Ages	Sexe	Date de l'entretien	Structure	Poste
BOUBA		M	16/07/2025	CROIX ROUGE CAMEROUNAISE	LE CHEF DE SERVICE

ENTRETIEN DE GROUPE

Lieu	Date	Structure	Nombre de participants	Noms/ profil et âge des participants			
Yagoua	07/07/2025	SANA LOGONE (association de promotion humaine dans la vallée du Logone)	03	Noms et prénoms	Age	Sexe	Poste
				DJAFSIA Robert	60 ans	M	Coordonnateur
				VROUMSIA Dieudonné	52 ans	M	Responsable Administratif et Financier
				DASSIDI Edmund	40 ans	M	Chef des projets centraux

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE.....	Erreur ! Signet non défini.
REMERCIEMENTS	ii
SOMMAIRE	iii
LISTES DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	iv
LISTES DES FIGURES ET ILLUSTRATIONS.....	vi
RÉSUMÉ.....	vii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
I-CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU CHOIX DU SUJET DE RECHERCHE.....	2
II-LE PROBLÈME DE RECHERCHE	4
III-PROBLEMATIQUE	6
1-Origines des catastrophes naturelles : une analyse des causes des inondations en Afrique	6
2- Les conséquences des inondations	9
a-Impact socio-économique des inondations.....	9
b- Impact sanitaire	10
c- Impact sur la sécurité alimentaire et l'éducation	11
d-Impact sur les écosystèmes et la biodiversité.....	11
3-Les mécanismes d'adaptation et les difficultés rencontrées.....	12
a-Stratégies locales d'adaptations.....	12
b-Stratégies institutionnelles d'adaptation.....	14
c- Les difficultés/défis rencontrés dans le processus de mécanismes d'adaptation.....	16
IV- LES QUESTIONS ET HYOTHESES DE RECHERCHE	18
IV-1- Les questions de recherche	18
IV-1-1- Question principale.....	18

IV-1-2- Questions spécifiques	18
IV-2- Les hypothèses de recherche	18
IV-2-1- Hypothèse de recherche principale.....	19
IV-2-2- Hypothèses de recherche spécifiques	19
V- LES OBJECTIFS DE RECHERCHE	19
V-1- L'objectif général.....	19
V-2- Les objectifs spécifiques	19
VI- LA MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE	19
VI-1-Cadre théorique.....	20
VI-1-1-La théorie de l'anti-fragilité de Nassim Nicholas Taleb	20
VI-1-2 – La théorie de la modernité réflexive d'Ulrich Beck	21
VI-2- Collecte et analyses des données	22
VI-2-1-collecte des données	22
VI-2-1-1- Population et technique d'échantillonnage	23
a-Population cible	23
b-Technique d'échantillonnage	24
VI-2-2- Techniques et outils de collecte de données.....	25
VI-2-1- La revue documentaire	25
VI-2-2- Les entretiens semi-directifs et l'entretien de groupe semi-directif.....	25
VI-2-2-1-L'entretien semi-directif	26
VI-2-2-2- L'entretien de groupe semi-directif	26
VI-2-3-L'observation directe	26
VI-3-Technique d'analyse des données : analyse de contenu	27
VI-3-1-La transcription.....	27
VI-3-2-Le classement et la catégorisation	28
VI-3-2-L'analyse	28
VII- CADRE CONCEPTUEL.....	28

VII-1- Inondations	28
VII-2-Vulnérabilité	29
VII-3-Résilience	31
VIII – DÉLIMITATION SPATIO-TEMPORELLE	32
VIII-1-Délimitation spatiale	32
VIII-2-Délimitation temporelle	33
VIII-3- Justification du choix du site d'étude.....	33
IX-PLAN DE RÉDACTION	34
 PARTIE I :GESTION DU RISQUE D'INONDATION ET MANIFESTATIONS DE LA VULNÉRABILITÉ DES POPULATIONS À YAGOUA	 35
CHAPITRE I :CADRE NATIONAL DE GESTIONS DES RISQUES AU CAMEROUN ...	37
I-LES DISPOSITIFS JURIDIQUES DE LA GESTION DES RISQUES AU CAMEROUN	37
1-Les cadres internationaux.....	37
1-1-Les conventions internationales	38
1-2-Accords et protocoles internationaux.....	38
2- Cadre national : les législations juridiques et réglementaires relatives à la gestion des risques des catastrophes	39
2-1-Les Lois.....	40
2-2- Les Décrets.....	40
2-2- Les Arrêtés	41
II- LES DISPOSITIFS INSTITUTIONNELS DE GESTION DES INONDATIONS AU CAMEROUN	42
1-Les institutions Étatiques	42
1-1-Les acteurs étatiques centraux : ministères et administrations centrales	42
-Le Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT) : pivot de la coordination opérationnelle :	42

-Le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED) : garant de la prévention	43
-Le Ministère des Travaux Publics (MINTP) : acteur de la résilience infrastructurelle	43
-Le Ministère de l'Eau et de l'Énergie (MINEE) : régulateur des ressources hydriques	44
-Le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU) : régulateur de l'occupation spatiale.....	44
-Le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) : producteur de la connaissance des risques	44
-Le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) : stratège du financement et de la planification.....	45
1-2-Les échelons territoriaux déconcentrés	46
2-Les collectivités territoriales décentralisées	46
3- Les acteurs non étatiques.....	46
3-1- Cadre juridique d'implication des acteurs non étatiques.....	47
3-2- Typologie et modalités d'intervention des acteurs non étatiques.....	47
III- CADRE STRATÉGIQUE DE GESTION DES CATASTROPHES AU CAMEROUN	48
1-Les politiques et stratégies nationales d'adaptation et de gestion des risques	49
1-1- La Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (SNRRC)	49
1-2- Stratégie Nationale d'Adaptation au Changement Climatique (SNACC).....	49
2- Politiques et dispositifs opérationnels de gestion des risques et des catastrophes	50
2-1- Le Plan National de Contingence (PNC)	50
2-2- Projet d'Urgence de Lutte contre les Inondations (PULCI)	51
IV-LIMITE DU SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION AU CAMEROUN	53
1-Cadre institutionnel formel dense et persistance des vulnérabilités sociales	53
1-1-Cadre juridique d'urbanisme et pratiques effectives d'occupation des sols	53
1-2-Déséquilibre entre prévention structurelle et gestion de l'urgence.....	54

1-3-Fragmentation institutionnelle	55
2- Les limites de la mise en œuvre des politiques de gestion des inondations.....	55
3- Gouvernance des risques et place des acteurs locaux	56
 CHAPITRE II :INONDATIONS A YAGOUA : CAUSES, MANIFESTATIONS ET PERCEPTIONS DE LA VULNÉRABILITÉ PAR POPULATIONS LOCALES	59
I-LES CAUSES DES INONDATIONS À YAGOUA.....	59
1-Causes naturelles	59
1-1-Régime pluviométrique et variabilité climatique : une intensification du phénomène .	59
1-2- Caractéristiques géographiques et environnementales : topographie et hydrographie .	60
1-3- Saturation des sols : un facteur d'amplification hydrologique	61
2- Causes anthropiques : la production sociale du risque.....	62
2-1- Urbanisation rapide non planifiée : l'occupation des zones à risque	62
2-2- Défaillances infrastructurelles et inertie institutionnelle : le paradoxe des digues	64
2-3- Pratiques locales d'exploitation des ressources.....	65
2-3-1-L'extraction artisanale de terre : des cuvettes devenues pièges hydrauliques	65
2-3-2-La déforestation comme réduction du couvert végétal.....	66
2-3-3-Le creusage anarchique de rigoles d'irrigation dans les champs agricoles.....	66
II- MANIFESTATIONS DE LA VULNÉRABILITÉ DES POPULATIONS LOCALES .	67
1-Les formes de vulnérabilité observées	67
1-1-Vulnérabilité physique et dégradation du bâti	67
1-1-1-Dégradation des habitations.....	67
1-1-2- Ruptures des routes et isolements des zones	68
1-1-3-Blocage du drainage et poches d'eau durables	69
1-2- Vulnérabilité économique : pertes et fragilisation des revenus	69
1-2-1- Destruction des cultures et insécurité alimentaire	69
1-2-2-Pertes de bétail	70
1-2-3- Perturbation du commerce local	70

1-3- Vulnérabilité institutionnelle	72
1-3-1- Défaillance de l'action institutionnelle face aux inondations.....	72
1-3-2- Déficit d'information et manque des dispositifs d'alerte	73
2- Effets sociaux et humains des inondations sur les populations.....	74
2-1- Dégradation des conditions de vie et conséquences sanitaires	74
2-1-2-Impacts sanitaires et humains	75
2-2- Fragilisation de la cohésion sociale : entre solidarité et tensions	76
2-3- Impact sur la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance.....	77
2-4- Perturbations du système éducatif	77
III- PERCEPTIONS LOCALES DE LA VULNÉRABILITÉ : EXPÉRIENCES VÉCUES ET REPRÉSENTATIONS SOCIALES	78
1- Perceptions des causes : entre fatalité climatique et responsabilité humaine.....	79
1-1-Le changement climatique : explication dominante et rupture perçue	79
1-2- Conscience des responsabilités humaines et institutionnelles	80
2- Vécu quotidien de la vulnérabilité : entre résignation et sentiment d'abandon	81
2-1- L'inondation comme menace permanente du quotidien	81
2-2- Le sentiment d'abandon institutionnel et l'impuissance collective	81
3- La responsabilité : entre critique institutionnelle et autocritique	82
3-1- Déception et frustration face aux institutions publiques.....	82
3-2- Responsabilités partagées et pratiques locales.....	83
IV- DISTRIBUTION INÉGALE DE LA VULNÉRABILITÉ SELON LES GROUPES SOCIAUX	83
1- Vulnérabilités différenciées selon les caractéristiques démographiques	83
1-1- Vulnérabilité selon le genre : surcharge des femmes et amplification des inégalités...	84
1-2-Âge : enfants et personnes âgées face à des vulnérabilités spécifiques	84
2- Vulnérabilités liées aux statuts socio-économiques et à la localisation spatiale.....	85
2-1- Activité professionnelle et niveau de revenu : une exposition économique différenciée	85

2-2- Localisation géographique : une géographie sociale de l'exposition	86
---	----

PARTIE II :DE LA VULNÉRABILITÉ À LA RÉSILIENCE : ANALYSE DES STRATÉGIES D'ADAPTATION ET DES DYNAMIQUES SOCIALES INDUITES PAR LES INONDATIONS À YAGOUA	88
---	----

CHAPITRE III :ANALYSE DES STRATÉGIES D'ADAPTATION FACE AUX INONDATIONS À YAGOUA	90
--	----

I-LES STRATÉGIES D'ADAPTATION DES POPULATIONS LOCALES.....	90
--	----

1- Les stratégies individuelles	90
---------------------------------------	----

1-1-Le désir de départ comme adaptation subie face au risque.....	90
---	----

1-2- Bricolages résidentiels : entre inventivité et précarité	91
---	----

1-2-1- Fabrication artisanale de briques de terre cuites.....	91
---	----

1-2-2- Utilisation de sacs de sable comme barrières	92
---	----

1-3- Pratiques de survie et dispositifs d'autoprotection : résilience quotidienne et gestion domestique du risque	93
--	----

1-3-1- Mise en hauteur des objets domestiques et évacuation de l'eau	93
--	----

1-3-2- Réorganisation de l'espace domestique	94
--	----

1-4- Adaptations liées aux cultures et autres activités économiques.....	94
--	----

2- Stratégies collectives et communautaires : solidarités et organisation locale	95
--	----

2-1- Actions de solidarité et d'entraide : entre soutien mutuel et contraintes matérielles	95
---	----

2-1-2- Soutien mutuel dans l'évacuation	96
---	----

2-2- Organisation coutumière et religieuse : encadrement local et réconfort spirituel	96
---	----

2-2-1- Encadrement coutumier et initiatives des chefs de quartier	96
---	----

2-2-2- Soutien religieux et communautaire	97
---	----

3- Stratégies traditionnelles et savoirs endogènes : transmission culturelle et adaptation environnementale.....	98
---	----

3-1- Savoirs agricoles adaptés : sélection variétale et polyculture	98
---	----

3-2- Savoirs architecturaux et aménagement de l'espace	99
--	----

II- LES STRATÉGIES DES ACTEURS EXTERNES : ÉTAT, ONG ET ASSOCIATIONS COMMUNAUTAIRES	100
1- Les stratégies des acteurs étatiques : entre volonté institutionnelle et défaillances opérationnelles	100
1-1-Interventions des administrations centrales et déconcentrées : décalage entre intentions et réalité	100
1-1-1-Interventions d'urgence et assistance aux sinistrés par l'Etat : une aide ponctuelle.	101
1-1-2-Programmes de relèvement et de reconstruction : des projets structurants mais lents	102
1-2- Interventions des collectivités territoriales décentralisées : proximité et contrainte budgétaire	103
1-2-1-Mairie et populations locales : synergie d'intervention.....	104
2- Les stratégies des organisations de la société civile (OSC) et de la société civile : appui humanitaire et renforcement des capacités	106
2-1- ONG internationales et nationales : une réponse humanitaire massive	106
2-1-1-Programmes humanitaires et d'assistance alimentaire.....	106
2-1-2-Actions de reconstruction et de relèvement communautaire	108
2-2- La Croix-Rouge : alerte, secours et renforcement des capacités	109
2-2- 1-Mécanismes d'alerte, de secours et d'assistance	109
2-2-2-Actions de renforcement des capacités locales.....	109
2-3- Associations communautaires et initiatives locales	110
2-3-1-Sana Logone	110
2-3-2-Autres associations	110
3- Complémentarité et contraintes des stratégies externes	111
3-1- Complémentarité et synergie entre acteurs	111
3-2- Contraintes et limites de l'action externe	112

CHAPITRE IV :DYNAMIQUES SOCIALES ET TRANSFORMATIONS LOCALES INDUITES PAR LES INONDATIONS À YAGOUA	114
I-RECOMPOSITION DES SOLIDARITÉS ET TRANSFORMATIONS DES RELATIONS SOCIALES	114
1-Fragilisation des solidarités traditionnelles et émergence de nouvelles attentes sociales	115
1-1- L'affaiblissement de la solidarité familiale et le renforcement des liens de voisinage	115
1-2- Mutation des représentations de la solidarité et nouvelles attentes vis-à-vis du collectif	116
3- Éclatement familial et reconfigurations des structures domestiques	120
3-1- Migrations masculines et contrainte de la gestion domestique.....	121
3-2- Réorganisation familiale et trajectoires des jeunes	122
4- Reconfigurations des rapports de pouvoir et des légitimités locales	123
II-MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET NOUVELLES FORMES DE VULNÉRABILITÉ	125
1- Diversification contrainte et pluriactivité de survie	126
1-1-La diversification économique.....	126
1-2-Exode rurale et mobilités économiques forcées.....	128
2-économie de survie face aux catastrophes et dépendances nouvelles	128
2-1-L'aide humanitaire comme ressource économique temporaire et dépendances.....	129
2-2-Marchés de la reconstruction et opportunités.	130
3-Creusement des inégalités et vulnérabilités différenciées	130
III-RECONFIGURATIONS TERRITORIALES.....	132
1-Réorganisation de l'espace habité.....	132
2- Recomposition fonctionnelle de l'espace public : adaptation spatiale.....	133
CONCLUSION GÉNÉRALE	137
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	146
ANNEXE	155